

Débats

L'affaire des « Versets sataniques »

Blasphème et liberté

par TAHAR BEN JELLOUN

DEPUIS six mois une tragédie se joue sous nos yeux. Elle est faite de menaces, de peur et de mort. C'est une nouvelle version de *Chronique d'une mort annoncée*. Seul fait qui n'est pas une fiction, le roman s'écrit quotidiennement un peu partout dans le monde. Un homme risque de mourir. C'est un écrivain. Sa vie est d'ores et déjà confisquée. Elle ne lui appartient plus. Si on réussit à le retrouver et à l'assassiner, ce sera une grande défaite pour la pensée et pour les libertés.

Il est des principes avec lesquels on ne transige pas. La liberté d'imaginer, de créer et d'écrire en est un. Chaque homme a le droit d'écrire ce qu'il veut. S'il offense le lecteur, si ce qu'il met en scène porte atteinte à la sensibilité des croyances ou des convictions personnelles, le public est libre, non seulement de ne pas le lire, mais aussi de le poursuivre en déposant une plainte en diffamation. C'est ce qui se passe dans un État de droit, dans une société démocratique où chacun a le droit de rêver, de chanter, de peindre, bref de s'exprimer comme il l'entend.

Qui peut sérieusement croire qu'une religion aussi prestigieuse et vivante que l'islam qui regroupe plus d'un milliard de personnes à travers le monde, puisse se sentir menacée par une fiction ? Un roman, même blasphématoire, suffirait-il à ébranler quinze siècles d'histoire ? Ce n'est pas un, ni

même plusieurs livres qui menacent l'islam. Ce qui fait mal à cette religion aujourd'hui ce sont la manipulation politique et l'arnaque qui s'exercent dans le fanatisme et dans l'intolérance.

Il ne suffit pas de condamner ; il faut essayer de comprendre l'ampleur des manifestations, lesquelles expriment un malaise auquel nous devons réfléchir. Certes, on a dit aux musulmans que leur prophète, celui que le Coran présente comme « le beau modèle », celui sur lequel tout musulman doit calquer son comportement, celui qui guide et fonde toutes leurs espérances, celui en qui ils puisent foi, courage et dignité, a été odieusement défiguré et malmené dans sa vie et son histoire par un écrivain.

On leur a dit que quelque'un s'est permis de le ridiculiser et qu'il essai d'ébranler leurs certitudes et de ruiner leurs croyances.

Il faut savoir que le prophète Mohammed a une présence essentielle et sacrée dans la vie quotidienne des musulmans. Saint des saints, il est l'intermédiaire absolu, celui « par lequel Allah (la miséricorde) s'adresse aux Prophètes et aux Apôtres ». (sourate LXI, v.6).

Cette impressionnante levée de boucliers dans le monde islamique, dans un monde où la plupart des peuples sont déshérités et privés du droit

d'expression, ne répond-elle pas précisément à une ultime forme de résistance, à savoir l'existence par et grâce au secret ? Il y a certes un besoin de ralliement et d'opposition. Le livre de Salman Rushdie est un prétexte pour réaliser, de manière artificielle, une cohésion des musulmans. S'unir contre ! Pourquoi contre et contre qui ? Dernière cette violence, n'expriment-ils pas d'autres frustrations et d'autres blessures ?

Le fanatisme est une muraille de fer qui avance aveuglément. Le fer ne connaît ni le doute, ni le dialogue et encore moins l'humour. Cette porte blindée, verrouillée et encore moins ouverte, se dresse devant l'écrivain qui a au le malheur de croire qu'il pourrait tout imaginer, tout écrire et rester libre. « La fait d'écrire, peut-il jamais entraîner pour celui qui en fait profession un danger qui, pour n'être pas mortel, soit du moins positif ? », se demande Michel Leiris dans les premières pages de *L'Âge d'homme* où il compare l'écrivain qui s'engage au matador qui expose son corps à la corne du taureau.

Voilà aujourd'hui un écrivain jeté dans l'arène, seul et désarmé. Quelles que soient la sincérité et la force du regret qu'il a exprimés, sa voix reste inaudible dans les clameurs de haine et d'intolérance. Parviendra-t-il un jour à recouvrer la liberté ? Cela dépend de la communauté internationale mais aussi des intellectuels de culture islamique qui, même s'ils

ont été blessés par des blasphèmes et une provocation, doivent réagir, s'unir pour d'une part, arrêter l'escalade de la délation et de la violence suscitée par l'appel au meurtre, et d'autre part pour qu'aucun-mêmes ne puissent continuer d'écrire dans la dignité et dans la liberté.

..

Au nom de la tolérance qui caractérise l'islam, il n'est pas donné à l'homme de punir l'offense faite à une conviction. Il est dit dans la sourate « Le tonnerre », verset 39 qu'« Allah efface et confirme ce qu'il veut. La Mère du Livre se trouve auprès de Lui », comme il est rappelé dans la sourate 35 (Créateur et les anges), verset 18 « Aucune âme pécheresse ne portera le fait d'une autre... »

En l'an 922, le grand poète mystique Al Hallaj, fut supplicié à Bagdad pour avoir dit « Je suis La Vérité ». Son procès avait duré neuf ans. Il avait pu non seulement se défendre mais continuer à dire sa passion de Dieu. Son amour absolu de Dieu lui a fait commettre le blasphème de « se transformer en sa configuration ».

En sacrifiant la tolérance et le dialogue, certains voudraient maintenir les peuples dans le totalitarisme, dressant autour d'eux les fameuses murailles de fer. Or l'islam n'a rien à voir avec ces images hideuses de revanche et de haine. C'est un message de paix. C'est celui qu'on m'a appris et auquel je crois.

Si les dieux existaient...

par MANUEL DE DIÉGUEZ (*)

IL faut nous rendre à l'évidence : si nous sommes piégés par l'appel au meurtre, c'est parce que toute notre culture est bloquée par notre « politique de la raison » depuis Descartes. Car c'est le *Discours de la méthode* qui nous a fait signer un contrat avec les croyances religieuses, aux termes duquel la civilisation serait un combat pour le triomphe de la tolérance et non point un combat pour le progrès de la raison. Ce concordat entre la pensée et le sacré a été confirmé par tout le siècle des Lumières. C'est pour quoi, deux cents ans après Voltaire, les neuf dixièmes de l'humanité vivent encore dans une culture essentiellement mythologique, et les religions ont toutes été réhabilitées, dans notre Occident cartésien, comme des fruits magnifiques et parfois sublimes de la « culture ».

Enseigner la raison

Mais dire à des croyants : « Nous respectons les exploits de vos prophètes et les certitudes qu'ils vous ont mises dans la tête ; nous vous demandons seulement, en échange, de ne pas nous assassiner au nom de vos convictions », c'est leur proposer un marché qu'ils sont condamnés à rejeter. Car si l'univers était réellement régi par trois êtres imaginaires — Allah, Jahveh et le Dieu des chrétiens, qui auraient remplacé Jupiter, Wotan, Mithra, Tot, Krishna et quelques autres, — il serait impardonnable d'admettre qu'on les offensât cruellement. Si les dieux existaient, ils auraient des droits ; et l'on ne voit pas quel intérêt de grands écrivains trouveraient à se moquer d'eux. C'est pourquoi les fidèles d'une divinité savent très bien que les « blasphémateurs » ne croient pas en l'existence réelle des personnages fabuleux qui hantent, hélas ! le cerveau de la « pauvre humanité » (Renaud) depuis le fond des âges.

De plus, se moquer, par des procédés exclusivement littéraires ou artistiques, des Céléstes devenus « uniques » à la suite du rétrécissement de la planète, est une insulte à l'humanité pensante, puisque c'est la juger incapable de tout accroissement de son grain de raison par le recours à une saine pédagogie socratique.

Mais l'Occident de la pensée a précisément renoncé à une entreprise aussi difficile. Il en est résulté une séparation radicale entre l'édifice scientifique des textes sacrés et les croyances de la masse des fidèles non instruits ; et ce fossé est devenu plus profond qu'au temps où Bossuet accusait Richard Simon d'« ébranler l'ordre de l'univers parce qu'il avait changé un iota de l'Ancien Testament. Car notre exégèse scientifi-

que traite, depuis plus d'un siècle, les textes fondateurs du judaïsme et du christianisme comme des documents politiques et poétiques produits seulement par des hommes, alors que, surtout dans les pays catholiques, les chrétiens, même cultivés, ignorent tout de ces travaux et croient encore dur comme fer au catéchisme qu'on leur a fait réciter dans leur enfance.

Cette profonde scission entre le savoir réservé aux spécialistes et la « culture religieuse de masse » est encouragée, en premier lieu, par la plupart des écrivains et des philosophes, qui ne jugent pas utile de faire progresser l'enseignement de la raison dans une civilisation vouée au « tout culturel », et, secondement, par les élites politiques, qui se soucient de théologie comme d'une guigne, mais dont la raison, toute pratique, a réappris que la religion est le plus puissant moyen de doter les peuples d'une identité mythique propre à les discipliner et à assurer l'ordre public par une police du symbolique. « Commander, c'est dominer les imaginations » (Necker). « Jamais l'Etat ne fut fondé que la religion ne lui servit de base » (Rousseau). « La religion, voilà le principe de cohésion de la société, celui qui empêche la confusion entre la destinée des bons et des méchants » (Robespierre).

Le « naufrage de la pensée »

Ce n'est pas pour des raisons mystiques que Gorbatchev assiste à une messe à Varsovie et Mme Thatcher à un service religieux de l'Eglise orthodoxe à Moscou. Nos religions ne sont plus jacobines — conservons donc les avantages d'une superstition étendue, qui rassure encore les Etats.

Seulement, les vrais croyants ne sont pas seulement des rêveurs ; ils savent aussi que l'appel à la « liberté de création » est une incitation à croire mollement ; et que la tolérance n'a jamais progressé qu'à la faveur de l'indifférence religieuse qu'elle suscite.

Comment lutter contre le fanatisme si la raison doit céder devant les droits de l'imaginaire, et si la civilisation est la bonne gestion des lâchetés de la raison ? Interdire à l'intelligence de marcher et bloquer sa vocation naturelle à la lucidité, c'est s'exposer à de cruels déboires ; et d'abord à la plus terrible régression mentale, qui s'appelle le « naufrage de la pensée ».

Si la croyance a été le premier pédagogue de l'humanité, peut-être le second sera-t-il un Abraham de la Responsabilité ?

(*) Ecrivain.

Au courrier du Monde

Hypocrisie

Bien que d'un naturel consensuel, j'avoue ne pas partager l'unanimité condamnant, d'une même voix, l'appel au meurtre de l'imam Khomeiny. Non pas, évidemment, que j'approuve un tel appel, mais je ressens dans cette affaire, une forte dose d'hypocrisie qui me gêne profondément.

Lorsque j'étais enfant, je me souviens que, face à un camarade puissant mais irascible, la technique consistait souvent à l'exciter en douce, par petites touches répétées, pour le faire sortir de ses gonds : il suffisait alors d'appeler les parents avec des cris d'innocence effarouchés pour assister, avec une fausse commisération, au châtiment escompté. Remplacez le camarade puissant et irascible par Khomeiny, le camarade excitateur par l'auteur des *Versets sataniques* et les parents par l'opinion mondiale et vous aurez une toute autre vue du problème.

Et cela me paraît d'autant plus grave que cette technique a tendance à se généraliser (cf. le film de M. Scorsese) comme si elle apportait d'une part une notoriété assurée à l'auteur et de l'autre la satisfaction morbide, à un Occident qui a perdu

toute forme de foi, de salir celle des hommes qui préservent encore en eux une part de sacré.

GEORGES HENRY
(Paris)

Savoir se désolidariser

Comme chrétien, je ne ressens aucune solidarité avec une foi religieuse quand elle prétend pouvoir appeler au meurtre au nom du Dieu vivant ! Cet appel même est le plus grand blasphème possible, celui auprès duquel les « offenses aux croyants » sont vulgaires peccadilles.

N'en déplaise au premier des évêques de France, comme chrétien, je suis proche de l'athée que réveille l'appel au meurtre et très loin du musulman qui, « offensé », ne criait pas sa rupture avec ceux qui appellent à l'assassinat !

Et j'oserais dire que le croyant inspiré d'Abraham peut pleurer et vivre le désespoir, même quand l'impie insulte le Dieu d'amour ; mais il ne saurait rien entreprendre qui porte atteinte à la libre conscience et encore moins à l'inté-

grité physique ou morale du révolté contre Dieu !

C'est pourquoi la notion de scandale des croyants, qu'ils soient juifs, chrétiens ou musulmans, n'a aucun sens pour moi, sauf quand ils prétendent posséder Dieu comme leur bien à eux, ce qui les rend idolâtres.

Disciple du Crucifié, comme croyant, je ne puis que prier pour l'éventuel persécuteur. Les croyants n'ont pas un droit spécial au respect. La déraison et la révolte, bien plus que l'indifférence, ne sont-elles pas encore un dialogue avec le Dieu caché ? Qui peut sonder les âmes en leur essence libérée ?

GUY COQ,
membre du comité
de rédaction de la revue *Esprit*.

Insulter l'islam ?

Question simple. Qu'est-ce qui offense le sultan : une fiction ou un assassinat ? Un écrit de papier ou un crime de sang ? Des morts réhabilités ou la mort sans appel ? Qui ? Le présumé satanique ou l'avéré fanatique ? Rushdie ou Khomeiny ?

L'homme serait autorisé à tuer l'homme pour servir Dieu ? Pour

servir Dieu ! Est-ce cela l'islam ? Ou est écrit ce verset satanique ?

Qui offrirait 3 millions de prières pour Khomeiny vénérait simplement son Dieu ? Dans un silence fanatique.

G. ABEILLE.

Jurisprudence française...

Partout on n'entend parler que de la barbarie de Khomeiny. Le monde entier paraît indigné, et les Français autant que les autres. Amuseons notre caquet, car, en 1825, sous le ministère Villèle, sous le roi Charles X, sous la pression de l'Eglise, une loi fut faite, appelée Loi sur le sacrilège. Elle punissait très sévèrement le vol dans les églises, et de la peine du parricide la profanation des vases sacrés et des hosties : le condamné, la tête couverte d'un voile noir, avait le poing droit amputé avant d'être exécuté. Par chance, il ne s'en trouva pas.

Cette loi fut abolie en 1830, avec l'expulsion de Charles X.

P. BERGER
(Paris)

AU SOMMAIRE DE MARS

Le Monde DES PHILATELISTES

l'Officiel de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

la couverture du pite Sud par voie aérienne : la liste complète de ses timbres.

Journal du timbre dans 111 villes de France.

La collection des télécartes.

LE MONDE DES PHILATELISTES

POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES

En vente chez votre marchand de journaux

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléc. MONDAPAR 850672 F
Télécopieur : (1) 42-23-06-51

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Robert Benne-Méry (1944-1969) Jacques Fauriol (1969-1982) André Lemaire (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Benne-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Salas

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57-537 ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-61.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDIPUB 206 136 F

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

Tarif	FRANCE	EUROPE	SURSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	763 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 380 F	1 500 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner RENVoyez CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changement d'adresse détaillé ou postale : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

هكذا من الأصل

Etranger

et ses prolongements diplomatiques

Le Foreign Office rejette les tentatives de Téhéran de renouer le dialogue avec Londres

L'agence iranienne IRNA a estimé que les propos conciliants tenus jeudi soir 2 mars par le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, dans l'espoir de désamorcer le contentieux anglo-iranien, n'étaient que « jeu de mots » futile (voir ci-dessous). Faisant vraisemblablement référence aux appels téléphoniques d'officiers iraniens proposant une rencontre à Genève pour discuter les termes de la décision du Parlement

iranien et dont fait état notre correspondant à Londres, l'agence IRNA affirme que l'Iran a « clairement fait comprendre au gouvernement britannique que des discussions entre les deux pays étaient parfaitement inutiles du moment que la position du Parlement iranien », qui avait voté, mardi, la rupture des relations bilatérales entre Téhéran et Londres, était « très claire » à ce sujet.

LONDRES
de notre correspondant

Le Foreign Office a calmement rejeté jeudi 2 mars les tentatives de renouer le dialogue avec Londres, et même d'instaurer une sorte de négociation sur l'affaire Rushdie, tant que la menace de mort pesant sur l'écrivain n'aura pas été levée. Pour les diplomates chargés du dossier, l'« activité » des responsables iraniens avec lesquels ils sont en contact est certes « intéressante », mais il ne modifie en rien la ligne qui a été fixée ici au plus haut niveau. Celle-ci est très ferme sur le fond.

M^{rs} Thatcher n'aime pas Salman Rushdie, qui lui rend bien, et elle n'a ni le temps ni l'envie de lire les 547 pages des *Versets sataniques*. Mais, à la fin du mois de janvier, le ministre, l'affaire a pris une tournure telle qu'il faut, pour préserver l'honneur du Royaume-Uni, maintenir une position de principe : l'Iran doit d'abord retirer la « condamnation à mort » prononcée, au défi du droit international, contre un ressortissant britannique ; ensuite, on verra.

M^{rs} Thatcher est d'autant plus furieuse qu'elle doit accorder la protection de la brigade antiterroriste de Scotland Yard à un « terroriste intellectuel », qui n'a cessé de dire plus que pendre d'elle depuis qu'elle est au pouvoir, et se situe à l'extrême gauche de l'intelligentsia britannique. Salman Rushdie est un provocateur né, qui adore attaquer tout le monde à la fois. Mahomet n'est pas sa première cible. Dans un précédent ouvrage, il avait présenté M^{rs} Benazir Bhutto comme la « vierge à la culotte de fer ». Il a même réus, dans les *Versets sataniques*, à dénoncer au détour d'une phrase le racisme supposé des Anglais, quasiment assimilé au nazisme. Cette rumeur supplémentaire visant le pays qui l'a accueilli (mais où il ne se sent toujours pas entièrement accepté) n'est pas passée inaperçue dans les milieux conservateurs.

Le gouvernement est donc obligé de maintenir le pavillon haut pour défendre un sujet de Sa Gracieuse Majesté, spontanément insolent avec tous les

pouvoirs et toutes les religions, et qui est en outre un opposant politique déclaré. Une mise au point était nécessaire. Le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, s'en est chargé avec son professionnalisme habituel.

Dans une interview à la BBC, Sir Geoffrey a déclaré jeudi : « Le gouvernement britannique, le peuple britannique n'ont aucune affection pour ce livre. Celui-ci est extrêmement critique, et même grossier, à notre égard. Il compare la Grande-Bretagne à l'Allemagne de Hitler. Nous n'apprécions pas plus cela que les musulmans n'aiment les attaques contre leur religion que contient l'ouvrage. Nous ne patronnons donc pas ce livre. Mais nous défendons le droit à la liberté d'expression et de publication ».

Une activité frénétique

Cela veut-il dire que Londres est prêt à céder aux exigences de Téhéran, en retirant pas exemple les *Versets sataniques* de la vente ? Pas du tout, évidemment, et ce fut l'erreur de M. Akouzandeh Basti, qui était jusqu'à ces derniers jours, souvent de façon très efficace, chargé d'affaires iranien en Grande-Bretagne. Poliment prié de rentrer dans son pays, M. Basti est parti, déplorant une activité frénétique. A peine arrivé mercredi 1^{er} mars à Téhéran, il appelle au téléphone M. Robert Young, directeur d'Orient au Foreign Office, qu'il a bien dû rencontrer une trentaine de fois ces dernières années.

M. Basti propose que le directeur d'Europe au ministère iranien des affaires étrangères, M. Mousavian, s'entrevoient à Genève avec M. Young pour lui expliquer « le bas et l'arrière-plan de la décision du Majlis de rompre, d'ici une semaine, les relations diplomatiques avec Londres ».

M. Young transmet cette suggestion à ses supérieurs. M. Basti le rappelle jeudi matin et s'entend répondre que la Grande-Bretagne est amplement informée, merci, et qu'une réunion de ce type ne s'impose pas tant que l'Iran ne retire pas ses menaces de mort.

M. Basti décroche son téléphone une trentième fois, jeudi à midi, pour

regretter que la rencontre de Genève ne puisse avoir lieu et suggère que le contact soit maintenu par le canal de l'ambassade de Suède à Téhéran, désormais chargée de représenter les intérêts britanniques.

M. Basti et son chef, M. Vekayati, le ministre iranien des affaires étrangères, se sont donc heurtés à un mur. Officiellement, les relations diplomatiques ne sont pas rompues, mais elles ne tiennent plus qu'à « plus tard des fils ». Les Britanniques n'ont aucune envie de spéculer sur les rivalités entre « durs » et « modérés » au sein de la direction iranienne. Ils ne sont d'ailleurs pas sûrs que les « modérés » vont l'emporter. A quoi bon, dans ces conditions, négocier avec la faction dite « raisonnable » ?

Le gouvernement britannique dialogue avec des gouvernements, et non avec des groupes de pression. Ce principe est d'autant plus inflexible que ces groupes détiennent des ressortissants britanniques, en l'occurrence M. Roger Cooper (un homme d'affaires emprisonné à Téhéran) et les trois otages du Liban, MM. Terry Waite, John McCarthy et Brian Keenan.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Le Conseil de sécurité de l'ONU ne discutera pas de l'affaire Salman Rushdie

Le Conseil de sécurité ne traitera pas de l'affaire Salman Rushdie, a estimé, jeudi 2 mars, l'ambassadeur népalais Jai Pratar Rana qui présidait cet organisme pendant le mois de février. Les membres du Conseil, a précisé le diplomate népalais, ont estimé au cours de contacts informels qu'il ne fallait pas donner « le sentiment d'isoler » Téhéran avant la reprise de ces négociations de paix entre l'Iran et l'Irak sous l'égide du secrétaire général Javier Perez de Cuellar.

Le Parlement européen, pour sa part, a décidé de ne pas inviter l'auteur des *Versets sataniques* à participer à une conférence sur le racisme organisée par l'Assemblée de la CEE le 14 mars à Strasbourg. Le député européen Marco Pannella (radical italien) avait lancé cette invitation à la fin de février. La conférence doit réunir les présidents des Parlements nationaux des Douze et des experts ou personnalités impliquées dans la lutte contre le racisme, dont le « chasseur de nazis » Simon Wiesenthal. Cette invitation, souligne-t-on de source parlementaire, aurait posé d'énormes problèmes de sécurité personnelle pour l'écrivain, qui vit sous la protection de la police britannique depuis sa condamnation à mort par l'imam Khomeiny.

● A Dakar, M. Ahmed Khalifa Niassé, connu au Sénégal sous le

nom de « l'ayatollah de Kaolack », du nom de sa ville natale, a indiqué jeudi que l'imam Khomeiny n'avait pas le droit de condamner à mort Salman Rushdie « puisqu'il n'a pas été jugé et qu'il ne se trouve pas en terre de juridiction islamique ». M. Niassé, intégriste musulman longtemps considéré comme proche de la Libye, a estimé, au cours d'une conférence de presse où il était entouré de plusieurs ambassadeurs de pays arabes accrédités à Dakar, qu'« aucun homme d'Etat ne peut proférer une condamnation s'appliquant en dehors de la terre de l'Islam ».

● A Beyrouth, le guide spirituel des intégristes pro-iraniens au Liban, le cheikh Mohamad Hussein Fadlallah, a affirmé jeudi que l'Occident avait réagi de manière « impulsive » dans l'affaire Rushdie, ce qui a « profité » selon la loi, au courant radical en Iran. Il a souligné que « si l'Occident avait réagi d'une manière raisonnable et mesurée, et avait tenté de résoudre cette affaire par le dialogue et par les canaux diplomatiques, l'affaire Rushdie n'aurait pas mené à ces résultats ». Le cheikh Fadlallah a, par ailleurs, estimé que l'affaire Rushdie allait « compliquer » le problème des otages occidentaux détenus au Liban.

● A Tokyo, le porte-parole du ministère des affaires étrangères a

déclaré que le Japon avait décidé de ne pas rappeler son ambassadeur à Téhéran, car il considère que son maintien est le meilleur moyen d'obtenir que l'Iran « révoque son appel au meurtre ».

● A Paris, le gouvernement français a rejeté jeudi une note de protestation qui lui avait été adressée par l'Iran après une vive condamnation de l'imam Khomeiny, dimanche dernier, par le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, qui avait qualifié le « guide de la révolution » d'« assassin ». M. Fabius a, entre-temps, ajourné une visite au Pakistan prévue pour la fin de mars, officiellement « pour des raisons de calendrier ». Le Pakistan est le pays musulman où les réactions au livre de Salman Rushdie ont été les plus violentes.

D'autre part, plusieurs organismes musulmans, dont la Mosquée de Paris, la Fédération nationale des musulmans de France, l'Association des étudiants islamiques en France, ont créé un comité de coordination des musulmans de France, qui s'est donné pour mission « de tout mettre en œuvre, par les moyens légaux, dans le cadre des lois de la République, pour éviter la diffusion de l'ouvrage de Salman Rushdie qui offense gravement la foi des musulmans ».

La prudence de l'Académie suédoise

STOCKHOLM
de notre correspondante

L'Académie royale de Suède, qui décerne chaque année le prix Nobel de littérature, maintient son refus de s'associer au mouvement général et de dénoncer la mise à prix par Téhéran de la tête de Salman Rushdie, l'auteur des *Versets sataniques*.

Plusieurs académiciens ont néanmoins fait des déclarations à titre individuel pour critiquer l'attitude de leur secrétariat et condamner celle des autorités iraniennes. Mais l'Académie royale a un principe ferme, qui ne tolère pas la dérogation, et

qu'elle a expliquée dans un communiqué à l'issue de sa séance du 2 mars : « L'Académie ne se prononce pas sur des questions de nature politique, notamment pour ne pas s'exposer au soupçon que l'attribution du prix Nobel peut se faire pour des motifs politiques. Il devrait être évident pour chacun que l'Académie suédoise s'oppose avec fermeté à toute tentative de museler la libre expression. »

L'un des dix-huit membres, M. Lars Gyllenstein, a cependant déclaré il y a quelques jours : « Les principes sont une bonne chose, mais il ne s'agit pas de les suivre de manière littérale. »

F. N.

La France souhaite réduire ses importations de pétrole iranien

Le gouvernement français, par l'intermédiaire du ministère de l'Industrie, a recommandé, jeudi 2 mars, aux compagnies pétrolières opérant en France de réduire leurs importations de brut iranien (l'embargo avait été levé le 2 décembre 1988) et de conserver un équilibre de leur approvisionnement. Paris veut éviter de se retrouver en porte à faux dans l'affaire Rushdie et d'avoir à recourir à un nouvel embargo si les achats de brut iranien, souvent bon marché, devenaient trop importants. Au cours du mois de décembre dernier, après la levée de l'embargo, les ventes de l'Iran à la France se sont élevées à 582 687 tonnes et ont représenté 7,3 % des importations.

Le « Keyhan » de Téhéran en français

Pour 20 francs seulement, les Français peuvent, depuis vendredi matin, acheter le numéro « historique » que le grand quotidien d'information du soir *Keyhan* a consacré, le 15 février, sous le titre « Sacrilège contre l'Islam », à Salman Rushdie, à la sentence de l'imam condamnant à mort Salman Rushdie. L'idée des organisateurs de cette opération — Kiosque international — qui a déjà à son actif une traduction de la *Perse*, est de familiariser les Français avec ce qui se fait en matière de presse en Iran. Il n'est dommage, cependant, qu'ils n'aient pas choisi de traduire un des nombreux journaux d'opinion — *Risalat*, *Abrar* ou *Jomhourieh Islami* — qui reflètent mieux que *Keyhan*, contrôlé par le ministre de l'orientation, la diversité des opinions divergentes qui caractérisent la presse iranienne.

Asie

VIETNAM

Retour de soixante-quinze « boat people »

Hanoï (AFP). — Le premier groupe de Vietnamiens réfugiés à Hongkong est arrivé, jeudi 2 mars, à Hanoï dans le cadre de l'accord anglo-vietnamien sur le rapatriement volontaire des « boat people ». Ces soixante-quinze personnes, en grande majorité des hommes jeunes, arrivés à bord d'un Boeing-737 de la compagnie de Hongkong Dragon Air, étaient accompagnés par des responsables du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Elles ont été conduites vers un centre d'accueil provisoire proche de l'aéroport pour remplir des formalités administratives et passer des examens médicaux, sans pouvoir rencontrer leurs familles massées à l'aéroport depuis plusieurs heures.

Ce premier retour de réfugiés fait suite à l'accord signé à Londres en octobre aux termes duquel le Vietnam s'est engagé à accueillir les Vietnamiens actuellement à Hongkong et désireux de regagner leur pays. Le groupe, qui devait comprendre quatre-vingt-une personnes, a été réduit à soixante-quinze en raison de déficiences de dernière minute, a-t-on précisé au HCR. Tous sont originaires du Nord du pays. Les autorités de Hanoï se sont engagées à ne pas exercer de représailles contre ces Vietnamiens « en dépit du fait qu'ils ont violé la loi ».

Le HCR, qui dispose de contributions financières de plusieurs pays occidentaux, doit aider à la réinsertion de ces réfugiés, notamment en leur fournissant des vivres. Quelques vingt-six mille « boat people » vietnamiens sont actuellement dans des camps à Hongkong.

MALAISIE

Le sultan de Perak monte sur le trône

BANGKOK
correspondance

Les souverains de neuf des treize Etats de Malaisie, réunis à Kuala Lumpur, ont élu, jeudi 2 mars, le sultan de l'Etat de Perak, Azlan Muhiuddin Shah, âgé de soixante ans, comme roi, une fonction qu'il occupera à son tour pendant cinq ans. L'Etat de Perak était le seul à n'avoir pas encore occupé le trône. La personnalité du nouveau roi et l'évolution récente de la vie politique malaisienne donnent à cette élection une signification particulière.

Le premier ministre Mahathir, qui, à la différence de ses prédécesseurs, n'était pas issu d'une famille princière, s'était heurté aux sultans à l'occasion d'un débat ouvert en 1983 sur l'étendue des pouvoirs constitutionnels du roi. Le compromis adopté à l'époque permit au roi de renvoyer un projet de loi devant le Parlement pour une éventuelle révision. Mais, si les députés persistent, la loi est adoptée avec ou sans la signature royale.

Les tensions nées à l'occasion de ce débat avaient éloigné encore un peu plus le souverain régnant, le sultan Mahmoud Iskandar, de l'Etat de Johore, du docteur Mahathir. Mais, ces deux dernières années, on a assisté à un rapprochement entre ces deux hommes au tempérament vif, également peu enclins au compromis. Dans la grave querelle qui, en 1987-1988, opposa le premier ministre au pouvoir judiciaire, le roi prit fait et cause pour le chef du gouvernement et avait démis de ses fonctions le lord président de la Cour suprême, Tun Salleh.

Or le nouveau souverain, à la forme personnelle modeste, est un

juriste de réputation internationale, qui fut lui-même président de la Cour suprême en 1982. Intellectuel et sportif, ouvert sur le monde moderne, il entretient dans son Etat d'excellents rapports avec les minorités chinoise et indienne. L'un des plus respectés parmi les sultans, il devrait contribuer à apaiser les tensions raciales qui, depuis l'indépendance, pèsent sur l'unité d'une fédération par ailleurs prospère et bien gérée.

JACQUES BEKAERT.

Proche-Orient

Selon Jérusalem

Le commando palestinien intercepté au Liban sud préparait une prise d'otages

Le commandant de la région nord d'Israël, le général Yossi Peled, a accusé le Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP) de M. Nayef Hawatmeh d'avoir tenté une « opération terroriste à vaste échelle » contre Israël, à la suite de l'interception, jeudi 2 mars au Liban sud, d'un commando de cette organisation par l'armée israélienne.

Le général Peled a confirmé que quatre membres d'un commando du FDLP avaient été tués, jeudi à

l'aube, au cours d'un accrochage avec une patrouille israélienne dans la « zone de sécurité » établie par l'Etat hébreu au Liban sud.

Il a précisé que des tracts saisis sur les corps des victimes soulignaient la détermination du FDLP de poursuivre la « lutte armée » dans le cadre des résolutions du Conseil national palestinien (Parlement en exil) tenu à Alger en novembre 1988.

De source proche du commandement militaire dans le nord d'Israël,

on estime que les membres du commando préparaient une « prise d'otages ». On précise de même source que les cinq combattants du FDLP se sont heurtés à l'aube à des parachutistes israéliens à quelques kilomètres de la frontière, près de la localité de Zaryit, située à 25 kilomètres de la côte méditerranéenne.

Quatre membres du commando ont été tués alors que le cinquième réussissait à s'enfuir. L'armée israélienne ne signale ni tués ni blessés dans ses rangs et ne fait pas état de dommages matériels.

Trois membres d'un commando du FDLP avaient été abattus le 23 février dernier lors d'une précédente tentative d'infiltration dans le même secteur par des miliciens pro-iraniens de l'Armée du Liban sud (ALS). — (AFP)

Les Etats-Unis pensent que les Libyens sont en train de reconstruire l'usine de Rabta

Selon le *New York Times*, qui cite des responsables de l'administration américaine, la Libye est en train de reconstruire son usine de Rabta, originellement prévue pour fabriquer des gaz toxiques en usine de produits pharmaceutiques. Le colonel Kadhafi a toujours affirmé que l'usine de Rabta était destinée à produire des substances pharmaceutiques, alors que les responsables américains assurent que sa vraie vocation était la fabrication de gaz toxiques. Toujours selon le *New York Times*, la fabrique de Rabta a déjà produit des petites quantités de gaz mortelle.

Les codes Dalloz ne cessent de grandir : régulièrement mis à jour, enrichis des annotations de jurisprudence et complétés de bibliographies, toujours accessibles grâce à de nombreuses tables. Code administratif 1989.



Sa grandeur est à l'intérieur.

20 CODES DALLOZ • LE DROIT DE SAVOIR

BULLETIN D'ABONNEMENT

COPIE

COPIE

COPIE

COPIE

COPIE

COPIE

COPIE

COPIE

COPIE

COPIE

COPIE

COPIE

COPIE

COPIE

COPIE

COPIE

COPIE

COPIE

COPIE

COPIE

COPIE

COPIE

COPIE

COPIE

COPIE

COPIE

COPIE

COPIE

COPIE

Europe

POLOGNE : en dépit de « divergences et difficultés »

Le pouvoir veut accélérer la conclusion des accords avec l'opposition

VARSOVIE
de notre correspondante

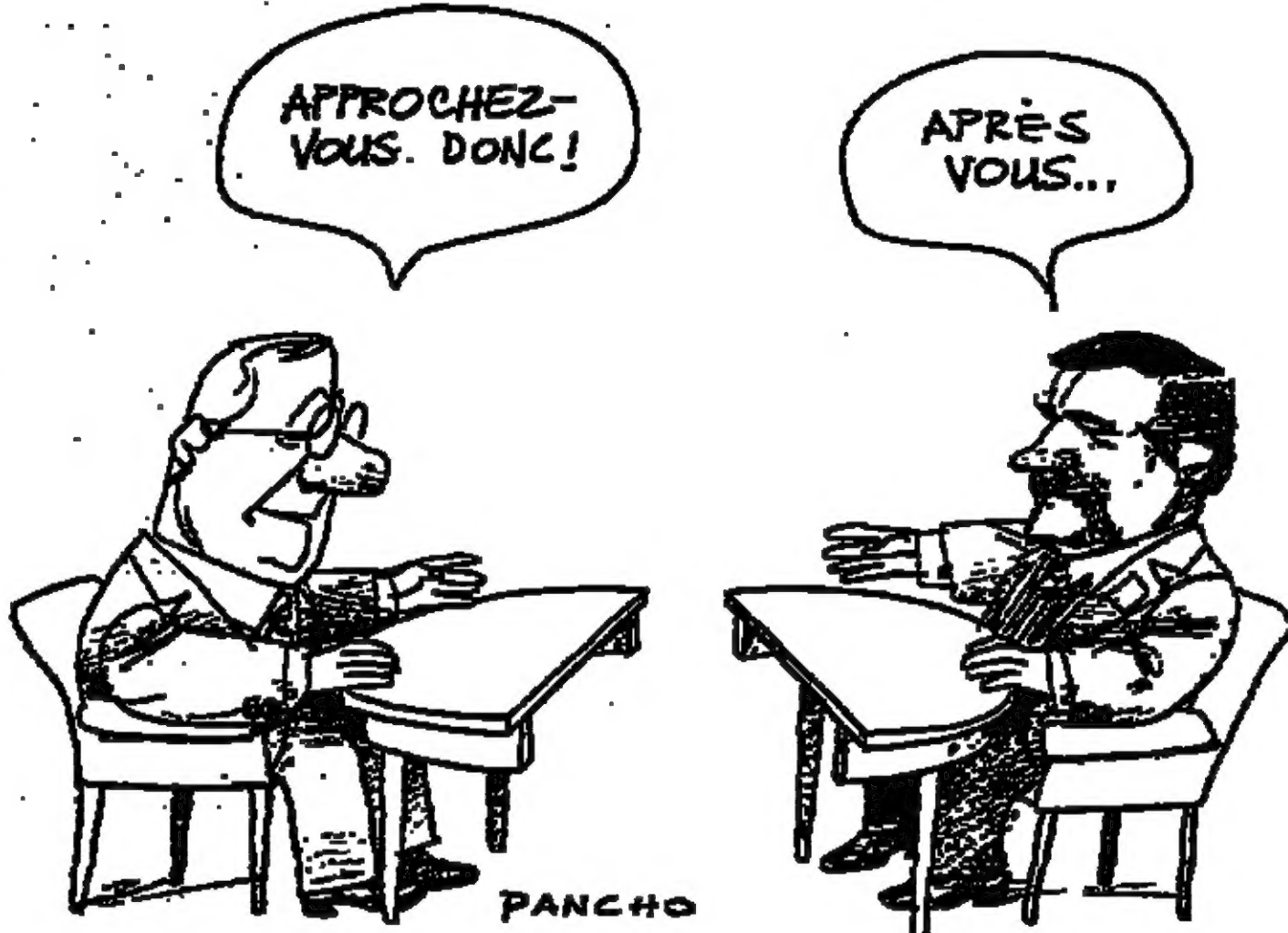
« Le gouvernement est allé aussi loin que possible, nous aussi. Malheureusement, nous ne nous sommes pas rencontrés », disait Jacek Kuron, l'un des chefs de l'opposition. Il y a quelques jours, après trois semaines de négociations à la table ronde. Les deux parties ont donc cherché, jeudi 2 mars, à donner un nouvel élan aux pourparlers afin de les faire aboutir rapidement. Y sont-elles parvenues ? La lecture du communiqué adopté par Lech Walesa et le général Kiszczak, ministre de l'intérieur, au terme de plusieurs heures de discussions à huis-clos au palais de Magdalena, en dehors de Varsovie, n'est guère convaincante.

Les deux hommes indiquent qu'ils ont passé en revue les « rapprochements », ainsi que les « divergences et difficultés » constatées depuis l'ouverture de la table ronde, le 6 février. MM. Walesa et Kiszczak s'adresseront donc aux participants à la table ronde pour leur faire accélérer les travaux en commission de manière à ce qu'une seconde séance plénière puisse se tenir dans la deuxième quinzaine de mars. C'est alors que pourra commencer « le processus d'entrée en vigueur des accords conclus à l'issue du dialogue ».

Résumant cette journée à sa manière en début de soirée sur les marches de l'épiscopat, M. Walesa a expliqué qu'on avait essayé d'« éliminer les obstacles politiques. Ent- ce qu'on y a réussi ? Un peu oui, un peu non ».

En réalité, les deux côtés sont d'accord sur l'essentiel puisqu'ils étaient déjà officiellement avant d'entamer les pourparlers de la table ronde. L'essentiel, c'est le principe de la légalisation de la participation de l'opposition au système politique, à commencer par des élections parlementaires anticipées, et les désaccords rencontrés sur les modalités de ce schéma suffisent à faire traîner les travaux.

A vrai dire, les dirigeants de Solidarité ne sont pas à une semaine près... Le pouvoir, en revanche, l'est car c'est lui qui tient à organiser des élections anticipées avant les



vacances d'été. Or, pour organiser ces élections dans les conditions imaginées, avec la participation de l'opposition, il faut élaborer une nouvelle loi électorale et faire adopter la nouvelle loi sur les associations, qui fournira une existence juridique à l'opposition. Tout cela prend du temps, d'autant plus que la Constitution prévoit des délais à respecter entre la convocation et la tenue du scrutin. Bref, le temps presse.

Pourquoi le pouvoir tient-il tant à des élections anticipées, alors qu'il pourrait attendre l'automne ? Pour M. Mikolaj Kozakiewicz, député et membre de la direction du Parti paysan, considéré comme un satellite du PC, l'explication est simple : « Le pouvoir s'attend à une nouvelle dégradation économique et il craint que, cet automne, personne n'aille voter ».

L'urgence des élections

M. Ryszard Wojna, député du POU et esprit ouvert, explique que le gouvernement attend de la table ronde un « effet de soulagement psychologique » qui « décrisperait » la population. Dans la foulée, « il nous faut au plus vite un nouveau Parlement avec la participation de l'opposition ». Psychologiquement,

en effet, celle-ci est déjà associée à la vie publique et supporte mal que des décisions comme le vote, la semaine dernière, de pouvoirs spéciaux au premier ministre pour l'application de la réforme économique soient prises dans son dos alors qu'elle est en train de négocier.

La démocratie par étapes ?

Il est donc impératif que tout cela rentre dans l'ordre du bel ordonnance prévu pour le futur Parlement : 60 % des 460 sièges seront détenus par la coalition POU-Parti paysan-Alliance démocratique (la répartition des sièges entre ces trois formations restant à définir) et 40 % seront réservés à l'opposition.

Mais c'est là que le bât blesse. Tout le monde, certes, convient que des élections libres ne sont pas encore possibles. « Des élections libres aujourd'hui risqueraient d'être une catastrophe », estime M. Kozakiewicz, car, selon lui, le pouvoir, qui dispose d'un excellent institut de sondage, sait parfaitement à quoi s'en tenir : « Les sondages le confirment du soutien de 10 % à 17 % de la population adulte et de 3 % à 4 % des jeunes ».

D'autre part, l'opposition n'est ni préparée ni intéressée à prendre le

pouvoir dans un tel marasme économique. Le maître-mot est donc « autolimitation » des appétits. La population, elle, comprend moins bien : « Quand on dit qu'il faut aller vers des élections démocratiques par étapes, ça me fait penser à la blague du pays qui veut introduire la conduite à gauche, mais progressivement. Demain, on commence par les poids lourds », ironise un jeune Polonais. Le système de scrutin est donc actuellement le principal point de division entre le pouvoir et l'opposition, le premier refusant toute confrontation entre ses candidats et ceux de l'opposition et l'autre exigeant qu'au moins un minimum de députés soient élus à l'issue d'une compétition démocratique.

Autre point de friction notable : l'accès de l'opposition à la radio-télévision avec des garanties pour l'avenir. Solidarité a obtenu le principe d'une allocation de papier pour des organes de presse légaux, et un compromis se dessine sur l'assouplissement de la censure. Mais la question de l'accès aux mass médias est capitale. « En sept ans », expliquait mercredi à la télévision Bogdan Lis, l'un des héros de la clandestinité, je suis apparu trois fois à la télé : à mon arrestation, à mon passage au tribunal et quand j'ai signé ma caution. C'est ça l'accès de Solidarité à la télévision ? »

Les principaux acquis de la table ronde jusqu'ici portent donc sur la légalisation de Solidarité et de l'opposition rurale, et sur la création de commissions intersyndicales dans les entreprises. Par ailleurs, les discussions sur la réforme des tribunaux ont relativement bien progressé. Mais des conflits subsistent sur le statut de la nomenclature du parti, sur plusieurs points économiques, sur les revendications des mineurs et sur celles de la jeunesse.

Indifférentes aux séances d'apprentissage de la démocratie à la table ronde, la population et la jeunesse s'impacientent devant la détérioration des conditions de vie. Entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} mars, on a enregistré 1 250 conflits sociaux et 268 grèves. Ce que le général Jaruzelski appelle « le festival grèves-protestations » a déjà commencé.

SYLVIE KAUFFMANN.

Arrestations en Yougoslavie

La peur au Kosovo

(Suite de la première page.)

Un peu plus tôt dans la journée du 2 mars, les autorités yougoslaves avaient annoncé l'arrestation de trois personnes : M. Azem Vllasi, ancien chef du Parti communiste du Kosovo, et les deux directeurs de la mine de Trepcan, MM. Aziz Abrasi et Burhan Kavaja, paralysés la semaine dernière par une grève « politique » de plusieurs centaines d'ouvriers. C'est bien entendu à ces arrestations que les forces anti-émiettes se réfèrent pour annoncer fièrement aux journalistes que tout était désormais « terminé au Kosovo ». Accusé d'être l'organisateur en chef des troubles « contre-révolutionnaires » qui se produisent depuis quelques mois dans la région, M. Azem Vllasi, quarante et un ans, de souche albanaise comme le sont 90 % des deux millions d'habitants du Kosovo, est censé avoir non seulement encouragé mais incité à la

grève générale de la semaine dernière dans la région.

Le mouvement a abouti à la démission de trois dirigeants communistes locaux réputés opposés aux autochtones albanais. Surtout, d'après la thèse officielle, cette grève devait être le prélude à un soulèvement armé de la population, suivi d'une sécession pure et simple de la province. Bref, il y aurait eu « complot », la direction du Parti communiste serbe — dont dépend le Kosovo — en est certaine, et elle a pris les mesures qui selon elle s'imposaient pour le décapiter. Ici, on appelle cela une « épuration », et tant pis si au passage c'est un homme qui fut protégé par Tito lui-même qui se trouve en cellule. L'essentiel est de montrer à la face du monde que les « séparatistes » incités au désordre, les Albanais du Kosovo n'ont finalement pas plus à se plaindre du système que les autres populations.

Lorsque M. Vllasi fut limogé de ses fonctions en novembre dernier avec M. Jasari, ex-président du comité central de la région, près de cent mille personnes leur avaient bruyamment manifesté leur soutien dans la rue. Jeudi soir, rien de tel ne s'est produit après les arrestations, et Pristina, noyée sous un crachin froid, paraissait presque indifférente. Pas de manifestations, aucun mouvement d'humeur perceptible. Se peut-il qu'une ville de 200 000 habitants présentée à Belgrade comme un virtuel repaire de « séparatistes chauvins et contre-révolutionnaires » réagisse si peu à la mise à l'ombre de l'un de ses prétendus leaders ?

« Ecoutez, s'énervait un jeune metteur en scène albanais local, d'abord Vllasi n'est pas notre leader. Nous n'en avons pas. Ensuite, même ceux qui souhaitaient manifester pour lui ne le peuvent pas puisque, depuis l'instauration de l'état d'exception il y a deux jours sur tout le Kosovo, tout rassemblement est interdit, même les grèves. Nous sommes censés par les tanks, les chars, croyez-moi, les protestations vont reprendre, demain, dans une

semaine ou dans un mois, mais nous redescendrons dans la rue pour nous faire entendre ».

Jour « J » moins vingt-deux. En principe c'est le 25 mars que les autorités du Kosovo devront dire si elles acceptent ou non la révision constitutionnelle votée à Belgrade et aux termes de laquelle le Kosovo sera un peu moins autonome qu'il ne l'est aujourd'hui. Dans les cafés enfumés de Pristina, on ne parle que de ça. A voix basse le plus souvent, et il faut plusieurs verres de ce petit vin blanc du cru pour que les langues se délient un peu devant l'étranger. Pour une partie de l'opinion locale, l'épuration en cours vise essentiellement à mettre en place à la direction du parti « des Serbes ou des vendus albanais qui accepteront sans rechigner de brader nos droits communautaires ». Mais rien n'est simple.

Polémique avec Tirana

La direction collégiale de l'Etat s'est réunie de nouveau jeudi 2 mars à Belgrade, rapporte notre correspondant dans la capitale yougoslave, Paul Yankovitch. Elle a constaté que les « mesures de stabilisation » décidées par le régime sont « appliquées » et qu'elles ont donné jusqu'à présent « les premiers résultats encourageants ». Les responsables yougoslaves ont appelé les habitants du Kosovo à se consacrer « à leurs tâches quotidiennes » tant dans les établissements scolaires et universitaires que dans les entreprises. Les fauteurs de troubles seront défrétés devant la justice militaire.

Jeudi, l'Albanie a rejeté « catégoriquement » les accusations yougoslaves selon lesquelles les services secrets de Tirana seraient impliqués dans les derniers événements du Kosovo. Selon un communiqué du ministère albanais des affaires étrangères, Belgrade « falsifie les faits (...) en qualifiant de contre-révolution les justes aspirations des Albanais de l'ex-Yougoslavie à sauvegarder l'autonomie du Kosovo et à défendre leur histoire, leur langue et leur culture ».

URSS

Une revue officielle de Moscou publie un texte de Soljenitsyne

MOSCOU
de notre correspondant

Avant, tout était simple. Si un auteur interdit était soudainement publié par une revue, cela voulait dire qu'une décision avait été prise en haut lieu et que l'interdit d'hier était désormais persona grata. C'était simple, mais cela ne l'est plus. Le Vingtième Siècle et la Paix, organe officiel de l'archi-officiel Comité de la paix, vient de publier l'un des plus fameux textes de Soljenitsyne. Ne pas vivre dans le mensonge.

Tournant au Kremlin ? Nouvelle impulsion donnée à la libéralisation ? Pas du tout. A ce jour du moins le comité central n'a aucunement décidé que les Soviétiques pourraient bientôt lire l'Archipel du goulag. Il se trouve seulement qu'un comité de rédaction, quelques journalistes ne bénéficiant pas même en l'occurrence d'un renom particulier, ont pris sur eux de braver un interdit. Et cette décision de quelques individus est en fait bien plus significative que ne l'aurait été un tournant à la commission idéologique du comité central. Le tournant officiel. Cela aurait évidemment été capital, mais cela serait resté une décision du sommet. Une manifestation d'un pouvoir toujours sans partage.

Le contrôle de l'autocensure

Il s'agit au contraire là de la manifestation d'une évolution beaucoup plus profonde, fondamentale, générale : le recul de la peur. Car ce qui empêche, en système totalitaire, de se comporter en homme libre, ce n'est pas tant la crainte de la répression et l'émiettement de tout ; ce n'est pas tant la force du contrôle qui empêche les rédactions de publier ce qu'elles souhaitent publier que l'intériorisation de l'interdit. On sait qu'il ne faut pas, donc on ne fait pas, et cela est si évident que l'autocensure des rédacteurs et des journalistes en chef est devenue depuis longtemps le meilleur des contrôles exercés sur les publications.

Or cette peur est en passe de devenir un souvenir. Début novembre, juste après qu'il eût été interdit à Novy Mir de publier des lettres de Soljenitsyne, un petit quotidien de Kiev, organe du syndicat local des chemins de fer, avait osé demander quelque autorisation que ce soit

et publié ce même Ne pas vivre dans le mensonge.

C'était Kiev et un organe d'union syndicale, mais c'est maintenant Moscou et l'organe du Comité de la paix, qui ne cesse, de mois en mois, et malgré l'irritation croissante des autorités, de briser des tabous, organisant par exemple avant Noël une « table ronde » sur les dangers des coups d'Etat militaires. On s'en était étonné d'indignation au ministère de la défense.

Briser les tabous

Beaucoup pensent à Moscou que le jour du Vingtième Siècle et la Paix sont comptés, mais le fait est que les « mesures administratives » n'ont plus très bonne presse en URSS et qu'un tabou a été brisé. « Face à eux, nous sommes impuissants », [mais], en fait, nous pouvons tout. Nous nous mentons à nous-mêmes pour nous rassurer, lit-on sous la plume de Soljenitsyne dans une revue soviétique. Ce n'est pas « eux » qui sont responsables de tout, mais nous, nous seuls ! [Car] la violence n'a que le mensonge pour se voiler et le mensonge ne peut se maintenir que par la violence [...]. Nous pourrions au moins refuser de dire ce que nous ne pensons pas [et] ne jamais soutenir consciemment le mensonge ».

Commentaire de la revue : « Cet appel a-t-il été entendu ? N'est-ce pas finalement les sceptiques (...) qui ont eu raison ? » « Mais, demandons-nous, poursuit-elle, ces changements qui ont commencé dans notre pays auraient-ils été possibles si, dans notre société, dans toutes ses couches, n'avaient pas mûri un mépris général, un dégoût pour tout ce qui personnifiait le mal, et pour ses pauvres serviteurs qui royaient le pays sous la démagogie et la violence ? N'a-t-il pas joué un rôle, le comportement de ceux — même peu nombreux, mais en fait bien plus nombreux qu'on ne le pense — que la lettre-appel de Soljenitsyne avait conduits à changer de vie ? »

Horizon, une revue de Moscou qui avait demandé l'autorisation de publier un texte de l'écrivain Lydie Tchoukovskaïa consacré à l'organisation au début des années 70 de la « colère du peuple » contre Soljenitsyne, vient de se voir opposer un refus. Contrairement au Vingtième siècle et la Paix, Horizon avait demandé.

BERNARD GUETTA.

Deux candidats par siège dans un millier de circonscriptions

Moscou. — Le vice-président de la commission électorale, M. Dmitri Golovko, a fait, mercredi 1^{er} mars, le point de la campagne en vue des élections législatives qui doivent avoir lieu le 26 mars en URSS. Il a notamment indiqué que pour un millier de circonscriptions le nombre moyen de candidats par siège était de deux. Mais dans un district sur quatre, un seul candidat se présentait devant les électeurs. Plus de 80 % des candidats sont membres du Parti communiste.

M. Golovko a admis que la loi électorale présentait quelques « formulations imprécises » et que la commission électorale se pencherait

sur ces questions après les élections pour présenter ses conclusions aux autorités du pays.

En réponse à une question, M. Golovko, après avoir consulté un bref moment la loi électorale, a expliqué que si un candidat n'obtenait pas plus de la moitié des suffrages, un deuxième tour était prévu qui ne pourrait avoir lieu plus de quinze jours après le premier tour.

En ce qui concerne les résultats des élections, ils seront publiés dans un délai de dix jours. Pour Moscou, les résultats seront connus dans un délai de deux à trois jours. — (AFP.)

EN BREF

● RFA : la fille d'Albert Speer, vice-présidente du Parlement de Berlin-Ouest. — La fille d'Albert Speer, ministre de l'armement d'Adolf Hitler, a été élue, jeudi 2 mars, à la vice-présidence de la nouvelle Chambre des députés de Berlin-Ouest, sous les couleurs des alternatifs. M^{me} Hilde Schramm, cinquante-deux ans, est la première députée de la gauche alternative écolo-pacifiste (AL) à être élue à la vice-présidence du Parlement de Berlin-Ouest. — (AFP.)

● GRÈCE : grève générale de vingt-quatre heures. — Les transports ferroviaires, aériens et maritimes ont été pratiquement paralysés jeudi 2 mars, en Grèce, par une grève générale de vingt-quatre heures, organisée à l'appel de la Confédération générale des travailleurs grecs (CGTG). Près de deux millions de salariés ont participé au mouvement, qui a également perturbé les services de santé, les télécommunications et la Compagnie nationale d'électricité.

Ne commandez pas votre PEUGEOT sans nous avoir rendu visite ! Plus vite, moins cher !

la griffe du lion

NEUBAUER PEUGEOT

227, bd. Anatole-France 93300 ST-DENIS ☎48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

مكذبا من الأمل

Amériques

VENEZUELA : après les émeutes qui ont fait trois cents morts

Les collines de la misère

(Suite de la première page.)

Les autorités, qui n'ont toujours pas publié de bilan officiel, admettent que le nombre des morts dépasse la centaine. La morgue centrale de Bello Monte et les hôpitaux sont débordés. Les stations de radio sont assaillies d'appels angoissés de familles à la recherche de disparus. Depuis l'instauration du couvre-feu et la suspension des garanties constitutionnelles, mardi, plusieurs milliers de personnes ont été arrêtées. Si de vives réactions au plan d'austérité de la mi-février étaient attendues, la violence de l'explosion a surpris tout le monde, à commencer par le président Pérez, qui pensait pouvoir profiter de l'état de grâce « post-électoral » pour faire avaler l'amertume. « On avait oublié que Caracas était une bombe à retardement. Le contraste est trop brutal entre la richesse des privilégiés et la misère des barrios, qui encerclent la ville », nous explique Luis Orlando Balza, un jeune économiste. Du fait de sa configuration géographique, Caracas est, en effet, l'une des villes latino-américaines où l'opposition entre les nantis et les démunis est la plus saisissante. Des collines couvertes de masures misérables surplombent d'arrogantes tours de béton truffées de boutiques au luxe ostentatoire. Il a suffi d'une étincelle pour que la poudrière explose : les laisses-pour-compte ont fait brutalement irruption dans les temples de la consommation.

Depuis Sanchez, né en Colombie, depuis quatorze ans chauffeur de taxi à Caracas, raconte : « Tout a commencé par une petite manifestation contre la hausse des prix des transports et de l'essence. Elle a très vite dégénéré, et les gens se sont mis à piller les commerces. » Les magasins d'électro-ménager ont leur rideau de fer éjecté ; de nombreuses petites épiceries de quartier n'ont pas davantage été épargnées. Des milliers de petits commerçants, souvent d'origine portugaise, sont ruinés. Le président de la Fédération des chefs d'entreprise (FEDECAMARAS), M. Hugo Fonseca Biso, estime que le montant des dommages subis par les commerçants dépasse 500 millions de bolívares (plus de 80 millions de francs), et que près de vingt mille personnes ont perdu leur emploi ou leur gagne-pain du fait des saccages.

Le bâton et la carotte

Les quelques commerces qui ont échappé au pillage ont retrouvé leurs portes fermées. Protégés par des militaires le doigt sur la détente, les pluri-parti gardaient leur rideau de fer à demi-baïssé et ne laissaient pénétrer les clients qu'au compte-gouttes. Tôt le matin, de longues queues se sont formées devant les supermarchés, les boulangeries et les banques. Pour tenter de mettre fin à la pénurie de produits de première nécessité, le gouvernement a acheminé vers la capitale 7 millions d'œufs et plusieurs tonnes de viande de porc et de bœuf ainsi que des légumes. Le métro circulait à nouveau jeudi ; mais la plupart des autobus, dont plusieurs ont été incendiés au cours des émeutes, n'ont pas réapparu.

Afin de bâter la « normalisation », c'est le maître-mot des commentateurs de télévision — le gouvernement maintient la carotte et le bâton. Depuis l'instauration du couvre-feu, la répression s'est durcie. Selon plusieurs témoignages, les opérations de nettoyage et les perquisitions menées par l'armée, depuis vingt-quatre heures dans les quartiers populaires sont d'une grande brutalité. La mort d'un capitaine, tué par des franc-tireurs, dans le quartier El Valle, au sud-est de la capitale, et les blessures reçues par deux colonels et plusieurs hommes de troupe paraissent avoir excité des soldats fatigués et qui avaient été nettement débordés au début des troubles.

Au cours des dernières heures, quatorze bataillons ont été transportés par avion de province vers la capitale, où plus de dix mille soldats sont désormais mobilisés. Des milices constituées par les résidents de certains quartiers pour se protéger des pillards ajoutent parfois à la confusion. Apparaissant à la télévision, la population à collaborer avec l'armée, le ministre de la défense, le général Italo del Valle Allegre, a insisté sur le caractère « structurellement démocratique » de l'institution militaire. Le président de la République a repris à son compte,

jeudi, la thèse du complot « subversif » exploitant la colère des « secteurs marginaux » de Caracas.

Il a annoncé que l'armée et la police enquêtaient à ce sujet et que les coupables seraient « sévèrement châtiés ». Les immigrants, nombreux à Caracas — on estime ainsi à huit cent mille le nombre des Colombiens — sont également montrés du doigt par les autorités. Des marchandises volées ont été retrouvées lors de perquisitions dans des maisons où résident certains d'entre eux, et M. Carlos Andres Perez a menacé d'expulsion immédiate tout étranger coupable d'infractions.

Maniant aussi la carotte, le gouvernement a annoncé une hausse immédiate de 2000 bolívares (environ 350 francs) des salaires les plus bas, et la création d'une grille de réajustement pour les salaires supérieurs. Les prix des articles considérés comme essentiels dans le panier de la ménagère ont été gelés, de même que ceux des médicaments les plus courants, et aussi les tarifs des transports. Pour lutter contre la spéculation et l'accumulation des produits alimentaires, les autorités ont annoncé le renforcement de la protection des consommateurs. Un nouveau Conseil national contre la pauvreté va se pencher sur le sort des plus démunis.

« Au mieux des palliatifs »

M. Cesar Ojarte, secrétaire général de la Confédération des travailleurs vénézuéliens (CTV), a accueilli ces mesures avec une satisfaction modérée : « Il s'agit au mieux, dit-il, de palliatifs face à l'augmentation du coût de la vie résultant du train de mesures économiques du gouvernement. » Pour ce leader, comme pour les responsables de toutes les institutions qui compte le pays, la tâche prioritaire est « le retour à la normale » : « Nous demandons aux ouvriers de reprendre le travail. Nous sommes pour les revendications, à condition qu'elles s'expriment par les voies légales. » Une chose est sûre : le président n'a pas l'intention de renoncer au plan économique qui a mis le feu aux poudres. « Nous devons mettre en œuvre ces mesures pour sortir le Venezuela de cette insécurité économique et de l'insécurité dans laquelle nous vivons », a-t-il déclaré jeudi. C'est son engagement, et le fera. Mais, a-t-il ajouté, « il faut aussi que les grands pays industrialisés se décident enfin à discuter des formules rationnelles et décentes afin que l'Amérique latine puisse, tout en respectant ses engagements en matière de dette extérieure, faire face à des situations sociales aussi graves que celle qui a provoqué l'explosion des quartiers marginalisés de Caracas ».

JEAN-MICHEL CARROT.

Un premier accord, signé mardi 28 février, avec le Fonds monétaire international, a permis au Venezuela de bénéficier d'un crédit de trois cent quarante millions de dollars de tirages spéciaux (1) et, surtout, de reprendre dans de meilleures conditions, le lendemain à New York, les discussions avec les banques sur le rééchelonnement de la dette. Des discussions à l'image de la crise vénézuélienne, explosive.

Deux jours d'émeutes au Venezuela ont transformé en cauchemar le « grand tournant » économique annoncé à la mi-février par le président Carlos Andres Perez. Le dessein du chef de l'Etat, arrivé au pouvoir le 2 février, était clair. Jouer de son charisme et s'appuyer sur les erreurs de ses prédécesseurs pour faire admettre qu'en dehors d'une cure d'assainissement draconienne les Vénézuéliens seraient condamnés à s'enfoncer dans la crise.

Le risque d'une telle approche semblait calculé. Certes, Caracas acceptait d'en passer par la thérapie du Fonds monétaire international (FMI), un recours jugé impensable il y a peu et rappelant de très vieux souvenirs. Il faut remonter au début des années 60 pour retrouver un accord avec le FMI. Mais les nouveaux dirigeants avaient pu compter avec le soutien d'une majorité de la classe politique, persuadée, parfois à contre-cœur, de l'urgence d'une opération vérité. Le verdict de la rue a dépassé les craintes des plus pessimistes. Il donne un caractère dramatique à une situation qui n'a cessé de se dégrader au fil des ans.

Comme bien d'autres pays latino-américains, le Venezuela a vu le piège de la dette se refermer. Au moment du premier choc pétrolier, en 1974, l'endettement extérieur représentait 1,5 milliard de dollars.

Le mirage de l'or noir a entraîné une gestion économique facile, la multiplication des investissements et le recours massif à l'emprunt. Au lendemain de la seconde flambée du pétrole, en 1981, Caracas avait engrangé 321 milliards de dettes, dans l'euphorie générale sur l'avenir de ce pays pétrolier stable et disposant d'une main-d'œuvre qualifiée.

La fuite en avant

La flambée des taux d'intérêt alourdissait à vive allure les remboursements, alors qu'à compter de 1985, la chute des cours du pétrole réduisait dangereusement les

recettes. Et contrairement aux Etats plus durement touchés par la crise comme le Mexique, le Venezuela ne réagissait que lentement. Aujourd'hui encore, 81 % de ses recettes à l'exportation dépendent des caprices des cours de l'or noir.

Décidés tardivement, les efforts de diversification de l'économie ont été encore timides. Les dévaluations du bolívar n'ont pas permis de rétablir la compétitivité alors même que les investissements baissaient et que les banques étrangères commençaient à boudier ce fleuron de l'Amérique latine.

Une politique de fuite en avant aggravée, en 1988, par les largesses gouvernementales, traditionnelles en période électorale. Durant le dernier trimestre, les importations jusqu'alors soigneusement contrôlées pour économiser les réserves en devises ont fait un bond pour atteindre 2 milliards de dollars. Les biens de consommation affluent pour limiter les pénuries. Lorsque M. Perez entame son mandat, il se trouve confronté à une situation intenable. L'inflation, phénomène inhabituel au Venezuela, dérape et atteint quelque 35 % en rythme annuel. Fiers de disposer d'un des plus hauts revenus par habitant de la région, près de 2 500 dollars, un succès même s'il est très inégalement respecté, les Vénézuéliens n'ont toujours pas retrouvé leur niveau de vie de 1980. La machine économique se grippe : pour la première fois depuis dix ans, le pays enregistre un déficit de l'ordre de 500 millions de dollars de son commerce extérieur. Le poids du service de la dette creuse à 4,4 milliards celui de la balance des comptes courants.

Etranglé par un endettement évalué à 35 milliards de dollars fin 1988 et par des remboursements totalisant 5 milliards de dollars en 1989, le pays apprend avec stupeur, lors du dernier message de fin d'année

du président sortant, Jaime Lusinchi, qu'il bascule pour la première fois parmi les mauvais payeurs. Le remboursement sur le principal de la dette auprès des banques, qui, avec quelque 28 milliards de dollars, représentent l'écrasante majorité des créanciers de Caracas, est suspendu à compter du 27 janvier. Quelques jours avant l'arrivée du président Perez.

Depuis lors, les décisions s'accroissent. Sans toutes entrer en application. Le vaste plan de redressement annoncé le 17 février dernier tient compte des modifications traditionnelles du FMI : réduction du déficit budgétaire qui représentait, fin 1988, 8 % du produit intérieur brut ; désengagement progressif de l'Etat ; privatisation ; promotion de la production et des exportations non pétrolières, unification du système de change. Curieusement, depuis lors, ce dernier point n'est pas entré dans les faits. Rare exemple d'un gouvernement annonçant une dévaluation sans la mettre en pratique, au risque de déclencher la spéculation.

Flambée inflationniste

Ce flottement est compréhensible. Une opération chirurgicale sur les taux de change se traduira inévitablement par une flambée inflationniste. La revalorisation des salaires, de 30 % incluse dans le plan gouvernemental, n'a pas rassuré les Vénézuéliens en colère. Des mesures monétaires draconiennes effaceraient d'un trait de plume ces compensations. Le gouvernement en est parfaitement conscient. Le FMI et les créanciers de Caracas en mesurent mieux aujourd'hui les conséquences sociales et politiques. L'explosion de violence constituerait-elle un paradoxe alors que pour les négociateurs vénézuéliens ? En parti oui, estiment les banquiers

engagés à Caracas. Mais à condition d'accepter l'idée même d'un compromis.

Car si, depuis le 10 février, le comité de coordination des banques retrouve chaque semaine, comme aujourd'hui à New-York, les représentants de Caracas, ils ont jusqu'à présent eu la pénible impression de piétiner et de n'avoir pu enclencher les négociations sur le fond. Soucieux de préserver leur présence dans un pays aux ressources et au potentiel flatteurs, les banquiers n'ont pas réussi à réduire des exigences jugées excessives : un crédit-rebais de 600 millions de dollars remboursable lors de l'attribution d'une quatrième tranche de crédit du FMI... à la mi-90 au plus tôt ; le rééchelonnement dans des conditions qui restent à préciser de 3,3 milliards de dollars de dettes publiques et sans doute de 1 milliard de dettes privées, venant à échéance en 1989 ; 1,9 milliard de dollars d'argent frais. La pilule est jugée décidément trop amère.

Il s'agirait de marchandages habituels lors de telles discussions si la violence dans les grandes villes du Venezuela n'était venue rappeler l'urgence extrême d'une entente. Si les Vénézuéliens obtiennent du FMI, en plus du crédit annoncé mardi 28 février, un prêt au titre de la facilité dite « élargie », car portant sur trois ans, les négociations pourraient reprendre avec les banques sur une base triennale rassurante pour les créanciers. De tels prêts, même s'ils totalisent comme l'espèrent les Vénézuéliens 4,2 milliards de dollars, impliquent une surveillance rapprochée par le Fonds de la gestion de Caracas. Abouter rapidement à une telle solution tient du défi. Chacun en est persuadé.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

(1) 1 DTS = 1,32 dollar.

FOURRURES GEORGE V

Une seule adresse
40, Av. George V. Paris
avant fermeture définitive

AUTORISATION PREFECTORALE (loi du 30.12.1906)

LIQUIDATION TOTALE

des plus importants stocks de Paris
Vendredi 3, Samedi 4, Dimanche 5, Lundi 6 Mars, et jours suivants

MANTEAUX		VESTES	
Vison luneraïne	28750 ⁰ 16450 ⁰	Vison dark	17650 ⁰ 9850 ⁰
Vison dark Saga	24750 ⁰ 15850 ⁰	Vison tourmaline	45800 ⁰ 14750 ⁰
Vison Koh-i-noor	55000 ⁰ 18750 ⁰	Vison blanc et strass	55000 ⁰ 17250 ⁰
Vison pastel morceaux	13750 ⁰ 6250 ⁰	Renard Virginie	18750 ⁰ 6450 ⁰
Castor Canada	55000 ⁰ 18750 ⁰	Marmotte	14750 ⁰ 5250 ⁰
Opossum d'Amérique	9850 ⁰ 5250 ⁰	Coyote	14850 ⁰ 4650 ⁰
Renard bleu	24850 ⁰ 11750 ⁰	Rat d'Amérique	8750 ⁰ 2850 ⁰
Marmotte Canada	26850 ⁰ 12750 ⁰	Astrakan beige	8750 ⁰ 1650 ⁰
Ragondin longs poils	9850 ⁰ 3750 ⁰	Opossum d'Amérique	5450 ⁰ 2950 ⁰
Zorinos	4850 ⁰ 1350 ⁰	Lapin	3580 ⁰ 1450 ⁰
PELUSSES int. Lapin col vison ou col renard	2850 ⁰ 1450 ⁰		

à 2 pas des Champs Elysées
Une seule adresse
40, Av. George V. Paris 8^e

G. B.

CHILI La justice militaire en accusation

SANTIAGO
de notre correspondant

Pour la première fois depuis le coup d'Etat de 1973, la Cour suprême chilienne s'en est prise à la justice militaire : à l'occasion de l'inauguration de l'année judiciaire, le 1^{er} mars, le président de cette institution, M. Luis Maldonado, a déclaré que « les tribunaux militaires jugent plus de civils que de militaires (80 % et 20 % respectivement) ». Selon le magistrat, cette situation « porte gravement atteinte aux garanties judiciaires des incriminés, car ces garanties sont peu respectées » devant ces instances. Le président de la Cour suprême propose l'adoption d'une norme constitutionnelle interdisant l'application de la juridiction militaire aux civils.

Même si elle est décochée bien tardivement, la flèche du pouvoir judiciaire fait mouche, et l'opposition, tout comme les organismes humanitaires, réagissent favorablement aux propos de M. Maldonado. Car la justice militaire est depuis longtemps sur la sellette en raison de sa procédure expéditive et des moyens qu'elle met en œuvre pour obtenir les aveux des détenus.

Une « scandaleuse clémence »

Après l'attentat manqué contre le général Pinochet, en septembre 1986, une commission d'enquête, dirigée par le colonel Torres, a été

mise en place. Elle a été dotée de pouvoirs exceptionnels pour traquer les guérilleros d'extrême gauche du Front patriotique Manuel Rodriguez. En revanche, s'insurgent les opposants, les militaires coupables de violations des droits de l'homme-bénéficient d'une scandaleuse clémence.

Ainsi le lieutenant responsable de la patrouille qui avait brûlé vifs deux jeunes manifestants lors d'une journée de grève générale n'a-t-il été condamné qu'à dix mois d'emprisonnement.

La situation est d'autant plus délicate pour le parquet militaire qu'il se livre depuis le début janvier à une incertaine partie de bras de fer avec l'Eglise catholique. L'objet du conflit : les fiches médicales du « vicariat de la solidarité », organisme de défense des droits de l'homme.

Le parquet a obtenu... de la Cour suprême un ordre de saisie de ces documents qui pourraient lui permettre, espère-t-il, d'identifier certains militants d'extrême gauche soupçonnés, à la suite d'arrestations armées avec les forces de l'ordre, dans une clinique dépendant de l'institution religieuse. Or le « vicar » Mgr Valech, invoquant l'éthique de sa charge, refuse de remettre lesdites fiches à la justice militaire. L'impasse est totale. Le gouvernement et le président de la conférence épiscopale cherchent une solution satisfaisante pour les deux parties.

Amériques

ÉTATS-UNIS : ouverture du débat public au Sénat

L'affaire Tower dégénère

Interminable, et chaque jour un peu plus déplaisante, l'affaire Tower continue à empoisonner l'atmosphère politique à Washington. Jeudi 2 mars, les sénateurs ont entamé leur débat public sur la confirmation, au poste de chef du Pentagone, de celui qui fut leur collègue pendant vingt-six ans, et l'affrontement a été, comme prévu, très âpre.

WASHINGTON
de notre correspondant

C'est le sénateur démocrate Sam Nunn qui a personnellement mené l'offensive contre son prédécesseur à la tête de la commission des forces armées, en soulignant, avec une froide ferocité, les penchants (anciens) de M. Tower pour l'alcool, qui le « disqualifieraient pour être pilote de bombardier stratégique ». L'ancien astronaute John Glenn n'a pas hésité à citer, hors contexte, quelques qualificatifs, parmi les plus désobligeants, extraits, semble-t-il, d'un rapport établi par le FBI sur M. Tower, qui était censé rester strictement confidentiel. Ce leader républicain du Sénat, M. Robert Dole, a vigoureusement protesté et menacé de le faire expulser...

Des fuites opportunistes divulguées à la presse donnent chaque jour matière à de nou-

velles accusations, souvent sordides. Ainsi le *Washington Post* n'a-t-il pas hésité à publier jeudi à la une un article de Bob Woodward fondé sur le témoignage d'un ex-sergent accusant M. Tower d'avoir visité une base militaire avec « une bouteille chargée d'alcool » et d'avoir laissé glisser sa main de l'épaule jusqu'à la poitrine d'une femme officier.

Cette croustillante « révélation » a, là aussi, provoqué la fureur des élus républicains, qui ont fait valoir que le soi-disant témoin n'était pas présent lors de la visite en question, et qu'il avait été exclu de l'armée à la suite de troubles psychiatriques. Bref, on ne fait pas dans la dentelle, et même des épisodes rocambolesques mais purement imaginaires, comme celui de la ballerine « venue de l'Est » dansant nue devant M. Tower, ont été évoqués dans l'enceinte du temple de la première démocratie du monde.

Lapidation

Le vieux sénateur républicain — à la retraite — Barry Goldwater, qui fut le pape des conservateurs, a tenté de remettre les choses à leur juste mesure en se demandant qui resterait pour s'occuper des affaires de l'Etat si l'on devait chasser tous ceux qui ont bu quelques verres ou couru

quelques jupons. Il a ajouté à l'adresse des élus que « ceux qui vivent dans une maison de verre ne devraient jamais lancer de pierres ».

Mais, désormais, rien ne semble pouvoir arrêter la « lapidation » publique de M. Tower, pas même le rappel, pour l'instant discret, des propres turpitudes de nombreux sénateurs soudain transformés en parangons de vertu.

Le raidissement de la Maison Blanche, qui a refusé de tenir compte d'un rapport de forces défavorable, a provoqué, par contre-coup, un raidissement chez les démocrates, plus que jamais décidés à gagner cette bataille. Dans l'entourage du président Bush, on se fait de moins en moins d'illusion, d'autant que, malgré les efforts personnels du président, pas un seul sénateur démocrate ne s'est laissé « débaucher » et n'a annoncé son intention de voter en faveur de M. Tower.

Mais, faute de mieux, on espère au moins faire payer aux démocrates leur probable victoire : Si le débat devait dégénérer, a averti un sénateur républicain, M. William Cohen, ce n'est pas John Tower, mais le Sénat qui serait sur le banc des accusés. Le sénateur a au moins tort sur un point : le débat a déjà dégénéré.

JAN KRAUZE.

Diplomatie

Les discussions sur la sécurité en Europe

Vienne : ouverture des négociations sur l'armement classique

Alors que les alliés occidentaux en étaient encore, jeudi 2 mars, à chercher un accord entre eux sur les mesures que proposera l'OTAN la semaine prochaine à Vienne, à l'ouverture des négociations sur les armements classiques, ces négociations donnaient lieu à Moscou à des déclarations apparemment contradictoires.

Le maréchal Akhromiev, l'un des conseillers de Mikhaïl Gorbatchev, a en effet contesté jeudi dans la *Pravda* non seulement les données chiffrées sur les forces en présence avancées par les Occidentaux, mais aussi l'idée, considérée comme fondamentale à l'Ouest, de la supériorité des forces du pacte de Varsovie. L'ancien chef d'état-major soviétique estime notamment que si l'on prend en compte les forces navales (pour l'instant exclues du mandat des négociations de Vienne), « toute l'idée de prépondérance militaire du pacte de Varsovie qui a été élaborée pendant plusieurs décennies est réduite à néant (...) et apparaît comme un mensonge évident ».

Le maréchal Akhromiev reprend ainsi l'idée déjà avancée par le pacte de Varsovie, qu'il existe une « parité approximative » entre les deux blocs ; « depuis quand demande-t-il la marine a-t-elle cessé d'être un

indicateur de la puissance militaire ? ».

Voilà qui laisse mal augurer des négociations qui débiteront le 9 mars à Vienne. Pourtant, le ministre des affaires étrangères soviétique, M. Edouard Chevardnadze, qui recevait jeudi à Moscou son homologue espagnol, M. Francisco Fernandez Ordóñez, se déclarait optimiste quant à ces pourparlers : « Les perspectives sont très très bonnes », a-t-il dit. Il a rappelé que l'URSS prenait actuellement des contacts en vue de l'organisation d'un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de la CSCE, c'est-à-dire du « processus d'Helsinki », dans lequel s'inscrivent les négociations sur les armes classiques. Parallèlement à la négociation à vingt-trois (les seize membres de l'OTAN et les sept du pacte de Varsovie), s'ouvriront également, le 9 mars, dans le palais de la Hofburg à Vienne, de nouveaux pourparlers sur « les mesures de confiance », dans le domaine militaire, auxquels prendront part les trente-cinq pays membres de la CSCE (tous les pays européens, sauf l'Albanie, ainsi que les Etats-Unis et le Canada).

L'ouverture des négociations proprement dites sera précédée, à partir du 6 mars, des interventions des

ministres des affaires étrangères des trente-cinq pays, celle de M. Roland Dumas étant prévue pour le mardi 7 mars.

La « troïka » et le Proche-Orient

M. Ordóñez, président en exercice du conseil des ministres de la CEE, devait rencontrer, vendredi 3 mars à Moscou, M. Gorbatchev, avec lequel il s'entretiendra, notamment, de la question du Proche-Orient, comme il l'a fait jeudi avec M. Chevardnadze. M. Ordóñez est chargé de rendre compte à Moscou des récents contacts pris au Proche-Orient par la « troïka » européenne (les ministres des affaires étrangères français, espagnol et grec). « Les Européens ne peuvent rester à l'écart du règlement des conflits régionaux, que ce soit au Proche-Orient ou en Amérique centrale », a notamment déclaré M. Chevardnadze, en se félicitant des initiatives européennes concernant le conflit israélo-palestinien.

La « troïka » doit aussi rencontrer, lundi à Vienne, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker. Le chef de la diplomatie américaine s'entretiendra, d'autre part, mardi avec son homologue soviétique dans la capitale autrichienne.

Genève : M. Genscher demande à l'URSS des réductions unilatérales des armes nucléaires tactiques

Le ministre des affaires étrangères ouest-allemand, M. Hans Dietrich Genscher, a appelé l'URSS, jeudi 2 mars, devant la conférence du désarmement à Genève, à réduire unilatéralement son arsenal nucléaire tactique. Un tel geste de la part de l'URSS, qui dispose en ce domaine d'une « large supériorité », faciliterait, estime M. Genscher, une négociation sur la réduction de ce type d'armement qu'il juge « prioritaire ».

Un vif débat a lieu actuellement au sein de l'OTAN sur la question de la modernisation des armes nucléaires tactiques occidentales et sur l'opportunité d'ouvrir avec le pacte de Varsovie une négociation à leur sujet. Des solutions de compromis sont évoquées ici et là, notamment par la France.

Un équilibre au plus bas niveau

Elles reprennent l'idée d'un retrait d'une partie de l'artillerie nucléaire stationnée en RFA, et celle d'une décision en deux temps sur la modernisation : dans un premier temps, l'OTAN déciderait de développer les armes nouvelles devant remplacer les Lance, la décision de les déployer étant renvoyée à

plus tard. L'idée d'un équilibre à plus bas niveau des missiles à courte portée à l'Est et à l'Ouest est également avancée, avec ou sans négociations.

La question n'agit pas seulement les Allemands, mais aussi, nous indique notre correspondant à La Haye, Christian Charrier, la classe politique néerlandaise, qui n'a pas envie d'aller à la bataille des élections législatives au printemps 1990 en se déclarant sur ce sujet. Un débat a eu lieu mercredi 1^{er} mars à la Chambre des députés. Il en ressort que les trois grands partis sont favorables à un report de la décision.

Mais cette unanimité n'est que de façade. Alors que les formations de la coalition gouvernementale, le Parti chrétien-démocrate (CDA) et le Parti libéral (VVD) acceptent le principe du remplacement à terme des missiles tactiques Lance par un armement plus moderne, le Parti socialiste (PVD) souhaite l'ouverture préalable de négociations avec le pacte de Varsovie. C'est seulement si ces négociations n'aboutissent pas à une troisième « option zéro », que la modernisation des armes nucléaires serait à l'ordre du jour.

● La Thaïlande et les réfugiés laotiens. — « La Thaïlande refuse systématiquement d'accorder l'asile à des réfugiés laotiens en les renvoyant au-delà de sa frontière nord. Cela s'est traduit par des centaines de morts de Laotiens, sinon des milliers », a affirmé le Comité américain des avocats pour les droits de l'homme (LCHR) dans un rapport rendu public vendredi 3 mars à Bangkok. Le rapport fait également état de Laotiens tués lors de retour forcé dans leur pays, encadré par les forces de sécurité thaïlandaises. — (AFP.)

(Publicité)
REPORTAGE COULEUR : LA CHINE MUSULMANE
De Kashgar à Urumqi, des immenses oasis riantes aux sables du Taklamakan, le Xinjiang écoute l'appel du muezzin.
Dans le numéro de mars d'Arabes en kiosques et en librairies 78, rue Jussieu, 75017 Paris Tél. : 46.52.54.14

EN BREF

● PÉROU : une quarantaine de paysans massacrés. — Les guérilleros du Sentier lumineux ont tué mardi 28 février trente-neuf paysans qu'ils accusaient d'avoir collaboré avec les forces de sécurité dans une petite ville des Andes, a-t-on appris jeudi de source militaire. Lors de ce raid punitif, quelques cents guérilleros, puissamment armés, ont brûlé des dizaines de maisons de la ville de Canave et de tuer leurs habitants à l'aide de courtois et d'armes à feu, a-t-il été précisé de même source. (AFP, Reuters.)

● PANAMA : imposante manifestation de l'opposition. — Quelque 180 000 personnes, selon les organisateurs, quelques milliers selon le gouvernement, ont participé jeudi 2 mars à Panama à une manifestation pour réclamer la fin du régime du général Manuel Noriega, la restauration de la démocratie, et des élections libres. Le défilé a coïncidé avec la présence à Panama de la commission interaméricaine des droits de l'homme. — (AFP, Reuters.)

● SALVADOR : violents affrontements dans la banlieue de la capitale. — Une importante offensive de la guérilla du FMLN a eu lieu jeudi 2 mars dans plusieurs quartiers périphériques de San-Salvador. L'affrontement le plus sérieux avec les forces armées a fait au moins cinq morts et sept blessés, ainsi que d'importants dégâts. Les rebelles visaient plusieurs édifices gouvernementaux et différents services publics, tels que la distribution de l'eau et de l'électricité. — (AFP.)

SPORTS D'HIVER

L'enneigement des stations, hébergement, locations, crèches et hôtels
Service télématique du MONDE

36.15 Tapez LM

Code CORUS

(Publicité)
CHAQUE MERCREDI
DANS LE DATÉ JEUDI
LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
du MONDE

C'est + de choix d'affaires
en vente et en location
C'est une exclusivité
du Monde :

« La Sélection des Institutions »

DANS LE RESEAU DE CONCESSIONNAIRES ET AGENTS PARIS - ILE DE FRANCE.

VOUS ARRIVEZ...
SANS RENDEZ-VOUS
ON VOUS REPARÉ...
Des pièces d'origine. Des tarifs forfaitaires
ET VOUS REPARTEZ
TRANQUILLE!

RENAULT : L'EFFICACITE

RENAULT
DES VOITURES
A VIVRE

سكنا من الأصل

Politique

Le Monde • Samedi 4 mars 1993

L'enjeu européen dans la campagne municipale

Strasbourg : la bataille du siège

STRASBOURG
de notre correspondant

La même question se pose aux sept candidats déclarés à la mairie de Strasbourg : l'Europe va-t-elle faire voter les 12 et 19 mars ? Non pas l'Europe lointaine de 1993, mais l'Europe immédiate, présente dans les murs de la ville à travers le Conseil depuis 1949, le Parlement depuis 1958 et les Commissions et Cour européennes des droits de l'homme. L'inquiétude, latente depuis quelques années, est apparue au grand jour avec le vote du rapport Prax, le 18 janvier, par une majorité des parlementaires européens à Strasbourg. Ceux-ci y souhaitent des sessions extraordinaires de leur Assemblée à Bruxelles et le déplacement de nombreux fonctionnaires de Luxembourg vers la capitale belge. Ce vote a interpellé le gouvernement français. Il n'est pas sûr qu'il ait troublé l'électeur strasbourgeois.

De fait, les programmes des candidats et les propos de campagne sont relativement discrets sur le dossier européen. Le maire sortant, M. Marcel Rudloff (UDF-CDS), qui mène une liste commune UDF-RPR, n'a pas choisi d'en faire son cheval de bataille immédiat. Il attend beaucoup du rapport que M. Strasbourg, M. Claude Villain, nommé par le premier ministre, doit remettre le 31 mars sur le rôle européen de la ville et les moyens de le conforter. Mais il peut, pour répondre aux attaques, énumérer ses efforts et ses projets : le second mandat qu'il brigue devrait voir la mise en service de la première ligne du VAL, le métro léger imaginé par Matra, la fin d'importants travaux de voirie urbaine comme le contournement sud de l'agglomération, le câblage de Strasbourg, et

peut-être les premiers travaux du TGV Est.

Ces échéances formidables pour la ville, que M. Rudloff a mises en avant en présentant ses soixante-collégiés, cependant dépendent également des collectivités locales alsaciennes et de l'Etat. Sénateur et actuel président du conseil régional d'Alsace, un siège qu'il devrait abandonner en cas de victoire, le maire de Strasbourg peut avancer qu'il est bien placé pour travailler avec tous.

Plus que des réunions publiques ou des comités sur les marchés, il a préféré faire campagne autour de quatre-vingt mille questionnaires envoyés aux Strasbourgeois avec quelques 25 % de retours. Et continuer à agir : le premier point de l'ordre du jour de l'ultime séance du conseil municipal avant le scrutin, lundi 27 février, concernait la décision de construire un immeuble supplémentaire pour le Parlement européen.

Son principal adversaire, M^{me} Catherine Trautmann (PS), qui mène la liste de la majorité présidentielle, n'a pas voulu l'attaquer directement sur ce terrain. Si elle affirme qu'à Strasbourg, en six ans, il ne s'est rien passé, elle explique surtout que la ville a vécu sur son acquis, que, quand elle perd des guerres sur le plan européen, ce n'est que la conséquence inévitable de batailles perdues sur le terrain. Elle et ses amis proposent aussi des équipements pour Strasbourg : ainsi un deuxième centre à vocation internationale sur la zone portuaire reconquise, 35 kilomètres de tramway plutôt qu'une ligne de 12 kilomètres de VAL, un Opéra de mille cinq cents places, place de l'Etoile, et surtout une amélioration de la « séduction » de la ville par une lutte accrue contre les pollutions de l'air et de l'eau et une écoute

permanente des problèmes de la vie quotidienne.

Cinq autres listes briguent les suffrages strasbourgeois : le Front national derrière l'ancien député Robert Spieler, l'ancien ministre André Bord - qui vient de démissionner du RPR et n'a pas trouvé d'accord avec M. Rudloff - le bariste Michel Stourm et le communiste Francis Wurtz. Mais ce sont sans doute les Verts qui tiennent les propos qui détonnent le plus face à l'union européenne : autour de M^{me} André Buchmann, conseillère régionale, ils apparaissent réservés par rapport à ces projets et surtout exaspérés par la « bataille du siège ». Leur programme est méfiant : « devant une ville interna-

Toulouse : le rêve espagnol

TOULOUSE
de notre correspondant

L'un, M. Dominique Baudis, maire sortant et candidat à sa propre succession, aime Toulouse d'un amour courtisé, avec la retenue et la distance qu'affectent les clans qui se veulent nobles. L'autre, M. Jacques Lévy, le challenger socialiste, qui a bien du mal à décoller dans les sondages, n'est pas en reste de sentiments. « Il faut un pilon à la ville », dit-il à l'envi, et promet du même coup à ce berceau de l'aéronautique française « des destinations nouvelles. Miroir de l'amour !

Mais il y a longtemps que les affiches électorales ne font plus rêver, et Toulouse a bien du mal à se passionner

France et du nord et de l'est de l'Espagne) traitaient leurs voisins d'outre-Pyrénées de « flibustiers » incapables de tenir leurs engagements. Pas un responsable d'entreprise, pas un homme politique qui aujourd'hui n'évoque les perspectives du grand marché de 1993 et ne rêve de l'Espagne comme d'un partenaire économique inévitable, avec lequel rééquilibrer une Europe jugée ici sous domination du Nord.

Il est vrai qu'en pays cathare le Nord, c'est Simon de Montfort, ce sont les croisés, Catalans et Aragonais, qui conquirent jadis à Muret les troupes françaises, aux côtés du comte de Toulouse et autres seigneurs occitans, savent bien le poids de l'histoire. Même si M. Jordi Pujol, président de la généralité de Catalogne, préfère « regarder vers l'avenir ». Même si M. Santiago Marraco, président de la Communauté autonome, parle encore, à propos de l'Aragon et de Midi-Pyrénées, de « des deux sœurs de sang et de culture ».

Si de frontière sauvage, les Pyrénées, par la grâce d'un décret régional, sont devenues Montagne d'Europe, chacun des deux principaux candidats à la mairie de Toulouse a choisi son coin d'Espagne. M. Baudis, maire de Toulouse, puis président de la région Midi-Pyrénées de 1986 à 1988, ne cache pas ses passions catalanes. Et pour montrer l'exemple, il met dans un avion plus d'une centaine d'industriels et de chercheurs pour leur ouvrir les portes du marché barcelonais. « Je ne fais que répondre à la demande des chefs d'entreprise », explique le maire sortant, qui partage avec M. Pujol une amitié toute politique, au point d'oublier parfois que Barcelone a aussi un maire socialiste. Récemment, la presse barcelonaise n'a pas eu de mots assez sévères pour s'indigner qu'à l'occasion d'un de ses voyages, M. Baudis ne participe pas à la réception organisée en son honneur par M. Antonio Maragall, le premier magistrat de la ville.

« Il ne faut pas confiner Toulouse dans la seule orbite de Barcelone ».

contesté M. Lévy, qui, pour joindre le geste à la parole, affiche un petit bi-moteur et fait découvrir à une quinzaine d'industriels et d'universitaires les chemins de Saragossa, capitale de l'Aragon. L'initiative est saluée avec enthousiasme par les responsables espagnols. On découvre dans le tapis rouge un candidat de la gauche toulousaine, et la chambre de commerce et d'industrie rappelle malicieusement que les contacts noués en 1982 avec Toulouse ont brusquement cessé en 1983. L'Aragon, qui a déjà ses entrées en Aquitaine, milite pour un axe Toulouse-Saragossa-Madrid. Et puisque le tunnel du Puyomorsan doit permettre de rallier Barcelone, Saragossa propose un passage par le Somport. M. Maurice Fauré, alors ministre de l'équipement, a même mis sur pied une commission chargée d'en étudier la faisabilité.

A ce jeu du ménage à trois, les professions de foi européennes des uns sont les arrière-pensées des autres. Saragossa voudrait bien s'allier Toulouse pour rabattre l'arrogance catalane. Barcelone, qui rêve de devenir la capitale de l'Europe du Sud, a besoin du potentiel de recherche toulousain. Et la Ville rose, dont la CCI vient d'ouvrir une antenne permanente dans la capitale catalane, espère ainsi son marché à l'occasion des Jeux olympiques.

Mais quand les candidats toulousains auront épuisé leur stock de slogans, il faudra bien se rendre aux évidences et faire preuve du pragmatisme qu'affichent les Espagnols. Toulouse a besoin de s'ouvrir des horizons au sud pour développer une économie trop dépendante de l'aéronautique. Mais elle aurait tort de se jeter aveuglément dans les bras de l'une ou l'autre des capitales de cette Espagne voisine. Saragossa n'est pas un eldorado de rechange et Barcelone, où Japonais et Allemands ont pris place depuis longtemps, longe sur l'Europe du Nord dont la voie passe par Lyon et Montpellier.

GÉRARD VALLES.



Seigneur

Lille : un nouveau souffle

LILLE
de notre correspondant

Avec Lille, gagnant l'an 2000, proclame M. Pierre Mauroy sur ses affiches et ses autocollants. Et l'an 2000, pour le maire de Lille, c'est d'abord 1993. « 1993, proclame-t-il dans son programme, sera l'un de ces moments exceptionnels de ces rendez-vous du destin qui permettent à une ville de prendre une place prépondérante dans un monde en mouvement. Lille au carrefour de l'Europe, du Nord-Ouest ! Ce thème est battu et rebattu depuis des années. Mais l'idée finit par prendre corps et les hommes apportant leur touche à la géographie régionale : la réalisation d'ici à 1993 du TGV-Nord et le croisement, dans Lille même, des TGV en provenance de Bruxelles, Paris et Londres, via le tunnel sous la Manche, vont bien faire de la métropole lilloise un carrefour. Ouverture des frontières, mise en service du tunnel sous la Manche et du TGV nord-européen, « ces trois événements », insiste M. Mauroy, vont placer Lille au cœur d'une grande région européenne, forte de 80 millions d'habitants. A cinquante-sept minutes de Paris, à trente minutes de Bruxelles, à deux heures de Londres, Lille sera très bien placée dans la concurrence qui va s'exercer entre les grandes cités de cette partie du continent. »

Il ne fanfaronne pas pour autant, car il sait qu'il a dû mobiliser toutes les forces de la région - politiques, économiques, - pour obtenir le passage du TGV dans Lille. Il sait donc ce qu'il a fait, lui ; il sait aussi ce qu'il doit à chacun.

D'ailleurs, la cause est entendue. Et sur les grands choix, nul ne proteste. Son challenger, un RPR, Alex Turck assure que « Lille doit être ouverte à 360° » et être accueillante à ses partenaires européens, singulièrement à ses voisins belges. « Tout juste tient-il à rappeler que c'est le gouvernement de Jacques Chirac qui a décidé le passage des TGV dans Lille. « Mais qu'il ne faut pas oublier », interroge-t-il, « à défaut de pouvoir s'en prendre à son adversaire sur ce terrain, il l'attaque sur la vie quotidienne, l'habitat, la sécurité, etc. Sur son absence de Lille, aussi. Ce à quoi M. Mauroy se fait un plaisir de lui répondre que ce n'est pas à Lille qu'on travaille au développement de la ville, mais à Paris, Bruxelles, Londres, aussi bien qu'à Milan ou Barcelone.

Les communistes eux-mêmes, présents sur la liste de l'ancien premier ministre, n'y trouvent pas mot à redire, tout au moins sur le fond. Seule, l'extrême gau-

che, qu'incarne dans ce scrutin la liste de lutte ouvrière, proteste contre le maire de Lille qui ne rêve qu'aux affaires et aux affaires : « Lille est devenue le paradis des promoteurs, des rapaces et de la spéculation foncière. »

M. Mauroy a en projet la réalisation d'un centre international d'affaires, projeté sur 70 hectares de terrain quasi disponible au cœur de la ville. « Un onzième quartier de Lille », assure-t-il. L'étude au a été confiée à Euro-Lille - tout un programme, une société privée constituée pour l'occasion sous la direction de M. Jean Deflassieux, l'ancien président du Crédit lyonnais ; un architecte a été désigné qui a rendu de premières esquisses, le Néerlandais Rem Koolhaas.

Mais, curieusement, c'est à Paris et non à Lille que M. Mauroy a présidé une conférence de presse de présentation des résultats d'une année de réflexion et d'études ; qu'il a encore évoqué l'éventualité de la réalisation à Lille du centre de réservation des places pour le TGV (Nice est également candidate), à Paris et non à Lille, comme s'il craignait sur place d'indisposer. Indisposer les villes voisines, à la fois concurrentes et partenaires : Roubaix notamment, dont le maire centriste, M. André Diligent, a fait lui-même le pari de l'an 2000 pour sa ville, avec la création, lancée déjà depuis plusieurs années, d'un euro-téléport et d'un centre international de communication avancée. Il tempère régulièrement contre le fait qu'on mette bientôt « cinquante-huit minutes pour aller de Lille à Paris, mais toujours quarante-cinq minutes en voiture de Lille à Roubaix »... pour cause de ligne du métro toujours pas réalisée et de voie rapide urbaine... inachevée.

Le maire de Lille ne veut pas non plus indisposer M. Arthur Nohet, le bouillant président socialiste de la communauté urbaine, avec qui il est en conflit quasi permanent. Ni non plus les maires des petites communes de l'agglomération. Car il sait qu'il ne pourra construire cette capitale européenne avec la seule ville de Lille et ses cent soixante-dix mille habitants, même si celle-ci est au cœur d'une métropole d'un million de personnes. Il sait que pour les scrutins des 12 et 19 mars il n'a guère d'inquiétude à se faire pour conserver son fauteuil de maire, mais que, en revanche, la véritable échéance pour lui, pour la ville et la métropole, se situe au troisième tour de ces municipales, lors de la mise en place du conseil de la communauté urbaine.

JEAN-RENÉ LORE.

tionale sans âme, incolore et sans saveur ». « Une métropole européenne ne se réduit pas à la présence d'institutions et de bâtiments, explique M^{me} Buchmann, elle s'appuie sur sa région, sur l'identité de ses habitants. » Les Verts, hostiles au VAL et aux chantiers autoroutiers strasbourgeois, plaident pour que Strasbourg soit « une ville pilote en matière de qualité de la vie et de respect de la nature ».

L'inconnue demeure la réaction de l'électeur à l'Europe exaltée des discours s'est superposée depuis longtemps à Strasbourg l'Europe quotidienne du bilinguisme, du travail transfrontalier, de l'audiovisuel du voisin, et de la comparaison journalière du prix de l'essence. Il serait étonnant que le Strasbourgeois en presse argument pour choisir un maire et une équipe municipale. En revanche, au scrutin européen du 18 juin prochain, les électeurs alsaciens seront sans doute très attentifs aux « propos de campagne ».

JACQUES FORTIER.

L'Europe aux portes des villes

(Suite de la première page.)

Comment les candidats ne mesureraient-ils pas le formidable enjeu ? Leurs concurrents et leurs partenaires de demain se trouvent à Milan, à Barcelone, à Amsterdam ou à Hambourg. Ceux qui s'installent à la fin de ce mois dans les fauteuils des mairies auront la mission, chacun à sa place, avec ses moyens, mais aussi en liaison avec les villes voisines de RFA, d'Italie ou d'Espagne, de préparer le grand marché unique de 1993.

Enfin, dans ce pays qui n'a pas encore digéré la décentralisation, il est presque admis que l'Europe sera faite par les grandes villes, qui font moins peur à Paris que des régions au demeurant fort mal préparées à ces nouvelles échéances.

Les grandes villes sont donc aujourd'hui en première ligne, mais c'est en fait une formidable course de vitesse qui commence, qui va affecter aussi, par un effet d'entraînement, toutes les villes moyennes.

Pourtout, les conséquences de l'ouverture des frontières européennes vont se faire sentir : la libre circulation des capitaux, des personnes et des biens, l'unification des normes, l'ouverture des marchés publics vont contraindre les maires à réviser leur système fiscal. Entreprise d'un combat périlleux quand on sait que les communes françaises ont déjà, en Europe, la fiscalité locale la plus élevée.

Pour se préparer à l'Europe, les élus locaux vont devoir s'informer, se former, voire se professionnaliser, ce qui rend inévitable

pour cette campagne. Car c'est bien le fond qui manque le plus. Même le candidat de la gauche une semble à court d'idées, faute d'audace probable. M. Baudis, le bien compris qui au cours de la fête organisée par sa liste, les 25 et 26 février, a lancé un appel à la participation. M. Lévy en est bien persuadé, qui dans la dernière livraison de son journal de campagne se réclame explicitement du président de la République, dans l'espoir de faire le plein des voix de gauche.

Mais des candidats, c'est comme des duellistes. Il leur faut un pré, un terrain où s'affronter. Et pour une fois, on ne pourra reprocher aux Toulousains d'être trop... toulousains. Ne voilà-t-il pas que la question de savoir si mieux vaut pour la ville rose aller se montrer sur les marches de Barcelone, la belle et fascinante Catalogne, ou renouer avec les Aragonais de Saragossa, portiers sur la route de Madrid.

Comme il est loin en effet le temps où les représentants français de la COPEF (conférence permanente des chambres de commerce, d'industrie et de navigation du sud-ouest de la

pour cette campagne. Car c'est bien le fond qui manque le plus. Même le candidat de la gauche une semble à court d'idées, faute d'audace probable. M. Baudis, le bien compris qui au cours de la fête organisée par sa liste, les 25 et 26 février, a lancé un appel à la participation. M. Lévy en est bien persuadé, qui dans la dernière livraison de son journal de campagne se réclame explicitement du président de la République, dans l'espoir de faire le plein des voix de gauche.

Mais des candidats, c'est comme des duellistes. Il leur faut un pré, un terrain où s'affronter. Et pour une fois, on ne pourra reprocher aux Toulousains d'être trop... toulousains. Ne voilà-t-il pas que la question de savoir si mieux vaut pour la ville rose aller se montrer sur les marches de Barcelone, la belle et fascinante Catalogne, ou renouer avec les Aragonais de Saragossa, portiers sur la route de Madrid.

Comme il est loin en effet le temps où les représentants français de la COPEF (conférence permanente des chambres de commerce, d'industrie et de navigation du sud-ouest de la

l'élaboration d'une véritable réforme du statut de l'élite locale, chose faite chez bon nombre des pays voisins. Il faudra aussi former les fonctionnaires municipaux.

Pour résister à la concurrence des grandes villes, les plus petites vont aussi devoir songer à jouer davantage la carte de la solidarité intercommunale, reconsidérer le rôle des syndicats communaux, la mission des comités d'urbanisme, et la carte communale elle-même. Pour prendre plus de poids, des villes s'accrochent déjà pour monter leur propre réseau de développement et de prospection. C'est le cas d'Angoulême, Niort, Poitiers et La Rochelle qui, plutôt que de se lancer dans une concurrence débridée, préfèrent aujourd'hui se répartir les tâches.

Enfin, les villes vont devoir apprendre à se vendre, vendre leur image, leurs atouts, imposant une politique de communication qui, dans de nombreuses localités, se trouve encore aujourd'hui pratiquement inexistante. Autant de changements qui nécessiteront de revoir dans le même temps les relations entre l'Etat et les collectivités locales tant sur le terrain administratif que financier. Ce travail énorme va toucher les maires dans leur pratique quotidienne, va les contraindre aussi à un immense travail d'explication auprès de leurs administrés.

Cette campagne municipale n'est donc qu'une amorce. Dans six ans, l'Europe sera faite, et les élus de 1989 auront alors à répondre devant l'électeur de ce bilan.

DANIEL CARTON.

Grenoble : projet contre projet

GRENOBLE
de notre correspondant

Grenoble s'est réveillé, il y a quelques semaines, drapé dans les oriflammes de l'Europe. Les panneaux d'affichage avaient été recouverts aux couleurs des Communautés européennes sur fond de capitale des Alpes, et accompagnés d'un texte en caractères gras louant « le temps du partage », celui de la « création », ou « dialogue » et de la « conquête ». Ces affiches annonçaient en réalité le lancement de la campagne municipale du maire RPR de Grenoble, M. Alain Carignon. En les regardant de plus près, on découvrait que les douze étoiles représentaient chacune des petites silhouettes, formes humaines savamment calquées sur la représentation graphique des astres. Réunies en cercle, les figures délivraient ainsi leur double message : celui de la solidarité et celui de la construction de l'Europe, enjeu majeur pour la cité dauphinoise.

Le procédé est habile, commente l'adversaire socialiste du maire, M. Michel Destot. Une idée qui sort tout droit de la tête des hommes de communication de M. Carignon, qui a comme principal objectif de créer le sentiment d'une grande ambition et d'un grand projet pour Grenoble. Ce n'est pas en rapport avec son programme. »

Un adjoint spécial

Effectivement, les cinquante-neuf propositions du maire sortant ne font, à aucun moment, référence expressément à la préparation du grand marché européen de 1993 et à ses enjeux économiques, sociaux et culturels. Pourtant, M. Carignon affirme que « l'Europe, ce n'est pas la France de demain en plus grand mais un autre monde », ce qui, selon lui, va entraîner de profondes reconversions et un changement radical des mentalités des habitants de sa ville.

Il estime avoir préparé depuis plusieurs années sa cité à cette indispensable marche en avant, avec la création, en 1986, d'un lycée international public de sept cent cinquante élèves. Outre le plus grand équipement scientifique de la décennie, le synchrotron, qui renforcera la coopération entre les chercheurs grenoblois et leurs homologues européens, M. Carignon a enfin inauguré en décembre 1988 un « espace européen » au cœur de la ville, pour informer la population sur les enjeux de 1993.

M. Destot ne rejette aucune de ces initiatives. L'une de ses

quatre-vingt-neuf propositions concerne ainsi la création d'une véritable Maison de l'Europe pour l'information, l'animation et la promotion dans les domaines éducatif, économique et culturel. En cas de victoire, un « adjoint à l'Europe » siégerait au conseil municipal. Mais l'objectif principal du candidat socialiste est de renforcer la coopération entre les cités, grandes et moyennes, de Rhône-Alpes pour nouer des liens plus étroits avec les régions de l'Italie du Nord proches de Grenoble - Turin et Milan - mais aussi, plus au sud, avec la Catalogne.

Pour les deux tiers de liste, la priorité doit être donnée aujourd'hui au développement des moyens de communication. L'un comme l'autre souhaitent pouvoir convaincre la SNCF de faire transiter le futur TGV France-Italie par Grenoble pour mieux intégrer économiquement leur cité sur la future liaison européenne Lyon-Barcelone-Grenoble-Turin.

Mais c'est aussi un travail « au quotidien » en faveur de l'Europe que MM. Destot et Carignon entendent mener au cours des six prochaines années, notamment en favorisant l'apprentissage précoce des langues étrangères dans toutes les écoles primaires qui le souhaitent. L'un comme l'autre souhaitent pouvoir convaincre la SNCF de faire transiter le futur TGV France-Italie par Grenoble pour mieux intégrer économiquement leur cité sur la future liaison européenne Lyon-Barcelone-Grenoble-Turin.

Le projet européen du maire sortant de Grenoble passe nécessairement, selon lui, par « l'expression des solidarités qui doivent, au sein de la ville, se manifester ». « Je ne crois pas que l'Europe ne puisse se faire qu'avec des minorités même les plus agissantes. Je crains par-dessus tout les phénomènes de rejet. Il faut faire comprendre aux grenoblois, même les moins bien préparés, que l'Europe n'est pas une agression contre eux et que nous avons, nous, ville de Grenoble, les moyens de les aider et de les accompagner dans leur adaptation ou leur reconversion. Alors, je pense qu'ils s'engageront à leur tour dans la construction de l'Europe. »

C'est à partir d'une série d'initiatives locales en direction de l'enseignement, de la culture, de l'économie que Grenoble pense pouvoir préparer d'une façon originale son entrée dans l'Europe de 1993.

CLAUDE FRANCHILLON.

Politique

La préparation des élections municipales

Après les incidents de Marseille

M. Le Pen : « Mon public paye il a le droit de siffler la presse »

Le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, s'est employé, jeudi 2 mars, à l'occasion d'un déjeuner boycotté par de nombreux médias, à dégager sa responsabilité personnelle dans le déclenchement des incidents qui avaient marqué, la veille, à Marseille, son meeting de la salle Vauvert, au cours duquel les journalistes présents avaient été insultés et menacés par ses partisans avant de quitter les lieux en signe de protestation. Il a estimé, toutefois, que le mécontentement de ses supporters à l'endroit de la presse « est en partie justifié ».

Le PS : « Des méthodes à caractère fasciste »

M. Le Pen, quant à lui, a ajouté : « Le public paye pour assister à nos réunions. Donc, il estime qu'il a le droit de siffler ; c'est peut-être un tort, mais c'est comme ça. Je n'ai pas à condamner les réactions de la salle. Le pouvoir médiatique s'arroge le droit de critiquer ; or un journaliste n'a pas à se rendre justice lui-même : c'est l'insultant sur le plan de la démocratie et des libertés. Si un homme politique est comptable de son public, il n'y a plus de démocratie. »

Ces incidents de Marseille ont suscité de nombreuses protestations. Le Syndicat national des journalistes CGT a décidé de se constituer partie civile en soulignant que « si

de tels incidents se répètent », il « ne saurait trop conseiller à ses confrères de ne plus assurer les comptes rendus des réunions du Front national où leur dignité et leur sécurité seraient mises en cause ».

Le porte-parole du PS, M. Jean-Jack Queyranne, a déclaré : « Une fois de plus, M. Le Pen s'est illustré par des méthodes à caractère fasciste à l'égard de la presse. Prendre les journalistes pour cible, les jeter à la vindicte publique et se livrer à des agressions montre les choix profondément antidémocratiques de M. Le Pen. La presse a le droit d'assister en toute sécurité à des réunions publiques. Chasser des journalistes, c'est révéler le caractère totalitaire de sa pensée. Qu'en pensent les leaders de la droite qui s'approprient à passer des accords avec le Front national dans leurs municipalités ? »

Le président du Parti républicain, M. François Léotard, venu à Marseille soutenir la candidature de M. Jean-Claude Gaudin, a indiqué : « Personne ne peut accepter que les journalistes soient victimes d'une vindicte soigneusement attisée. Cela déshonore ceux qui se sont engagés dans cette voie. »

(Publicité)

RÉPONSE DU MAIRE DE PARIS

Dans le numéro du Monde daté du 23 février, l'association S.O.S. Environnement a fait paraître un placard publicitaire constitué de deux affirmations totalement fausses.

En application de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, la Mairie de Paris a établi un texte dont elle demande l'insertion au titre du droit de réponse de façon à ce que les lecteurs du Monde sachent ce que M. Jacques Chirac a effectivement déclaré sur deux questions qui intéressent, à juste titre, les Parisiens.

1. — Sur le projet dit « Laser » de voies souterraines rapides :

Sous la capitale, ou tout autre projet comparable, voici ce qu'a dit M. Chirac :

« Les projets Laser et 3 R présentent de nombreuses similitudes. En particulier, et c'est le plus important, tous deux comportent des émergences dans Paris. Ils font, l'un comme l'autre, l'objet d'études et je ne me prononcerai dans un sens ou dans l'autre que lorsque je serai en possession de toutes les informations sur les multiples aspects de ces projets. En tout état de cause, la mairie de Paris n'est pas seule partie prenante, les autres communes concernées par les tracés, l'État et la région auront aussi leur mot à dire. »

Interview du Parisien, 13-01-1989.

2. — Sur la construction d'un grand stade :

« Je me suis engagé à l'égard du mouvement sportif national et international à cette réalisation... Il faut cependant avoir conscience des difficultés à surmonter... L'observe tout d'abord que si la Ville supporte une responsabilité éminente dans cette affaire, elle n'y est cependant pas seule : l'État, la région, d'autres collectivités, le mouvement sportif... auront leur mot à dire. Il faut que ce projet soit soutenu par une grande ambition collective... »

« L'autre difficulté est celle de l'implantation. Nous étudions plusieurs possibilités... D'aucuns qui, décidément, vont vite en besogne me prêtent l'intention de vouloir sacrifier une bonne partie du bois de Vincennes. Ils ont simplement oublié que la municipalité que je dirige a fait — en douze ans — beaucoup plus pour les espaces verts que dans les cent années précédentes... Des études et des réflexions sont en cours, une concertation se développe. Laissons les uns et les autres aller à leur terme normal. Ce que je peux, en revanche, d'ores et déjà affirmer c'est que dans la recherche d'une solution vous pouvez compter sur moi pour que les espaces boisés dont disposent les Parisiens soient protégés. »

Conférence de presse sur le sport du 16-02-1989.

Sans doute les responsables de S.O.S Environnement se sont-ils laissé abuser par des informateurs peu scrupuleux. Sans doute auront-ils à cœur, sachant la vérité, de refuser de servir de caution à une grossière manœuvre électorale.

Carcassonne : la gauche a trouvé son « homme neuf »

CARCASSONNE de notre correspondant

Viticulture et socialisme ont été pendant des décennies les deux maîtres-mots de Carcassonne. Toute carrière politique passait par un soutien aveugle aux luttes viticoles et une adhésion à la SFIO ou, plus tard, au PS. En 1971, deux brèches furent ouvertes dans le système : l'une dans l'est du département où en enlevant, à la surprise générale, le maire de Narbonne, l'avocat « apolitique » Hubert Mouly mit fin à quatre-vingts ans de socialisme dans la « cité rouge » chère à Léon Blum ; l'autre dans l'ouest, où le gaulliste Jean-Pierre Cassabell devint maire de Castelnaudary. Mais une place forte avait bien résisté : Carcassonne, chef-lieu du département, que les remparts de la cité médiévale semblaient protéger des assauts de la droite.

Aux élections municipales de 1977, le socialisme carcassonnais avait encore tenu bon. Mais un maire vieillissant — Antoine Gayraud devait démissionner avant la fin de son mandat — l'insure du pouvoir, l'effritement de la population, mirent en sommeil une ville qui regardait, impuissante, sa rivale narbonnaise se développer et lui ravir, peu à peu, la première place. Le déclin de la viticulture de combat, dont le glas avait sonné à Montredon le 4 mars 1976, avec la mort par balle d'un commandant de CRS et d'un vigneron, entraîna celui de Carcassonne. Condamnée à n'être qu'un lieu de passage rapide au moment même où Narbonne, métropole à profit sa situation de carrefour entre l'Hérault, les Pyrénées-Orientales et la Haute-Garonne, multipliait ses activités.

Cette ville, où ne soufflaient plus ni l'esprit de l'écrivain mutilé Joë Bousquet, ni les cris de révolte de la chanson occitane, excitait pourtant toujours les appétits à gauche au moment des municipales de 1983. Trois équipes se portèrent à son chevet : la liste officielle socialiste, communiste conduite par le député rose Joseph Vidal, la liste du maire sortant Fernand Ancey, exclu du PS, et celle d'un communiste dissident. C'est une quatrième liste qui fut élue : celle du conseiller général RPR Raymond Chesa (52,64 % des voix). À son tour, Carcassonne, moins de deux ans après avoir voté massivement pour François Mitterrand, passait à droite. Vaincue par ses propres divisions, la gauche abandonnait un pouvoir qu'elle détenait sans discontinuer depuis la fin de la guerre. Petit profit de physique chimie à la carrière de Raymond Chesa, élu le triomphe modeste : « Notre victoire est celle de l'unité », proclama-t-il.

La plus large union

Un message reçu cinq sur cinq par la gauche six ans plus tard. Sa cure d'opposition l'obligea à un examen de conscience. Les temps étaient bien finis où l'on pouvait, disaient les mauvaises langues, faire dire un âne avec la carte du Parti socialiste. La gauche avait besoin d'idées neuves. Elle les a trouvées en la personne de Roger Bertrand, séduisant chirurgien au centre hospitalier, le moustache conquérante et la langue de bois dans la poche.

Tout le contraire de ces hommes d'appareil au profil d'instituteurs tatoués qui hantent les bureaux du conseil général. D'abord marginal du parti classé intellectuel, Roger Bertrand choque, met mal à l'aise ses amis politiques. Il se veut, dit-il, « un élu qui ne soit pas verrouillé par un parti, mais ouvert à une majorité d'idées », et il ajoute avec un brin de lyrisme qui fait toujours vibrer les réunions socialistes autochtones : « Il faut prendre le risque de la démocratie. » Il y a quelques mois, Roger Bertrand, devenu conseiller général, s'unifia du Parti le seul adversaire valable de Raymond Chesa. Pour bien montrer qu'il n'est infodé à aucun appareil, il crée sa propre association « Carcassonne 89 », chargée de propager ses idées. La dynamique étant créée, « toute la famille socialiste réunie » se rallie à ce diable d'homme, même si, secrètement, quelques-uns de ses notables n'aspirent qu'à le voir « se ramasser ».

Les Carcassonnais entendent alors un langage nouveau : « Le

scrutin de mars 1989 n'est pas seulement l'élection d'un municipalité, leur écrit Roger Bertrand ; c'est aussi, ce doit être la prise de pouvoir par les citoyens. Ce qui compte le plus, c'est de faire des Carcassonnais les maîtres de leur ville. »

Les communistes, à leur tour, décident de faire liste commune avec Roger Bertrand. Soutenu par le Parti occitan, observé avec bienveillance par les barrières de l'Association des démocrates, Roger Bertrand réalise la plus large union à gauche et au-delà. Seuls les Verts ne succombent pas — du moins au premier tour — au charme. Avec l'appui du comédien Pierre Richard, reconverti dans la viticulture autochtone, ils ont formé leur propre liste.

Cette unité, qui avait tant fait défaut à la gauche en 1983, lui suffira-t-elle pour reconquérir la mairie en 1989 ? Roger Bertrand dispose d'autres atouts. Il lui sont fournis à son corps défendant par Raymond Chesa lui-même. Le maire de Carcassonne est l'anti-Bertrand par excellence. Enfant de La Trivaille, quartier populaire au pied de la cité, il a gardé dans son comportement une familiarité de « brave type » qui fait de lui un homme de contact à l'abord facile. Jovial, prompt au tutoiement, toujours prêt à serrer une main ou à taper dans le dos d'un « copain », il donne l'impression d'être à l'écoute de tous sans exception.

Amère expérience

Plusieurs « affaires », qui empoisonnent la fin de son mandat, apportent toutefois un correctif à cette image. En premier lieu, le fameux scandale financier du Centre international de séjour (le Monde des 6, 7 et 22 novembre 1988). En posant, le 22 mars 1988, la première pierre de ce qui devait être un des plus beaux fleurons de son œuvre municipale, Raymond Chesa était loin de se douter que non seulement l'ambitieux projet ne verrait guère le jour, mais qu'il allait envenimer de surcroît tous les efforts faits jusque-là pour consolider sa réputation de gestionnaire sérieux et efficace. Au centre de cette affaire, André Orta, président d'Aquitaine Loisirs internationale, à qui M. Chesa confie la réalisation du centre de séjour. Le scandale éclate au mois d'octobre. Il y a un trou de 71,6 millions dans les comptes de M. Orta. Celui-ci a utilisé l'argent pour financer une opération immobilière en Guadeloupe. Depuis, André Orta est en prison. Mais la Caisse des dépôts et con-

signations, principal organisme prêteur, exige que la ville, dont le maire s'est porté garant, rembourse le prêt.

Les adversaires de Raymond Chesa, Roger Bertrand en tête, ont beau jeu de dénoncer, depuis, le « despotisme bonasse » d'un homme qui, ignorant les mises en garde de ses propres amis, a mis en péril les finances de la ville. Le maire fait l'amère expérience des inconvénients qu'il peut y avoir à prendre seul des décisions en ne laissant à ses propres adjoints que la perspective d'être mis devant le fait accompli.

Certains d'entre eux, et non des moindres, l'ont lâché, à commencer par le responsable départemental du Parti républicain, Gérard Larrai, qui fut, un moment, député après le décès, en novembre 1987, du RPR Jean-Pierre Cassabell. D'abord « conseiller privilégié du maire », Gérard Larrai fut écarté de toutes décisions lorsque le destin le fit entrer à l'Assemblée nationale. Il dénonce depuis « la droite la plus nulle » et se retrouve, avec ses amis, exclu de la liste « apolitique » que conduit M. Chesa avec quatre RPR dans les cinq premiers.

Comble de malheur pour M. Chesa, un autre homme de confiance, M. Fernand Allaux qu'il avait bombardé secrétaire général de la mairie, s'est empressé, une fois la retraite prise, d'adhérer au parti de Jean-Marie Le Pen. Il conduit la liste du Front national et attend de pied ferme son ancien « patron » pour les négociations du second tour.

C'est dans ce climat de malaise qu'a éclaté le 13 février une affaire de fraude électorale. Le tribunal d'instance de Carcassonne a radié des listes électorales sept nouveaux inscrits dont deux s'étaient fait domicilier chez le premier adjoint au maire et trois chez la secrétaire particulière de M. Chesa. La gauche a déposé une plainte pour que la justice examine mille trois cent trente inscriptions nouvelles enregistrées à Carcassonne fin 1988. « Pour nous, il est évident que la fraude porte sur un nombre beaucoup plus important de personnes, estiment les amis de Roger Bertrand. Largement de quoi inverser le résultat d'une élection servie. »

Depuis, Raymond Chesa adopte un profil bas, ironise sur le candidat-chirurgien et compte sur son statut de « vieux Carcassonnais sympathique » pour faire la différence. Mais, face à une équipe sortante peu motivée, la liste de gauche exploite à fond son unité et met en avant son homme neuf, paré, puisqu'il n'a jamais servi, de toutes les vertus.

BERNARD REVEL.

Selon la SOFRES

Stabilité des cotes de MM. Mitterrand et Rocard

En dépit de l'agitation sociale et des « affaires », les cotes de confiance de MM. François Mitterrand et Michel Rocard demeurent largement positives, selon les résultats du sondage réalisé par la SOFRES et publié, samedi 4 mars, dans le Figaro Magazine (1). Comme le mois dernier, 58 % des personnes interrogées font confiance au président de la République pour résoudre les problèmes qui se posent à la France, 39 % émettant une opinion contraire.

De même, M. Michel Rocard bénéficie, comme en février, du soutien de 55 % des interviewés, 39 % se déclarant sceptiques sur son action. Toutefois, cette stabilité ne doit pas masquer qu'en l'espace de cinq mois le chef de l'État a perdu 6 points

d'avis positifs, tandis que son premier ministre en a cédé 11. Si les résultats d'un sondage par BVA publié, jeudi 2 mars, dans Paris-Match (2) accordent respectivement 55 % et 42 % d'opinions favorables à MM. Mitterrand et Rocard, seuls 39 % des sondés se déclarent satisfaits de la façon dont la France est gouvernée. La politique du gouvernement mécontente, en effet, 50 % des personnes interrogées, et 44 % (contre 36 %) refusent de lui accorder leur confiance à l'Assemblée nationale.

(1) Sondage effectué du 18 au 22 février auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes.
(2) Sondage effectué du 15 au 20 février auprès de 1 003 personnes.

ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES

n° 65 mars

1988 : l'embellie de l'emploi

17 F

Passages

Le mensuel : Mars 89. Tout ce qui compte est dans Passages. En vente dans tous les kiosques. Les démagogues, les autruches, les ambigus, les lâches, les xénophobes, les grands maires, les « mecs bien », les champions de l'intégration.

LES 100 MAIRES QUI FONT LA FRANCE

مكذبا من الأمل

TOSHIBA REMPORTE LE MICRO D'OR 1989

CATEGORIE PORTABLES ET PORTATIFS



En couronnant le plus complet et le plus séduisant des micros portatifs autonomes, le jury du Micro d'Or consacre le leadership de Toshiba sur le marché des portables.

Toshiba est aujourd'hui le N° 1 mondial des micro-ordinateurs portables.

Leader et initiateur du marché, Toshiba, qui ne fabrique que des micros portables, a toujours professé que "la micro serait portable ou ne serait pas."

Aujourd'hui Toshiba propose une gamme de 8 micros portables - la plus vaste gamme au monde.

Elle va du T 1000, le fameux Papman, le plus petit portatif autonome avec lecteur de disquette intégré, jusqu'au T 5200, le plus puissant portable du monde, plus puissant que la plupart des micros de bureau traditionnels.

En passant par le T 1600 qui vient d'être couronné "Micro d'Or 1989", catégorie portables et portatifs.

T 1000	T1200FB	T1200HB	T 1600	T 3100e	T 3200	T 5100	T 5200
80C88 1 x 720 Ko LCD CGA Autonome. 2,9 kg.	80C86 2 x 720 Ko LCD CGA Autonome. 4,7 kg.	80C86 20 Mo LCD CGA Autonome. 5,2 kg.	80C286 20 Mo LCD EGA Autonome. 5,2 kg.	80286 20 Mo Plasma CGA 6 kg.	80286 40 Mo Plasma EGA 8,5 kg.	80386 40 Mo Plasma EGA 6,8 kg.	80386 40 ou 100 Mo Plasma VGA 8,5 kg.

L'Empreinte de Demain

TOSHIBA

TOSHIBA SYSTEMES (FRANCE) S.A.
DIVISION INFORMATIQUE
7, RUE AMPERE - B.P. 131 - 92804 PUTEAUX CEDEX

trouvé son - homme neuf.

Stabilité des cotes
MM. Mitterrand et Rocard

INFORMATIQUES
CONOMIQUES n° 65
mars

1988 :
l'embellie
de l'emploi

la dans tous les kiosques
les xénophobes
de l'intégration

FRANCE

Politique

La préparation des élections municipales

« Aucune primaire n'est de notre fait »
déclare M. Lajoinie

Selon un décompte effectué par le PCF, les communistes et les socialistes seront sur des listes séparées au premier tour des élections municipales dans cent cinquante-quatre villes de plus de vingt mille habitants, soit près de quatre sur dix. Affirmant : « Aucune de ces primaires n'est de notre fait », M. André Lajoinie, membre du secrétariat du comité central, a indiqué, mercredi 1^{er} mars, que, dans les communes dirigées par le PCF, il y aura soixante-neuf listes d'union et douze listes séparées.

Les douze villes à direction communiste où il y aura une primaire sont Lons-le-Saunier (Jura), Firminy (Loire), Saint-Dizier (Haute-Marne), Avion (Pas-de-Calais), Tarbes (Hautes-Pyrénées), Le Mans (Sarthe), dont le maire a pourtant été exclu du PCF, Dieppe et Petit-Quevilly (Seine-Maritime), Amiens (Somme), Les Mureaux et Houilles (Yvelines), Le Plessis-Robinson (Hauts-de-Seine).

Dans les villes à direction socialiste, il y aura, selon le PCF,

soixante-dix-neuf listes d'union et trente-trois séparées. Dans les villes dirigées par la droite, M. Lajoinie a précisé qu'il y aura quatre-vingt-dix listes d'union à gauche et cent neuf listes séparées. Le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale a indiqué que, sur la totalité des communes de plus de trois mille cinq cents habitants dirigées par le PCF, il y aura deux cent neuf listes d'union et cent vingt listes séparées.

La plate-forme européenne

Le dirigeant communiste a souligné que ces statistiques ne prennent pas en compte les « primaires sauvages ou pirates », comme celles de Bègles (Gironde) et Thionville (Moselle), où des socialistes conduisent une liste malgré la présence d'une liste d'union entre le PS et le PCF. M. Lajoinie a indiqué qu'au second tour « il n'y aura pas de problème » de désistement là où l'accord du 12 jan-

vier entre les deux partis de gauche est « respecté loyalement », mais « ailleurs, les organisations du parti apprécieront » au cas par cas.

Il n'est pas prévu de réunir le comité central du PCF entre les deux tours des municipales, le bureau politique assurant le suivi des opérations en l'absence d'une consigne nationale de désistement. En revanche, les membres du « Parlement » communiste tireront « les enseignements des élections municipales » au cours d'une session, les 29 et 30 mars, selon une décision prise par le bureau politique le 14 février. En dehors du bilan municipal, cette réunion du comité central semble surtout destinée à examiner « les propositions de candidatures soumises à la discussion dans le parti pour les élections européennes », ainsi que l'indique un courrier adressé aux dirigeants du PCF par M. Gaston Plissonnier, membre du secrétariat du comité central, en date du 20 février.

La liste des candidats du PCF aux élections européennes sera ratifiée au cours d'une session du comité central, les 26 et 27 avril, en même temps que sera adoptée la « plate-forme du parti » pour cette consultation.

O. B.

Déjà trente-six exclus chez les socialistes marseillais

MARSEILLE

de notre correspondant régional

La fédération socialiste des Bouches-du-Rhône a indiqué, jeudi 2 mars, que les militants exclus du parti par le bureau exécutif national, le mercredi 1^{er} mars, en raison de leur ralliement à la candidature dissidente du maire de Marseille, M. Robert Vigouroux (le Monde du 3 mars), sont au nombre de trente-six sur cent un candidats au conseil municipal.

Parmi eux figurent, en plus de deux anciens députés, MM. René Olmetta et Jean-Jacques Lecomte, tête de liste dans le deuxième secteur, et le député européen Charles-Emile Loo, tête de liste dans le cinquième secteur, huit adjoints ou conseillers municipaux sortants de Marseille dont M. Guy Massias, tête de liste dans le troisième secteur.

Beaucoup exercent des responsabilités dans le parti, dont un membre du secrétariat fédéral, M. Fernand Piétri, de nombreux membres du comité directeur fédéral et une dizaine de secrétaires de section. Une majorité, vingt-et-un sur trente-six, appartiennent au courant A (Mitterrand), neuf à l'ex-courant B (Maurroy) et six au courant

Socialisme et République de Jean-Pierre Chevènement.

La fédération précise, dans son organe, *Le Poinç et la Rose*, que « celles et ceux, membres du parti, dont les noms n'ont pas été officialisés en qualité de candidats sur les listes dissidentes, seront, cela va de soi, également exclus du parti socialiste ». Cette

menace concerne les militants figurant sur les listes Vigouroux en tant que candidats aux postes de conseillers d'arrondissement dont les noms devaient être connus à la clôture du dépôt des candidatures aux élections municipales, vendredi 3 mars.

G. P.

La sortie de « Milou »

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Charles-Emile Loo n'est plus membre du PS. Lui, le mémoire du socialisme marseillais, le compagnon de route de Gaston Deffere, l'ancien grand agent de la rue de Solferino, l'homme de tous les combats électoraux, le populaire « Milou » toujours fidèle à sa famille politique. Exclu, après plus d'un demi-siècle de militantisme.

Amer cadeau d'anniversaire. Charles-Emile Loo fête, le 4 mars, ses soixante-six ans dont, bientôt, cinquante-trois ans passés dans le parti. Il a souvent raconté son adhésion aux « faucons rouges », en juin 1936, à l'âge de quatorze ans et la première de ses dix campagnes électorales municipales, en 1939, au sein de l'historique dixième section de Marseille où Gaston Deffere l'avait précédé trois ans auparavant. Il en sera, plus tard, le secrétaire

après avoir milité dans les Jeunes socialistes et appartenu à plusieurs organisations de la Résistance (« Milou » est fier de montrer ses « feuilles de cotisation » de « Socialisme dans la Résistance », entre 1940 et 1944, signées de Daniel Mayer, membre du comité directeur national de la SFIO à partir de 1958 et trésorier national pendant huit ans, à partir du congrès d'Épinay, il dirigea la fédération des Bouches-du-Rhône de 1965 à 1979, date à laquelle il donna volontairement sa démission après s'être rangé parmi les minoritaires du courant Maurroy au congrès de Metz. « Je n'ai jamais été élu, je ne suis jamais parti », dit-il. Il a également décliné de nombreux mandats électifs dont ceux de député de la deuxième circonscription des Bouches-du-Rhône, pendant six ans et de député européen (depuis 1979) en ayant siégé au conseil municipal de Marseille de 1965 à 1983.

GUY PORTE.

M. Georges Marchais dénonce
« la volonté d'hégémonie
et l'anticommunisme » du PS

Participant, jeudi 2 mars au soir à la Mutualité, à Paris, à une réunion électorale des communistes de Paris, M. Georges Marchais a dénoncé le bilan municipal « catastrophique » de M. Jacques Chirac, le maire de la capitale, et s'en est pris aux socialistes qui « ont considéré qu'il était bien plus important d'affaiblir le Parti communiste » alors qu'ils avaient l'occasion d'affaiblir Chirac. Revenant sur l'échec des négociations à Paris, le secrétaire général du PCF a déclaré : « Les dirigeants socialistes se sont entêtés jusqu'au bout dans des propositions provocatrices [...] visant à supprimer à peu près toute représentation communiste dans la capitale ». Selon lui, « la volonté d'hégémonie et l'anticommunisme du PS ont été les plus forts ».

Le dirigeant communiste a souligné que les socialistes parisiens avaient approuvé les projets de M. Chirac en matière d'urbanisme. « Le plan de l'ex-parisien ? Ils ont voté pour. Les ZAC offertes aux promoteurs immobiliers ? Ils ont encore dit « oui ». Les réhabilitations des HBM et HLM anciennes accompagnées du triplement des loyers, avec les situations de détresse qui en découlent ? Ils les ont également approuvés, ainsi que la transformation de l'Office public HLM en OPAC qui conduit les sociétés privées à mettre la main sur le logement social. » S'élevant contre le projet de Grand Paris, M. Marchais a assuré que « Pantin, Aubervilliers ou Ivry ne deviendront pas le 21^e, le 22^e ou... le 30^e arrondissement de la houlelette de Chirac ou le contrôle du pouvoir ! ».

Après avoir réaffirmé que « le PS a pris la responsabilité d'imposer à

la gauche d'aller à la bataille en ordre dispersé, et ainsi de compromettre lourdement ses chances », M. Marchais a donné à son auditoire d'un millier de personnes environ trois raisons de voter pour les listes dirigées par le PCF : « exprimer une condamnation résolue, sans appel, de la politique et des projets de Chirac », « exprimer la volonté de rassembler » et « avoir de bons élus ».

Le secrétaire général a également souligné que ces élections seraient « le bon moyen de se faire entendre du gouvernement » en lui « lançant un avertissement ». Lors des négociations avec son partenaire socialiste, le PCF avait maintes fois souligné que l'objet des municipales n'était pas d'approuver « ou de désapprouver » la politique gouvernementale.

En présence des « Dix de Billancourt », de M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, des têtes de liste du PCF dans la capitale, dont M^{me} Gisèle Moreau (13^e) et MM. Paul Laurent (19^e) et Henri Malberg (20^e), membres de la direction du parti, M. Marchais a indiqué que cette consultation constituait « le combat du redressement dans la capitale ».

Dans l'*Humanité*-Dimanche, M. Roland Leroy, directeur de cette publication, membre du bureau politique, estime que ces élections ont « une importance comparable » à celles de 1935, « dans les conditions difficiles de la montée du fascisme », à celles de 1947, « quelques mois après l'exclusion des ministres communistes », à celles de 1959, « six mois après le référendum instaurant la V^e République ».

Deux sondages

Avantage à M. Noir à Lyon
et à M. Vigouroux à Marseille

Les listes conduites, aux élections municipales de Lyon et de Marseille par MM. Michel Noir et Robert Vigouroux apparaissent les mieux placées à l'issue du premier tour, selon l'enquête d'intentions de vote réalisée par BVA du 20 au 24 février auprès de neuf cent soixante-dix-neuf Lyonnais et mille trente-huit Marseillais.

A Lyon, la liste menée par le député (RPR) du Rhône serait créditée de 41 % des suffrages,

contre 22 % à celle conduite par le maire sortant, M. Francisque Collomb (UDF) et 24 % à celle de M. Gérard Collomb (PS).

A Marseille, la liste du maire sortant, exclu du Parti socialiste, M. Robert Vigouroux, arriverait en tête à l'issue du premier tour, en recueillant 38,5 % des intentions de vote contre 31 % à celle de M. Jean-Claude Gaudin (UDF-PR) et 20,5 % à la liste d'union de la gauche conduite par M. Michel Pezet (PS).

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

SURVIVRE, Salman Rushdie, qui en jurait ? Pas plus que Cain réfugié dans sa tombe ne cessait d'être regardé par « l'œil » de Dieu, pas plus que Trotski n'a échappé aux tuteurs de Staline, Rushdie ne peut espérer que les assassins de la dévotion cessent de le chercher ou perdront le goût du sang.

Viendra le moment où il en aura par-dessus la tête d'être claquonné sous la protection d'un escadron de policiers — dont la présence même le désigne : où il voudra savourer de nouveaux les choses anodines de la vie, acheter son journal, aller au cinéma, déambuler dans la ville, et, alors, une balle, un couteau, on ne sait quoi, une bombe s'il le faut, ferait cri victoire aux fous de Dieu.

Aujourd'hui fanatisés comme étaient jadis enivrés les haschichins — qui a donné les « assassins » — du Vieux de la Montagne, les intégristes ne se laisseront pas arrêter par un contre-ordre, à supposer qu'il soit donné. Imagine-t-on Khominey balbutiant le pardon après avoir bégayé le meurtre ?

Si même il venait à dépasser, son mandat n'en demeurerait pas vivant ? Lui disant, qui aurait, pour incendier le crime, plus d'autorité qu'il n'en avait au pour l'ordonner ? Il a trop de partisans pour que sa fin suffise à les disperser ou à les ramener à la raison. Peut-on méconnaître que si l'ordre a été à ce point entendu, c'est qu'il était de ceux qui plaisent ?

Ce mort à venir que serait Salman Rushdie, ce mort de trop, après les millions qu'ont engendrés l'Irak de Khominey et la guerre avec l'Irak (et qui sont, eux, déjà oubliés, passés par pertes et profits au nom du réalisme des États), c'est la seule certitude vraisemblable dont disposent les gouvernements pour se faire, si l'on peut dire, une religion ; pour déterminer la parole et l'action avant que l'indéfinissable ne se reproduise ; pour prévoir la réplique lorsque le pire sera arrivé.

CETTE extravagante affaire n'est, bien sûr, qu'en apparence et à titre second, du domaine des droits de l'homme. Libertés de pensée, de conscience et d'expression ne sont que l'habillage noble d'un défi aux États par l'un d'eux qui, faisant fi de toute souveraineté, de toute procédure (il), s'investit du droit d'infliger la mort à qui il veut, où il veut et quand il le veut.

Si ce n'est pas la mort, c'est le silence, comme pour la chanteuse Véronique Sanson, éditeurs et libraires sachant déjà à quoi s'en tenir. Cette impudence-là n'est pas le fait de Khominey, pour la parole d'une femme est muette, mais des enfants de l'imam.

C'est un privilège inattendu du droit international que se reconnaît un État de pouvoir étendre sa juridiction et sa loi à tous les autres et en tout point du globe. A côté de cela, l'enlèvement du duc d'Enghien dans le grand-duché de Bade sur l'ordre de Bonaparte fait figure de conte bleu.

Parce qu'il s'agit de matières religieuses, qui mettent par définition mal à l'aise un État laïque, les dirigeants de tout bord et de tout poil, français et étrangers, de la majorité et de l'opposition, se contorsionnent laborieusement pour distinguer le fond de la forme, l'acceptable du scandaleux, et la poêle de la casserole, pour y faire mijoter ensemble la foi religieuse et les élections municipales. Ce n'est pas toujours bien brillant.

La seule, outre M. Mitterrand, à n'avoir pas commencé par barguigner, ergoter et phallier

pour avoir le beurre et l'argent du beurre, les agios de la tolérance et les dividendes de la fermeté, c'est M. Laurent Fabius, qui n'a pas moins que d'autres le respect des convictions et l'obligation de compter avec des électeurs musulmans dans son fief de Seine-Maritime. Aurait-il mis (ne serait-ce que pour une fois...) un peu de passion en lançant le mot d'« assassin », que c'eût été parfait.

Et si, demain, pour une cause toute laïque, mais qui se couvrirait du voile de la religion, un autre appel au meurtre était lancé, un autre universalisme affirmé, soupçonnerait-on le part de Dieu et celle de César, ce que permet le Ciel et ce que proscrit la Terre ? Comprendre, balancer, en de telles circonstances, c'est déjà consentir. Sait-on à quoi ?

Défis

ON peut penser ce que l'on veut de M. Michel Pezet et cependant être séduit du spectacle qu'il donne, bien malgré lui. L'homme qui tombe n'a jamais de quoi rigoler. A plus forte raison si cette chute n'est pas le résultat d'un combat politique que mène aussi son adversaire, mais d'une haine personnelle qui se sert de la politique pour l'assourdir. On sait laquelle.

M. Pezet n'est pas particulièrement sympathique. Il le devient. Celui qui s'est hissé à la force du poignet, luttant contre tant de hasards qui lui étaient contraires, et que soudain le désastre guette, force plus la compassion (dût le mot le hâler) que ne suscite d'admiration le grand bourgeois qui va son chemin, sur lequel l'attend un succès de plus.

S'il manquait un bouton de gilet à M. Vigouroux pour que ce succès fût assuré (au moins contre M. Pezet), M. Tapie le lui fournirait, sans que le prix en soit connu. Pour le seul plaisir de rendre la monnaie de sa pièce à M. Pezet, qui a peut-être eu le nez creux avant d'autres ? Ce serait trop de modestie. Dans le seul but de battre l'inénarrable M. Gaudin ? Il faudrait voir à ne pas confondre politique et fou rire, morale et bonnes affaires.

De son point de vue, M. Tapie fait coup double. Il fait du futur maire son obligé, mais il affiche qu'il n'est pas socialiste (quelle révélation !) puisqu'il défie le candidat officiel de ce parti. Plus, il démontre son indépendance, y compris à l'égard des principes et des idées.

Si M. Vigouroux l'emporte, ce qui est paraît-il aussi certain que deux et deux font quatre, la suite probable est d'une simplicité biblique. Passé un décent délai de vicuité, M. Vigouroux, abattu puisque vainqueur, est réintégré au Parti socialiste dans un sanglotement général.

Re-Bingo pour M. Tapie qui, sans être le moins du monde étiqueté à gauche, a sauvé la mise de celui que le socialisme retrouve. Scène à la Greuze. Le Retour du fils prodigue, suivi d'un ami intime qui déjà trouve que la fille de la maison a de beaux yeux.

Ensuite ? Puisque le toujours virginal Robert Vigouroux, après vingt-cinq ans de parcours politique, a compris ce qu'était la

politique (le plus cruel des jeux après la roulette russe), il ne peut se borner à avoir gagné. Il lui faut verrouiller ce triomphe et évincer pour jamais celui qui, tout à la fois, l'a permis en voulant l'empêcher : M. Pezet. Celui-ci doit perdre le contrôle de la fédération des Bouches-du-Rhône, au profit de M. Vigouroux, ou de tel de ses (nouveaux) fidèles. Il s'en trouvera.

Voici M. Vigouroux revenant au PS plus fort qu'il n'en était parti. Mais lesté d'une grosse dette (lui semblera-t-on, serait-elle plus surévaluée qu'un bilan) vis-à-vis de son ami tout neuf, celui qui reprend tout. Même Marseille.

Mais il est désintéressé. A-t-il seulement demandé une bonne place sur la liste du maire ? Pas fou. Qu'aurait-il à faire d'aller s'engager à Marseille ? Il n'est trop petit. Séguié-qui-sait-tout ne l'a-t-il pas mentionné parmi ceux qui pourraient prétendre un jour à la candidature pour l'Elysée ? Gageons que l'intéressé-désintéressé saurait s'y résoudre. Ce sera épatant.

OU'EST-CE donc qui se vend, s'achète, s'échange, se troque, se négocie, comme s'il s'agissait d'un inerte, politiquement neutre et démocratiquement nul sac de patates ? Presque rien, la culture d'aujourd'hui : la télévision, avec elle l'information, qui fait l'homme libre, et le savoir, qui fait l'homme. Rien, vous dit-on. Pourquoi s'inquiéter puisque veille le CSA, qui ne sera pas moins vigilant sur ce point qu'il ne le fut pour un malheureux mamelon qui dépassait d'une publicité.

Du temps où il régentait tout, l'État avait souvent mauvaise presse. Il l'avait plus d'une fois mérité. En contrepartie, de quelle indulgence bénéficiaient les propriétaires privés, quasiment l'immunité ! C'est le plus bel allègement par le bas qu'il ait été donné de subir depuis longtemps, et cela n'empêche personne de dormir, au contraire.

« Que la République était belle sous l'Empire », disait-on à la fin du dix-neuvième siècle. Qu'elle était séduisante la télévision privée (« libre ») quand l'État la possédait toute.

SPÉCIAL-COPAINS. Si le texte est décevant (un pastiche du dix-huitième siècle par lequel un qui paraît en ignorer tout et ne sait guère écrire), l'idée est belle, le décor et le costume tout de charme et de distinction, et le jeu des acteurs digne des grandes scènes.

Hélène Duc est cette comédienne pour qui l'on vient. Fabrice Lucchini aurait sa place au Théâtre-Français pour ce qu'il a de meilleur : la jeune première n'est, à leurs côtés, pas déplacée. Tous trois, avec le metteur en scène Michel Valmer, composent un divertissement qui est un témoignage du bon goût français.

La pièce, qui prend prétexte de Diderot et de personnages réels, s'intitule *Une folie électrique* et se joue dans l'ancien couvent des Cordeliers dont les premiers acteurs célèbres se nommaient Danton, Marat ou Camille Desmoulins. S'y ajoute une surprise, une vraie surprise pour les spectateurs, qui s'en trouvent transportés.

C'est au 15, rue de l'Ecole-de-Médecine (tél. : 43-29-40-63), à 21 heures, du mardi au samedi et le dimanche à 15 heures. Le spectacle dure environ une heure et quart.

ALTERNATIVES ECONOMIQUES n° 65 mars

EN KIOSQUE

Les risques de l'Europe monétaire

17 F

هكذا من الأصل

L'affaire des fausses factures du Sud-Est

Le directeur général et le président du directoire de la SAE sont inculpés

L'inculpation notifiée, jeudi 2 mars, d'une part à M. Pierre Bentata, quarante-six ans, directeur général de la SORMAE (Société d'entreprises Rhône-Alpes-Méditerranée), et d'autre part à M. Jean-Claude Jammes, cinquante-deux ans, président du directoire de cette même entreprise, a donné un nouveau tour à cette affaire dite des « fausses factures du Sud-Est » dont l'instruction, par décision de la Cour de cassation, est, depuis le 15 février, confiée à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris.

Président de cette juridiction, M. Pierre Culié a choisi de mener d'abord son instruction en direction des « fausses factures », présumées, attendant, semble-t-il, de procéder dans une phase ultérieure à l'examen du cas des hommes politiques, maires ou membres de municipalités de tous bords (RPR, UDF, PS) mis en cause, à ce jour, par les divers responsables locaux de la SORMAE depuis le début de l'affaire, c'est-à-dire le début de février, et dont sept sont actuellement inculpés.

La dernière décision de M. Culié ne manquera pas d'avoir une grande résonance dans les milieux du bâtiment et des travaux publics. La SAE est en effet, en France, une entreprise qui occupe une place comparable en ce domaine à celle tenue par Bouygues, et Dumez-GTM.

Elle dispose en France même d'une forte implantation et a bénéficié de chantiers prestigieux, que ce soient ceux du tunnel sous la Manche ou du TGV Atlantique, tandis que son activité à l'étranger est tout aussi importante avec ses implantations aux États-Unis, à Djakarta, à Singapour, etc. Le chiffre d'affaires 1988 consolidé à 23,5 milliards de francs est à la mesure de cette activité (Le Monde du 9 février).

Or, en l'état du dossier, il apparaît à la justice que des éléments suffisants existent pour que deux dirigeants de ce géant soient inculpés l'un et l'autre de faux et usages de faux en écritures de commerce, abus de biens sociaux et complicité, vol et corruption.

En fait, les responsables locaux dans le Sud-Est de la filiale de la SAE qu'est la SORMAE (Société d'entreprises Rhône-Alpes-Méditerranée), lors de leurs premiers interrogatoires par la police, avaient non seulement admis des aides financières consenties à telle ou telle municipalité dont il était attendu en retour des attributions de marchés, mais encore avaient fait savoir que l'idée de cette « politique » n'était pas particulièrement venue d'eux : ils ne faisaient qu'appliquer des directives dont la société-mère n'ignorait rien.

On avait pu, d'ailleurs, constater dans la première semaine de février que le juge d'instruction de Marseille alors chargé du dossier, M. Bernadette Augé, avait délivré une commission rogatoire à la police pour que les inspecteurs de la brigade financière opèrent une perquisition à Paris au siège de la SAE. L'opération avait été suspendue in extremis dans la mesure où des élus, des maires ayant été mis en cause, le tribunal de Marseille ne pouvait aller plus avant sans encourir la sanction d'une annulation de la procédure, ce qui fut d'ailleurs le cas (Le Monde du 18 février).

4 millions de pots-de-vin

On notera que la décision prise par M. Culié de placer, de surcroît, sous mandat de dépôt provisoire M. Pierre Bentata montre que son rôle, en l'état du dossier, ne fut pas négligeable. Il est vrai que cette mesure de détention devra, pour être maintenue, passer le cap de ce qu'on appelle le débat contradictoire, fixé à la semaine prochaine. M. Bentata a choisi pour défenseur M. Roger Dormith, tandis que M. Georges Kiejman assiste M. Jean-Claude Jammes.

Ces événements judiciaires sont d'ailleurs la conséquence des résultats d'une nouvelle commission rogatoire qu'avait délivrée, au milieu de la semaine, M. Pierre Culié. Elle avait permis la saisie au siège de la SAE, avenue de New-York à Paris,

de nombreux documents. En dépit du caractère tardif de cette « descente » de police, de la disparition vraisemblable de certains dossiers, les éléments fournis sont apparus suffisamment convaincants. En revanche, les explications fournies en même temps par MM. Jean-Claude Jammes et Pierre Bentata, qui avaient été placés en garde à vue, n'ont pas paru de nature à les mettre hors de cause.

Il reste pourtant à comprendre pourquoi les responsables d'une entreprise de semblable envergure ont estimé nécessaire de donner, sur le plan local, des instructions pour des distributions de « pots-de-vin » dont le montant, selon les estimations connues à ce jour (4 millions de francs) apparaît malgré tout assez dérisoire au regard des risques encourus, comme en témoignent les derniers développements judiciaires de cette affaire.

L'épisode du jeudi 2 mars éclaire, provisoirement sans doute, les aspects politiques d'une affaire qui sans eux n'aurait jamais connue la publicité qui est la sienne depuis le premier jour.

Les maires ou adjoints mis en cause par les inculpés de la SORMAE ont donc les noms ont été pour le moins cités par eux ont en général réagi par des communiqués, des déclarations ou des lettres aux journaux. Mais, à ce jour, aucun d'entre eux n'a encore été entendu dans le cadre de l'instruction. A Marseille,

ils ne pouvaient juridiquement l'être. A Paris, où l'affaire reprend son cours, M. Culié ne paraît pas estimer qu'il y ait urgence de ce côté-là.

Il n'en demeure pas moins qu'il est saisi, depuis le 15 février, d'un réquisitoire de M. Pierre Truche, procureur général près la cour d'appel de Paris, tendant à l'inculpation de vingt-trois personnes parmi lesquelles MM. Jean-Pierre Roux, maire (RPR) d'Avignon, Jean-Pierre de Peretti della Rocca, maire (UDF) d'Aix-en-Provence, et son adjoint (RPR) Jules Susini, Jean-Victor Cordonnier, premier adjoint (PS) au maire de Marseille, Charles Scaglia, maire (UDF) de La Seyne-sur-Mer, Roland Nungesser, maire (RPR) de Nogent-sur-Marne et José Mattel, collaborateur de M. Michel Pezet, candidat PS aux élections municipales à Marseille.

Les noms de ces personnes figurent en effet tous dans le dossier et ils ont été cités par les dirigeants de la SORMAE, MM. Popis, Peltier, Mistre, Debrun, Baudet et Bérard, qui, de plus, ont indiqué, pour certains, le montant des sommes qui auraient été perçues.

L'affaire en tout cas a pris, désormais, un régime de croisière à long cours. Il est sûr que, judiciairement, elle ne sera même pas près d'être conclue au lendemain du second tour des prochaines élections municipales.

Réaction de la Société auxiliaire d'entreprises

Dans la soirée du 2 mars la Société auxiliaire d'entreprises, en réaction aux inculpations de deux de ses dirigeants, publiait le communiqué suivant :

« A la suite des récentes inculpations liées à l'affaire SORMAE et concernant des dirigeants du groupe SAE, le président du directoire de SAE déclare que, dans l'hypothèse où les faits reprochés concernant le financement occulte des partis politiques et des campagnes électorales se révéleraient exacts, il prendrait l'initiative, en accord avec la profes-

sion, d'une intervention auprès des pouvoirs publics pour que ces problèmes de financement soient traités au fond et réglés de façon réaliste.

Dans l'immédiat, le groupe SAE exprime son indignation devant les atteintes au secret de l'instruction qui ont alimenté une campagne appuyée par l'approche des élections municipales, et son inquiétude devant les conséquences de cette affaire qui porte atteinte à son crédit national et international et à celui de ses vingt-cinq mille collaborateurs. »

Devant le tribunal de Nanterre

Le commissaire Jobic et la mêlée de voyous

La première audience, jeudi 2 mars à Nanterre, du procès de l'affaire Jobic, a permis de fixer le calendrier de débats qui vont durer au minimum deux semaines. Prostituées, proxénètes et trafiquants en ont profité pour se lancer défis et insultes à la tête.

Une simple mise en jambes ! Le procès a commencé comme une partie de rugby. Taillé comme un « flanker » (troisième ligne), Jean-Claude Moustafa, inculpé complicité de faux, a bondi sur le journaliste dessinateur de la 5 et l'a plaqué au sol au beau milieu du prétoire. Le journaliste ne protégeait aucun ballon mais son grand carton à dessins. Il a simplement eu le tort de croquer un portrait du frère de Jean-Claude, Jean-Moustafa, qui comparait détenu.

On ne plaisait pas avec les images chez les Moustafa. Cette scène de genre a eu lieu lors d'une suspension d'audience. C'est Jean-Claude, inculpé pour détention et transport de stupéfiants, qui, le premier, a remarqué qu'un portrait de son frère — collier de barbe broussailleux, tignasse noire et blouson de cuir ouvert sur un tee-shirt — figurait sur le vaste croquis d'audience du dessinateur de la 5. Dans son costume bleu, il a pris son air mécontent et exigé que le dessin lui soit remis sur-le-champ.

Le dessinateur n'a pas été essuyé rapide. Le fichu bien arboré sur les épaules, Louise Moustafa, la mère, inculpée de proxénétisme, a rejoint son frère. Et le dessinateur a vu ce qu'il allait voir, foi de « Maman Moustafa ». Car Louise a géré le scandale de main de maître, jouant la mère martyre devant des gardiens de la paix médusés et paralysés. « Rends-le ce dessin, tu n'as pas le droit. » Et à la cantonade : « Il a pas le droit de dessiner, il a pas le droit de faire des dessins-robots. » Un peu plus fort : « Les

journaux, on en a marre ! ». Très courtoise et drapée dans le bon droit maternel : « Il va le remettre tout de suite ! »

Louise Moustafa n'a pas précisé si l'opération devait être exécutée en douceur. Son fils a dû mal comprendre. Il a plongé et tassé le dessinateur. Grand émoi dans le prétoire qui depuis le début de l'audience transpire la menace, les pressions. Policiers, avocats et journalistes s'interposent.

L'un des avocats des Moustafa à madame mère : « L'engueulez pas ce dessinateur, il fait son travail. Varsare je vais vous expliquer. » Plus tard, aux journalistes : « Il faut les comprendre ces gens, ils ne savent pas. » Erreur. M^{me} Moustafa sait parfaitement ce qu'elle veut. Elle veut le dessin et pas de mauvaise publicité pour son fils dans le journal télévisé de la 5. Finalement, le dessinateur lui fait cadeau du croquis de son rejeton. Louise Moustafa, encore blanche de colère, esquisse un sourire : « Je m'excuse et merci. »

Le crachat du proxénète

On n'est pas responsable de ses amis... Le commissaire Yves Jobic, inculpé de proxénétisme aggravé et de corruption, a pris tout de même grand soin, tout au long de l'audience, de sauvegarder entre lui et le clan Moustafa un peu d'espace libre, une simple chaise, mais une chaise qui valait de l'or dans l'ambiance surchauffée du prétoire transformé en forum où maquereaux, grands flics, avocats, prostituées et journalistes se marchaient sur les pieds.

Une audience pour faire connaissance. Une audience pour distribuer les rôles, fixer les têtes. D'un signe, avant même d'entrer dans le prétoire, Zoukha Zenatti, dite Zoukha, dite la Balance à Jobic, partie civile dans cette

affaire, s'est vue menacée par un proxénète, inclinant son pouce vers le sol, l'air triomphant.

Et en pleine audience, cette fois, de méchantes rancœurs se traduisaient par gestes et injures. Une prostituée, emmaillottée dans son vision, fixait sans tendresse un témoin du camp opposé : « Qu'est-ce t'as, toi ! » Et son souteneur, derrière elle, beau voyou paré de ses chaînes en or : « Quoi, tu te l'as fait, alors... » Simple prouesse.

Le témoin Pierre Vitalonga, dit Pedro, proxénète détenu dans une autre affaire, surgissait alors entre trois gendarmes. Mais il y avait tellement de monde... qu'il en profitait pour faire parler libre et pour remettre au pas une des « filles » : « Lundi, tu viens au travail. » Regard irrité. « Tu vas voir. » Un éclair dans le regard. « Tu vas comprendre. »

Vitalonga, la cinquantaine, gros pull de campagne, crinière blanche rejetée en arrière, piaffait, dructe, tonne, couvert par le brouhaha ambiant : « Où il est le mec de Libération ? Ils ont voulu me défoncer la tête au dépôt. » Le président l'appelle. Un autre témoin détenu, qui se trouve sur son passage, siffle une insulte. Vitalonga lui crache dessus. « J'te couperai ! »

Au président : « Vous m'avez bien vu ? »

— Je vous vois. »

— Vous ne me verrez plus ! »

A côté de tout ce petit monde grouillant et tonitruant, le commissaire Jobic est apparu très maître de lui. « On va enfin se retrouver en face de la vraie justice, a-t-il affirmé devant la presse. Le dossier est entièrement vide. » Ce n'est pas tout à fait exact puisque l'instruction compte six mille pages mais pour lui, les choses sérieuses commenceront à partir du 9 mars. Jusque-là, le tribunal présidé par M. Alain Foulquie, examinera le rôle des vingt-cinq autres prévenus de l'affaire.

LAURENT GRELSAMER.

Notamment à Nice et à Beaulieu

M. Pierre Joxe décide la fermeture de cinq casinos

Le ministre de l'Intérieur a décidé la fermeture pour irrégularité de cinq casinos, dont ceux de Beaulieu-sur-Mer et de Nice (Alpes-Maritimes). M. Pierre Joxe a aussi prolongé d'un an l'autorisation d'exploiter des machines à sous mais semble toujours déterminé à déposer un projet de loi les interdisant.

Respectivement huitième et vingt-deuxième établissements français, les casinos de Beaulieu et de Nice ont été fermés en raison des soupçons des policiers de la sous-direction des courses et jeux des Renseignements généraux quant à la présence au sein de leurs directions d'hommes liés au milieu du grand banditisme. Pour le Casino-Club de Nice, il s'agit de Jean-Dominique Fraton, en fuite et sous le coup d'un mandat d'arrêt international depuis ses condamnations pour abus de biens sociaux à la fin des années 70 à propos d'un autre casino nicois, le Palais de la Méditerranée. Le fils et le gendre de Jean-Dominique Fraton siègent, en effet, au comité de direction des jeux du Casino-Club.

Dans le cas de Beaulieu, c'est « l'absence de transparence » de son fonctionnement qui est en cause, et en particulier la difficulté de connaître l'identité des détenteurs réels du capital de la société, notamment après la récente condamnation, en Italie, à cinq ans de prison d'un ancien membre du comité de direction des jeux de ce casino.

Pour les casinos de La Rochelle (Charente-Maritime), Royat-Chamalières (Puy-de-Dôme) et Vichy (Allier), ce sont diverses irrégularités qui ont entraîné la fermeture, en particulier le fait qu'à Royat et Vichy l'un des principaux responsables soit interdit de salles de jeux.

Autant de faits qui ont renforcé la conviction de M. Joxe sur l'implication des jeux et du milieu : « Le jeu sert à blanchir l'argent du recel, de la criminalité et de la drogue », a souvent affirmé le ministre de l'Intérieur. La réaction du président du Syndicat des casinos de France, M. Robert Lassalle, est cependant modérée : « Je fais confiance aux pouvoirs publics pour avoir pris les décisions qui s'imposent. » a-t-il déclaré à l'AFP. Il s'agit simplement de ne pas faire d'analogue entre quelques brebis galeuses et l'ensemble du secteur économique, qui assure 15 000 emplois. »

En revanche, M. Lassalle a soutenu son « inquiétude » devant la volonté de M. Joxe de faire abroger la loi Pasqua introduisant les machines à sous dans les casinos. Le ministre de l'Intérieur a cependant prorogé d'un an les autorisations d'exploiter ces machines à sous accordées à trois casinos, ceux de Cannes-Municipal-la Croisette, Mandelieu-La Napoule (Alpes-Maritimes) et Lons-le-Saunier (Jura), qui venaient à expiration le 28 février.

« Une catastrophe pour la commune »

Douze autres établissements disposent de licences provisoires d'exploitation des machines à sous. Dans un communiqué commun, le Syndicat des casinos de France, pour le patronat, la CGT et FO, pour les personnels, ont demandé au ministre de « surseoir à sa décision » d'abroger la loi Pasqua « afin de permettre d'organiser des commissions de travail ».

Certains des maires concernés par les décisions de M. Joxe ont réagi. M. Jacques Médéric, maire de Nice (app. RPR), a déclaré : « Quand M. François Mitterrand et Bérégovoy sauront exactement ce que rapporte l'argent des casinos à l'Etat, ils feront peut-être revenir M. Joxe sur sa décision. » Quant à M. Fernand Dunan, maire (div. droite) de Beaulieu-sur-Mer, il estime que la fermeture est « une catastrophe pour la commune ».

Une équipe de télévision de FR 3 venue filmer, jeudi 2 mars, le casino de Beaulieu, a été agressive par deux hommes, dont M. Armand Chambaz, PDG de l'établissement. La scène, tournée par le caméraman, a été diffusée jeudi sur les chaînes de télévision.

● Prochain tir d'Ariane-4. — Le vingt-neuvième tir de la fusée européenne Ariane devrait avoir lieu dans la nuit du samedi 4 mars au dimanche 5 mars. Trois fenêtres de tir, situées entre 0 h 29 et 3 h 31 (heure française), ont été prévues. Deux satellites seront lancés à cette occasion par ce troisième exemplaire de la fusée Ariane-4, le plus lourd des lanceurs européens : le satellite de télécommunications japonais JC Sat-1 (2 280 kg) et le premier satellite météorologique européen opérationnel Mop-1 (681 kg).

L'affaire de la boulangère de Reims

Le ministre de la justice porte plainte contre M. Henri-René Garaud

M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice, a décidé de porter plainte pour « complicité en diffamation » contre M. Henri-René Garaud, avocat de la boulangère de Reims, meurtrière d'un jeune Français d'origine maghrébine, Ali Rafa.

Dans une déclaration, reprise jeudi 2 mars par le *Quotidien de Paris*, l'avocat avait mis en cause le substitut du procureur de Reims, M^{re} Naima Drouot-Salé, qui avait fait appel, la veille, contre l'ordonnance de remise en liberté de la boulangère, Marie-Joëlle Garnier (Le Monde du 3 mars). Commentant cette décision de faire appel, M. Garaud avait dit, selon le *Quotidien* : « Ça ne m'étonne pas, dans la mesure où cette personne est très proche des meilleurs magistrats. »

Le ministre de la justice a précisé que M. Arpaillange ne souhaitait pas poursuivre le quotidien, auquel, selon la loi sur la presse, pouvait être imputé le délit de diffamation.

Mario-Joëlle Garnier avait tué Ali Rafa, le 12 février, d'une balle dans la tête. Celui-ci faisait partie d'un groupe de jeunes, qui venaient de lui voler des croissants. La boulangère, accusée d'homicide volontaire, a été placée sous contrôle judiciaire, et ne doit pas séjourner à Reims.

● Non-lieu pour un chauffeur de taxi qui avait tué deux clients. — M^{re} Catherine Sapène, juge d'instruction au tribunal de Bobigny, vient de rendre une ordonnance de non-lieu en faveur de M. Jean-Claude Boulard, chauffeur de taxi, qui, le 13 février 1987, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) avait tué deux clients qui le menaçaient pour s'emparer de sa recette. Les victimes étaient un Pakistanaise de dix-neuf ans, Djamel Abdurrazzoq, et un Français originaire de la Guadeloupe, Jean-Luc Morvan, vingt-quatre ans. M. Boulard avait été inculpé d'homicides volontaires (Le Monde des 15 et 17 février 1987). Le juge d'instruction estime dans son ordonnance que les faits reprochés ont été commis « comme un acte de défense contre les auteurs d'une tentative de vol exécutée avec violence ».

DES RÉFUGIÉS EN FRANCE TÉMOIGNENT...

240 p. 89 F.

Un regard aigu sur notre pays porté par des témoins exigeants et lucides.

FAYARD

La Li@ne

POUR UN SYSTÈME ÉDUCATIF DÉCENTRALISÉ

L'avenir d'une nation dépend d'abord de la valeur de son système éducatif et de l'ampleur de ses investissements intellectuels. L'égalité de ses citoyens aussi. Bien qu'au cours de ce dernier quart de siècle le niveau de l'éducation se soit élevé dans notre pays, l'échec scolaire n'a pas été jugulé. L'échec à l'école engendre l'échec social.

Écartelée entre les gagners engagés dans la course aux diplômes et les laissés pour compte d'une société indifférente, l'école s'affaiblit.

Un rapport du Conseil Économique et Social rappelait en 87 que 200.000 jeunes abandonnent chaque année l'école sans qualification reconnue : cette faillite coûte à la collectivité 91 milliards de francs, soit près du quart des sommes consacrées à l'éducation.

Alors, de deux choses l'une : ou notre système éducatif est un maillon de la solidarité nationale, ou il est le ferment d'une société éclatée.

Chacun le dit et depuis longtemps : il faut changer l'école et l'université. Commençons d'abord par nous écouter et ensuite nous entendre.

La revalorisation de la situation des enseignants, la modernisation des services et des établissements sont nécessaires à la réussite d'une transformation attendue par tous. Principaux agents du développement de l'éducation, les enseignants sont concernés au premier chef.

Changer l'école, c'est aussi changer de pratiques, de comportements et de mentalités. Pour cela, les réorientations de notre système éducatif doivent faire l'objet d'une concertation sur l'ensemble du territoire, avec les parents, les jeunes, les enseignants, les élus et les partenaires culturels, sociaux et économiques.

Cette mutation se traduira par des changements qui prendront leur véritable dimension grâce à leurs convergences. L'exercice de l'autonomie locale doit être renforcé. C'est ce choix qui déterminera le sens de l'évolution et la rendra perceptible à tous, dans un système décentralisé.

Les activités éducatives culturelles complémentaires de l'enseignement public seront encouragées. Elles se renforceront par le partenariat école-association/collectivité locale.

Pour gagner ce pari sur l'intelligence, la loi d'orientation doit prévoir un engagement financier sur plusieurs années.

Le 1^{er} mars 1989

Ligue Française de l'Enseignement et de l'Éducation Permanente

La Li@ne

3, rue Récamier - 75341 PARIS CEDEX 07 - Tél. : 43.58.9733

مكتبة من الأصل

Société

ENVIRONNEMENT

Avec pour objectif la réduction de 85 % des chlorofluorocarbones

Les Douze accélèrent leurs efforts pour lutter contre la destruction de la couche d'ozone

BRUXELLES
Communautés européennes
de notre correspondant

La Communauté accélérera ses efforts pour lutter contre la destruction de la couche d'ozone et cassera d'entraîner à sa suite les autres pays signataires du protocole de Montréal ainsi d'ailleurs que ceux qui n'y ont pas encore adhéré.

Les ministres de l'environnement des Douze réunis jeudi 2 mars à Bruxelles ont souligné « la nécessité, dans la Communauté qu'au niveau mondial, de réduire d'au moins 85 % dans les meilleurs délais le niveau actuel de production et de consommation des CFC (chlorofluorocarbones) ».

Le protocole de Montréal, signé par quarante pays et ratifié par trente-deux, conclu en septembre 1987 et entré en vigueur fin 1988, prévoit la réduction de 50 % de la production et de l'utilisation des CFC par rapport au niveau atteint en 1986, d'ici à 1999. Désormais, les scientifiques considèrent qu'il faut être beaucoup plus rigoureux si l'on veut sauver la couche d'ozone et réduire l'effet de serre, c'est-à-dire le réchauffement de la Terre qui s'expliquerait lui aussi, en partie,

par l'accumulation dans la stratosphère du chlore issu des CFC.

La Communauté peut aller de l'avant car ses industriels, qui élaborent puis fabriquent les produits de substitution aux CFC, sont capables de suivre. En France comme dans d'autres États membres, des conventions sont signées à cette fin avec les producteurs ainsi qu'avec les principaux utilisateurs.

Des conversations sont également menées par la Commission de Bruxelles afin, si possible, de « communautariser » de telles conventions et d'éviter des distorsions de concurrence. « Nous allons atteindre, en trois ans les 50 % de réduction fixés par Montréal pour la fin du siècle. Nous nous trouvons dans une situation exceptionnellement vertueuse, un cas d'adaptation particulièrement rapide de l'industrie aux exigences de la lutte contre la pollution », commentait un fonctionnaire français. La fabrication est très concentrée, trois grands groupes dominent le marché mondial : ICI (Grande-Bretagne), Du Pont de Nemours (États-Unis) et ATO-CHEM, une filiale d'ELF.

Deux principaux problèmes se posaient aux ministres. Jusqu'où s'engager dans l'effort d'assainissement et quelles conditions y poser ?

Jusqu'où aller ? La Commission avait proposé 85 % de réduction des CFC d'ici à 1999. Le débat fut l'occasion d'une certaine surenchère des États membres proposant, chiffres lancés apparemment au hasard, 95 % puis 100 %. Finalement le seuil de 85 % a été maintenu comme celui à atteindre dans « les meilleurs délais » parce qu'il correspond à une double réalité : 1) Les scientifiques affirment que c'est le niveau auquel il faut descendre pour stabiliser le chlore dans l'atmosphère ;

Divergences entre États membres

2) Compte tenu des recherches des industriels, on sait que c'est là un objectif réaliste. Des produits de substitution existent pour remplacer les CFC employés dans les aérosols, et ceux qui seront nécessaires pour les industriels de la chaîne du froid sont pratiquement prêts. En revanche, les techniciens butent encore sur quelques obstacles pour trouver des substituts appropriés à la production de solvants, et en particulier de ceux (marché croissant) utilisés en électronique. D'où la sagesse de ne pas fixer un échéancier trop précis pour la réduction à 100 %.

Quelles conditions poser à ce nouvel engagement de la CEE ? Le

texte adopté est relativement ambigu, reflétant la des différences d'accent parmi les États membres. « Il y aurait un problème si tous les grands producteurs n'étaient pas tenus aux mêmes obligations en même temps », expliquait-on du côté français, où l'on soulignait également la nécessité d'élargir le protocole de Montréal.

Des pays gros consommateurs de CFC mais aussi des producteurs potentiels comme le Japon, l'Inde, la Chine, l'Arabie saoudite ne l'ont pas signé. D'autres États membres ne souhaitent pas que le pas en avant accompli maintenant par la CEE soit présenté sous une forme trop conditionnelle. Sur la base de la déclaration politique adoptée, les Douze arrêteront avant mai, c'est-à-dire avant la conférence d'Helsinki qui se tiendra dans le cadre des Nations unies, le mandat de négociation à confier à la Commission européenne.

La mission de celle-ci sera de convaincre les pays tiers, et en particulier les Nord-Américains, de se montrer aussi zélés que la CEE. Si elle n'y parvient pas, la majorité des Douze — c'est ce qui ressortit du débat — plaideront sans doute pour que la Communauté aille quand même de l'avant.

PHILIPPE LEMAITRE.

DÉFENSE

La visite de M. Rocard à Canjuers

Une armée de terre sans ses missiles nucléaires

CANJUIERS (Var)
de notre envoyé spécial

Ni char de bataille Leclerc ni missile nucléaire «préstratégique» Hades. Pour sa première visite à l'armée de terre, après deux rendez-vous décomptés l'an dernier, le premier ministre, M. Michel Rocard, n'a pas eu droit, jeudi 2 mars, au camp de Canjuers (Var), à une démonstration des prototypes de ces deux systèmes d'armes qui fondent la parole de l'an 2000 : l'état-major de l'armée de terre, qui devrait recevoir le Leclerc en 1991 et le Hades en 1992, y avait un instant songé. A Canjuers, M. Rocard a expliqué qu'il souhaitait limiter sa visite aux matériels en service.

L'argument n'a pas convaincu. Le premier ministre a, en effet, assisté aux « prestations », selon ses propres termes, du « démonstrateur » de lance-roquettes multiples (LRM), qui ne sera pas en service dans l'artillerie française avant 1990, et aux évolutions spectaculaires du nouvel hélicoptère de manœuvre Super-Puma, qui vient seulement d'être commandé pour la logistique de la Force d'action rapide (FAR).

En réalité, les deux programmes, qui ont été les grands absents de ce show de l'armée de terre, sont aussi les plus controversés : le Leclerc parce qu'il coûte cher (entre 43 et 49 milliards de francs pour mille trois cents chars) et le Hades parce qu'il a des adversaires qui discutent sa raison d'être dans un contexte de désarmement nucléaire éventuel en Europe. Ces considérations expliquent peut-être l'absence de ces deux systèmes d'armes dans une démonstration de l'armée de terre qui se voulait néanmoins exhaustive « aujourd'hui et demain », comme le mentionnait le programme.

Le Hades en question

A la différence de ce qui s'était passé lors de présentations précédentes, où des tirs de maquettes inertes avaient eu lieu devant le chef de l'État, même le missile nucléaire «préstratégique» Pluton, en service dans l'armée de terre depuis 1974, était absent de Canjuers. A croire que toute référence au nucléaire «préstratégique» était exclue parce que jugée inopportune. M. Rocard a expliqué qu'il n'avait pas voulu déplacer le Pluton depuis ses garnisons de l'est de la France. Mais, dans le même temps, les hélicoptères antichars de la FAR, originaires de la même région, avaient fait le voyage à Canjuers pour illustrer l'intérêt de l'aéronavale.

Devant le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, qui a déjà eu l'occasion de préciser que le programme Hades continuait mais qu'il était demeuré muet cette fois-ci, M. Rocard a répondu avec nuances à la presse qui s'interrogeait sur cette « prestation » d'une armée dépourvue de nucléaire.

Certes, a commenté le premier ministre, « il n'est pas question

d'imaginer de conduire des négociations sur le désarmement dans des conditions qui nous amèneraient à baisser la garde ». Mais il a aussitôt ajouté : « On peut questionner beaucoup de systèmes d'armes et pas seulement le Hades (...). Nous avons en effet, à réfléchir sur la totalité de nos programmes, notamment ceux qui ne sont pas encore en service mais qui sont les plus voisins de l'être et qui touchent à la zone conceptuellement difficile à traiter du préstratégique ». M. Rocard a rappelé que le président de la République, candidat à l'élection de 1988, avait dans sa Lettre aux Français énuméré sept options fondamentales, et « le désarmement figure parmi ces options importantes ».

Programmé pour entrer en service à partir de 1992, le missile Hades relève, dans l'esprit du premier ministre, de cette catégorie d'armes « qui touchent à la zone conceptuellement difficile à traiter » du nucléaire préstratégique.

Attention au gaspillage

M. Rocard n'en a pas dit plus, sinon que les essais des prototypes du Hades continueraient dans le sud-ouest de la France. Mais, sur place, à Canjuers, de nombreux militaires présents en ont déduit, à tort ou à raison, que ce missile pourrait faire les frais d'une révision drastique — à la baisse — des engagements de la loi de programmation militaire en cours de réexamen, si le premier ministre était en ce lieu. D'autant que M. Rocard n'a pas hésité à mettre son auditoire en garde contre les prochains moyens financiers que la nation peut consacrer à sa défense et qui tournent aujourd'hui, a-t-il dit, « autour de 4 % du PNB ».

« Nous sommes dans une plage pas très loin de la limite haute de ce qui est tolérable pour l'économie nationale, dans l'état actuel des choses », a expliqué M. Rocard. Il va de soi, compte tenu des effets du ralentissement de la croissance des années 70 et de l'augmentation d'un certain nombre de charges civiles, notamment la rénovation de notre système scolaire, que, si nous pouvions acquiescer la certitude que les mêmes besoins stratégiques puissent être servis à un coût un peu plus léger, et cela de l'avis même des autorités militaires compétentes, inutile de vous le dire, mais les dépenses publiques n'est pas celle du gaspillage ».

Ce terme de « gaspillage », à propos d'une réflexion sur les crédits de la défense a surpris plus d'un officier présent à Canjuers. Au point que certains cadres se sont interrogés sur le fait de savoir si, comme il y a une quinzaine d'années, les socialistes ne se divisaient pas à nouveau entre ceux qui préconisent le maintien en l'état de l'appareil de défense et ceux qui sont partisans de sa modernisation.

JACQUES ISNARD.

REPÈRES

Sondage

Les jeunes Français craignent avant tout le sida

Le sida inquiète plus les jeunes Français que le chômage, indique un sondage réalisé par CSA pour TF 1 et le journal le Parisien auprès de cinq cent quatre-vingt-dix-sept jeunes âgés de seize à vingt-quatre ans, entre le 17 et le 23 février. Selon ce sondage, le sida représente leur principale source d'angoisse. La maladie arrive en tête des préoccupations de 57 % des personnes interrogées, suivies du chômage et de la violence.

Hôpitaux

Les infirmières protestent

« Lors des discussions avec les infirmières l'autre jour, le ministre de la Santé, M. Evry, nous a dit qu'il venait de faire plus pour elles en dix jours que ses prédécesseurs en vingt ans. Nous constatons qu'en quarante-huit heures il vient de faire bien plus pour les médecins que pour les autres catégories de personnel », a déclaré, jeudi 2 mars, lors d'une conférence de presse organisée par la coordination des infirmières d'Île-de-France, M^{me} Nicole Bénévise,

présidente de l'association Coordination 75.

Si elle reconnaît que les médecins sont mal payés, elle estime que la situation des infirmières nécessite des mesures plus larges que celles accordées en novembre dernier. Réunie en assemblée, la coordination Île-de-France a décidé d'appeler toutes les infirmières à se mobiliser pour rédiger une plate-forme revendicative et prévoit d'organiser des états généraux les 15 et 16 avril 1989 à Paris.

Paris

3 500 places de crèche en six ans

M. Jacques Chirac s'est engagé à créer 3 500 places de crèche au cours des six prochaines années. La capitale dispose de 14 200 berceaux en crèches. C'est dire que près de 10 000 places ont été créées depuis douze ans.

Le maire de Paris estime cependant qu'il faut diversifier les modes de garde des bébés, et il promet de recruter 1 000 assistantes maternelles supplémentaires. Il a aussi manifesté son intention de développer les centres de jour afin d'aider les familles qui veulent garder un seul enfant. 2 000 places en foyers logements ou résidences seront construites pour accueillir les personnes âgées en un réseau de services à domicile sera mis en place dans chaque arrondissement pour venir en aide vingt-quatre heures sur vingt-quatre aux vieillards en détresse.

Un projet de loi

Les chiens et les chats devront être tatoués

Le ministre de l'Agriculture, M. Hénin, a présenté, mercredi 2 mars, au conseil des ministres un projet de loi qui devrait être « populaire » : le surtaxe à l'acquisition des animaux en fourrière est portée de quatre à huit jours lorsque la personne d'une marque d'identification — collier ou tatouage (le Monde du 2 mars). Cette mesure, réclamée par toutes les associations de défense des animaux et leur porte-parole à l'Assemblée nationale, M. Roland Nungesser, député (RPR) du Val-de-Marne, sera approuvée par les propriétaires d'animaux.

Il était en effet difficile, pour les responsables d'un refuge ou d'une fourrière, de retrouver en quatre jours le propriétaire d'un chien ou d'un chat perdu, même identifiable. Et il était toujours angoissant, pour un particulier, d'imaginer que son animal pouvait être « euthanasié » faute d'avoir retrouvé sa trace au bout de quatre jours.

Les associations de défense des animaux familiaux demandent plus que ne prévoit le projet de loi, qui devrait être soumis au Parlement à la prochaine session : elles souhaitent que le délai de huit jours soit accordé à tous les animaux, même non identifiables, afin de laisser le temps d'une éventuelle adoption. Certains demandent même la suppression pure et simple de cet article du code rural qui condamne à mort les animaux en fourrière non réclamés.

Le projet de loi de M. Nallet envisage une deuxième disposition pour étendre la portée du surtaxe : le tatouage des chiens et des chats deviendrait obligatoire à la vente. On ne pourra donc plus acheter un chien ou un chat à un marchand professionnel sans que l'animal soit tatoué et même garanti indemne de « vice rédhibitoire ». Reste évidemment le problème des transac-

tions privées, de loin les plus répandues. Il sera difficile de contrôler que celui qui offre un chien de sa chienne au voisin l'ait au préalable soumis à une opération coûteuse — de 100 F à 350 F selon les vétérinaires. Sans parler des chats perdus que l'on recueille par pitié.

M. Nallet propose en outre une mesure qui mettra un terme à bien des abus : l'interdiction d'offrir des animaux en prime ou comme lots de foire. Combien d'enfants, en effet, n'ont eu un jour la tentation d'élever un animal gagné dans une kermesse. Passe encore, lorsqu'il s'agit d'un poisson rouge ou d'une tortue de Floride... Mais cela ne compense pas avec un chat, un lapin ou un chien, c'est un minimum douze ans de vie commune qu'il faut prévoir. Les enfants n'en sont pas conscients, et les parents l'ignorent souvent ou s'en rendent compte trop tard.

Ce projet de loi, hélas ! n'aborde qu'un aspect de la vie — et de la mort — des animaux familiaux. Les nuisances induites par leur introduction en ville, à commencer par les croquettes de chien et les aboiements, n'ont pas été abordées au conseil des ministres. Le gouvernement ne tient évidemment pas, à quel que soit le moment, à régler les problèmes de nuisance que les propriétaires d'animaux de compagnie, par exemple en instituant une taxe sur les chiens. Il laisse ce genre d'initiative aux maires dont aucun, jusqu'à présent, n'a eu l'audace de taxer les propriétaires de chiens, ni même de mettre véritablement à l'agenda ceux dont les animaux sautillent régulièrement trottoirs et bacs à sable.

ROGER CANS.

ÉDUCATION

Les réactions aux projets de M. Jospin

La grève a été mieux suivie par les instituteurs que par les professeurs de collège

La journée nationale de grève à laquelle appelait, jeudi 2 mars, le SNI-PEGC (Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège), le SNC (Syndicat national des collèges) et le SGEN-CFDT (Syndicat général de l'éducation nationale) a été inégalement suivie.

Les instituteurs sont les plus nombreux à avoir répondu : 52 % d'entre eux ont fait grève selon le ministère (les deux tiers selon les organisateurs) pour réclamer une rallonge budgétaire et une revalorisation des salaires dès la rentrée 1989. Au moment où les instituteurs viennent d'obtenir du ministre de l'éducation la promesse importante d'un relèvement à la licence du niveau de leur recrutement, cette mobilisation dans les écoles est significative du malaise persistant des enseignants du primaire.

En revanche, la grève a été beaucoup plus faiblement suivie dans les collèges. Le SNI-PEGC et le SNC, qui regroupent environ la moitié des PEGC n'ont été suivis que par 14 % d'entre eux, selon les chiffres du ministère. Situation paradoxale, puisque les deux syndicats récla-

ment la reconnaissance statutaire de la spécificité du collège, alors que précisément M. Lionel Jospin a renoncé, à la création d'un corps spécifique de professeurs de collège. Ce qui laisse penser que cette idée était loin de faire l'unanimité parmi les enseignants de collège.

Un tel constat ne peut que réjouir le SGEN qui milite, pour sa part, en faveur du « corps unique » pour tous les enseignants du primaire et du secondaire.

Le ministre de l'éducation devrait avoir rapidement une idée plus précise de l'état de mobilisation de l'ensemble des enseignants contre ses projets puisque le SNES (Syndicat des professeurs du secondaire), le SNESIP, les syndicats SGEN-CFDT de Paris et Créteil, et une « coordination parisienne des instituteurs » les enseignants du technique (SNETA) ainsi que les organisations FO et CGT, le SNALC, la CNGA et même la Société des agrégés se retrouvent samedi 4 mars pour une manifestation nationale à Paris, de Denfert-Rochereau au ministère de l'éducation.

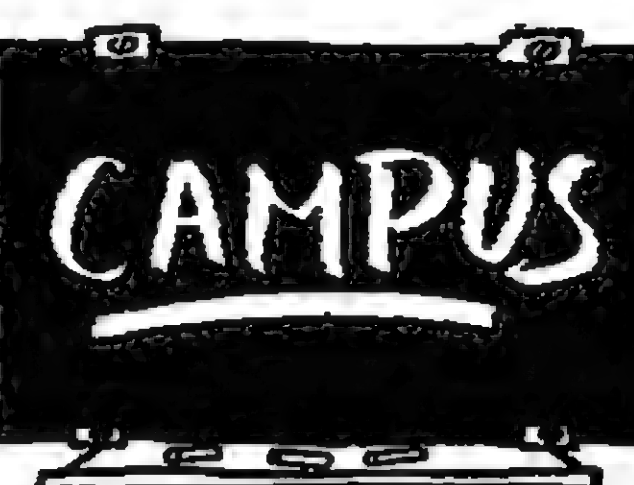
Un amour de « Bruck »

Le Père Raymond-Léopold Bruckberger ne s'est jamais privé d'étonner, sinon de choquer. Ce dominicain de quatre-vingt-un ans, qui fut sumoïste de la Résistance et à son tour, reçut le général de Gaulle à Notre-Dame de Paris le 26 août 1944, a défrayé la chronique plus d'une fois par des déclarations fracassantes, contre les prêtres progressistes ou les évêques modernes, en faveur du capitalisme ou de la peine de mort.

Cette fois, il va plus loin, dans un ouvrage publié chez Albin Michel, A l'heure où les ombres s'allongent, révélant avoir eu pendant dix ans une liaison avec une jeune Américaine. « Si on m'offrait le choix de revivre telles que je les ai vécues mes dix années avec Barbara ou bien d'être lié aux quatre murs d'une prison, je choisirais la prison », écrit-il. « Je ne suis pas un homme d'origine française », écrit-il. A cela, je reconnais que, par-delà tous les autres symboles dont est tissée ma vie, j'appartiens à la croix ».

« Bruck », qui vit en marge de l'ordre dominicain auquel il appartient toujours, a précisé à Paris-Match qu'il ne célèbre plus la messe depuis des années et n'y assiste plus davantage. « Je suis en état d'hétérodoxie spirituelle », explique-t-il.

Questionné par le Figaro du 3 mars au sujet de Mgr Gallot, l'évêque contestataire d'Evreux, le Père Bruckberger répond : « Mgr Gallot est bien mieux que moi ! Lui n'a pas de maîtresse. Que lui reproche-t-on ? Ses idées ? Je ne l'ai pas lu. Mais, d'après ce qu'on m'en a dit, il serait plus sot que méchant... Ce qui n'a rien d'original dans l'épiscopat français ».



« Déclic » entre chercheurs et entreprises

L'association Déclic vient de publier le deuxième numéro de sa Lettre d'information. Belle preuve de dynamisme pour cette association originale créée il y a un an et qui regroupe une trentaine d'étudiants de troisième cycle, de thésards et de chercheurs du laboratoire d'économie et de sociologie du travail (LEST) d'Aix-en-Provence.

Ce laboratoire du CNRS, dirigé notamment par François d'Arbore, analyse les relations professionnelles de l'organisation du travail et les conséquences pour l'emploi de l'introduction des nouvelles technologies, en France et à l'étranger. Autant de thèmes de recherche qui lui ont permis de nouer des relations privilégiées avec les entreprises et les partenaires sociaux. C'est pour valoriser et développer ces contacts que les étudiants et chercheurs aixoïens ont décidé de créer Déclic.

Pour Fabien Brochier, l'un des animateurs, il s'agit d'abord de démontrer aux entreprises que « les chercheurs ne sont pas enfermés dans leur tour d'ivoire » et de faire vivre un lieu ouvert de rencontre et d'information entre professionnels et chercheurs. Après un débat l'an dernier sur l'émergence de la fonction gestion des ressources humaines », Déclic prépare, pour le mois de juin, une autre rencontre sur les « rapports entre l'activité de recherche et celle de conseil ».

Enfin, l'association entend s'appuyer sur ce réseau souple pour développer ses actions de conseil et d'étude sur l'organisation interne des entreprises et l'évolution de l'emploi, ainsi que des stages pour les étudiants-chercheurs. Cela devrait favoriser l'émergence de « nouveaux profils professionnels à l'interface recherche/entreprise », par exemple des chercheurs-intervenants, des consultants-chercheurs ou des formateurs-producteurs.

G. C.

(Déclic, 35, avenue Jules-Ferry, 13628 Aix-en-Provence. Tél. : 42-26-59-60.)

Les jésuites à Barcelone

L'ESADE de Barcelone a été fondée par les jésuites et non par l'Opus Dei, comme nous l'avons écrit par erreur dans l'article sur « Le grand saut d'HEC » dans le supplément « Campus » du 2 mars. C'est l'IESE, autre grande école de gestion de Barcelone, qui a été créée par l'Opus Dei.

Transport et logistique

Un département « Transport et logistique » rattaché à l'IUT d'Orléans ouvrira à Chartres en

septembre prochain. Bacs conseillés : C. D. B. G. La notice d'information doit être demandée avant le 30 avril.

IUT d'Orléans. Service de la scolarité, BP 6728 (rue d'Isaac) 45067 Orléans Cedex 2.

Bacs professionnels

L'académie de Créteil propose, du 8 au 11 mars, une semaine d'information sur les baccalauréats professionnels et l'enseignement technique.

Académie de Créteil, 4, rue Georges-Seneo, 94010 Créteil. Tél. : 43-77-12-71.

Sports

OMNISPORTS : les Universiades d'hiver

La fac manque de muscles

Les Universiades d'hiver se disputent à Sofia (Bulgarie) du 2 au 12 mars. Les étudiants français sont représentés par vingt et un athlètes, qui concourront dans trois sports seulement sur les sept au programme de ces Jeux d'hiver étudiants rassemblant mille cent soixante-trois athlètes de trente-quatre pays. Le niveau du sport universitaire national ne cesse en effet de baisser.

UN professeur d'éducation physique et sportive pour mille cinq cents étudiants. A l'université, l'encadrement des jeunes qui poursuivent des études supérieures est plus que réduit en matière de sport. Quant aux installations sportives, souvent vétustes, elles sont en nombre insuffisant. A Poitiers, par exemple, sur dix-sept mille étudiants, seul trois mille se sont inscrits pour suivre une activité physique ou sportive. Le service universitaire des activités physiques et sportives (SUAPS), chargé de l'enseignement du sport, est pourtant saturé. Pour les quarante-quatre équipes de volley-ball constituées, le service des sports ne dispose que de douze heures de terrain par semaine. « Les étudiants ne peuvent jouer qu'une fois tous les quinze jours », constate Michel Bonté, directeur du SUAPS, qui reconnaît que, pour faire du sport dans son université, « c'est la croix et la bannière ».

Les élèves des grandes écoles d'ingénieurs et de commerce ne sont pas logés à la même enseigne. A l'inverse de l'université, le sport y a souvent un caractère obligatoire, les enseignants y sont plus nombreux, les infrastructures moins vétustes, les horaires mieux adaptés. Aussi le taux de pratique dans les grandes écoles se situe-t-il selon la Fédération nationale du sport universitaire (FNSU) entre 60 et 65 %, et un élève des grandes écoles sur trois fait de la compétition universitaire.

Pas de base solide

Comment expliquer une telle différence ? Pour Max Mauvoisin, responsable du service des sports de l'École supérieure de commerce de Paris (ESCP), « les universités sont des monstres : il y a une contradiction entre le nombre d'élèves et les possibilités offertes ». Georges Joubert, long-temps président du Comité universitaire Club (GUC), partage cette opinion : « La concentration humaine et le peu de moyens disponibles sont incompatibles avec un sport de qualité ». Georges Joubert complète son analyse par une seconde explication : « Le sport universitaire n'a aucune base solide. A l'inverse, la majorité des grandes écoles ont intégré le sport dans leurs cursus ; sou-

vent, il est obligatoire comme les autres matières. Il existe dans les grandes écoles une réelle volonté de considérer le sport comme une pratique indispensable à la vie d'un étudiant ».

Les universités n'ont pas suivi le développement du sport en France. « Elles ont contribué à son essor, mais elles se sont vite essouffées », avance Colette Andrzejewski, secrétaire générale du Lille Université Club (LUC) et une des responsables de l'Union nationale des clubs universitaires (UNCU). « Beaucoup d'universités de province ont été dotées dans les années 60 d'infrastructures modernes, mais depuis rien n'a été construit, les ensembles sportifs sont aujourd'hui dans un état lamentable et le nombre d'étudiants a été multiplié par deux ou trois. Il faut du courage pour faire du sport dans ces conditions ».

A ces raisons, il faut ajouter, selon Guy Guezille, directeur de la FNSU, « un manque de cohésion entre les différentes branches du sport universitaire ». Pour Patrick Gadonne, secrétaire général de l'Association sportive de Jussieu, « le sport universitaire est divisé. Entre les SUAPS, chargés de l'enseignement du sport, et les AS, qui ont en charge la compétition, il n'y a guère de coordination, chacun joue pour soi ». Parfois même, comme à Paris-III, il règne une véritable guerre de pouvoir entre les enseignants du SUAPS et les étudiants de l'AS. Véronique Le Poitevin, secrétaire générale de l'AS, est « étonnée » par les conflits et la désorganisation complète de l'association. « Les étudiants quittent le navire, personne ne tient le gouvernail. Le sport à l'université, c'est la galère complète, on ne peut pas compter dessus ».

Un discours qui tranche avec celui qui est entendu dans les grandes écoles : « C'est la volonté de la direction qui est à la base du développement du sport dans les grandes écoles », affirme Sylvain Dumazet, adjoint au responsable du service des sports d'HEC et ancien professeur de sport dans une faculté parisienne. « Tout est fait pour faciliter les activités sportives. Comme dans toutes les autres matières, les horaires sont adaptés, les infrastructures sont opérationnelles, les enseignants et les moyens financiers sont suffisants ».

Si beaucoup de grandes écoles disposent d'ensembles sportifs, leur absence, cependant, n'entrave pas la vocation sportive de l'institution. Ainsi l'ESCP, installée en plein cœur de la capitale, est dans l'obligation de louer des locaux à Courbevoie, à la porte de Bagneux et à la porte de Clignancourt. Malgré cette situation « très difficile », il y a quatre cent cinquante élèves sur neuf cent quatre-vingts qui sont membres

de l'AS et détenteurs d'une licence FNSU. Selon Max Mauvoisin, « ce handicap n'entrave rien l'assiduité des élèves, parce que la direction leur libère le temps nécessaire et que les enseignants sont à leur disposition ». Jacques Raynaud, responsable étudiant du bureau des sports, va même plus loin : « Le fait d'être coté dans Paris nous motive encore plus. Le sport devient une nécessité, la direction encourage la pratique de la compétition ».

La politique de l'entraîneur

Cette idée même effraie l'université : « Les étudiants veulent faire du sport, mais nous sommes de moins en moins capables de les recevoir. Les facultés ne font rien pour déboucher la situation, elles appliquent la politique de l'entraîneur », affirme Michel Bonté. A Caen, Jean-Jacques Biré, directeur du service des sports, ne cache pas que son gymnase accueille des cours de sports collectifs avec plus de soixante étudiants. Même écho à Grenoble : « Dans beaucoup d'activités, on limite volontairement le nombre de participants. Nous n'avons pas les salles et les professeurs pour les accueillir. Nous sommes saturés, il est heureux que le sport ne soit pas intégré dans le cursus universitaire car ce serait l'explosion », commente amèrement Claude Labrousse, directeur du SUAPS (service inter-universitaire des activités physiques et sportives).

Ne pouvant trouver à l'université à satisfaire leur besoin de dépense physique, les étudiants pratiquent dans les clubs privés ou s'orientent vers d'autres structures d'accueil. La chaîne de salles de sport Gymnase-Club a réussi à attirer douze mille étudiants des facultés parisiennes avec un droit d'entrée annuel réduit à 1 600 francs : « Nous offrons aux étudiants ce que les universités sont incapables de leur fournir : des horaires à la carte, du matériel performant et des lieux accueillants ».

Le même constat peut être fait avec la compétition universitaire. Alors qu'il y a dix fois plus d'étudiants de faculté, ils ne sont pas plus nombreux que les licenciés des grandes écoles. Les tournois inter-grandes écoles prennent une place importante dans l'animation des écoles supérieures et les sponsors sont nombreux. On ne peut pas en dire autant des rencontres inter-facultés ou inter-universités.

La désorganisation du sport universitaire va même jusqu'à décourager des entreprises dans leur volonté de monter une opération auprès des étudiants des facultés. Alors que certains s'étonnaient que le Challenge Renault-Grandes Ecoles ne soit pas aussi celui des universités, Pierre Zigmant, responsable de la promotion du challenge, leur a répondu : « Dans les universités, les structures d'accueil sont multiples et désorganisées, il est difficile de trouver un interlocuteur ». Seule l'université Paris-Dauphine, qui a fait la démarche, a été retenue.

Esprit de corps, plus petites structures ou tout simplement structures mieux organisées, volonté générale de la direction, il y a un mur qui sépare le sport universitaire du sport dans les grandes écoles. Il y a autant de différences entre ces deux facettes qu'il y en a entre le mur d'escalade d'une université parisienne et celui d'HEC. Le premier est enterré dans un garage, de simples lattes de bois clouées dans les parpaings y servent de prises. Le second, flambant neuf, a été conçu par une société spécialisée.

PIERRE-YVES GRAVER.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Par arrêt du 17 novembre 1988, rendu dans un litige opposant les sociétés BERGER et FOURNIER DEMARS à la société SOURCE PERRIER, la quatrième chambre de la cour d'appel de Paris :

— a confirmé un jugement rendu le 2 juin 1988 par la 3^e chambre du Tribunal de grande instance de Paris au ce qu'il a :

— Dit que les marques ZESTE enregistrées sous le n° 1 347 591 et PERRIER ZESTE enregistrées sous le n° 1 393 183 appartenant à la société SOURCE PERRIER et les décrets de marques effectués par cette dernière sous les numéros 793 542, 793 543, 793 544 constituent la contrefaçon de la marque ZESTE dont la société FOURNIER DEMARS est titulaire et l'imitation illicite de la marque ZESTE dont la société BERGER est titulaire.

— Interdit sous astreinte à la société SOURCE PERRIER d'utiliser les dénominations ZESTE et PERRIER ZESTE à titre de marque pour désigner des boissons.

— Prononcé la nullité des marques ZESTE et PERRIER ZESTE appartenant à la société SOURCE PERRIER.

— Autorisé les sociétés FOURNIER DEMARS et BERGER à procéder à la publication de la décision aux frais de la société SOURCE PERRIER.

— Et a condamné la société SOURCE PERRIER à payer à la société FOURNIER DEMARS une somme de 80 000 F et à la société BERGER une somme de 200 000 F à titre de dommages et intérêts, la société SOURCE PERRIER étant en outre condamnée à payer à chacune des sociétés BERGER et FOURNIER DEMARS une somme de 10 000 F en vertu de l'article 700 du Nouveau code de procédure civile.

SCP TETVIAUD, avocats à la Cour
M^e François GREFFE, avocat à la Cour.

ATHLÉTISME : le dopage par les anabolisants

Des révélations accablantes de l'entraîneur de Ben Johnson

Au moment où, à Budapest, commencent les deuxièmes championnats du monde en salle, les révélations faites sous serment devant une commission d'enquête canadienne par Charlie Francis, l'entraîneur de Ben Johnson, champion olympique de 100 mètres disqualifié pour dopage, donnent un éclairage accablant sur le dopage par les anabolisants dans l'athlétisme.

MONTRÉAL
de notre correspondante

Le sprinter canadien Ben Johnson, détenteur de sa médaille d'or sur 100 mètres aux Jeux olympiques de Séoul, est pris au piège. Il ne pourra plus continuer de prétendre sans se ridiculiser qu'il n'a jamais pris « sciemment » de substances illicites. Son entraîneur, Charlie Francis, a longuement et posément vidé son cœur pendant trois jours à Toronto, devant le juge Charles Dubin, qui préside la commission royale d'enquête sur le dopage des athlètes canadiens.

Avec une certaine dose de courage et de candeur, Charlie Francis, ancien champion du

Selon Charlie Francis, le champion n'a pas diminué sa consommation de stéroïdes en 1988. Ils ont servi à « traiter » les blessures que Johnson s'était infligées à la cuisse gauche, en février puis en mai, à quatre mois des Jeux de Séoul. A cette époque, rien n'allait plus entre les deux hommes : l'athlète, stressé, fatigué et déprimé avait congédié son entraîneur avant d'aller rejoindre le docteur Astaphan sur l'île de Saint-Christophe, dans les Caraïbes, où ce dernier vit depuis 1986.

Ces révélations n'étaient que les dernières d'une longue série. Devant la commission d'enquête, Charlie Francis a repris l'histoire à son tout début, en 1977, lorsqu'un « gringalet » immigré de Jamaïque, âgé de vingt ans, réalisait des performances fort prometteuses : il courait le 100 mètres en 10 secondes 25. A cette époque, l'entraîneur, qui avait lui-même utilisé des produits dopants pour « rester dans la course » à la fin des années 60, a voulu mettre le jeune athlète « devant ses responsabilités ».

« Ben devait décider. S'il choisissait de s'abstenir de consommer

relais au docteur Astaphan, devenu le grand spécialiste des mélanges et des dosages de plus en plus sophistiqués, comprenant, outre les stéroïdes, des hormones de croissance.

Graphiques à l'appui, baguette à la main, Charlie Francis a tenté de démontrer au juge Dubin que les performances réalisées en sprint depuis 1979 s'écartaient beaucoup trop de la course normale de l'amélioration des résultats pour ne pas être suspectes. Au 100 mètres chez les dames, le record du monde s'est amélioré de 11 centièmes de seconde entre 1960 et 1972. Il a gagné 58 centièmes de seconde entre 1972 et 1988, comment cela a-t-il été possible sans utiliser des anabolisants ?

Tous coupables

Aux yeux de Charlie Francis, tout le monde est coupable mais certains s'en sortent mieux que d'autres. L'entraîneur canadien affirme que l'Union soviétique amarrée systématiquement dans les ports des villes olympiques un navire-laboratoire où les athlètes de ce pays viennent subir des contrôles comparables aux tests officiels. S'ils sont positifs, ils se retirent discrètement de la compétition, évitant ainsi l'opprobre (1).

Le comité olympique américain, poursuit Francis, permet à ses coureurs de « s'autocontrôler » sans pénalité. Les athlètes peuvent ainsi déterminer le nombre de semaines durant lesquelles ils devront arrêter leur consommation avant une compétition, afin d'être certains que les contrôles seront négatifs au moment fatidique.

Devant le juge Dubin qui lui demandait s'il s'était jamais inquiété des effets secondaires que pouvaient avoir « toutes ces drogues » sur ses athlètes, Charlie Francis a affirmé, sûr de lui, que les stéroïdes et autres substances « ne peuvent pas être dangereux à petites doses ». Il n'y a rien de comparable, a-t-il déclaré, entre les 5 milligrammes que ses athlètes prenaient chaque jour au moment des « cures » et les quelque 500 milligrammes que les haltérophiles ingurgitent quotidiennement.

Le juge n'a cette fois pas eu besoin d'un dessin. Les premières audiences qu'il a tenues le mois dernier à Montréal lui ont permis de constater la grande popularité des stéroïdes auprès des haltérophiles canadiens, qui avaient l'habitude de se fournir en Tchecoslovaquie, où ils allaient régulièrement s'entraîner, avec la complicité de leurs entraîneurs. Parmi ces derniers, certains ont même fourni « de l'urine propre » aux haltérophiles de manière à déjouer les contrôles.

Devenues de véritables feuilletons à épisodes pour le public, les auditions de la commission d'enquête, qui n'a pas de pouvoirs judiciaires (elle est chargée de faire des recommandations au ministre de la jeunesse et des sports) se poursuivront au cours des prochaines semaines avec notamment les témoignages de Ben Johnson et de son médecin aux procédés douteux.

MARTINE JACOT.

(1) Charlie Francis a notamment cité le cas de Valery Borzov, champion 1972, subitement retiré des compétitions à Montréal.



APF Ben Johnson était devenu le premier en utilisant, selon son entraîneur, des stéroïdes anabolisants.

Commonwealth sur 100 mètres sélectionné aux Jeux de Munich, a avoué jeudi 2 mars qu'il avait lui-même injecté à Ben Johnson du furazodol — un type de stéroïde anabolisant fourni par le médecin de l'athlète, le docteur Jamie Astaphan — moins de deux mois avant que Big Ben ne pulvérisé le record du 100 mètres en 9 s 83, au championnat du monde de Rome en août 1987. Les contrôles effectués à cette occasion sur « l'homme le plus rapide du monde » avaient été négatifs. Pris au dépourvu, le secrétaire général de la Fédération internationale d'athlétisme amateur, M. John Holt, a constaté depuis Budapest qu'il était « impossible, légalement, d'agir rétroactivement en disqualifiant des athlètes ».

LES HEURES DU STADE

Athlétisme

Championnats du monde en salle. — Budapest (Hongrie), jusqu'au dimanche 5 mars.

Automobilisme

Championnat du monde des rallyes. — Jusqu'au samedi 4 mars, Rallye du Portugal.

Basket

Championnat de France. — Douzième tour retour, samedi 4 mars.
Coupe d'Europe des clubs champions. — Limoges-Barcelone, mercredi 8 mars.

Cyclisme

Paris-Nice. — Départ dimanche 5 mars.

Football

Coupe du monde. — Éliminatoires du groupe 5. Mercredi 8 mars à Glasgow. Écosse-France. TF 1 à 20 h 45.

Rugby

Tournoi des Cinq Nations. — Samedi 4 mars, Angleterre-France à Twickenham et Écosse-Irlande à Edimbourg. Antenne 2 à partir de 15 h 30.

Sports équestres

Jumping international de Paris. — Palais Omnisports de Paris-Bercy, jusqu'au dimanche 5 mars. FR 3, dimanche de 18 h 30 à 17 h.

Ski alpin

Omnisports. — Universiades d'hiver à Sofia (Bulgarie), jusqu'au 12 mars. Coupe du monde. — Épreuves messieurs et dames à Furano (Japon), jusqu'au dimanche 5 mars.

Tennis

Tournoi de Nancy. — Jusqu'au dimanche 5 mars. FR 3 samedi 4 mars à 16 h, demi-finales ; dimanche, finale à partir de 14 h 30.

Clubs sans champions

À côté des associations sportives des grandes écoles et des universités, chargées de l'organisation et de la promotion du sport de compétition entre étudiants de l'enseignement supérieur, il existe les clubs universitaires. Ce sont des clubs omnisports essentiellement fréquentés par des scolaires (42 %), des étudiants (32 %) en grande majorité en provenance des universités et des personnes entrées dans la vie active qui sont souvent sorties de l'université (24 %).

Ces clubs ont une très grande activité de formation et d'encadrement. Ils ont aussi pour vocation la participation de leur licenciés aux différentes compétitions fédérales des sports qu'ils accueillent. Les clubs universitaires ont longtemps été le fer de lance du sport de compétition à l'université. Une grande majorité des étudiants qui désiraient participer aux compétitions fédérales s'inscrivaient dans les clubs universitaires.

Avec la montée en force du sport et l'apparition de l'argent dans les milieux sportifs, les clubs universitaires n'ont pas réussi à conserver la place qu'ils occupaient dans le sport de haut niveau. « Par éthique, les clubs universitaires ont essayé de former au maximum

l'influence de l'argent dans le sport de haute compétition, affirme Georges Joubert, l'ancien président du GUC, mais cette politique ne va pas dans le sens du sport d'aujourd'hui ».

Dans les sports les plus en vue, face à des clubs municipaux ou corporatifs de plus en plus riches, les clubs universitaires ont du mal à attirer les meilleurs éléments pendant leur passage à l'université ou à conserver des athlètes qu'ils ont formés pendant leur scolarité.

Non seulement les clubs universitaires ne réussissent plus, faute de moyens financiers, à avoir une élite aussi performante qu'avant, mais ils éprouvent également des difficultés à attirer les étudiants de base. Pour Jean-Jacques Biré, directeur des sports à l'université de Caen, le club universitaire n'est plus ressemblant comme le club des étudiants, il n'y a plus « l'esprit » : « Ils préfèrent rester dans leur club d'origine ou s'inscrire dans d'autres clubs disposant de moyens supérieurs ». En 1978, sur 58 000 membres il y avait près de 30 000 étudiants. Dix ans plus tard, ils ne sont plus que 21 000, alors que le nombre d'adhérents des clubs universitaires a dépassé les 85 000.

P.-Y. G.

Le Monde SANS VISA

Le jardin chinois, lieu d'une dispute millénaire entre deux visions de l'homme dans l'univers, est un monde en soi. Du « Pavillon des vagues » au « Jardin où l'on s'attarde », promenade savante à Suzhou et dans la région de Shanghai.



Jardins de Chine

par Luc Girard

QUATRE heures du matin. Avaler sur la pointe des pieds deux verres d'eau chaude, la boisson nationale en Chine, et partir, quelques mandarines en poche, par Zikoushan-Li, la rue principale de Guilin, sur une bicyclette louée la veille. Se mêler aux feux de circulation des cyclistes éparés et nocturnes, qui vaquent déjà, sans éclairage, comme des chats. Le vélo de location, un Drapeau rouge de base, ignore lui aussi la dynamo. A quoi bon ? Savoir se servir de sa sonnette comme d'un phare.

Parvenu à la colline « des couleurs accumulées » je poursuis à pied par un long chemin éboulé, qui grimpe en pleine végétation. Guilin veut dire : la forêt de cannelliers. J'ai réglé pour aborder la Chine mon compas sur le jardin chinois et mis le cap, d'abord, sur les grands « paysages naturels » dont il est entièrement redevable, avant de poursuivre vers les transpositions miniaturisées de l'univers que sont les jardins de l'empire et des lettrés.

Mais la province aquaruelle du Guangxi, depuis une interminable semaine, s'étiole au gris fixe de la pluie. Une chance que ce matin le ciel s'éclaircisse à nouveau au-dessus de la vallée de Li-Jiang, mot à mot : la « rivière qui s'écarte », cette mémoire primordiale d'un univers exclusivement chinois, miroir tendu depuis toujours aux peintres et poètes venus se pencher sur l'improbable réalité de ses paysages flottants et déjà imaginaires.

Les répétitions pluvieuses

La langue chinoise a besoin de deux mots pour dire paysage : « shan shui » (montagne et eau). Deux mots pour une vision du monde, qui fait de l'Harmonie sa clé de voûte, deux mots que le français renvoie en écho à tout hasard : paysage, pays sage. Le jardin chinois, paysage de la sagesse ?

Je presse le pas. Après des jours de zigzags à travers les collines en pain de sucre j'avais fini par dénicher un perchoir de choix au sommet d'un piton abrupt, pour assister au lever de la vallée. Mais je n'avais eu droit jusqu'alors qu'à des répétitions pluvieuses, avec sur le devant de la scène un petit kiosque vide, trace légère de l'homme dans la nature, puis l'eau du fleuve Li momentanément brouillée avec le ciel, puis les montagnes en frise humide mais lunaire. Ce matin-là, le spectacle de la « rivière qui s'écarte » dans la « forêt de cannelliers » pouvait commencer. Sur

le chemin de ma loge aérienne je croise un transistor insomniaque, des ombres feutrées, un hurleur solitaire qui fait claquer de courts cris rauques dans la nuit. Je surprends des amoureux à l'entrée d'une grotte. Qu'ils me pardonnent.

A peine calé en place, protestations carabinées d'une bande de chauves-souris. Les anciens leur prêtaient, comme aux grues à tête rouge et aux scarabées une longévité exceptionnelle. Mes quelques peaux de mandarine jetées pour les éloigner n'y font rien, et ce n'est qu'un petit jour qu'elles fini-

tier de fils, ballotté depuis d'avatar en avatar, jusqu'à servir d'école avant de redevenir jardin, mais public, de la République populaire. Bien sûr le sentiment d'apaisant se résiste mal à la multitude. Il y a foule dès l'ouverture. Dès sept heures et demie, les vieux du quartier processionnent derrière les hauts murs vers la maison de thé de leur mahjong et de leurs palabres habituels.

Des étangs couverts de lotus

Eux ont déjà fait le tour de l'univers, les plus âgés sont nés



ront par décamper. La nature entraine en scène telle que les Chinois l'affectionnent, comme une apparition, un « paysage emprunté ». Des silhouettes montées à la fraîche se détachent maintenant aux abords du kiosque dans la lumière précoce. Le paysage monochrome commence à capter son propre pollen, ce que l'esthétique chinoise appelle « qi », c'est-à-dire un souffle qui passe : courant vital, appel d'air, élan d'énergie. Dans toute la vallée les vapeurs des brumes matinales entrent en mouvement. Image des origines, et origine du « qi », qui désigne la vapeur échappée du riz qui cuit. Le « qi » est une émotion, celle de l'apaisant.

Je redescends de la montagne, mais celle-ci est maintenant miniature, deux à trois rochers sans plus, cimentés en formes globuleuses près du pavillon : « où l'on s'assied avec un ami ». Je suis à Suzhou - ville de deux millénaires et demi d'âge, à une heure de train de Shanghai - dans l'un des plus beaux jardins de lettrés de Chine, le Zhuozheng Yuan, le jardin « de la Politique des Simples ». Histoire compliquée, construit sous les Ming au seizième siècle par un haut fonctionnaire, perdu au jeu par son héri-

tier de fils, ballotté depuis d'avatar en avatar, jusqu'à servir d'école avant de redevenir jardin, mais public, de la République populaire. Bien sûr le sentiment d'apaisant se résiste mal à la multitude. Il y a foule dès l'ouverture. Dès sept heures et demie, les vieux du quartier processionnent derrière les hauts murs vers la maison de thé de leur mahjong et de leurs palabres habituels.

Et l'autre côté des murs d'enceinte de la « Politique des Simples », la rue chinoise débordante d'une petite ville de plus de 600 000 habitants, à l'allure encore villageoise. Roulements de

jets dans les fantastiques fontaines des derniers Yuan (quatorzième siècle). Sans oublier l'horloge à eau du Palais d'été et ses animaux de pierre grandeur nature et cracheurs d'heures (dix-huitième siècle), une commande de l'empereur à un Père jésuite. Facéties sophistiquées des princes !

A la « Politique des Simples », l'eau, plus philosophale, s'abandonne aux lotus et aux carpes dorées. Ce qui frappe surtout dans le jardin chinois, c'est l'allure agitée de la pierre, son côté « yang », partout des rochers noueux qui affleurent en rhizomes, tracent comme du lierre autour des pavillons, recouvrent les collines artificielles, camouflent des grottes et contournent les rives. On dirait de la loupe de pierre.

L'un des secrets de fabrication du jardin chinois se trouve à une vingtaine de kilomètres de Suzhou, au fond du lac Tai-Hu, où il était de tradition d'immerger les plus beaux spécimens de rochers et de les confier pour des décennies à l'érosion naturelle de ses eaux.

Le yin et le yang

L'œuvre de la nature accomplie, les « hu shi », pierres de lac, devenues de véritables pierres précieuses, étaient sorties pour être installées dans les plus

raffinés des jardins environnants à Suzhou, Hangzhou, Yangzhou, Wuxi, Shanghai, quand elles n'étaient pas balées vers de bien plus lointaines destinations, par le Grand Canal, jusqu'à Pékin. Symboles du « Tao », c'est-à-dire de la voie vers l'Harmonie, ces sculptures philosophiques rejoignent des socles somptueusement ouvragés par la main de l'homme.

« Agir », « ne pas agir », on retrouve au cœur de la pensée chinoise cette oscillation permanente entre les contraires qui s'affrontent et se complètent, le yin et le yang, eau et montagne, lac et pierre. Le vide importe autant que le plein, le silence est l'architecture de la musique. Le jardin chinois est le lieu d'une dispute millénaire entre deux visions du monde : la morale confucéenne selon laquelle l'homme occupe le centre du monde tout en respectant avec la nature un code de bonne conduite, et la métaphysique taoïste, qui considère l'homme comme de la poussière d'univers ne pouvant que laisser le monde suivre son cours naturel. Et voilà plus de vingt-cinq siècles que Confucius et Lao Tseu ont mis en mouvement le balancier chinois, qui égrène depuis l'histoire d'une civilisation à n'en plus finir, en quête d'une conjonction harmonieuse entre l'homme et l'univers.

De l'autre côté des murs d'enceinte de la « Politique des Simples », la rue chinoise débordante d'une petite ville de plus de 600 000 habitants, à l'allure encore villageoise. Roulements de

sonnettes des vélos vibronnants, cornes incessantes des trains de péniches qui s'époumonent là-bas dans les embouteillages du Grand Canal, carottes de « petites nourritures » chargées de soupes et de nouilles fumantes, qui déboulent dans les vapeurs de ciboulette et d'huile de sésame. Rue Yuan-Lin, la rue du jardin-forêt. En effet le jardin de la forêt des lions - Shizi-Lin - est à deux pas du Zhuozheng-Yuan, et la ville et tout le tohu-bohu s'effacent à nouveau, gommés par les murs. Passé une porte de lune, une autre en bourgeon de prune, c'est l'Amazonie. Une inextricable jungle de pierres, construite sous les Mongols Yuan vers le milieu du quatorzième siècle, dans le périmètre d'un temple bouddhiste.

Image tronquée d'un univers qui, de quelque côté qu'on l'aborde, que ce soit depuis le kiosque « où l'on interroge le prunier », ou depuis le pavillon « de l'ombre qui gagne », semble être en rébellion. Un monolithe sur le qui-vive, cette « forêt des lions », un fauve brut de décoffrage. Jardin d'inquiétude plus que de plaisir, de méditation plus que de fête. Et la foule. Cavalcades d'enfants dans les labyrinthes, déboulades dans les galeries, escalades des montagnes à trous. On passe la tête à couvert d'une petite fille à travers une « hu shi » majestueuse, sourdre fluo des nœuds roses dans les cheveux, photo de famille.

(Lire la suite page 16.)

EXPLORATOR EXPÉDITIONS

Du Sahara au Tibet, de l'Éthiopie à l'Amazonie, du Yémen au Guatemala, du Mali au Groenland...

CENT ITINÉRAIRES INÉDITS

BROCHURE 1989, GRATUITE SUR SIMPLE DEMANDE
EXPLORATOR 16, PLACE DE LA MADELEINE 75006 PARIS
TEL. (1) 42.36.06.24

Nom, Prénom _____
Adresse _____

LNC3

LA TABLE

L'orchestre des saveurs

Je ne sais qui et quand, du monde de la cuisine, appela, le premier, le classique fourneau un « piano », mais l'expression, aujourd'hui courante, me paraît heureuse.

Le fourneau ! Combien y font leurs gammes sans plus loin jamais aller ! Et encore est-il tant de pianos — pardon, de fourneaux — de bastingue ! D'autres ronronnant le banal sous des doigts malhabiles. D'autres, enfin, désaccordés !

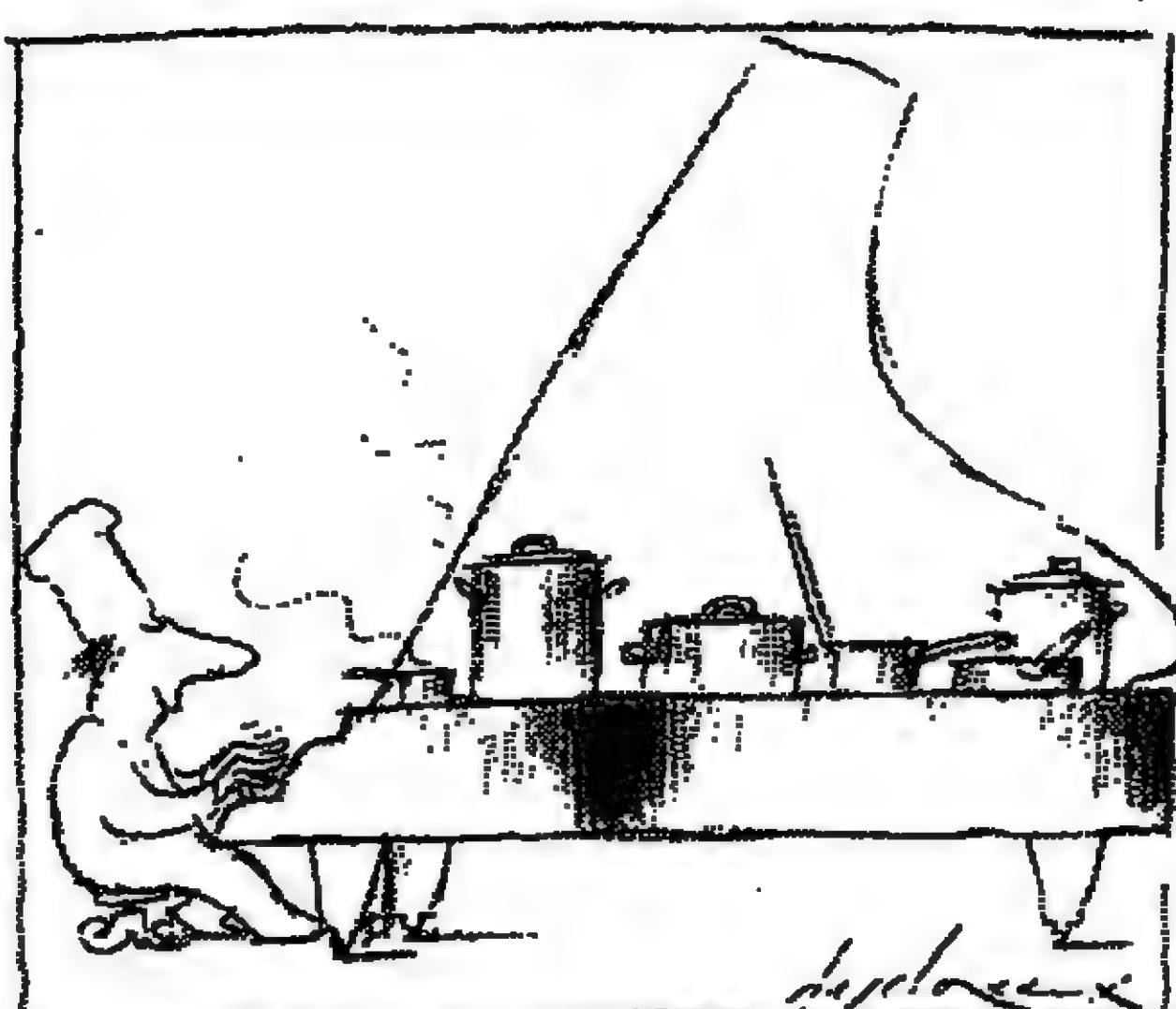
Mais n'oublions point que Lullu débuta comme marmite dans les cuisines de la Grande Mademoiselle. Et que dans son « catalogue d'œuvres inédites » Rossini incluait quelques morceaux pour piano dont « les Quatre Mandantins » : figures sèches, amandes, noisettes et raisins et « les Quatre Hors-d'Œuvre » : radis, anchois, cornichons, beurre.

N'est-ce pas aussi le bon docteur de Pomiane qui distinguait

une cuisine en majeur et une cuisine en mineur ? Et il comparait la fugue à un repas composé seulement d'une viande garnie de légumes : « Une bouchée de viande laissant une impression vite atténuée par une prise de légumes ».

On pourrait ainsi jouer des résonances gourmandes, retrouver Wagner dans un sonopieux repas de chasse, Ravel dans la paella d'une auberge espagnole, Mozart savouré en même temps qu'une portion de saumon, et Vincent d'Indy à la table rustique d'un gourmet vivarois. Encore ne faut-il pas que les petits messieurs à grande toque travestissent en fausses notes et à tout bout... de chant de simples plats de l'ordinaire. Leur si peu nouvelle cuisine devient bien vite une petite musique... d'ennui !

Il est en revanche plaisant de voir un bon cuisinier, sachant que la cuisine peut devenir une mélo-



die d'amour, en faire « une sonate en hommage à l'alliance du réel et de l'insaisissable ». C'est le cas — et l'expression — de Michel

Derbane, qui a voulu que l'enseignement de son restaurant soit, en quelque sorte, un message : *Les Chants du piano*. J'en ai parlé à

sa naissance, il y a deux ans. Le voici à présent bien installé (très belle salle de tons roses fugitifs avec, merveille, un feu de bois !) et maîtrisant tout un orchestre de saveurs, depuis le prélude à cette célébration gourmande jusqu'aux arpegges légers et points d'orgue du dessert, en passant par la symphonie des cuivres. Traduisez, par exemple, ces rappels musicaux par un sorbet de foie gras glacé au sauternes remarquable, un simple croustillant de blancs de poireaux, des crêpes de petits gris vapeur ou une bombe aux deux boudins, puis la cocotte de Bresse, les médaillons de lapin farcis aux queues de langoustines ou un extraordinaire rognon de veau aux grains de café grillés (ce dernier invisible et présent comme un lointain et lancinant rappel de samba), puis, après le duo pastoral salades-fromages, les petits pots de crème au citron, la tarte Tatin (la vraie, nous ne sommes

pas ici chez M. Bardet !), les sorbets, etc.

Honorable carte des vins et tables bien espacées. Prix sans exagération, car, si le menu-dégustation est à 210 F (quatre plats, fromages et dessert), le menu-carte est à 130 F (avec des suppléments pour quelques plats et le fromage, mais permettant, vin compris, de goûter ces chants pianistiques pour 180 F environ). La bien jolie jeune personne portugaise qui vous accueille vous dira-t-elle si le grandin mariné au jus d'anis étoilé et le bavarois aux fruits exotiques chantent en chœur — et en cœur — avec son natal fado ?

LA REYNÈRE.

• LES CHANTS DU PIANO. 10, rue Lambert (75018 Paris). Tél. : 42-62-02-14. Fermé dimanche soir et lundi midi. Parking : 50, rue Custine. A.E.D.C.C.B. Chiens acceptés.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

NICE

HOTEL LA MALMAISON
Best Western ***
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
50 CH. INSONORISÉS ET CLIMATISÉS
TV COULEUR PAR SATELLITES
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-87-02-66. Tél. 476410.
Télécopie 93-16-17-99.

HOTEL VICTORIA ***

33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-88-39-60
Plaisir centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin, climatisé TV couleur.
Tél. direct, minibar.

Montagne

05350 SAINT-VÉRYAN

(Hautes-Alpes, Queyras)
Pure rpg. Site classé. Stat. village. Piste, font. Plus haut comm. d'Europe, 2040 m.
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
GRILL ET CHAMBRES-STUDIO
Appart. Depuis 650 F pers./semaine.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
1/2 pers. 1029 F à 1680 F la sem.
Pension compl. 1316 F à 1925 F la sem.

Paris

SORBONNE

HOTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.c., TV couleur.
De 250 à 350 F. - Tél. 43-54-92-55.

Provence

83240 CAVALAIRE

HOTEL-RESTAURANT LA CALANQUE ***
« Les pieds dans l'eau ». Site exceptionnel. Piscine, tennis, télévision, 1/2 pers. de 440 à 470 F/jour et par personne.
Tél. 94-64-86-27.
Tél. 400293 F CALANQUE
Spécialités : POISSONS.

26110 NYONS

4 heures PARIS TOYNS. Site exceptionnel. Randonnées. Sauna, piscine, etc. Cuis. à votre goût. On ne fume pas à table.
Bibliothèque, club, conf. TV, T.V. Di. Miroirs COLOMBES.
AUBERGE DU VIEUX VILLAGE D'AUBRES
Tél. 75-26-12-89.

Sud-Ouest

EN PÉRIGORD

24570 LE LARDIN
HOTEL SAUTET **
Piscine chauffée. Grand parc.
Pension en 1/2 pers. de 180 F à 305 F.
Tél. 53-51-27-22.
Weekend. Prix hors saison.

Italie

VENISE

HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES ***
Saint Marc 1936
Réservation : 193941/52-32-333
Fax : 193941/52-03-721.
Tél. : 41150 FENICE 1.

VERONE

NOVO HOTEL ROSSI
Via Delle Ceste, 2
Près de la gare de PORTA NUOVA
Réservation : 193945/56-90-22
Fax : 193945/57-82-79.
Atmosphère intime, tout confort.

Grande-Bretagne

68 - QUEENSGATE

EDEN PLAZA HOTEL
68 QUEENSGATE
SOUTH KENSINGTON, LONDRES SW7
Tél. 19-44-1-378-6111. Tél. 916228.
Télécopie 19-44-1-378-6270.
Hôtel moderne et accueillant
Près de Knightsbridge, Harrods
Hyde Park, musées.

Suisse

ZERMATT

PARKHOTEL BEAU-SITE ***
Moderne. Piscine. Sauna.
Arrangements spéciaux
avril/après saison.
Tél. 1941/28/67 12 71
CH 3520 ZERMATT TX 472 116.

SAINT-MORITZ (ENGADINE)

KULM-HOTEL
L'Hôtel de 5 étages avec la plus grande tradition. Centre mondain et sportif.
CH 7500 St-Moritz - Tél. : 19-41 82/11 51
Fax 82/3 27 38, Tx/85 21 72

TOURISME

LOCATION DE HOUSE BOAT

SUR LE CANAL DU MIDI ET LA CHARENTE
Catalogue gratuit.
SAINTONGE RIVIERES, R.P. 55
17413 SAINT-JEAN-D'ANGÉLY Cedex
Tél. (16) 46-32-00-16.

LA CORRÈZE

ACCUEIL D'ENFANTS à la ferme et au village par des familles agréées.
TOUTES VACANCES SCOLAIRES
A part, de 770 F/semaine en pers. compl.
LOISIRS-ACCUEIL CORRÈZE
qual. Bédou, 19080 TULLE
Tél. 55-26-46-96.

TOURISME FLUVIAL

Le plaisir de découvrir la nature sur le canal de NANTES à BREST. Dans le confort et l'agrément d'un véritable appartement flottant pour 7 à 9 pers.
Renseignements et documentation
CLAUDEM, 16 (1) 48-55-98-66.

VOYAGE

Jardins de Chine

(Suite de la page 15.)

J'ai parcouru les jardins de Suzhou au ralenti, du plus ancien, le jardin Song du « pavillon des vagues » (onzième siècle) au plus récent, le jardin Qing « de l'Harmonie », du plus délicat, le « Maître des filets », à celui qui porte le nom que je préfère : le « jardin où l'on s'attarde ». Les visiteurs par milliers n'y excluent par la lenteur, et comme en Chine la ligne droite n'est pas la meilleure idée pour aller d'un point à un autre, j'ai laissé faire les chicanes, les galeries ondulantes et ces ponts en zigzag conçus pour dérouter les mauvais esprits, qui eux ont le travers de ne se déplacer qu'en ligne droite.

L'art des jardins est dans la multiplication des paysages et des dévotions. Masques et écrans foisonnent pour tromper l'œil, cloisonnent pour surprendre, enlacent l'espace pour mieux le dilater. Ce sont des jardins d'artifices dont le propos se situe aux antipodes du triomphalisme des jardins à la française et de la stylisation ascétique des jardins zen. Il ne s'agit de mettre la nature ni au garde-à-vous ni à jeun, mais de l'égaliser. Les animaux en ont aujourd'hui disparu, reste à la « politique des Simples » une bande de canards mandarins en cage au pied du pavillon « des trente-six canards mandarins », je ne les ai pas comptés, et des arbres plutôt que des fleurs, l'air effaré et crochu, des vieux pins surtout, des arbres à fleurs aussi, l'*Osmanthus fragrans* à l'inoubliable parfum d'automne. De rares fleurs en pots, des chrysanthèmes... Le jardin chinois n'est pas beau à l'œil occidental et s'il reste si méconnu, ceci explique sans doute cela.

A Shanghai de lourds cargos patinés remontent le Huang Pu en soufflant vers la vieille ville, et laissent à tribord le marché aux anguilles et les maisons de bois à un étage. Une ménagerie qui épluche des pommes de terre sur le trottoir avec un coquillage, m'indique la direction du jardin du mandarin Yu. La sérénité s'en

est évanouie. Des guirlandes d'ampoules multicolores ont pris position sur le dos des dragons qui couronnent les murs d'enceinte. Pour le lettré, même les dragons sur ces murs sont un contresens, car par leur manque d'ambiguïté ils appauvrissent l'imagination au lieu de la stimuler. La nuit le mandarin Yu allume sa devanture de manège forain.

Une exception végétale

Le portrait géant de Mao — accroché pour combien de temps encore ? — à l'entrée de la Cité interdite, sur la porte Tian-An-Men, manque lui aussi d'ambiguïté pour ce qui reste de lettrés en Chine. Les jardins y ont souffert comme les livres, comme tout le reste. Le jardin Hu-Hua, tout au fond des vastes étendues

d'architecture minérale de la Cité interdite, est l'exception végétale, le soulagement après tant de rectitude de pierres, de marbres et de bronzes. Une oasis impériale aux portes du Palais de la tranquillité terrestre, palais où vécurent les impératrices Ming, puis palais des nuits de noces mandchoues de toute la dynastie des Qing jusqu'au dernier : Pu Yi. Ce jardin est la compression d'un univers, qui semble avoir du mal à tenir dans ses murs. Tout s'y mêle, eaux, montagnes, pavillons, pierres « tao » du lac Tai-Hu, prestidigitations botaniques, arbres enlacés, siamois, troncs à deux jambes... Les jardins chinois ne sont pas des jardins d'Eden, pas seulement. Ils s'efforcent en toute incertitude de forger de l'infini avec du fini.

C'est au sommet du mont Tai-Shan que se trouve le jardin le

plus proche du ciel, un jardin virtuel, implicite, qui domine tout l'Orient du haut de la plus sacrée des cinq montagnes sacrées de Chine. L'Olympe chinois. Confucius, les empereurs, Mao Zedong, bref, toute la Chine a gravi les 6 293 marches de nuit pour venir applaudir le lever du soleil au-dessus de la mer de nuages et redescendre aussitôt vers son grouillement quotidien, percluse d'une bonne douzaine de milliers de crampes ailes-retour. Il a fallu que la modernité s'en mêle. Un téléphérique, plus un émetteur de télévision au sommet du pic de l'Empereur de jade en font aujourd'hui une montagne tatouée à l'effigie des nouveaux dieux de la Chine. Dédicace intempestive sur fond de cosmos.

LUC GIRARD.

LIVRES

Sur le sujet, on pourra lire : *On Chinese Gardens*, du spécialiste chinois Chen Congzhou, publié par Tongji University Press et disponible dans les librairies chinoises de Paris, *The Chinese Garden*, de Maggie Keswick (Academy éditions, London) et *Classical Chinese Gardens* (Joint publishing Company, Hongkong/China Building Industry Press, Beijing) deux sommes abondamment illustrées et *Die Gärten Chinas*, de Marianne Baurchert (Diederichs) qui est une contribution plus botanique.

Si l'on hésite à entrer dans les deux volumes de la *Piété* du : *Rêve dans le pavillon rouge*, de Cao Xueqin, la lecture de *Lune de printemps*, de Bette Bao Lord (Albin Michel) est un bon travelling sur le jardin de la saga d'une famille depuis la fin du dix-neuvième siècle jusqu'à nos jours.

Dans *Vie et Passion d'un gastronome chinois*, de Lu Wenfu (Editions Philippe Picquier-UNESCO), un écrivain chinois parle d'une même passion pour

sa ville natale (Suzhou) et se non moins célèbre gastronomie.

Restent enfin les ouvrages de Pierre Ryckmans, le traducteur des *Entretiens de Confucius* chez Gallimard, et Simon Leys, l'auteur de *La Forêt en feu* (Hermann), qui sont une seule et même personne, l'un des meilleurs lettrés occidentaux sur la culture et la politique chinoises.

Ne pas oublier le Tao Tê King de Lao Tseu, la Bible taoïste.

L. G.

RÉSIDENCES CAMPAGNE MER MONTAGNE

VENISE

ALOUER
Luxe mini-apartements entièrement aménagés. Quartier Saint-Marc centre.
3/5 personnes.
Séjour minimum : une semaine.
Appartement luxueusement aménagé.
Vue sur le Grand Canal.
Séjour minimum : une semaine.
Tél. 193941/5228933.
Télécopie : 193941/5103721.

BOURGOIN-JALLIEU

20° de LYON

VILLA TS jumelle
Dans lotissement « VERT VILLAGE ».
3 ch., salon, séjour, s. de b., 2 w.c., garage. 89 m² habitables sur 480 m² de terrain. A 5° commerces, école et bus.
428 000 F.
Tél. 74-93-66-13.

LES ILES MALDIVES

12 îles, des croisières, des extensions de séjour à Sri Lanka, Singapour et en Inde du Sud.
Une semaine à partir de 8.555 F.

Séjour plage, école détente pour hommes d'affaires
Le spécialiste de Maldives
SUBEXPLORE
17, bd Montmartre 75009 Paris.
Téléphone : (1) 45.23.51.51.

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

AUSP. PORTE D'ORLÈANS

LA BONNE TABLE, 45-39-74-91
F. dim. 43-25-77-66.
42, r. Fland. PARKING. Spéc. POISSONS.

BASTILLE (OPÉRA DE LA)

EL BOLICHE, 43, rue Faidherbe, 11.
F. dim. 43-79-97-93.
Le rest. sud-américain du 11°.

CHAMPS-ÉLYSÉES

RELAIS BELLMAN, 37, r. Franc-Jr.
47-23-54-42. Juss. 22 à 30. Cadre élég.
F. samedi, dimanche.

142, av. des Champs-Élysées, 43-59-20-41
COPENHAGUE, 1° étage.
FLORA DANICA, et son jardin r.d.c.
SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ.

GODELIMS

ENTOTTO, 45-47-49-51 - F. dim.
43, r. L.-M.-Nordman, 13°.
Spécialités éthiopiennes.

LES HALLES

CAVEAU F-VILLON, 64, r. Arbre-Sec.
42-36-10-92. Ses caves du XV° F. dim.
et lundi P.M. 170/200 F.

MONTMARTRE

LE TAGORE, 25, av. du Maine, Paris-15°.
T.L.J. 45-44-94-41. Carte 140 F.

ODÉON

INCARI, 9, r. Monsieur-le-Prince, 6°.
F. dim. 46-33-63-32. Rest. sud-américain.

RÉPUBLIQUE BASTILLE

LE REPAIR DE CARTOUCHE
47-00-25-86, 8, boulevard des Filles-du-Calvaire (11°). F. sam. midi, dim.

SAINT-AUGUSTIN

LE SARLADAIS, 2, r. de Vienne, 8°.
45-22-23-62. Dîner périgordin 130 F s.c.

SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS

LA FOUX, 2, rue Clément (6°).
F. dim. 43-25-77-66.
Alex aux fourneaux.

TROCADERO

P. GAILLARD, 70, r. de Longchamp.
F. dim. et sam. soir. 47-27-43-41.
Cuis. classique.

سلا من الأصل

Les pénitents de Perpignan

La proximité de l'Espagne donne aux processions de la Semaine sainte, à Perpignan et à Collioure, un cachet austère et solennel. A Perpignan, par exemple, la confrérie de la Sancti (du précieux Sang de Jésus-Christ), fondée en 1416, commémore la Passion et l'agonie du Christ en un long défilé de pénitents vêtus de capes rouges ou noires, au son de la cloche en fer du condamné à mort. Jadis célébrée de nuit, elle déroule aujourd'hui ses rites austères dans les rues de la vieille ville, l'après-midi du Vendredi Saint — cette année le 24 mars à 15 heures.

Auparavant, du 13 au 22 mars, un festival de musique sacrée aura préparé les coeurs et les esprits à l'événement. La Grande Eglise et la Chapelle du Roy, dirigée par Jean-Claude Malgoire, le 18 mars (Saint-Matthieu de Vivaldi et de Pergolèse, Laudate Pueri de Vivaldi), l'Ensemble de violes Orlando Gibbons le 18 (œuvres du XVII^e français et anglais dont Charpentier et Purcell), Gheorghe Zamfir, « le génie de la flûte de Pan », et Georges Hugon au



clavier le 20 (Bach, Mozart, Haendel, Bartok, Purcell), le Nouvel Orchestre de Perpignan-Catalogne le 21 (Stabat Mater de Haydn, avec la participation de plusieurs chorales et ensembles vocaux), la Capella Reial de Barcelone le 22 (du baroque catalan au XVII^e). Tous ces concerts seront donnés à

21 heures à la chapelle Saint-Dominique, sauf celui du 21 mars qui aura lieu à la cathédrale Saint-Jean. Le forfait cinq concerts : 370 ou 240 F selon la catégorie. Réservations au Palais des congrès (tél. : 88-34-13-13, poste 331 ou 332). Renseignements sur les hôtels : même numéro, poste 372.

Raid en Laponie

Pour un changement de décor, cap sur la Laponie où la neige ne fait jamais défaut. Aux sportifs qui aiment les harmonies de blanc et le mouvement, Scanditours (dans les agences de voyage) propose une palette de séjours. Neuf jours Paris-Paris en demi-pension à Ounasvaara, sur le cercle polaire, pour 7 390 F, vols Paris-Helsinki-Rovaniemi et retour compris. L'hôtel est dans un site magnifique, au sommet d'une colline. Ski de fond et randonnées en scooter des neiges : à la ferme des Remmes (5 heures, 450 F par personne), en Laponie sauvage pour découvrir ses paysages préservés (6 heures, 820 F) ou un safari de nuit (4 heures, 760 F).

Plus audacieux et surprenant, un safari en scooter des neiges sur la piste du Grand Nord, du cercle polaire à l'océan Arctique. Il constitue un séjour en soi. Huit cents kilomètres à travers la poudreuse de Finlande et de Norvège, jusqu'à Kirkenes. Chaque participant pilote son propre scooter.

Bonne condition physique nécessaire et suffisante, hébergement simple et confortable. Un jour pour s'entraîner à la conduite de l'engin. Pêche au trou sur le lac Inari, nuit en chalet-refuge. Neuf jours dont cinq au volant, 14 160 F par personne en pension complète. Sont compris le transport aérien sur vols réguliers, les transferts, l'hébergement en hôtel, cottage, chalet ou refuge, les activités, l'assistance des guides et accompagnateurs et les équipements spéciaux nécessaires.

Chez les doges

« La route des doges, villes fastueuses et jardins enchantés des maîtres de la Sérénissime ». Un titre manifeste, un titre qui dit le « pourquoi » et le « comment ». Le pourquoi, ce sont les commandes des grandes familles vénitennes à Palladio et à ses successeurs. Le comment, ce sont leurs réalisations architecturales. De l'austère forteresse des Carrares de Padoue à l'élégante demeure des Contarini ou à la magnifique villa-palais Manin, un itinéraire dense dans la campagne entre Venise, Trévise et Padoue, qui est aussi une promenade



AGENZIA CONTRASTO

dans un « univers de verdure, de statues et de plans d'eau où résonnent les musiques d'Albinoni, de Vivaldi et de Benedetto Marcello ».

Impossible de tout nommer. Se reporter plutôt à la brochure de l'organisateur, Le Monde et son histoire (82, rue Taitbout, 75009 Paris, tél. 45-26-26-77), qui promet, à l'époque, « une cuisine délicate et des vins parmi les plus spirituels d'Italie... » Trois jours pleins encadrés de deux nuits en couchette

de seconde classe (Paris-Venise-Paris) : 4 350 F par personne, tout compris. Départ le jeudi soir, retour le lundi matin, une fois par mois, de mars à novembre.

Autre horizon, autre histoire, autres architectes, Le Monde et son histoire propose une route différente, celle des grands Moghols, en Inde du Nord et au Népal. Elle va du Taj-Mahal à Katmandou en passant par Bénarès. Du 24 mars au 9 avril, 19 850 F en pension complète (hôtels 4 et 5 étoiles).

• Rectificatif. — Une coquille s'est glissée dans l'article de Jean-Pierre Péron-Hugon, « Le Gabon vu du train » (« Le Monde sans visa » du 25 février). Les travaux de construction de la ligne du Transgabonais ont coûté de 15 à 20 milliards de francs, écrivait notre collaborateur, et non de 15 à 20 millions de francs comme cela a été publié par erreur.

OBJECTIF : MONTAGNES & DESERTS

VOYAGES - AVENTURES à pied, en 4x4 sous les étoiles

Sandra Kenna Napa, Marce, Mar, Turgu, etc.

NOMADE

USA GREYHOUND International

CIRCUITS ACCOMPAGNÉS EN FRANÇAIS

EST/OUEST, traversée USA de 2200 F à 10030 F (par personnes seules)

- Prix garantis
- Assurances comprises
- Réduction de 500 F pour toute inscription avant le 31/3

DEPARTS SPECIAUX PARIS-PARIS

COTE OUEST 17 JOURS

27 Juillet et 3 Aout 89 12900 F (par personne/an double)

Demandez notre brochure 89

GREYHOUND 12, rue de Castiglione 75001 Paris

Tél. : 42 61 52 01

DES SUPER VACANCES AUX ANTILLES...

Dans un cadre idéal pour une semaine « Repos-Evasion » en hôtels-restaurants tout confort avec une restauration de qualité (cuisine locale).

Demi-pension de 2 ou 3 personnes : par personne et par semaine :

- Jusqu'au 1^{er} mai : 2350 F
- Après le 1^{er} mai : 1950 F

Suppléments de 700 F pour chambre simple.

Voyage aller-retour de 2500 F à 4500 F selon compagnie et période.

En options : scooter ou voiture, 100 à 250 F/jour ; excursions, la Soufrière, 150 F ; les Saintes ou Marie-Galante, 150 à 250 F.

Réduction 10 % pour : les enfants, les jeunes mariés, les retraités.

Appeler JOCELYNE

Tél. vert grat. 05-40-52-21

9, rue de la Fontaine-au-Roi, 75011 PARIS (versement d'un tiers à la réservation)

SÉNÉGAL/GAMBIE

Prix à partir de : **2 180 F**

1 semaine en BUNGALOW/PLAGE

Prix à partir de : **3.680 F**

uniclam voyages

63, rue Monsieur-le-Prince, 75006 Paris - Tél. : 43-29-12-36

Grenoble. Tél. : 76-46-00-08 Lille. Tél. : 20-30-98-20

Lyon. Tél. : 78-42-75-85 Toulouse. Tél. : 61-22-88-80

Strasbourg. Tél. : 88-35-30-67 Bordeaux. Tél. : 56-44-44-91

Mulhouse. Tél. : 89-56-10-21.

Paris Bangkok en 12h30 tous les jours.

Plein ciel avec Thai. tous les jours au départ de Paris.

123, av. des Champs-Élysées 75008 PARIS - Tél. 47.20.86.15 — 6, av. de Suède, Park Hotel 06012 NICE - Tél. 93.16.27.77

ARC

CHYPRE

PARFUM DE SOLEIL, HISTOIRE ET D'AMOUR

Plage de sable fin sous un ciel toujours clément — 340 jours de soleil par an. Groupes de fleurs accrochées aux monastères, aux vestiges, aux colonnes, ou perçant la poussière d'or des mosquées. Trésors d'hier et d'aujourd'hui à découvrir dans le chœur de l'accueil chypriote et le confort de très beaux hôtels dont le prix et la qualité du service vous surprendront agréablement. Voyez respirer Chypre, c'est tout près avec les vols directs de Paris et Toulouse.

OFFICE DU TOURISME DE CHYPRE

LE PARADIS A 4 HEURES DE PARIS

AVERTISSEMENT DES CHYPREAIS A PARIS

Tél. 21 4711 - 21 4712 - 21 4713 - 21 4714

Tél. 21 4715 - 21 4716 - 21 4717 - 21 4718

GAGNEZ 4 SEJOURS D'UNE SEMAINE POUR 2 A CHYPRE

LES ITINÉRAIRES DE NOS VOYAGES ONT PLUSIEURS MILLÉNAIRES...

NDS D'AUTRES VOYAGES

Depuis 1872, N.D.S. permet à chacun de partir vers ces lieux qui ont fait, qui font les grands moments de notre foi. Vers Jérusalem ou Saint-Jacques, d'Assise à Fatima, N.D.S. fait revivre les grands pèlerinages mais aussi des moments d'exception et d'émotion : la foule des pèlerins sur le Gange (Inde : 18 jours à partir de 16 850 F par personne), ou encore le voyage événement au pays du matin calme, la Corée, lors de la visite du Pape Jean-Paul II.

Avec N.D.S., faire un grand voyage, réaliser un grand pèlerinage, c'est possible et vers de multiples destinations. Pour découvrir les itinéraires de nos voyages, il y a un catalogue, celui de N.D.S., demandez-le en découvrant le bon ci-après.

NDS, D'AUTRES VOYAGES

EGYPTE TERRE SAINTE

3 au 10 mai 9 950F

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Désire recevoir, sans engagement, le catalogue NDS 89. Pour toute information supplémentaire :

Mme 3615 code NDS

NDS

17, av. de Babylone 75007 PARIS

Tél. (1) 45 49 20 30

JEUX

échecs

N° 1322

TRIPLE SACRIFICE DE TOUR

(Championnat des États-Unis par correspondance, 1986-1988)

Blancs : C. HARMAN
Noirs : N. NEDELKOVIC
Défense Nimzo-indienne.

1. d4 e5 2. f4 f6 3. c3 c5 4. e2 e4 5. d5 d6 6. c4 c5 7. c3 c4 8. d4 d5 9. e5 e4 10. f4 f5 11. g4 g5 12. h4 h5 13. g3 g4 14. f3 f4 15. e4 e5 16. d4 d5 17. c4 c5 18. b4 b5 19. a4 a5 20. b3 b4 21. c3 c4 22. d3 d4 23. e3 e4 24. f3 f4 25. g3 g4 26. h3 h4 27. g4 g5 28. f4 f5 29. e4 e5 30. d4 d5 31. c4 c5 32. b4 b5 33. a4 a5 34. b3 b4 35. c3 c4 36. d3 d4 37. e3 e4 38. f3 f4 39. g3 g4 40. h3 h4 41. g4 g5 42. f4 f5 43. e4 e5 44. d4 d5 45. c4 c5 46. b4 b5 47. a4 a5 48. b3 b4 49. c3 c4 50. d3 d4 51. e3 e4 52. f3 f4 53. g3 g4 54. h3 h4 55. g4 g5 56. f4 f5 57. e4 e5 58. d4 d5 59. c4 c5 60. b4 b5 61. a4 a5 62. b3 b4 63. c3 c4 64. d3 d4 65. e3 e4 66. f3 f4 67. g3 g4 68. h3 h4 69. g4 g5 70. f4 f5 71. e4 e5 72. d4 d5 73. c4 c5 74. b4 b5 75. a4 a5 76. b3 b4 77. c3 c4 78. d3 d4 79. e3 e4 80. f3 f4 81. g3 g4 82. h3 h4 83. g4 g5 84. f4 f5 85. e4 e5 86. d4 d5 87. c4 c5 88. b4 b5 89. a4 a5 90. b3 b4 91. c3 c4 92. d3 d4 93. e3 e4 94. f3 f4 95. g3 g4 96. h3 h4 97. g4 g5 98. f4 f5 99. e4 e5 100. d4 d5 101. c4 c5 102. b4 b5 103. a4 a5 104. b3 b4 105. c3 c4 106. d3 d4 107. e3 e4 108. f3 f4 109. g3 g4 110. h3 h4 111. g4 g5 112. f4 f5 113. e4 e5 114. d4 d5 115. c4 c5 116. b4 b5 117. a4 a5 118. b3 b4 119. c3 c4 120. d3 d4 121. e3 e4 122. f3 f4 123. g3 g4 124. h3 h4 125. g4 g5 126. f4 f5 127. e4 e5 128. d4 d5 129. c4 c5 130. b4 b5 131. a4 a5 132. b3 b4 133. c3 c4 134. d3 d4 135. e3 e4 136. f3 f4 137. g3 g4 138. h3 h4 139. g4 g5 140. f4 f5 141. e4 e5 142. d4 d5 143. c4 c5 144. b4 b5 145. a4 a5 146. b3 b4 147. c3 c4 148. d3 d4 149. e3 e4 150. f3 f4 151. g3 g4 152. h3 h4 153. g4 g5 154. f4 f5 155. e4 e5 156. d4 d5 157. c4 c5 158. b4 b5 159. a4 a5 160. b3 b4 161. c3 c4 162. d3 d4 163. e3 e4 164. f3 f4 165. g3 g4 166. h3 h4 167. g4 g5 168. f4 f5 169. e4 e5 170. d4 d5 171. c4 c5 172. b4 b5 173. a4 a5 174. b3 b4 175. c3 c4 176. d3 d4 177. e3 e4 178. f3 f4 179. g3 g4 180. h3 h4 181. g4 g5 182. f4 f5 183. e4 e5 184. d4 d5 185. c4 c5 186. b4 b5 187. a4 a5 188. b3 b4 189. c3 c4 190. d3 d4 191. e3 e4 192. f3 f4 193. g3 g4 194. h3 h4 195. g4 g5 196. f4 f5 197. e4 e5 198. d4 d5 199. c4 c5 200. b4 b5 201. a4 a5 202. b3 b4 203. c3 c4 204. d3 d4 205. e3 e4 206. f3 f4 207. g3 g4 208. h3 h4 209. g4 g5 210. f4 f5 211. e4 e5 212. d4 d5 213. c4 c5 214. b4 b5 215. a4 a5 216. b3 b4 217. c3 c4 218. d3 d4 219. e3 e4 220. f3 f4 221. g3 g4 222. h3 h4 223. g4 g5 224. f4 f5 225. e4 e5 226. d4 d5 227. c4 c5 228. b4 b5 229. a4 a5 230. b3 b4 231. c3 c4 232. d3 d4 233. e3 e4 234. f3 f4 235. g3 g4 236. h3 h4 237. g4 g5 238. f4 f5 239. e4 e5 240. d4 d5 241. c4 c5 242. b4 b5 243. a4 a5 244. b3 b4 245. c3 c4 246. d3 d4 247. e3 e4 248. f3 f4 249. g3 g4 250. h3 h4 251. g4 g5 252. f4 f5 253. e4 e5 254. d4 d5 255. c4 c5 256. b4 b5 257. a4 a5 258. b3 b4 259. c3 c4 260. d3 d4 261. e3 e4 262. f3 f4 263. g3 g4 264. h3 h4 265. g4 g5 266. f4 f5 267. e4 e5 268. d4 d5 269. c4 c5 270. b4 b5 271. a4 a5 272. b3 b4 273. c3 c4 274. d3 d4 275. e3 e4 276. f3 f4 277. g3 g4 278. h3 h4 279. g4 g5 280. f4 f5 281. e4 e5 282. d4 d5 283. c4 c5 284. b4 b5 285. a4 a5 286. b3 b4 287. c3 c4 288. d3 d4 289. e3 e4 290. f3 f4 291. g3 g4 292. h3 h4 293. g4 g5 294. f4 f5 295. e4 e5 296. d4 d5 297. c4 c5 298. b4 b5 299. a4 a5 300. b3 b4 301. c3 c4 302. d3 d4 303. e3 e4 304. f3 f4 305. g3 g4 306. h3 h4 307. g4 g5 308. f4 f5 309. e4 e5 310. d4 d5 311. c4 c5 312. b4 b5 313. a4 a5 314. b3 b4 315. c3 c4 316. d3 d4 317. e3 e4 318. f3 f4 319. g3 g4 320. h3 h4 321. g4 g5 322. f4 f5 323. e4 e5 324. d4 d5 325. c4 c5 326. b4 b5 327. a4 a5 328. b3 b4 329. c3 c4 330. d3 d4 331. e3 e4 332. f3 f4 333. g3 g4 334. h3 h4 335. g4 g5 336. f4 f5 337. e4 e5 338. d4 d5 339. c4 c5 340. b4 b5 341. a4 a5 342. b3 b4 343. c3 c4 344. d3 d4 345. e3 e4 346. f3 f4 347. g3 g4 348. h3 h4 349. g4 g5 350. f4 f5 351. e4 e5 352. d4 d5 353. c4 c5 354. b4 b5 355. a4 a5 356. b3 b4 357. c3 c4 358. d3 d4 359. e3 e4 360. f3 f4 361. g3 g4 362. h3 h4 363. g4 g5 364. f4 f5 365. e4 e5 366. d4 d5 367. c4 c5 368. b4 b5 369. a4 a5 370. b3 b4 371. c3 c4 372. d3 d4 373. e3 e4 374. f3 f4 375. g3 g4 376. h3 h4 377. g4 g5 378. f4 f5 379. e4 e5 380. d4 d5 381. c4 c5 382. b4 b5 383. a4 a5 384. b3 b4 385. c3 c4 386. d3 d4 387. e3 e4 388. f3 f4 389. g3 g4 390. h3 h4 391. g4 g5 392. f4 f5 393. e4 e5 394. d4 d5 395. c4 c5 396. b4 b5 397. a4 a5 398. b3 b4 399. c3 c4 400. d3 d4 401. e3 e4 402. f3 f4 403. g3 g4 404. h3 h4 405. g4 g5 406. f4 f5 407. e4 e5 408. d4 d5 409. c4 c5 410. b4 b5 411. a4 a5 412. b3 b4 413. c3 c4 414. d3 d4 415. e3 e4 416. f3 f4 417. g3 g4 418. h3 h4 419. g4 g5 420. f4 f5 421. e4 e5 422. d4 d5 423. c4 c5 424. b4 b5 425. a4 a5 426. b3 b4 427. c3 c4 428. d3 d4 429. e3 e4 430. f3 f4 431. g3 g4 432. h3 h4 433. g4 g5 434. f4 f5 435. e4 e5 436. d4 d5 437. c4 c5 438. b4 b5 439. a4 a5 440. b3 b4 441. c3 c4 442. d3 d4 443. e3 e4 444. f3 f4 445. g3 g4 446. h3 h4 447. g4 g5 448. f4 f5 449. e4 e5 450. d4 d5 451. c4 c5 452. b4 b5 453. a4 a5 454. b3 b4 455. c3 c4 456. d3 d4 457. e3 e4 458. f3 f4 459. g3 g4 460. h3 h4 461. g4 g5 462. f4 f5 463. e4 e5 464. d4 d5 465. c4 c5 466. b4 b5 467. a4 a5 468. b3 b4 469. c3 c4 470. d3 d4 471. e3 e4 472. f3 f4 473. g3 g4 474. h3 h4 475. g4 g5 476. f4 f5 477. e4 e5 478. d4 d5 479. c4 c5 480. b4 b5 481. a4 a5 482. b3 b4 483. c3 c4 484. d3 d4 485. e3 e4 486. f3 f4 487. g3 g4 488. h3 h4 489. g4 g5 490. f4 f5 491. e4 e5 492. d4 d5 493. c4 c5 494. b4 b5 495. a4 a5 496. b3 b4 497. c3 c4 498. d3 d4 499. e3 e4 500. f3 f4 501. g3 g4 502. h3 h4 503. g4 g5 504. f4 f5 505. e4 e5 506. d4 d5 507. c4 c5 508. b4 b5 509. a4 a5 510. b3 b4 511. c3 c4 512. d3 d4 513. e3 e4 514. f3 f4 515. g3 g4 516. h3 h4 517. g4 g5 518. f4 f5 519. e4 e5 520. d4 d5 521. c4 c5 522. b4 b5 523. a4 a5 524. b3 b4 525. c3 c4 526. d3 d4 527. e3 e4 528. f3 f4 529. g3 g4 530. h3 h4 531. g4 g5 532. f4 f5 533. e4 e5 534. d4 d5 535. c4 c5 536. b4 b5 537. a4 a5 538. b3 b4 539. c3 c4 540. d3 d4 541. e3 e4 542. f3 f4 543. g3 g4 544. h3 h4 545. g4 g5 546. f4 f5 547. e4 e5 548. d4 d5 549. c4 c5 550. b4 b5 551. a4 a5 552. b3 b4 553. c3 c4 554. d3 d4 555. e3 e4 556. f3 f4 557. g3 g4 558. h3 h4 559. g4 g5 560. f4 f5 561. e4 e5 562. d4 d5 563. c4 c5 564. b4 b5 565. a4 a5 566. b3 b4 567. c3 c4 568. d3 d4 569. e3 e4 570. f3 f4 571. g3 g4 572. h3 h4 573. g4 g5 574. f4 f5 575. e4 e5 576. d4 d5 577. c4 c5 578. b4 b5 579. a4 a5 580. b3 b4 581. c3 c4 582. d3 d4 583. e3 e4 584. f3 f4 585. g3 g4 586. h3 h4 587. g4 g5 588. f4 f5 589. e4 e5 590. d4 d5 591. c4 c5 592. b4 b5 593. a4 a5 594. b3 b4 595. c3 c4 596. d3 d4 597. e3 e4 598. f3 f4 599. g3 g4 600. h3 h4 601. g4 g5 602. f4 f5 603. e4 e5 604. d4 d5 605. c4 c5 606. b4 b5 607. a4 a5 608. b3 b4 609. c3 c4 610. d3 d4 611. e3 e4 612. f3 f4 613. g3 g4 614. h3 h4 615. g4 g5 616. f4 f5 617. e4 e5 618. d4 d5 619. c4 c5 620. b4 b5 621. a4 a5 622. b3 b4 623. c3 c4 624. d3 d4 625. e3 e4 626. f3 f4 627. g3 g4 628. h3 h4 629. g4 g5 630. f4 f5 631. e4 e5 632. d4 d5 633. c4 c5 634. b4 b5 635. a4 a5 636. b3 b4 637. c3 c4 638. d3 d4 639. e3 e4 640. f3 f4 641. g3 g4 642. h3 h4 643. g4 g5 644. f4 f5 645. e4 e5 646. d4 d5 647. c4 c5 648. b4 b5 649. a4 a5 650. b3 b4 651. c3 c4 652. d3 d4 653. e3 e4 654. f3 f4 655. g3 g4 656. h3 h4 657. g4 g5 658. f4 f5 659. e4 e5 660. d4 d5 661. c4 c5 662. b4 b5 663. a4 a5 664. b3 b4 665. c3 c4 666. d3 d4 667. e3 e4 668. f3 f4 669. g3 g4 670. h3 h4 671. g4 g5 672. f4 f5 673. e4 e5 674. d4 d5 675. c4 c5 676. b4 b5 677. a4 a5 678. b3 b4 679. c3 c4 680. d3 d4 681. e3 e4 682. f3 f4 683. g3 g4 684. h3 h4 685. g4 g5 686. f4 f5 687. e4 e5 688. d4 d5 689. c4 c5 690. b4 b5 691. a4 a5 692. b3 b4 693. c3 c4 694. d3 d4 695. e3 e4 696. f3 f4 697. g3 g4 698. h3 h4 699. g4 g5 700. f4 f5 701. e4 e5 702. d4 d5 703. c4 c5 704. b4 b5 705. a4 a5 706. b3 b4 707. c3 c4 708. d3 d4 709. e3 e4 710. f3 f4 711. g3 g4 712. h3 h4 713. g4 g5 714. f4 f5 715. e4 e5 716. d4 d5 717. c4 c5 718. b4 b5 719. a4 a5 720. b3 b4 721. c3 c4 722. d3 d4 723. e3 e4 724. f3 f4 725. g3 g4 726. h3 h4 727. g4 g5 728. f4 f5 729. e4 e5 730. d4 d5 731. c4 c5 732. b4 b5 733. a4 a5 734. b3 b4 735. c3 c4 736. d3 d4 737. e3 e4 738. f3 f4 739. g3 g4 740. h3 h4 741. g4 g5 742. f4 f5 743. e4 e5 744. d4 d5 745. c4 c5 746. b4 b5 747. a4 a5 748. b3 b4 749. c3 c4 750. d3 d4 751. e3 e4 752. f3 f4 753. g3 g4 754. h3 h4 755. g4 g5 756. f4 f5 757. e4 e5 758. d4 d5 759. c4 c5 760. b4 b5 761. a4 a5 762. b3 b4 763. c3 c4 764. d3 d4 765. e3 e4 766. f3 f4 767. g3 g4 768. h3 h4 769. g4 g5 770. f4 f5 771. e4 e5 772. d4 d5 773. c4 c5 774. b4 b5 775. a4 a5 776. b3 b4 777. c3 c4 778. d3 d4 779. e3 e4 780. f3 f4 781. g3 g4 782. h3 h4 783. g4 g5 784. f4 f5 785. e4 e5 786. d4 d5 787. c4 c5 788. b4 b5 789. a4 a5 790. b3 b4 791. c3 c4 792. d3 d4 793. e3 e4 794. f3 f4 795. g3 g4 796. h3 h4 797. g4 g5 798. f4 f5 799. e4 e5 800. d4 d5 801. c4 c5 802. b4 b5 803. a4 a5 804. b3 b4 805. c3 c4 806. d3 d4 807. e3 e4 808. f3 f4 809. g3 g4 810. h3 h4 811. g4 g5 812. f4 f5 813. e4 e5 814. d4 d5 815. c4 c5 816. b4 b5 817. a4 a5 818. b3 b4 819. c3 c4 820. d3 d4 821. e3 e4 822. f3 f4 823. g3 g4 824. h3 h4 825. g4 g5 826. f4 f5 827. e4 e5 828. d4 d5 829. c4 c5 830. b4 b5 831. a4 a5 832. b3 b4 833. c3 c4 834. d3 d4 835. e3 e4 836. f3 f4 837. g3 g4 838. h3 h4 839. g4 g5 840. f4 f5 841. e4 e5 842. d4 d5 843. c4 c5 844. b4 b5 845. a4 a5 846. b3 b4 847. c3 c4 848. d3 d4 849. e3 e4 850. f3 f4 851. g3 g4 852. h3 h4 853. g4 g5 854. f4 f5 855. e4 e5 856. d4 d5 857. c4 c5 858. b4 b5 859. a4 a5 860. b3 b4 861. c3 c4 862. d3 d4 863. e3 e4 864. f3 f4 865. g3 g4 866. h3 h4 867. g4 g5 868. f4 f5 869. e4 e5 870. d4 d5 871. c4 c5 872. b4 b5 873. a4 a5 874. b3 b4 875. c3 c4 876. d3 d4 877. e3 e4 878. f3 f4 879. g3 g4 880. h3 h4 881. g4 g5 882. f4 f5 883. e4 e5 884. d4 d5 885. c4 c5 886. b4 b5 887. a4 a5 888. b3 b4 889. c3 c4 890. d3 d4 891. e3 e4 892. f3 f4 893. g3 g4 894. h3 h4 895. g4 g5 896. f4 f5 897. e4 e5 898. d4 d5 899. c4 c5 900. b4 b5 901. a4 a5 902. b3 b4 903. c3 c4 904. d3 d4 905. e3 e4 906. f3 f4 907. g3 g4 908. h3 h4 909. g4 g5 910. f4 f5 911. e4 e5 912. d4 d5 913. c4 c5 914. b4 b5 915. a4 a5 916. b3 b4 917. c3 c4 918. d3 d4 919. e3 e4 920. f3 f4 921. g3 g4 922. h3 h4 923. g4 g5 924. f4 f5 925. e4 e5 926. d4 d5 927. c4 c5 928. b4 b5 929. a4 a5 930. b3 b4 931. c3 c4 932. d3 d4 933. e3 e4 934. f3 f4 935. g3 g4 936. h3 h4 937. g4 g5 938. f4 f5 939. e4 e5 940. d4 d5 941. c4 c5 942. b4 b5 943. a4 a5 944. b3 b4 945. c3 c4 946. d3 d4 947. e3 e4 948. f3 f4 949. g3 g4 950. h3 h4 951. g4 g5 952. f4 f5 953. e4 e5 954. d4 d5 955. c4 c5 956. b4 b5 957. a4 a5 958. b3 b4 959. c3 c4 960. d3 d4 961. e3 e4 962. f3 f4 963. g3 g4 964. h3 h4 965. g4 g5 966. f4 f5 967. e4 e5 968. d4 d5 969. c4 c5 970. b4 b5 971. a4 a5 972. b3 b4 973. c3 c4 974. d3 d4 975. e3 e4 976. f3 f4 977. g3 g4 978. h3 h4 979. g4 g5 980. f4 f5 981. e4 e5 982. d4 d5 983. c4 c5 984. b4 b5 985. a4 a5 986. b3 b4 987. c3 c4 988. d3 d4 989. e3 e4 990. f3 f4 991. g3 g4 992. h3 h4 993. g4 g5 994. f4 f5 995. e4 e5 996. d4 d5 997. c4 c5 998. b4 b5 999. a4 a5 1000. b3 b4 1001. c3 c4 1002. d3 d4 1003. e3 e4 1004. f3 f4 1005. g3 g4 1006. h3 h4 1007. g4 g5 1008. f4 f5 1009. e4 e5 1010. d4 d5 1011. c4 c5 1012. b4 b5 1013. a4 a5 1014. b3 b4 1015. c3 c4 1016. d3 d4 1017. e3 e4 1018. f3 f4 1019. g3 g4 1020. h3 h4 1021. g4 g5 1022. f4 f5 1023. e4 e5 1024. d4 d5 1025. c4 c5 1026. b4 b5 1027. a4 a5 1028. b3 b4 1029. c3 c4 1030. d3 d4 1031. e3 e4 1032. f3 f4 1033. g3 g4 1034. h3 h4 1035. g4 g5 1036. f4 f5 1037. e4 e5 1038. d4 d5 1039. c4 c5 1040. b4 b5 1041. a4 a5 1042. b3 b4 1043. c3 c4 1044. d3 d4 1045. e3 e4 1046. f3 f4 1047. g3 g4 1048. h3 h4 1049. g4 g5 1050. f4 f5 1051. e4 e5 1052. d4 d5 1053. c4 c5 1054. b4 b5 1055. a4 a5 1056. b3 b4 1057. c3 c4 1058. d3 d4 1059. e3 e4 1060. f3 f4 1061. g3 g4 1062. h3 h4 1063. g4 g5 1064. f4 f5 1065. e4 e5 1066. d4 d5 1067. c4 c5 1068. b4 b5 1069. a4 a5 1070. b3 b4 1071. c3 c4 1072. d3 d4 1073. e3 e4 1074. f3 f4 1075. g3 g4 1076. h3 h4 1077. g4 g5 1078. f4 f5 1079. e4 e5 1080. d4 d5 1081. c4 c5 1082. b4 b5 1083. a4 a5 1084. b3 b4 1085. c3 c4 1086. d3 d4 1087. e3 e4 1088. f3 f4 1089. g3 g4 1090. h3 h4 1091. g4 g5 1092. f4 f5 1093. e4 e5 1094. d4 d5 1095. c4 c5 1096. b4 b5 1097. a4 a5 1098. b3 b4 1099. c3 c4 1100. d3 d4 1101. e3 e4 1102. f3 f4 1103. g3 g4 1104. h3 h4 1105. g4 g5 1106. f4 f5 1107. e4 e5 1108. d4 d5 1109. c4 c5 1110. b4 b5 1111. a4 a5 1112. b3 b4 1113. c3 c4 1114. d3 d4 1115. e3 e4 1116. f3 f4 1117. g3 g4 1118. h3 h4 1119. g4 g5 1120. f4 f5 1121. e4 e5 1122. d4 d5 1123. c4 c5 1124. b4 b5 1125. a4 a5 1126. b3 b4 1127. c3 c4 1128. d3 d4 1129. e3 e4 1130. f3 f4 1131. g3 g4 1132. h3 h4 1133. g4 g5 1134. f4 f5 1135. e4 e5 1136. d4 d5 1137. c4 c5 1138. b4 b5 1139. a4 a5 1140. b3 b4 1141. c3 c4 1142. d3 d4 1143. e3 e4 1144. f3 f4 1145. g3 g4 1146. h3 h4 1147. g4 g5 1148. f4 f5 1149. e4 e5 1150. d4 d5 1151. c4 c5 1152. b4 b5 1153. a4 a5 1154. b3 b4 1155. c3 c4 1156. d3 d4 1157. e3 e4 1158. f3 f4 1159. g3 g4 1160. h3 h4 1161. g4 g5 1162. f4 f5 1163. e4 e5 1164. d4 d5 1165. c4 c5 1166. b4 b5 1167. a4 a5 1168. b3 b4 1169. c3 c4 1170. d3 d4 1171. e3 e4 1172. f3 f4 1173. g3 g4 1174. h3 h4 1175. g4 g5 1176. f4 f5 1177. e4 e5 1178. d4 d5 1179. c4 c5 1180. b4 b5 1181. a4 a5 1182. b3 b4 1183. c3 c4 1184. d3 d4 1185. e3 e4 1186. f3 f4 1187. g3 g4 1188. h3 h4 1189. g4 g5 1190. f4 f5 1191. e4 e5 1192. d4 d5 1193. c4 c5 1194. b4 b5 1195. a4 a5 1196. b3 b4 1197. c3 c4 1198. d3 d4 1199. e3 e4 1200. f3 f4 1201. g3 g4 1202. h3 h4 1203. g4 g5 1204. f4 f5 1205. e4 e5 1206. d4 d5 1207. c4 c5 1208. b4 b5 1209. a4 a5 1210. b3 b4 1211. c3 c4 1212. d3 d4 1213. e3 e4 1214. f3 f4 1215. g3 g4 1216. h3 h4 1217. g4 g5 1218. f4 f5 1219. e4 e5 1220. d4 d5 1221. c4 c5 1222. b4 b5 1223. a4 a5 1224. b3 b4 1225. c3 c4 1226. d3 d4 1227. e3 e4 1228. f3 f4 1229. g3 g4 1230. h3 h4 1231. g4 g5 1232. f4 f5 1233. e4 e5 1234. d4 d5 1235. c4 c5 1236. b4 b5 1237. a4 a5 1238. b3 b4 1239. c3 c4 1240. d3 d4 1241. e3 e4 1242. f3 f4 1243. g3 g4 1244. h3 h4 1245. g4 g5 1246. f4 f5 1247. e4 e5 1248. d4 d5 1249. c4 c5 1250. b4 b5 1251. a4 a5 1252. b3 b4 1253. c3 c4 1254. d3 d4 1255. e3 e4 1256. f3 f4 1257. g3 g4 1258. h3 h4 1259. g4 g5 1260. f4 f5 1261. e4 e5 1262. d4 d5 1263. c4 c5 1264. b4 b5 1265. a4 a5 1266. b3 b4 1267. c3 c4 1268. d3 d4 1269. e3 e4 1270. f3 f4 1271. g3 g4 1272. h3 h4 1273. g4 g5 1274. f4 f5 1275. e4 e5 1276. d4 d5 1277. c4 c5 1278. b4 b5 1279. a4 a5 1280. b3 b4 1281. c3 c4 1282. d3 d4 1283. e3 e4 1284. f3 f4 1285. g3 g4 1286. h3 h4 1287. g4 g5 1288. f4 f5 1289. e4 e5 1290. d4 d5 1291. c4 c5 1292. b4 b5 1293. a4 a5 1294. b3 b4 1295. c3 c4 1296. d3 d4 1297. e3 e4 1298. f3 f4 1299. g3 g4 1300. h3 h4 1301. g4 g5 1302. f4 f5 1303. e4 e5 1304. d4 d5 1305. c4 c5 1306. b4 b5 1307. a4 a5 1308. b3 b4 1309. c3 c4 1310. d3 d4 1311. e3 e4 1312. f3 f4 1313. g3 g4 1314. h3 h4 1315. g4 g5 1316. f4 f5 1317

Culture

THÉÂTRE

Le Monde • Samedi 4 mars 1989 19

« Une folie électrique » d'après Denis Diderot, au couvent des Cordeliers

L'ambassadeur de Russie et le médium d'Istanbul.

D'après un conte inachevé de Diderot, histoire d'une « mystification ». Un spectacle fascinant et luxueux.

Un jour de septembre 1768, le prince Dimitri Alexievitch Gallitine, ambassadeur en France de Catherine II, s'en vint demander à Diderot un service particulier : récupérer chez une ex-danseuse de l'Opéra, M^{lle} Dornay, quelques tableaux qu'il avait laissés là. Malgré son goût prononcé pour les bonnes et les mauvaises plaisanteries, Diderot n'était, cet automne-là, plus un enfant : cinquante-cinq ans. En outre, il connaissait Gallitine depuis que le diplomate était arrivé à Paris en 1762. Il savait qu'en mai 1765 Gallitine avait succombé à l'empoisonnement de M^{lle} Dornay. Mais voici une information que Diderot recopia sur un journal d'août 1768 : « Gallitine s'en va aux eaux d'Aix-la-Chapelle. Il y trouve la jeune et belle comtesse Amélie de Schmettau, fille d'un général prussien. En huit jours, il en devient amoureux. Il le dit, il est écouté. Il est époux. Le mariage eut lieu le 13 août. La nouvelle princesse Gallitine était très jalouse : elle apprit que plusieurs portraits de son mari restaient chez M^{lle} Dornay. Elle voulut que cela cesse.

Lorsque Diderot, quelques semaines plus tard, raconte par écrit sa tentative de récupération des portraits, sous la forme d'un conte inachevé qui porte le titre de *Mystification*, il commence par nous dire que M^{lle} Dornay était « une grande fille, assez belle, mais d'une mauvaise santé », et il ajoute : « ignorante comme une danseuse d'opéra, et toute propre à donner dans un tourquet ». Torquet veut dire : piège, traquenard. Quant à croire qu'une danseuse d'opéra est *ipso facto* « ignorante », c'est l'effet du sens commun, c'est l'effet de Diderot comme tous les hommes de tous les temps.

Il est toujours très difficile de deviner si Denis Diderot, ici ou là, ment ou ne ment pas. « Le mensonge a ses avantages, et la vérité ses inconvénients », dit-il. En l'occurrence, Diderot croit, ou fait semblant de croire, que M^{lle} Dornay est amoureuse de Gallitine, et que le mariage du prince lui est douloureux. La douleur ne va-t-elle pas s'accroître si Diderot vient sans doute réclamer les portraits de l'infidèle ? Ou bien alors, comme Diderot est un champion du cheveu comté en quatre, mais coupé avec un brio fou, la pauvre amoureuse délaissée, si elle en vient à consentir à restituer les portraits, ne va-t-elle pas découvrir, par la faute de Diderot, qu'elle se détache déjà de Gallitine — occasion pour Diderot de plaquer d'une voix fausse, d'un oeil torve,



Fabrice Luchini

l'une de ces parfaites formules dont il a l'exclusivité : « C'est un grand malheur que d'apprendre qu'on aime moins qu'on ne croyait ».

Diderot dit la vérité sur un point : M^{lle} Dornay n'était pas bien portante. Mais amoureuse du prince, non, sans doute pas. Elle ne savait pas danser, mais la protection d'un M. de Villeneuve la fit admettre à l'Opéra, où elle fut, peu de temps, figurante. Elle eut pour protecteurs le « commissaire des guerres », de Forcville, et un officier supérieur des gendarmes, le baron de Vangen, ainsi qu'un certain Schütz, secrétaire de la légation du Danemark, puis un chambellan de l'empereur de Saxe, entre autres, et nous ne savons pas si ces « rencontres étrangères » suscitèrent l'indignité de la police, ou si au contraire la police fut responsable de ces interférences, toujours est-il que des inspecteurs de haut rang, tels que Meunier, Marais, citent constamment M^{lle} Dornay dans leurs rapports.

N'est-elle pas passionnante, M^{lle} Dornay, belle, intelligente, qui sait mener sa barque d'une main sûre, et qui subjugué des hommes par l'esprit puisque les « accointances » la rendent malade ?

Diderot la croit-il vraiment « ignorante » et « propre à donner dans un tourquet » ? Il ne va pas la voir chez elle, dans l'hôtel particulier que lui payait Gallitine, à la Barrière blanche, c'est-à-dire près de l'actuelle place Blanche. Non, il la fait venir rue d'Anjou, dans une autre charmante demeure, celle du sculpteur Falconet, qui se trouve alors à Saint-Petersbourg (Catherine II lui a commandé une statue de Pierre le Grand). La demeure est occupée par une artiste allemande, peintre, amie de Diderot, M^{lle} Therbouche (une fois Diderot s'est mis tout nu pour poser devant elle, histoire de voir, mais elle n'a pas bronché). Et Diderot croit là, en confort, une relation bizarre, Bonvalet-Desbrosse, financier véreux, beau parleur. Sur une idée

de Diderot, il se présente déguisé en médecin, un médecin venu de Constantinople. Et il s'emploie à convaincre M^{lle} Dornay que ses malaises viennent tout bêtement des lettres, bijoux et portraits, cadeaux du prince, qu'elle a gardés là, sous les yeux, et qui la rendent malade. Il évoque une femme délaissée, morte de douleur, parce que « sa fenêtre donnait sur un jardin où ils s'étaient quelquefois promenés », elle et l'inconnu.

« Réveils de mémoire »

Diderot, dans son conte *Mystification*, décrit avec beaucoup de cœur ces effets des objets, des « réveils de mémoire », sur un esprit blessé. Mais M^{lle} Dornay reste de glace, Diderot et son médecin turc échouent lamentablement, et Diderot attribue l'échec au suicide de Bonvalet-Desbrosse, et il ment, car celui-ci s'est suicidé, en effet, mais plus tard, quand Diderot avait abandonné la partie : « Il s'est cassé la tête de deux coups de pistolet, il y a huit jours », écrit Diderot en novembre 1770. Il dit aussi : « Si l'on vous dit que ceux qui se tuent sont fous, n'en croyez rien ».

Mystification est actuellement porté au théâtre, et joué par Hélène Duc (M^{lle} Therbouche), Fabrice Luchini (Desbrosse) et Françoise Dorner (M^{lle} Dornay). L'adaptation de Françoise Thyron est remarquable, jusque dans les infidélités faites au texte. La mise en scène de Michel Valmer est d'un luxe insensé, et efficace : le spectacle a été subventionné par l'électricité de France, qui a vu grand, qui a loué pour la circonstance le réfectoire du couvent des Cordeliers à Paris, qui a construit un parterre de public entièrement mobile. Décors et costumes magnifiques. Un phénomène de curiosité. Seule entorse d'EDF : les fameux portraits ont été remplacés par une très belle « machine à électricité statique », comme il s'en créait du temps de Diderot, et cet échange s'accorde bien à l'histoire.

MICHEL COURNOT.

★ Couvent des Cordeliers, 21 heures, 15, rue de l'Ecole-de-Médecine. Tél. : 43-29-40-63.

« La Forêt » d'Alexandre d'Ostrovski

Une si douce mangeuse d'hommes

Décidément Bernard Sobel, dans son beau théâtre de Genevilliers, a la pêche : après les réussites de *Nathan le Sage*, de Lessing, et de *l'Hécube*, d'Euripide, il nous présente une très belle mise en scène de l'un des chefs-d'œuvre d'Ostrovski : *La Forêt*.

La pièce est de 1871, et elle est si vive, si chaleureuse, et surtout si « estomacante » par sa liberté de réflexe, d'idées, que c'est une pièce d'aujourd'hui, qui nous atteint tout droit, il faut dire que la traduction française de Lily Denis est superbe, souvent il est difficile, hasardeux, de célébrer une traduction, mais là, vraiment, c'est très beau, toutes les paroles ont une lumière, une fraîcheur, un ton de nature, un allant, une vigueur, c'est un vrai écrivain qui a écrit cela, et des dialogues si étonnants d'Ostrovski rien n'est perdu.

La pièce, adorée des Russes comme des Soviétiques depuis plus de cent ans, est bien arrivée mais très riche, non résumable. Il y a une dame, plus jeune depuis assez longtemps, Raïssa Pavlovna, veuve, propriétaire d'une grande demeure et d'une forêt, et cette femme en apparence est plutôt douce, bienveillante, et stricte sur le chapitre des mœurs, et en vérité elle est hantée par le désir lancinant de se faire étreindre par des hommes, par de très jeunes hommes, et elle y parvient, pas seulement parce qu'elle dilapide sa fortune, ses arbres, pour couvrir ces hommes d'argent, de cadeaux, mais aussi parce qu'elle a un charme singulier, une finesse d'esprit, une jeunesse de répliques, un grain de joliesse. C'est l'un des beaux personnages du théâtre russe, et là, à Genevilliers, il se trouve que Michelle Marquis joue Raïssa Pavlovna avec un art d'une subtilité, d'une gaucherie d'imagination, extraordinaires, d'autant plus que cet art a l'air improvisé, plutôt « amateur » si l'on veut, avec tout le temps des choses instantanées. Un enchantement.

Il y a aussi dans cette pièce deux ostrogots devenus des figures très populaires en Russie, deux comédiens ambulants ratés, l'un tragédien et l'autre comique. Le « tragédien », neveu de Raïssa Pavlovna, fait, après vingt ans d'absence, son entrée dans le salon du château, il est l'horreur, le diable, le grossier, reté, face à ces aristos tirés à quatre épingles, et cependant c'est lui qui sauve du désastre, plusieurs fois, par générosité foncière, ces gens qui ne le méritent pas. Joseph Barbour joue le comique avec un art acide, retenu, et la soirée serait mille fois plus belle encore si l'acteur Serge Merlin, dans le rôle du tragédien, se montrait moins tourmenté, moins désordonné, d'une pseudo-ironie moins envahissante. A force de gesticuler, brailler, pleurnicher, il démolit son personnage. Les fauves comme Frédéric Lemaître, Pierre Brasseur, ont su jusqu'à quel degré de bouffonnerie ils pouvaient aller trop loin.

Alain Mac-Moy est étonnant dans le rôle du vieux serviteur de la vieille propriété, qui sait tout et n'avoue presque jamais rien. Antoine Basler ému dans celui du nouveau jeune homme raparé et mangé par Raïssa la douce ogresse. Philippe Faure et Claude Guyonnet sont deux voisins de campagne, justes. Dans le rôle d'Adoucha, la jeune fille à marier qui sait choisir son amoureux, l'actrice Dominique Raymond reste fidèle à sa technique particulière d'une voix barytonique de nez, ou plutôt de sinus, accompagnée d'un jeu résolu, sans de campagne, juste. Dans le rôle d'Adoucha, la jeune fille à marier qui sait choisir son amoureux, l'actrice Dominique Raymond reste fidèle à sa technique particulière d'une voix barytonique de nez, ou plutôt de sinus, accompagnée d'un jeu résolu, sans de campagne, juste. Dans le rôle d'Adoucha, la jeune fille à marier qui sait choisir son amoureux, l'actrice Dominique Raymond reste fidèle à sa technique particulière d'une voix barytonique de nez, ou plutôt de sinus, accompagnée d'un jeu résolu, sans de campagne, juste.

M. C.

★ Théâtre de Genevilliers, 20 à 30, jusqu'au 2 avril. Tél. : 47-93-26-30.

« Le Songe d'une nuit d'été », de Shakespeare

Flânerie en pays d'enfance

Couleurs acidulées et culottes de golf : Sophie Louchevsky signe un Songe naïf et désinvolte. Un peu trop.

Prenez un homme, enduisez-le d'un peu de plâtre, ou d'argile, et faites-lui tenir les doigts d'une certaine manière : il fait fort bien l'affaire, nous dit Shakespeare, pour figurer un mur, et une fenêtre par laquelle se parlent les amoureux. Au théâtre, tout est permis. Ainsi les princes athéniens peuvent coexister sans incongruité avec les elfes légers et de balourds artisans acteurs.

Avec le théâtre, l'enfance partage le privilège de cette liberté fabuleuse. Forte de cela, Sophie Louchevsky monte, le Songe d'une nuit d'été comme un conte naïf. Sa mise en scène ne manque ni de charme, ni de ruses. Elle a, de surcroît, choisi la souriante traduction de Superville.

Le rideau de velours s'ouvre sur un autre rideau : une toile peinte (astucieux décor de Lou Gouco) devant laquelle Hippolyte, reine des amazones, et son fiancé Thésée apparaissent démesurément grands, comme dans les rêves. Pour le reste, il suffit d'une lumière plus ou moins lunaire, de deux piliers qui ouvrent ou resserrent l'espace, de petites lampes électriques qui tiennent le noir en fond de scène, de deux escarpins rouges pour inviter au voyage. Le Songe s'achève là où il a commencé : devant la même toile peinte, les couples réconciliés assis sagement sur des chaises de velours (rouge encore) assistent à la représentation d'autres amours : celles de Pyrame et Thisbé, jouées avec

maladresse et conviction par un charpentier, un tisserand, un accordeur de soufflet, un chaudronnier... Les amants semblent étudier la tragédie, ils l'applaudissent poliment, et sortent. Reste l'heureux Fuc, son sourire et son « Bonsoir ».

Jean-Yves Chatais, malgré ses culottes de golf et sa cartouchière à la ceinture, ne joue pas un Fuc satisfait, mais un homme mûr, consciencieux de ses actes et c'est bien. Tous les costumes prennent le modernisme un peu fou-tout du sien. Ceux des jeunes amants semblent issus de *Titin* (pour les garçons) et d'*Alice au pays des merveilles* (pour les filles).

Pour finir, dans le Songe, chacun retrouve sa chance. Mais entre temps, Shakespeare a tout de même raconté deux ou trois terribles

vérités sur l'amour. Et c'est là où pêche le spectacle de Sophie Louchevsky : il reste à la surface de la pièce, des personnages notamment, ou du merveilleux de la nature. C'est un parti pris, bien sûr, puisqu'il s'agit des retrouvailles de Titane et d'Obéron sont celles de deux automates sur musique de fond (*la Petite Cantate*, de Barbara).

Sophie Louchevsky maîtrise avec talent la mise en scène — elle l'a déjà prouvé avec *Madame de Sade*, de Mishima, et *la Mort de Judas*, le point de vue de Ponce-Pilate, de Claudel. Mais on attendait plus de ce premier propos shakespearien.

ODILE QUIROT.

★ Les 3 et 4 mars à Fécamp, du 14 au 18 mars à Evreux. Reprise à l'automne à la MC du Havre et du Petit-Quevilly.

NOTE

Quel directeur au Théâtre du VIII^e à Lyon ?

A la veille des élections municipales, la ville de Lyon a mis la culture en sommeil. Le torchon brûle entre le maire, M. Francique Collomb, et l'actuel adjoint aux affaires culturelles, M. André Mure, chargé de mission auprès de M. Jack Lang. De ce fait, l'équipe municipale s'abstient de toute décision concernant le domaine de M. Mure.

L'un des premiers effets de cette « vacance » a été le silence opposé par le maire à la candidature d'Alain François, que l'Etat avait

retenu comme possible directeur du Théâtre du VIII^e pour remplacer Jérôme Savary. Un autre candidat, Carlo Boso, avait le soutien de M. Raymond Barre, et M. Collomb a mal réagi, semble-t-il, le fait que l'Etat ne lui propose pas de choisir entre deux noms.

Tandis qu'Alain François, incertain de son avenir, se demande s'il pourra réaliser ses projets pour 1990, les petites compagnies lyonnaises de théâtre et de danse, et un certain nombre de centres de production, connaissent également une situation critique. La ville a en effet reporté à l'après-19 mars le vote des subventions accordées à ces structures.

B. B.

La plomberie a été entièrement refaite. Le carrelage a moins de deux mois. Le miroir mural est neuf. Nous avons la facture du carrelage. Non, du miroir... enfin, du carrelage aussi.



LA
SALLE
DE BAIN
Un film de John Loeff



LE RETOUR DE
**L'ORCHESTRE
PHILHARMONIQUE
DE LENINGRAD**
direction
MARISS JANSONS
soliste
NIKOLAI PETROV

"Cet orchestre ne peut se
comparer qu'aux Philhar-
monies de Berlin ou de
Vienne."
LE MONDE

"Mariss Jansons: un
grand et jeune chef, bril-
lant, qui perpétue la tradi-
tion de Mravinsky dans la
Capitale des Tsars."
LE FIGARO

SALLE PLEYEL
28 et 29 avril 20h30

LOCATION OUVERTE
Salle Pleyel, Agences, FNAC
et par tél. 45 63 88 73

DES FRANÇAISES

Claire LACOMBE
Berty ALBRECHT
de Michèle FABIEN
sur une idée originale
de Laurence FEVRIER
MISE EN SCÈNE
LAURENCE FEVRIER
Du 9 au 29 Mars 1989
C.A.C. LES GEMEAUX
49 av. G. Clemenceau
92330 SCEAUX
46 61 36 67

THEATRE RIVIN GEMER
du 23 FEVRIER au 3 AVRIL 1989
MARCEL AYMÉ
LES MAXIBULES
de GÉRARD SAUVIGNY
RAYMOND ACQUAVIVA

PIANO
Récital
ANNIE FISCHER
BEETHOVEN - SCHUMANN
Mardi 7 mars, 20 h 30
SALLE PLEYEL
LOCATION 45 63 88 73

du 14 au 25 mars
THEATRE 14
Aurora PRIETO
adaptation, réalisation, interprétation
Aurora PRIETO
Un spectacle d'une extraordinaire poésie 7A PARIS. Une virtuosité pleine
de charme REVOLUTION. Le bonheur du jeu de la comédienne éclate à
tous moments LE MONDE. Aurora Prieto nous laisse tout frémissant
d'émotion TELERAMA.

Culture

THÉÂTRE

Arias et Piazzolla

Quelque chose de Buenos-Aires

A Aubervilliers,
Alfredo Arias fait revivre
sa ville de Buenos-Aires
à travers une famille
d'artistes
et très argentins.

Avec le calme que procure le
succès public, Alfredo Arias dirige
le Théâtre de la Commune, centre
dramatique d'Aubervilliers — où il
présente depuis le 3 mars son der-
nier spectacle, *Famille d'artistes*.
Quand il a été nommé en juillet
1984, on imaginait mal comment cet
Argentin, grand maître de la sophis-
tication, pourrait vivre dans un bâti-
ment en béton de la banlieue nord.
Son exotisme risquait de ne pas être
facilement accepté. Mais puisque
toujours et partout, y compris dans
son pays natal, il s'est senti exotique,
il a appris à s'adapter. Il n'a pas joué
l'"argentin", il a misé sur
l'"enchantement universel de la fête

— la Tempête, l'Oiseau bleu, un
Robert Macaire qui rencontrait
Marguerite Gautier, un *Jeu de
l'amour et du hasard* joué par des
masques de singes...

Cet insolite spectacle Marivaux a
été tourné en Amérique latine, et
pour la première fois depuis vingt
ans Alfredo Arias retourne dans sa
ville de Buenos-Aires. Il en a
retrouvé l'intensité fiévreuse, agres-
sive, a ressenti l'impression « d'une
richesse humaine, d'un débordement
». Il s'est promené « dans ce
magma, cette accumulation de
signes empilés qu'on ne voit pas
quand on est là-bas, qu'on reconnaît
quand on a passé vingt ans en
Europe. On sait alors ce qu'ils dési-
gnent. C'était pour moi un étonne-
ment plus fort que quand je suis
arrivé en France ».

Alfredo Arias a retrouvé « la
façon particulière dont les Argen-
tins savent contourner la réalité,
chercher des solutions dans une
sorte de surréalisme ». En revenant,

il était prêt à monter *Famille
d'artistes*, pièce écrite avec Kado
Kostze. « Elle interroge la folie des
Argentins, une aptitude au rêve qui
les condamne à ne jamais trouver de
solution concrète. Je veux raconter
ce vertige, je l'ai vécu dans ma
famille. Mais la famille que je
montre n'a rien à voir avec la
mienne. Il s'agit de vieux artistes.
Pas du tout des ringards, des gens
qui vivent dans un monde clos. Leur
monde hors du monde. Ils ont pour
seule ambition de continuer. De tra-
vailler, de survivre sans avoir besoin
de changer. »

Naturellement, puisqu'il s'agit de
faire resurgir quelque chose de
Buenos-Aires sur la scène d'Auber-
villiers, il fallait de la musique, il
fallait Astor Piazzolla. Est-ce que le
tango raconte encore Buenos-Aires ?
« Le tango a eu son âge d'or entre
1950 et 1965, dit Astor Piazzolla.
Beaucoup d'artistes sont partis,
avant et pendant le gouvernement
des militaires. Ce n'est pas telle-

ment une question politique, plutôt
une affaire de cycle.

« J'ai commencé ma carrière en
France, en 1954. J'ai rencontré
Nadia Boulanger. J'avais composé
des centaines de pages, que je lui ai
montrées. Quinze ans de travail !
Elle m'a dit : « Oui, c'est bien écrit. »
Pour moi, c'était la fin du monde.
Bien écrit ! Elle m'a demandé ce
que je faisais. J'avais honte
d'avouer que je jouais du bandon-
néon. Mais elle m'a dit : « J'adore
le tango. » J'ai jeté mes symphonies.
J'ai bien fait.

« Le bandonéon, comme le violon,
transmet une nostalgie très Mittel-
Europe. Et le tango est aussi médi-
terranéen. On dit toujours qu'il est
la rencontre de deux solitudes, celle
de l'homme dans les vastes cam-
pagnes désertes et celle de l'émigré
dans la grande ville. Voilà ce que
pleure le tango. »

« Cette famille d'artistes, dit
Alfredo Arias, est marquée par
l'histoire de l'émigration. C'est à
dire le choc subi par des Européens
projetés dans un autre monde. Venir
était déjà un défi à la raison. Se
trouver mêlé à un grouillement de
cultures provoque certainement des
réactions excessives, une exaltation
des sentiments qui devient une façon
de vivre, une manière d'être, et se
transmet de génération en généra-
tion. Les artistes de cette famille ne
pourraient pas être autre chose
qu'argentins. »

COLETTE GODARD.

★ Théâtre de la Commune, 20 h 30.
Tél. : 48-34-61-61.

● Nominations à la Caisse des
monuments historiques. —
M. Michel Colardelle, qui fut conseil-
ler technique auprès de M. Jack Lang
jusqu'en 1986, vient d'être nommé
directeur de la Caisse nationale des
monuments historiques et des sites.
Conservateur en chef des musées de
France, il succède à M. Bruno de
Saint-Victor. A la présidence de la
même institution, avait été nommé
en novembre dernier M. Christian
Garrandeau, ingénieur central des
Ponts et chaussées, qui, pour son
action à la sécurité routière, est
connu du grand public sous le nom
de « M. Bison fure ».

« Alice » d'après Lewis Carroll

Sans asile

Nathalie Schmidt
s'inspire de Lewis Carroll
pour mettre en scène
un pays où les êtres
plus que les mots
sont habités
par le non-sens.
Domage.

Il peut être dangereux de porter à
la scène un livre, une œuvre dont on
rêve depuis longtemps. On veut trop
dire, trop montrer, surtout s'il s'agit
d'un premier spectacle. C'est ce qui
arrive à Nathalie Schmidt, qui s'ins-
pire (« très librement », spécifie le
programme) de Lewis Carroll et met
en scène *Alice*.

Que veut-elle nous raconter, dans
quel pays des merveilles veut-elle
nous faire voyager ? *Alice* s'ouvre et
se clôt sur une image trop univoque

pour nous convaincre : un asile
d'aliénés où des pensionnaires infan-
tiles, incapables de manger ou d'être
propres, sont pris en charge par une
aide-soignante sèche, mais plutôt
dévouée. Une voix off décline mots
et chiffres en anglais et en français.
Alice est assise de dos, nue, elle est
agitée de soubresauts, devant un
mur où une main infantile a dessiné
des mots, des graffiti. (Décor de
Fred Comdom, tout comme les cos-
tumes.)

Puis (heureusement) Alice et ses
collègues cessent de jouer la folie
pour nous entraîner vers d'autres
aventures sous l'œil fasciné de Lewis
Carroll en personne qui, pour finir,
survient avec un Polaroid : on se
serait volontiers passé de ce cliché
sur le photographe des petites filles.
Cà et là, on retrouve des bribes
d'*Alice au pays des merveilles*, dont

on perd malheureusement le sens.
Restent quelques images plaisantes
et réussies, mais exploitées à satiété.
Ainsi, l'apparition d'une petite
actrice dans une robe de tulle bleu
Cong Shan : elle a apporté avec elle
une guirlande d'ampoules, un
magnétophone et elle raconte, en
chinois, une histoire aux pension-
naires qui font cercle autour d'elle.
Ainsi encore, Olivier Py et Jacques
Verzier sont impeccables dans leurs
duos chantés très music-hall. L'on
aurait d'ailleurs mauvaise grâce à
dénier du talent à l'ensemble des
comédiens. Malgré eux, demeure
l'impression d'assister à une
campagne de lecture psychanalytique
de Lewis Carroll.

Od. Gz.

★ Jusqu'au 18 mars, 18 h 30 (dim.,
17), Théâtre de la Bastille. Tél. : 43-57-
42-14. Les 21 et 22 mars à la Comédie
de Caen.



PRÉSENTE

ZÉNITH MADE IN NOUGARO!

A PARTIR DU 18 AVRIL

LOCATIONS : 3 FNAC • AGENCES • PAR TEL. 45 72 11 22

NOUVEL ALBUM "PACIFIQUE" K7 ET CD wea

هكذا من الأصل

Culture

CINÉMA

« Une autre femme », de Woody Allen

Nevermore

Un nouveau film « bergmanien », de Woody Allen, le blues de la cinquantaine vécu par la magnifique Gena Rowlands. Austère et poignant.

C'est une sonate d'automne en beige mineur. On y entend une voix qui parle à la première personne. Une voix de femme posée et neutre. Au fil de ce film minimaliste au charme poignant, photographié par Sven Nykvist, l'opérateur d'Ingmar Bergman, et encore plus intérieur qu'*Interiors*, cette femme va devenir autre. Une autre femme.

Ca commence comme un film de Woody Allen, maintenant qu'il ne distille plus le rire que comme l'alcool sous la prohibition, quelques mesures de musique très affective sur un générique de deuil, lettres blanches sur fond noir. Et tout de suite, sans fioritures, sans tralala, on entre dans la boîte à mystères la plus protégée de l'univers, un cerveau humain.

La voix est celle de la femme qu'on voit. La caméra la regarde, elle ne la lâchera plus. La caméra est d'une implacable proximité, elle mettra l'âme de Marion à nu. Marion a cinquante ans, et comme elle le dit, le seul avantage, c'est qu'on n'a plus à y passer. A part ça, tout va pour le mieux puisqu'elle le veut. Elle est belle, épanouie, très bien coiffée. Prof de philo à l'université, mariée, sans enfant, mais une délicieuse belle-fille. Pour écrire un livre en paix, Marion prend une année sabbatique et loue un charmant studio. Elle est seule, elle est bien.

Mais soudain, tandis qu'elle travaille, lui parvient une voix parasite, une voix d'homme, gaillard, qui confesse des pulsions homosexuelles. Marion découvre vite l'origine de cette nuisance, une bouche d'aspiration communique avec le cabinet-miroir d'un psychanalyste. Furieuse, elle obture la grille avec deux gros coussins. Mais l'inspiration tardant à venir, elle s'assoupit sur sa machine à écrire, et un coussin étant tombé, elle entend, à nouveau, une voix, dans un rêve, croit-elle. Une voix de femme, cette fois, tellement angossée. Qui parle d'un mari devenu étranger, de la douleur de vivre, de la tentation du suicide.

Et l'angoisse de l'inconnu, tel un poison, va contaminer la forte Marion, pénétrer l'ordonnance impeccable de sa vie, la lézarder à jamais. Marion, devenue voyeuse auditive, ne pourra s'empêcher d'écouter, d'écouter encore les plaintes qui sortent du mur, puis, à son tour, elle qui a toujours tenu ses sentiments en laisse, de lâcher les chiens de la conscience.

Qu'a-t-elle fait, elle que voilà, de sa jeunesse ? A-t-elle épousé l'homme qu'il fallait ? Son frère adoré, ne l'a-t-elle pas écrasé, annihilé chez lui toute velléité de carrière ? Aurait-elle dû avec cette féroce et irrésistible désinvolture avorter pour ne pas handicaper la poursuite de ses études ?

Toujours suivie par la caméra-scandale de Woody Allen, Marion tente de s'échapper du studio hanté. Elle va, dans des paysages urbains aussi sombres que son humeur, se cogner sans cesse à la réalité des souvenirs et aux souvenirs de la réalité. Troublante habileté du metteur en scène qui mêle sans transition, sans astuce technique particulière, avec le naturel vagabond de la mémoire, le présent bouleversé et le passé bouleversant.

Blessée à mort et indestructible

Normal puisque nous sommes dans la tête de cette femme, qu'elle rencontre son frère à vingt ans et elle-même petite fille. Normal qu'elle se promène un moment avec l'homme qu'elle aurait dû aimer. Normal qu'elle prenne le thé avec l'inconnue analysée qui se révèle enceinte et compatissante. Normal aussi qu'elle voie et que nous voyions avec elle, comme si c'était les nôtres, ses certitudes s'effriter jusqu'à la révélation ultime d'une trahison conjugale. Remords, regrets, nostalgie, mélancolique trilogie. La musique s'accompagne Marion dans sa discrète et inéluctable descente aux enfers de la lucidité. Cole Porter et Malher ont mené la ronde, et Kurt Weill pour un zeste de tristesse supplémentaire. Il ne lui reste plus, sur le petit tas de cendres qu'est devenu en peu de temps son arrogante existence, qu'à doubler pour de bon le cap de non-espérance de la cinquantaine.

Pas gai, n'est-ce pas ? Pas gai du tout, si l'on excepte deux ou trois scènes de cocktails et de dîners rapant la verve exquise et sarcastique de *Annie Hall*. Et une satire sous-jacente de la psychanalyse par un client expérimenté qui ne manque pas de s'avouer... Pas gai, non, et situé au carrefour un peu dangereux du cérébral, du décoratif et de l'auto-citation. Là où *September* (1987), autre introspection automnale, explosait de grâce, *Une autre femme* apparaît plus austère, moins spontanée. Mais illuminée par la présence magistrale de ses interprètes : Gene Hackman, l'homme éconduit ; Mia Farrow, prénommée Hope (Espoir) dans le film, petite déesse ex machina au ventre rond, renflante et infiniment séduisante ; et Gena Rowlands, la Gloria de Cassavetes, dans toute sa gloire. Blessée à mort et, à l'évidence, indestructible.

DANIEL HEYMANN.

Deux disparitions

Nicolas Politis, le directeur de l'APUR

Nicolas Politis, directeur de l'Atelier parisien d'urbanisme, est mort jeudi 2 mars. Il était âgé de quarante-deux ans.

Ancien élève de l'Ecole centrale de Paris, Nicolas Politis était né à Lille le 16 janvier 1946. Après un bref passage dans un bureau d'études privé, il était entré à l'APUR en 1972, où il fit toute sa carrière. D'abord responsable de l'étude des transports, il devint vite le bras droit de Pierre-Yves Ligon, directeur de cet établissement dont le président est le maire de Paris.

En 1984, il lui succéda. Deux grandes tâches l'attendaient : le réaménagement de l'Est parisien, dont le plan directeur avait été élaboré par son prédécesseur, et l'aménagement de la couronne de Paris, c'est-à-dire les confins du boulevard périphérique.

Ce technicien hors pair n'oublait jamais que seuls les politiques décident. « Nous devons proposer, expliquer et motiver », disait-il. Mais bien souvent la clarté de ses conclusions emportait la décision. Se voyant urbaniste à l'époque où

La publicité télévisée vit sous contrôle. Après la rocambolesque mise en sommeil de la Régie française de publicité (RFP), la CNCL puis le CSA (Conseil supérieur de l'audiovisuel) ont continué de surveiller le contenu de tous les spots diffusés sur le petit écran. Un contrôle déontologique qui irrite parfois les publicitaires et dont l'organisation est sévèrement critiquée par les survivants de la RFP.

« Geneviève-la-pudeur ! Ils m'appellent Geneviève-la-pudeur ! », soupire la benjamine du Conseil supérieur de l'audiovisuel en montrant un hebdomadaire. « C'est vrai, j'ai fait supprimer une paire de seins dans une publicité pour une machine à laver. Mais Geneviève-la-pudeur a aussi laissé passer un couple nu, parce que le projet le justifiait. Alors ? Je ne veux ni m'ériger en censeur ni être en retard sur mon temps ». Depuis à peine un mois, Geneviève Guicheney préside le Comité de la communication publicitaire du CSA, qui contrôle l'ensemble des images diffusées sur les écrans publicitaires ou lors des actions de parrainage et des émissions institutionnelles, comme celles de la régie de FR 3.

En clair, Madame Publicité décide, au rythme de 200 spots chaque mercredi, du sort de tous les nouveaux films de pub diffusés chaque année sur le petit écran (6178 en 1988).

La plupart (80 %) des scénarios soumis passent sans encombre l'obs-

tacle du comité, où siègent, outre Geneviève Guicheney, des représentants des chaînes de télévision, de Radio-France, de l'Union des annonceurs (UDA), de l'Association des agences-conseils en communication (AACC), du Bureau de vérification de la publicité (BVP) et de l'Institut national de la consommation (INC). Le reste, avant d'obtenir le visa du comité, doit subir quelques modifications, puis être vérifié une fois le film réalisé. Si un problème de doctrine apparaît, le spot litigieux est examiné en séance plénière du CSA.

En 1988, la CNCL avait ainsi refusé un message des fêtes de France en faveur du don du culte. « Nous craignons que ce spot crée un précédent et que les sectes s'engouffrent dans cette brèche », justifia M. Jean Autin, à l'époque président du CCP, qui précise : « Et pourtant, je suis catholique pratiquant ».

J'applique le règlement

Le système devrait satisfaire tout le monde. Les annonceurs, avant d'engager des budgets importants dans leurs films, sont assurés de leur conformité. Quant aux agences de publicité, elles peuvent rejeter sur le comité la responsabilité d'un refus. Pourtant, ce comité n'a pas toujours bonne presse chez les professionnels. On du moins son existence et son droit de contrôle a priori sont fréquemment contestés.

« C'est dans une situation de contrôle que les gens essaient de tri-

cher, argumente M. Alain Grangé-Cabane, de l'UDA, « si les agences et les annonceurs étaient totalement libres, ils pratiqueraient l'autodiscipline, comme c'est le cas en matière d'affichage ou de presse. Le BVP n'intervient qu'à posteriori. » Le règlement existe, le problème est d'application.

Place des enfants dans les spots, image de la femme, publicité mensongère et secteurs interdits de télévision : les problèmes rencontrés sont aussi vieux que la publicité sur le petit écran, qui date de 1968.

Que dit la réglementation ? Un décret de 1987 interdit par exemple d'utiliser un enfant comme acteur principal d'un spot vantant un produit sans rapport direct avec lui. Mais voilà, l'enfance fait vendre. « Alors on fait la chasse à l'enfant prescripteur ou à l'enfant acteur principal », admet Geneviève Guicheney. Quitte à ce qu'un producteur de confitures, dont le spot a été refusé, dépose un recours en excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat.

Quant à la nudité, il faut bien constater que les femmes en sont les premières victimes, note l'ancienne journaliste Guicheney, mais on ne peut pas vanter un produit pour la douche en passe-montagne !

Pour classiques qu'ils soient, ces problèmes de déontologie se posent de façon aiguë car l'environnement publicitaire a changé à grande vitesse ces dernières années. Essuyant les plâtres du comité, M. Autin avait d'entrée de jeu fait le choix du consensus et du libéralisme. M^{me} Guicheney entend bien garder la même ligne, et souligne que « l'équilibre du comité est assez bien fait, dans ce domaine où tout se joue à la marge, pour favoriser les compromis nécessaires ».

Parrainages intéressés

Mais c'est Geneviève-la-rigueur qui ajoute aussitôt : « Je ne suis pas là pour faire plaisir. Pour l'instant, je suis dans une phase d'observation de quelques mois. Si la première séance de travail a été longue, c'est que je voulais que tout le monde m'entende et comprenne mon point de vue ».

La durée de la première réunion du nouveau comité et l'intention manifeste de la nouvelle présidente de mettre les points sur les i ont effa-

rouché plus d'un publicitaire. C'est que la concurrence féroce entre les régies des chaînes, le boom de la publicité télévisée, la multiplication des formes parapublicitaires comme le parrainage ou les émissions institutionnelles, sont autant de facteurs qui augmentent le niveau des enjeux et les occasions de débordement, aussitôt exploitées par des publicitaires prompts à s'infiltrer dans la moindre brèche. Résultat, selon un observateur : « La doctrine actuelle est incohérente, elle est fonction de l'humeur du moment et du lobbying ambiant ». Force est de constater que les magasins de distribution font leur publicité au travers des annonces de parrainage, que les « droits d'asile » et autres « communications par les dotations » des jeux primés sont légion.

Le CSA et son émanation, le Comité de la communication publicitaire, sont-ils outillés pour endiguer ces débordements ? Le Conseil constitutionnel, tout en validant la loi créant le CSA, a rappelé avec force que son pouvoir normatif doit être encadré, notamment en matière publicitaire. En clair, c'est à la loi ou au gouvernement d'édicter des règles et non au CSA. Comme la loi de 1986 l'y autorisait, la CNCL avait, par exemple, fixé les règles du parrainage sur les chaînes publiques. Plus question de cela aujourd'hui. Et il faudra sans doute que le législateur ou le gouvernement vienne préciser les règles applicables, quitte à laisser le CSA compléter les détails de ces règles.

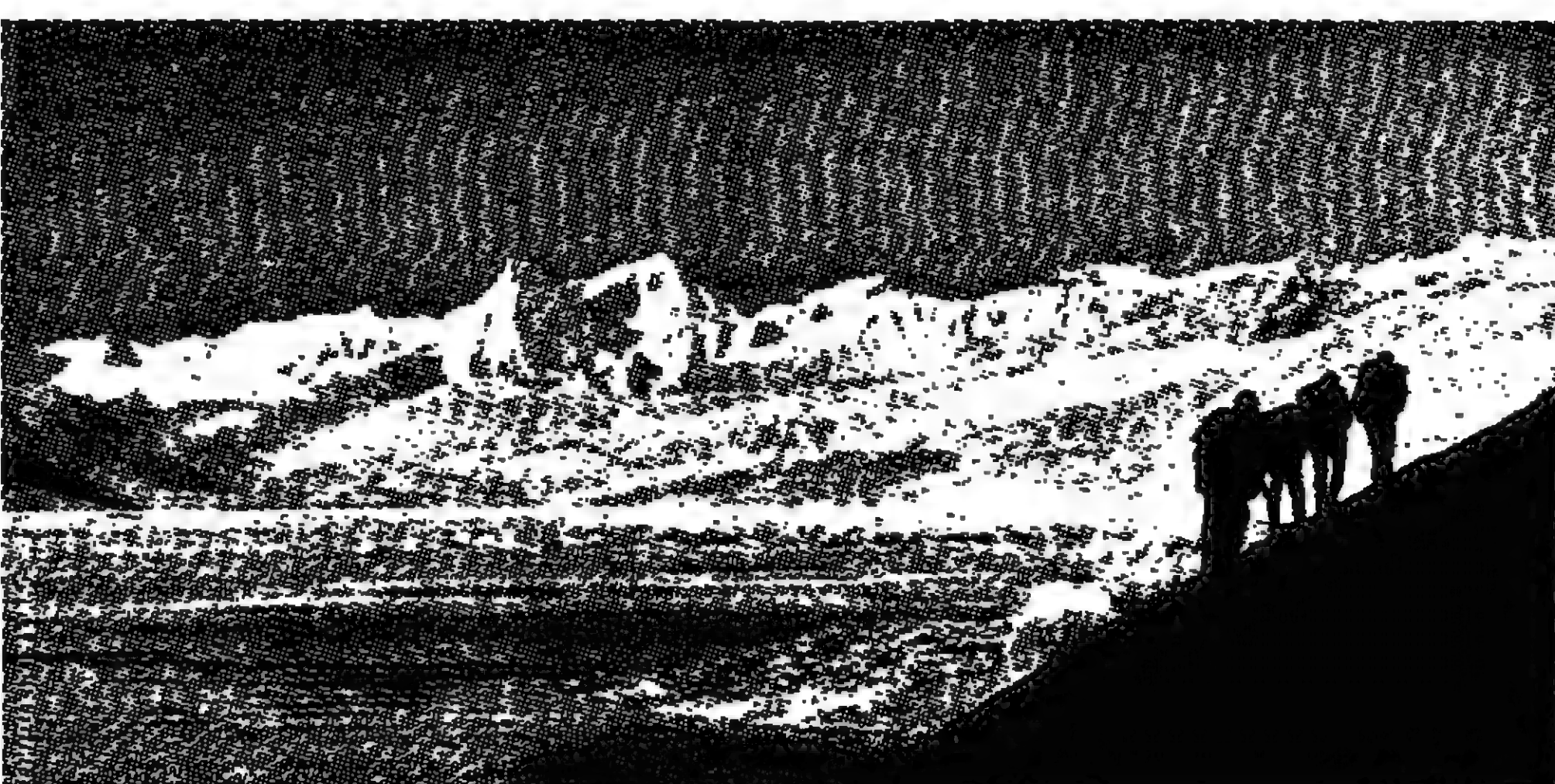
Au-delà de ce petit vide juridique creusé par le Conseil constitutionnel, le principal obstacle à venir pour le Comité de la communication publicitaire sera peut-être... une montagne de travail. Autant la production de spots publicitaires classiques sur six chaînes nationales peut être contrôlée de façon relativement exhaustive, autant la multiplication des chaînes régionales ou thématiques et l'extension des formes de parrainage réclameront à l'avenir de nouvelles formes de contrôle.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA et YVES-MARIE LABÉ.

Demain :

L'impossible liquidation de la Régie française de publicité

140 Marches de Rêve !



Avec Terres d'Aventure, découvrez l'ivresse du marcheur ! Le monde entier est à vos pieds, avec les meilleurs guides et les plus beaux itinéraires de randonnée en France et partout ailleurs. Pour tous niveaux même débutant et à tous les prix. Catalogues gratuits sur demande en renvoyant le bon ci-dessous à T.A. 16, rue Saint-Victor 75005 PARIS ou en téléphonant au 43.29.94.50. Minitel 3615 Code TO.

Nom, Prénom		Lettre
Adresse		
Téléphone		
Brochure générale France - Pays lointains	<input type="checkbox"/> Catalogue Ski	<input type="checkbox"/> Catalogue Haute Montagne
Terres d'aventure		
LE VOYAGE A PIED		
16, rue Saint-Victor 75005 PARIS - Tél. 43.29.94.50. MINITEL 3615 CODE TO		
9, rue des Remparts d'Albi 69002 Lyon. Tél. 78.42.99.91		

Suicide de l'écrivain suisse Hermann Burger

Le corps de l'écrivain suisse-allemand, Hermann Burger, a été découvert, mercredi 1^{er} mars, à son domicile de Brugg dans le canton d'Argovie. Le suicide, par absorption massive de médicaments, remontaît, vraisemblablement, à plusieurs jours.

[Né près de Zurich (comme Fritz Zorn, l'auteur de *Mars*, dont plusieurs traits le rapprochaient), en 1942, Hermann Burger était connu en Suisse allemande et en Allemagne, où il publiait ses livres. Ecrivain silencieux, esclave dépressif et ironique, il avait, à plusieurs reprises fait allusion à sa mort prochaine. Deux livres de Hermann Burger ont été traduits en français : *Diabelli*, trois brèves variations sur l'air, l'artifice et la mort (l'Aire, 1980), et *la Mère artificielle*, roman fétichiste, variation sur la figure de la mère dévorante, qui doit beaucoup à Freud (Fayard, 1985).]

710, 11 (m. et s.) mars

OPERA

OPERA-COMIQUE • SALLE FAVART

ECOLE DU BALLET DE L'OPERA

LOCATION: 47.42.53.71

RESEIGNEMENTS: 47.42.53.50

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LA VIEILLE Théâtre national de la Colline (43-66-43-60). 20 h.

DEVOS EXISTE, JE L'AI RENCONTRÉ. Au Boc fin (42-96-29-35). 20 h 30.

UN CŒUR SIMPLE. Théâtre l'Œuvre qui Rôle (43-26-29-61). 21 h.

LA SAVETIÈRE PRODIGEUSE. Roubaix-Théâtre. (42-71-30-20). 20 h 30.

LE FOU DE MADEIRA. Théâtre Renaud-Barraut. (42-56-60-70). 21 h.

L'AQUARIUM. Lucarne Forum (43-44-57-34). 18 h 45.

LE JEU DE DAMES (El Juego). Cité (43-57-35-13). 21 h.

LA FAUSSE SUUVANTE OU LE ROUBRE PUNI. Cité internationale universitaire. Grand Théâtre (43-59-35-69). 20 h 30.

SUR LE FIL. Théâtre Montgouffier (43-96-04-06). 20 h 30.

NATIONALITÉ FRANÇAISE. Théâtre national de la Colline (43-66-43-60). Pétiole Salle, 21 h.

L'HOMME-OBJET. Au Boc fin (42-96-29-35). 18 h 30.

CALLAS. Athénée Louis-Jouvet (42-47-27-27). 20 h 30.

LETTRES DE LA MARQUISE DE M. AU COMTE DE R. MARIE-STUART (43-08-17-80). 21 h.

COMME IL VOUS PLAITRA. Théâtre 13 (43-08-16-30). 20 h 30.

LETTRES DE LA MARQUISE DE M. AU COMTE DE R. MARIE-STUART. Théâtre de la Ville (43-74-22-77). 20 h 45.

BRASSINS, BREL. Comédie Camartin (47-42-43-41). 20 h 30.

LIEBELEI. Studio des Champs-Élysées (43-27-23-10). 20 h 30.

LE PETIT TRIPTYQUE DES SOULEVÉS. Carthage. Théâtre de la Tempête (43-28-36-36). 20 h 30.

FAMILLE D'ARTISTES. Ambervilliers. Théâtre de la Commune (43-34-67-67). 20 h 30.

PREMIERE LE 7 MARS

STUDIO des CHAMPS-ÉLYSÉES

DOMINIQUE BLANC **MARIANNE BASLER**

PASCAL GREGORY **PATRICK CATALIFO**

LIEBELEI

de **ARTHUR SCHNITZLER**

Adaptation de **JEAN-LOUIS BISSON**

Mise en scène **GABRIEL AGHION**

Decor **HILTON MC CONNICO**

Lumière **GILLES LE GALL**

Costume **ELISABETH TAVERNIER**

Lumière **ANDRÉ DIOT**

MARIE-FRANCE SANTON

JEAN-CLAUDE LECAS

PHILIPPE BIANCO

Location Studio et par tél. 47 20 08 24

ACTUELLEMENT

JE SUIS LE SEIGNEUR DU CHATEAU

Un film coup de poing qui ne vous lâche pas à la sortie de la salle. Un opéra flamboyant de passions et de violence.

Observateur

Pathétique et captivant. Le suspense par excellence... poignant comme la vie.

Télérama

Film magnifique qui ose des choses folles.

Un sujet fort et original traité dans un style flamboyant. C'est magnifique.

Vendredi 3 mars

LE BOURVIL (43-73-47-84). Ce soir, on cultive tout : 20 h 30. O La Mole du page: 22 h.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Exposé au musée de la Ville: 20 h 15.

LE PROLOGUE (43-73-33-15). Mont chère: 21 h.

LIERRE-THÉÂTRE (43-56-55-83). Le Procès d'Orléans: 20 h 30.

LUCERNAIRE FORUM (43-44-57-34). Théâtre arabe du XIVe siècle: 20 h.

MADEIRA (43-57-07-09). O Les Sept Miracles de Jésus: 18 h. La Foire d'empoigne: 21 h.

MARAI (42-78-03-33). O Une vie bouleversée: 18 h 30. L'Avant: 20 h 45.

MARIE STUART (43-08-17-80). Le Roi: 18 h 30. O Pierrot gardien de l'ordre: 20 h 30. O Lettres de la marquise de M. au comte de R.: 22 h.

MARIGNY (43-08-85-97). O Starmania: 21 h.

MATHURINS (43-65-90-00). Une vie de théâtre: 21 h.

MICHEL (42-65-35-02). La Bonne Adresse: 21 h 15.

MICHOËRE (42-92-95-23). Pique-reiz: 20 h 45.

MOGADOR (43-78-75-00). D'Artagnan: 20 h 30.

MONTMARNASSE (43-22-77-74). Triptyque des sommets: 20 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-55). Ah! Ca ira, ça ira, ça ira: 21 h.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (43-59-35-69). Grand Théâtre. O La Fausse Suivante ou le Roubre Puni: 20 h 30. La Galerie. O Zaire ou le Fantôme religieux: 20 h 30. La Resurre. La Chevalerie: 20 h 30.

CITÉHÉ (43-57-35-13). O Jeu de dames (El Juego): 21 h.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). O Brasseur, Brel: 20 h 30.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). La Première Tête: 21 h.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-27-21). Une femme sans histoire: 21 h.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Les Officiers du bal: 20 h 30.

DEUX ANES (46-06-10-26). Le Coût du père François: 21 h.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babes-Cadens: 20 h 15. Nous on fait ou nous on ne fait: 22 h.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne: 20 h 30.

FONDACTION DEUTSCHE DE LA MEURTHE (43-27-22-09). O Les Deux Jours, Jours, la Reine de Saba: 20 h 30.

FONTAINE (43-74-74-40). Quelle famille!: 21 h.

GAITE-MONTMARNASSE (43-22-16-18). Frédéric Chopin ou le Malheur de l'opéra: 21 h.

GALERIE 55-THÉ ENGLISH THEATRE OF PARIS (43-26-63-51). The Dining Room: 20 h 30.

GALERIE DE NESLE (43-25-11-28). Le Magasin de curiosité: 20 h 30.

GUCHET MONTMARNASSE (43-27-38-61). Histoire d'un fou: 18 h 45.

Adieu Agatha: 20 h 30. Jangleries ou Histoire du tigre et autres histoires: 22 h 15.

HOTEL LUTETIA (SALON BORGHESI) (44-44-03-05). Le Dernier Quart de lune: 20 h 45.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve: 19 h 30. La Lepone: 19 h 30.

L'ESPACE EUROPÉEN (42-93-69-68). La Face cachée d'Orion: 20 h 30.

LA BASTILLE (43-57-42-14). Alice: 19 h 30.

LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Entre nous sous dill: 21 h.

LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11). O Médée: 21 h.

cinéma

Les exclusivités

LES ACCUSÉS (*). (A. v.a.). Ciné Beaubourg, 9 (43-71-52-56); UGC Danville, 9 (43-25-10-30); UGC Biarritz, 9 (43-26-20-40); v.f.: Rex, 2 (43-36-83-93); UGC Montparnasse, 9 (43-74-94-94); Pathé Marignan, 9 (43-27-38-61); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Mistral, 14 (43-39-52-43); UGC Convention, 15 (43-74-93-40); Images, 18 (43-22-47-94); La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

L'ADIEU AU ROI (A. v.a.). UGC Biarritz, 9 (43-26-20-40); v.f.: Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41); Pathé Ciné 11, 10 (47-70-12-71).

LES AILES DU DESIR (Fr.-Al.). v.a.). Épée de Bée, 5 (43-57-57-47).

L'ANNÉE DU SOLEIL CALME (Fr.-Al.). v.a.). Accacias, 5 (46-33-86-86).

RAGDAD CAFE (A. v.a.). 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-39-25); 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-08-00); Triomphe, 6 (43-26-08-00); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81).

LA BANDE DES QUATRE (Fr.). Funer d'Arson, 2 (42-97-52-54); Le Saint-Germain-des-Près, 2 (43-26-20-40); Les Trois Balises, 8 (43-51-10-60); Sept Parassiens, 14 (43-36-23-44); 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-08-00); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81).

LE BENTHOS OU LA TERRE SOUS-MARINE (Fr.). La Gode, 19 (46-42-13-13).

LE BOCAL DEL LOBO (Fr.). v.a.). Latina, 4 (42-78-47-86).

CAMILLE CLAUDEL (Fr.). Gaumont Les Halles, 14 (42-97-52-54); Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-39-83); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Favette, 13 (43-31-36-86); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LES CANNIBALES (Fr.). v.a.). Forum Horizon, 1 (43-08-57-57); Saint-Germain Studio, 5 (46-33-63-20); Le Triomphe, 6 (43-26-08-00).

CHEESEBURGER FILM SANDWICH (A. v.a.). Arden Rive Gauche, 5 (43-29-44-40); Ellysée Lincoln, 8 (43-59-36-14); Sept Parassiens, 14 (43-30-32-20).

LES CIGOGNES N'EN FONT QU'À LEUR TÊTE (Fr.). UGC Montparnasse, 9 (43-74-94-94); George V, 9 (43-62-41-46); Pathé Français, 9 (47-70-33-88).

COCKTAIL (A. v.a.). Pathé Marignan-Corcorde, 8 (43-59-92-82); v.f.: Rex, 2 (43-36-83-93); Pathé Français, 9 (47-70-33-88); Favette, 13 (43-31-36-86); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06); Pathé Wexler, 15 (43-22-46-13).

COP (*). (A. v.a.). Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40); George V, 9 (43-62-41-46).

DANS LES TÉNÉRES (Esp.). v.a.). Utopia Champollion, 5 (43-26-84-63).

DELUXE (Fr.). Forum Horizon, 1 (43-08-57-57); UGC Odéon, 6 (43-25-39-83); UGC Normandie, 8 (43-63-16-16); Pathé Français, 9 (47-70-33-88); Les Nation, 12 (43-43-04-67); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); Pathé

75-79-79); UGC Convention, 15 (43-74-93-40); UGC Maillet, 17 (43-48-06-06); Pathé Clichy, 18 (43-22-46-01).

JOUR APRES JOUR (Fr.). Épée de Bée, 5 (43-57-57-47).

KENNY (A. v.a.). George V, 9 (43-62-41-46); v.f.: Forum Arc-en-Ciel, 1 (43-57-52-54); George V, 9 (43-62-41-46); La Nouvelle Maxéville, 9 (47-70-72-86); Trois Parassiens, 14 (43-30-32-20).

LA LECTURE (Fr.). Forum Orient Express, 1 (43-33-42-36); Lucarne, 6 (43-44-57-34).

MADAME SOUSATZKA (A. v.a.). Forum Orient Express, 1 (43-33-42-36); Vaudou Opéra, 2 (47-42-57-52); Pathé Hauteville, 6 (46-33-79-38); George V, 9 (43-62-41-46); La Nouvelle Maxéville, 9 (47-70-72-86); La Bastille, 11 (43-54-07-76); Trois Parassiens, 14 (43-30-32-20); Kinoparadise, 15 (43-06-30-30); v.f.: La Nouvelle Maxéville, 9 (47-70-72-86).

LE MAÎTRE DE MUSIQUE (Bel.). Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-56); UGC Odéon, 6 (43-25-39-83); UGC Normandie, 8 (43-63-16-16); UGC Opéra, 2 (43-33-42-36); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Mistral, 14 (43-39-52-43); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

LES MARIS, LES FEMMES, LES AMANTS (Fr.). 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-39-83); Ellysée Lincoln, 8 (43-59-36-14).

MONTMARNASSE (Fr.). Forum Arc-en-Ciel, 1 (43-57-52-54); Pathé Marignan-Corcorde, 8 (43-59-92-82); UGC Opéra, 2 (43-33-42-36); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); Gaumont Saint-Charles, 15 (43-79-33-00); Pathé Clichy, 18 (43-22-46-01); Trois Secrétaires, 15 (43-26-08-00); La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

MON CHER SUJET (Fr.-Suis.). Saint-André-Arts I, 6 (43-26-48-18).

MOONWALKER (A. v.a.). George V, 9 (43-62-41-46).

MORT D'UN COMMIS VOYAGEUR (A. v.a.). Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-56); UGC Odéon, 6 (43-25-39-83); UGC Biarritz, 9 (43-26-20-40); Max Linder Panorama, 9 (48-24-88-88); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); v.f.: UGC Opéra, 2 (43-33-42-36).

NATAL (Fr.-Br.). v.a.). Latina, 4 (42-78-47-86).

NE RÉVEILLEZ PAS UN FLIC QUI DORT (*). (Fr.). v.f.: Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

LES FILMS NOUVEAUX

LE BONHEUR D'ASSIA. Film soviétique d'André Kozlovski, v.a.). Cosmos, 6 (45-44-28-80); Le Triomphe, 6 (45-42-45-76).

CINQ JOURS EN JUIN. Film français de Michel Legrand: Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-97-52-54); Pathé Marignan-Corcorde, 8 (43-59-92-82); UGC Danville, 9 (43-25-10-30); UGC Biarritz, 9 (43-26-20-40); UGC Opéra, 2 (43-33-42-36); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Mistral, 14 (43-39-52-43); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

LES FRÈRES MOZART. Film soviétique de Suzanne Ozan, v.a.). Pathé, 2 (43-57-52-54); UGC Opéra, 2 (43-33-42-36); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Mistral, 14 (43-39-52-43); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

LAU ET MOI. Film américain de Doris Dörrie, v.a.). Gaumont Les Halles, 14 (40-36-12-12); UGC Danville, 9 (43-25-10-30); UGC Biarritz, 9 (43-26-20-40); v.f.: Rex, 2 (43-36-83-93); UGC Montparnasse, 9 (43-74-94-94); Favette, 13 (43-31-36-86); UGC Opéra, 2 (43-33-42-36); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Mistral, 14 (43-39-52-43); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

MES MEILLEURS COPAINS. Film français de Jean-Marie Poiré: Forum Horizon, 1 (43-08-57-57); Rex, 2 (43-36-83-93); UGC Danville, 9 (43-25-10-30); UGC Biarritz, 9 (43-26-20-40); UGC Opéra, 2 (43-33-42-36); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Mistral, 14 (43-39-52-43); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

PARIS EN VISITES

SAMEDI 4 MARS

« L'impressionnisme au Musée d'Orsay », 13 h 20, sous l'éléphant, 1, rue de Bellechasse (C. Morle).

« Histoire de l'ébénisterie chinoise et techniques du bois laqué-peint », 13 h 30, 6, place d'Iéna (Musée Guimet).

« Descente exceptionnelle dans un tronc aqueduc souterrain » (Jaque de poche), 14 h 30, métro Denfert-Rochereau, sortie principale (M. Bana-sat).

CONFÉRENCES

SAMEDI 4 MARS

6, place d'Iéna, 15 heures: « L'art de la Chine antique », par C. Valmy. Entrée gratuite (Musée Guimet).

Palais de la Découverte, avenue Franklin-Roosevelt, 15 heures: « La vie et l'œuvre de J.-B. Fourier, physicien et mathématicien », par J.-B. Robert.

Sorbonne, 15 heures: « Séries, les grands initiés du monde antique. Point de vue de la science moderne », par G. Osorio (Université libre de Paris et de l'Île-de-France).

62, rue Saint-Antoine, 16 h 30: « De Montmartre aux Batignolles, villages et faubourgs de l'ancien Paris », par M. Durat (Monuments historiques).

DIMANCHE 5 MARS

60, boulevard Latour-Maubourg, 14 h 30: « L'Inde au quotidien », 16 h 30: « L'Inde et sa religion », 18 h 30: « L'Inde et son histoire », par M. Brumfiel (Rencontre des peuples).

9 bis, avenue d'Iéna, 14 h 30: « Turque, de la mer Égée aux steppes de l'Asie », 17 h 15: « Égypte millénaire et crûdère en Haute-Egypte »,

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*). (A. v.a.). La Triomphe, 6 (43-22-46-01).

LOURS (Fr.-Al.). Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Mimirar, 14 (43-20-89-52).

PAPA EST PARTI, MAMAN AUSSI (Fr.). UGC Ermitage, 8 (43-63-16-16).

PARRAIN D'UN JOUR (A. v.a.). Forum Horizon, 1 (43-08-57-57); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-39-83); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); George V, 9 (43-62-41-46); La Nouvelle Maxéville, 9 (47-70-72-86); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Sept Parassiens, 14 (43-30-32-20); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); v.f.: Brangon, 6 (42-22-57-97); Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

PAYSAGE DANS LE BROUILLARD (Gr. v.a.). Utopia Champollion, 5 (43-26-84-63).

PELLE LE CONQUÉRANT (Dan. v.a.). Cinoche, 6 (46-33-10-82).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.). Gaumont Les Halles, 14 (40-36-12-12); Cinoche, 6 (46-33-10-82); Ellysée Lincoln, 8 (43-59-36-14); La Nouvelle Maxéville, 9 (47-70-72-86); Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

LE PRINCE NEZHA TRIOMPHE DU ROY DRAGON (Chin. v.f.). Utopia Champollion, 5 (43-26-84-63); Studio 43, 9 (47-70-63-40).

QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RABBIT ? (A. v.a.). UGC Ermitage, 8 (43-63-16-16); v.f.: Rex, 2 (43-36-83-93); Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

RADIO CORBEAU (Fr.). UGC Montparnasse, 9 (43-74-94-94); UGC Biarritz, 9 (43-26-20-40).

SALAAM BOMBAY (Indo-Fr.). v.a.). Lucarne, 6 (45-44-57-34).

SALSA (A. v.a.). George V, 9 (43-62-41-46); v.f.: Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

SCOP (A. v.a.). Forum Horizon, 1 (43-08-57-57); Pathé Hauteville, 6 (46-33-79-38); Pathé Marignan-Corcorde, 8 (43-59-92-82); v.f.: Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33); Pathé Montparnasse, 14 (43-30-32-20).

LE SORCHOU ROUGE (Chin. v.a.). Forum Orient Express, 1 (42-33-42-36); Cluny Palace, 3 (43-54-07-76); Les Trois Balises, 8 (43-51-10-60); Sept Parassiens, 14 (43-30-32-20).

LA SOULE (Fr.). Forum Orient Express, 1 (42-33-42-36); Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52); Pathé Marignan-Corcorde, 8 (43-59-92-82); Favette, 13 (43-31-36-86); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

LES FILMS NOUVEAUX

(43-20-89-52); Gaumont Convention, 15 (43-26-08-00); UGC Maillet, 17 (47-48-06-06); Pathé Wexler, 18 (43-22-46-01); Trois Secrétaires, 15 (43-26-08-00); La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

UNE AUTRE FEMME. Film américain de Woody Allen, v.a.). Gaumont Les Halles, 14 (40-36-12-12); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-56); Reflet Média Logis salle Louis Jouvet, 5 (43-54-42-34); UGC Opéra, 2 (43-33-42-36); UGC Normandie, 8 (43-63-16-16); UGC Opéra, 2 (43-33-42-36); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Mistral, 14 (43-39-52-43); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

Y A-T-IL UN FILM POUR SAUVER LA REINE ? Film américain de David Zucker, v.a.). Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-56); UGC Danville, 9 (43-25-10-30); UGC Biarritz, 9 (43-26-20-40); UGC Opéra, 2 (43-33-42-36); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Mistral, 14 (43-39-52-43); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

سكوا من الأمل

Le Monde

CADRES

Le groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine :

THOMSON

La vidéo de demain
• INGENIEURS PROCEDES ELECTRONIQUE
• INGENIEURS PROCEDES MECANIQUE

Réf. VM 52/126 AA

Réf. VM 52/126 AC

Electricité Industrielle

• DEVELOPPER
UN CENTRE DE PROFIT

Réf. VM 50/2828 B

YORK INTERNATIONAL

Equipements Industriels
• INGENIEUR ETUDES DEVELOPPEMENT

Réf. VM 17/1017 X

ROHDE & SCHWARZ

Systèmes Electroniques de Mesures et de Tests

• INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Réf. VM 24/2894 B

Le Monde

• INGENIEUR

Emballages et Conditionnement

Réf. VM 6/114 CD

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, nous vous proposons de nous adresser un dossier de candidature en précisant la réf. choisie à :

EGOR

8, rue de Berni - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA KENEDLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

Pour la création d'un nouveau service à BESANCON

RESPONSABLE EUROGUICHET

- Diplômé Ecole de Commerce ou assimilé
- Expérience professionnelle affaires communautaires si possible en entreprise
- Trois langues dont français et anglais parfaits
- Qualités d'animateur + exp. micro-informatique



Envoyer CV et prétentions
à M. le Secrétaire général
191, rue de Belfort - 25043 Besançon Cedex

INVESTISSEZ 0,73 F

C'est le prix de votre appel pour découvrir :
- un organisme important dans un marché porteur,
- un métier passionnant,
- une formation,
- une rémunération méritoire.

Réjoignez-nous en téléphonant au 45-53-20-00, poste 105.

CORRECTEURS QUALIFIES

dispon. à partir du 15.03, niveau terminales math. phys. philo. franc. Tél. 43-98-16-86.

MECANIQUE NUCLEAIRE

• INGENIEUR

Emballages et Conditionnement

Réf. VM 6/114 CD

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, nous vous proposons de nous adresser un dossier de candidature en précisant la réf. choisie à :

EGOR

8, rue de Berni - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA KENEDLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

Le Monde

IMMOBILIER

appartements ventes

12^e arrdt

12^e PRÈS BOIS

Réc. stand. habitation s/2 niveaux, 120 m², cuisine, 3 ch., 2 salles, 2 bains, box, 2 650 000 F. Samedi 11-17 h
Rue des Minimes n° 14.

16^e arrdt

MARCHE DES NOTAIRES

90, AV. HENRI-MARTIN

Facade pierre de taille 7 pos. 204 m² 2^e et 3^e pos en étage, garage 400 m² à prix 6 500 000 F. Samedi 11-17 h
M^{me} J.-L. REGNIER
(1) 42-60-51-27.

92

Hauts-de-Seine

NEUILLY STUDIO EXCEP.

sur jardin privé.
Prix 1 150 000 F.
R.N.C. 45-72-50-20.

94

Val-de-Marne

ST MANDÉ 200

Imm. stand 1980 liv. + 2 ch., 2 s., 2 b., 200 m², 3 800 000 F. 43-44-45-47.

CHARENTON ECOLES P.R.

Après 10 ans, 3 s., 2 ch., 2 b., 200 m², 3 800 000 F. 43-44-45-47.

Mme immobilière 43-45-47-49

appartements achats

J. FERRAULT 54, av. de la

Motte-Picquet (16^e) rech. pour bons clients R.N.C. et G.D.S. APPT 2^e 7^e, 12^e, 18^e arrdt. 45-56-00-76.

locations meublées demandées

Paris

Collaborateur « Le Monde » cherche étudiant, v.e., 10^e ch., 2 s., 2 b., 200 m², 1 500 F. URGENT.

Tél. 43-50-15-13 ou (16) 44-26-61-51 sp. 20 h.

immeubles

ASSOCIATION CULTUELLE cherche à acquérir immeuble pour placement. Paris ou banlieue proche

intermédiaire s'abstenir. Tél. 43-50-15-13 ou (16) 44-26-61-51 sp. 20 h.

pavillons

SCEAUX Jolie maison SEL. 4 CHÈVRES, Jardin, 2 ch., 2 s., 2 b., 200 m², 2 900 000 F.

PPTAREL. 43-44-11-25.

propriétés

170 SUD PARIS

ferme de caractère avec tour, 1200 m², 550 000 F.

Crédit 100 % (16) 86-74-05-12 (16) 86-31-46-74 sp. 20 h.

bureaux

Locations

VOTRE SIEGE SOCIAL

Constitution de sociétés et tous services 43-56-17-80.

OPERA

Bureaux prestige équipés, salle de réunion, domiciliation, téléphone, télécopie.

Tél. (1) 42-40-01-60.

DOMICILIATIONS

Forum des Halles, Bureaux, Constitution de sociétés, Télés. Télécopie, Secrétariat.

ACCESS. 40-26-15-12.

immobilier information

ENTREPRISES HOMMES D'AFFAIRES vos déplacements à Paris

HALL STUDIOS

réf. pl. cent. RST, parking, offre locat. conf. + serv. CHANGE, COURRIER, MINTEL FAX

Comm. à la carte 42-21-06-17.

Permis de construire et direction de travaux par architecte DPLG pour vos appartements, pavillons, boutiques, bureaux.

47-33-63-12.

L'AGENDA

Antiquités

POUR DÉCORATION

ACHETE A VOTRE PRIX MEUBLES-OBJETS ART

EMPIRE

43-87-92-80

62, bd Maubert, 8^e arr. Paris
Tout déplacement gratuit

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

BX 19 TRD

Julien 1987 modèle 1988 29.000 km. Direct. assistée, 1600 cc, 100 km/h. Vitesse 180 km/h. Siège cuir. Climatiseur. 30.000 F.

Tél. : 47-01-11-02.

Bijoux

ACHAT OR BIJOUX

brillants pierres précieuses PERFORM OPERA 4, chaussée d'Antin

Bijoux anciens

SAGUES ROMANTISQUES - 20 % ACHAT OR

19, rue d'Arcole, 75004 PARIS. 43-54-00-63. PATES PLASSER.

Vacances - Tourisme - Loisirs

VALRAS PLAGE (34)

600 m de la mer. Maison neuve 1985, dans parc résidentiel, avec terrain, piscine.

Local. à la semaine 18 500 F. 6 pers. (ex. 2 pers. couples) Mal 1 500 F. Juin 1 800 F. Juillet 2 300 F. Août 3 000 F.

(1^{er} sem. seulement) 62, bd Maubert, 8^e arr. Paris. Tout déplacement gratuit.

A vendre petite maison

colombages pl. pied à 300 m centre ville Barrois, Eure, sal. à manger, 1 chbr., cuis., sal. d'eau, w.c., cell., grenier, chbr. gaz de ville, jardin 700 m².

T. 66-06-48-55, apr. 18 h. DRISCOLL HOUSE HOTEL

2000 chambres singles. 1000 chambres doubles. 1000 chambres semi-pension. 122 New Kent Road, London SE1 4YT - G.S. Tél. 18-44-1-703-41-75.

ILE D'OLÉRON

CHAMBRES A LOUER Avec ou sans coin cuisine. Semaines, quinzaines, mois. Tél. : (16) 42-76-50-40.

MARS

A LA NEIGE !

SKI DE FOND

HAUT JURA

3 h de Paris par TGV. Ferme du XVII^e, confortablement rénovée, chbr. avec s.d.b., w.c., table d'hôte, cuis. équipée et légère, pain maison cuit au feu de bois. Ambiance sympathique. 2 380 F par pers. et semaine s. compris, pension complète + vin, monteur et matériel de ski.

T. : (16) 81-05-12-91 ou 02-41-11-11-11. La Crêpe-Agneau, 25600 MONTBENOIT.

Locations été disponibles.

POSDONIA Spa : Dégustation vins. 100, cours Jean-Bart, 93700 ST-HAFAEL. 94-06-06-50.

Appel

Grande Maison Savoyarde

après accolade grosses en pierre complètes ou part. 100 m² de terrain - 17 747 110 Montreuil. Tél. : 50-70-14-88.

Vous avez des problèmes

relationnels, sociaux ou affectifs. I.P.A. (Paris) un pay (42-67-71-20) ou un pay (43-67-71-20) vous aident.

Conférence

« La lumière du monde »

ROSE-CHOC D'OR AQUARIUS - 54, rue Ste-Croix-de-la-Bretonnerie Paris 4^e - 20 h 30.

Stages

ANIMATION ET CREATIVITE

DANS LA VIE ASSOCIATIVE Stages de format. des nov. Prix mensuel. VIE NOUVELLE 87, rue de Dunkerque - 75009 Paris. Tél. : 42-85-06-68.

Prix de la ligne 44 F TTC (25 lignes, lettres ou espaces).

Joindre une photocopie de déclaration au J.O.

Cabon Béné à l'ordre du Monde Publiée, se trouve au plus tard le mercredi avant 11 heures pour parution du vendredi dans samedi au Monde Publiée, 5, rue de Montmartre, 75007 Paris.

Le rubrique Associations paraît tous les vendredis, sous le titre Agenda, dans les pages annonces classées.

AGENDA

IMMOBILIER

LES CITADINES ***

Louez votre studio et 2 pièces neuves prêts à vivre pour un jour / pour une semaine et + KITCHENETTE, VAISSELLE, CANAL +, SERVICES.

PARIS TROCADERO (1) 47-04-88-02

PARIS JARDIN DES PLANTES (1) 45-84-13-09

PARIS MONTMARTRE (1) 43-27-14-24

8, rue Blaise-Pascal, 92200 NEUILLY-SUR-MARNE, TÉLÉ 610872 - TÉLÉCOPIE (1) 46-24-80-57.

Vous avez le plaisir de vous inviter au cocktail qui aura lieu de 10 heures à 13 heures et de 15 h 30 à 20 heures le samedi 4 MARS à l'Hôtel International de Paris, 58, boulevard Victor-Hugo, NEUILLY, salon Cancun, et le dimanche 5 MARS au Novotel Paris-Orgeval, R.N. 13, 78630 ORGEVAL, salon Flora, de 11 heures à 13 heures et de 15 h 30 à 20 heures.

Dans cette ambiance agréable et raffinée nous vous renseignerons sur les avantages que

AZAHAR DEL MAR

vous offre dans les meilleures zones de Torrevieja (Alicante), Espagne.

Toute l'information sur les duplex et sur les appartements avec jardin privatif accompagnée de photos, de maquettes, de plans, de vidéos, etc., sera fournie par nos hôtes dans les lieux indiqués ci-dessus.

Pour d'autres renseignements adressez-vous à :

Sofia Perez 4, rue Edouard-Branly 78130 LES MUREAUX. Tél. : (1) 30-01-48-64.

RARE COTE D'AZUR

LES DERNIÈRES TERRES A BATIR

VUE MER - DOMAINE PRIVÉ et gardienné toute l'année

CAP BENAT - Face aux Iles d'Hyères

2 375 m² COS 0,10 1.230.000 TTC

3 000 m² COS 0,10 1.570.000 TTC

Visitez sur rendez-vous / Documentation sur demande

Domaine privé du Cap Benat / 83230 BORMES-LES-MIMOSAS. Tél. : (33) 94-71-27-28, télécopie : (33) 94-64-85-45.

Cabourg

349.000 F* Avec 13.900 F à la réservation (198)

Votre maison 3 pièces tout équipée avec cheminée feu de bois, directement sur la mer, sur le golf.

* A partir de... Prix au 1/2000

Existe également en maisons 2 pièces.

Financement personnalisé. Gestion locale assurée.

(1) 42.25.25.25

Bon documentation sur CABOURG

Nom

Adresse

Tél. dom.

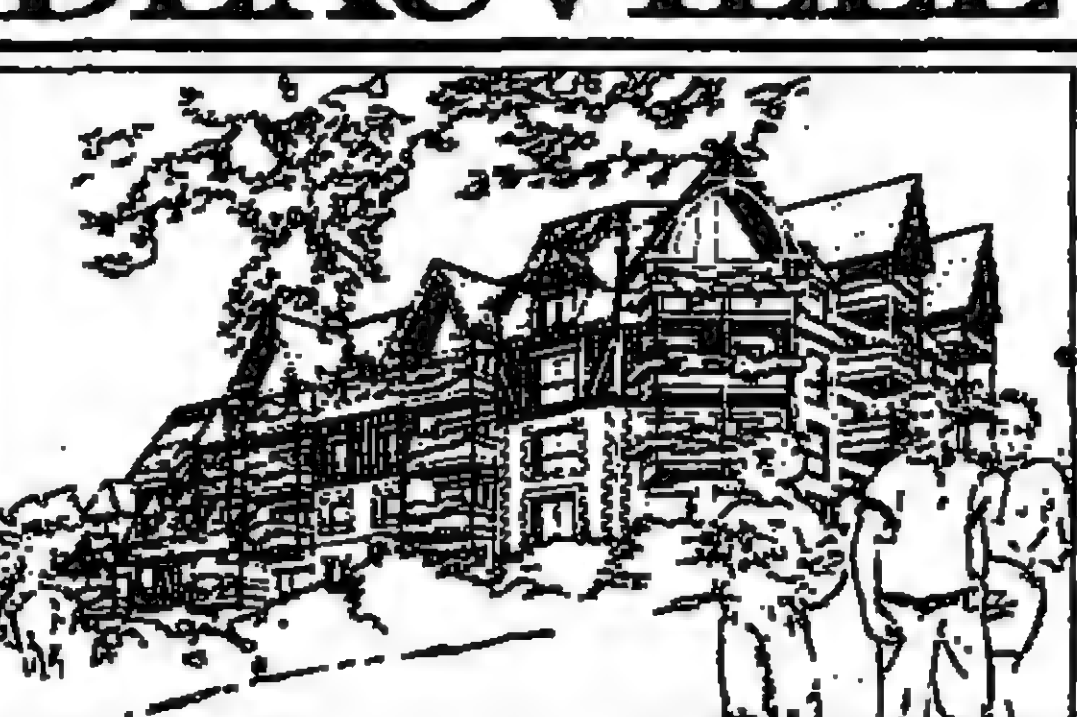
Tél. bur.

66, CHAMPS-ÉLYSÉES - 75008 PARIS

FERINEL

Vacances

DEAUVILLE



Au cœur de la vie deauvillaise, entre l'hippodrome et l'hôtel du Golf, votre appartement grand confort dans le "Domaine des Yearlings", prestigieuse résidence avec piscine privée.

Bureau de vente:

75 av. Marceau 75116 PARIS

47.23.00.67

Veuillez m'envoyer votre documentation "Deauville"

Nom

Adresse

Tél. dom.

Tél. bur.

سكزا من الأصل

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 3 mars à 0 heure et le dimanche 5 mars à 24 heures.

En cette fin de semaine, les perturbations vont contourner la France. Il pleuvra donc peu, et le soleil fera de belles apparitions, surtout dimanche. Les régions voisines de la Manche et de la mer du Nord seront les plus désavantagées avec beaucoup de nuages et un peu de pluie.

Samedi : Soleil dans le Sud-Est, nuages ailleurs. Les régions méditerranéennes jouiront d'une journée très ensoleillée. Le mistral et la tramontane souffleront le matin, mais se calmeront en cours d'après-midi. Le matin, les nuages seront encore abondants en Corse, et il pourra y avoir quelques averses. L'après-midi, les éclaircies seront de plus en plus belles, et il ne faudra plus redouter l'averse.

Sur l'Alsace, la Lorraine, la Franche-Comté, la Bourgogne et Rhône-Alpes, le soleil se montrera dès le matin et restera présent toute la journée malgré quelques passages nuageux.

Sur les autres régions, la matinée sera très nuageuse. De la Bretagne et de la

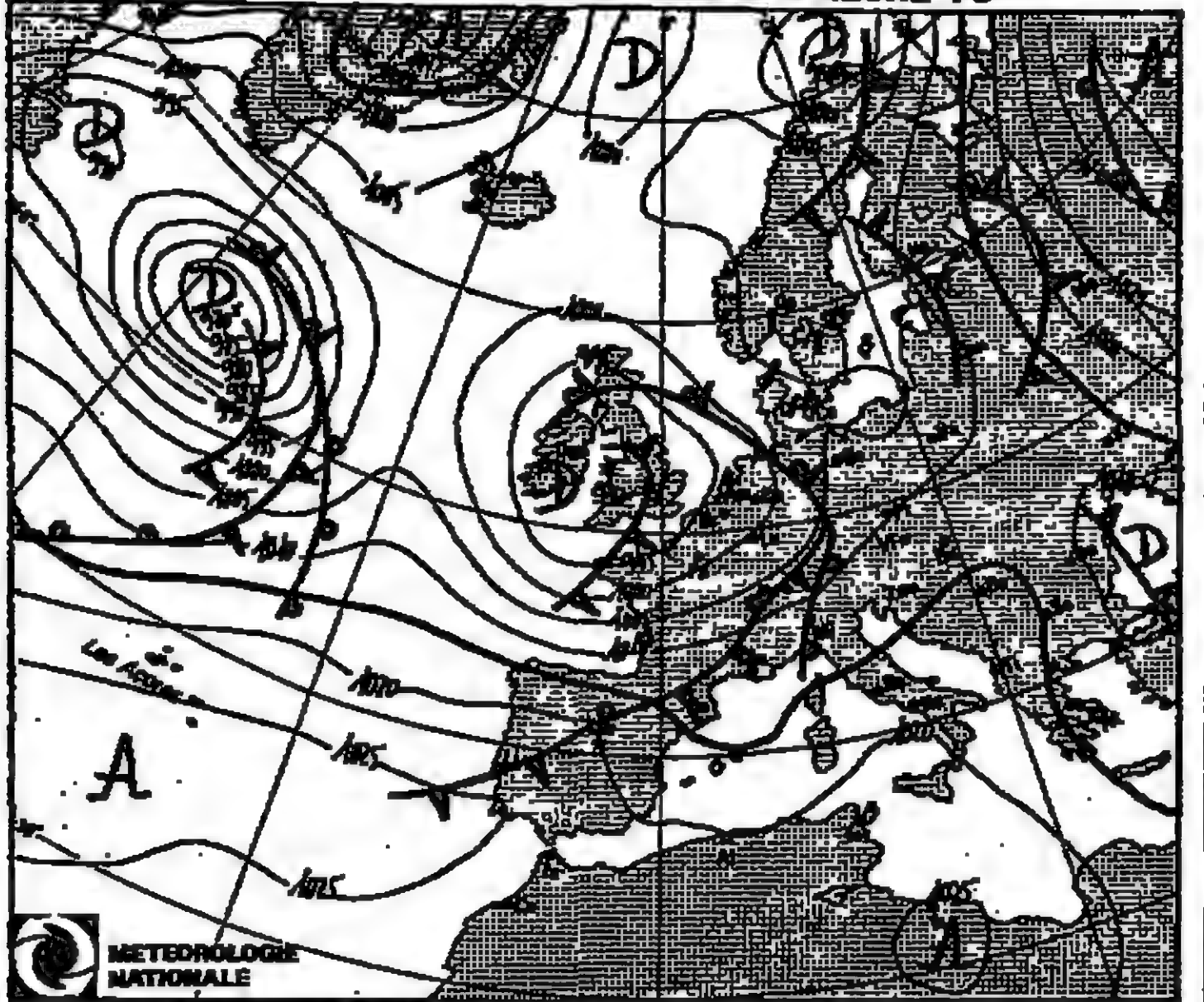
Normandie aux Pays de Loire et à l'Aquitaine, les nuages seront encore plus nombreux et la brume sera au rendez-vous. En cours de journée, le risque de pluie s'annulera et seules les côtes de la Manche et de la mer du Nord pourront avoir un peu de pluie.

Le matin, les températures seront comprises entre 6 et 9 degrés sur la façade atlantique, 1 à 4 degrés plus à l'est, 4 à 6 degrés en Méditerranée. L'après-midi, il fera entre 11 et 13 degrés dans le Sud-Ouest, 14 à 16 degrés dans le Sud-Est, et 7 à 10 degrés ailleurs.

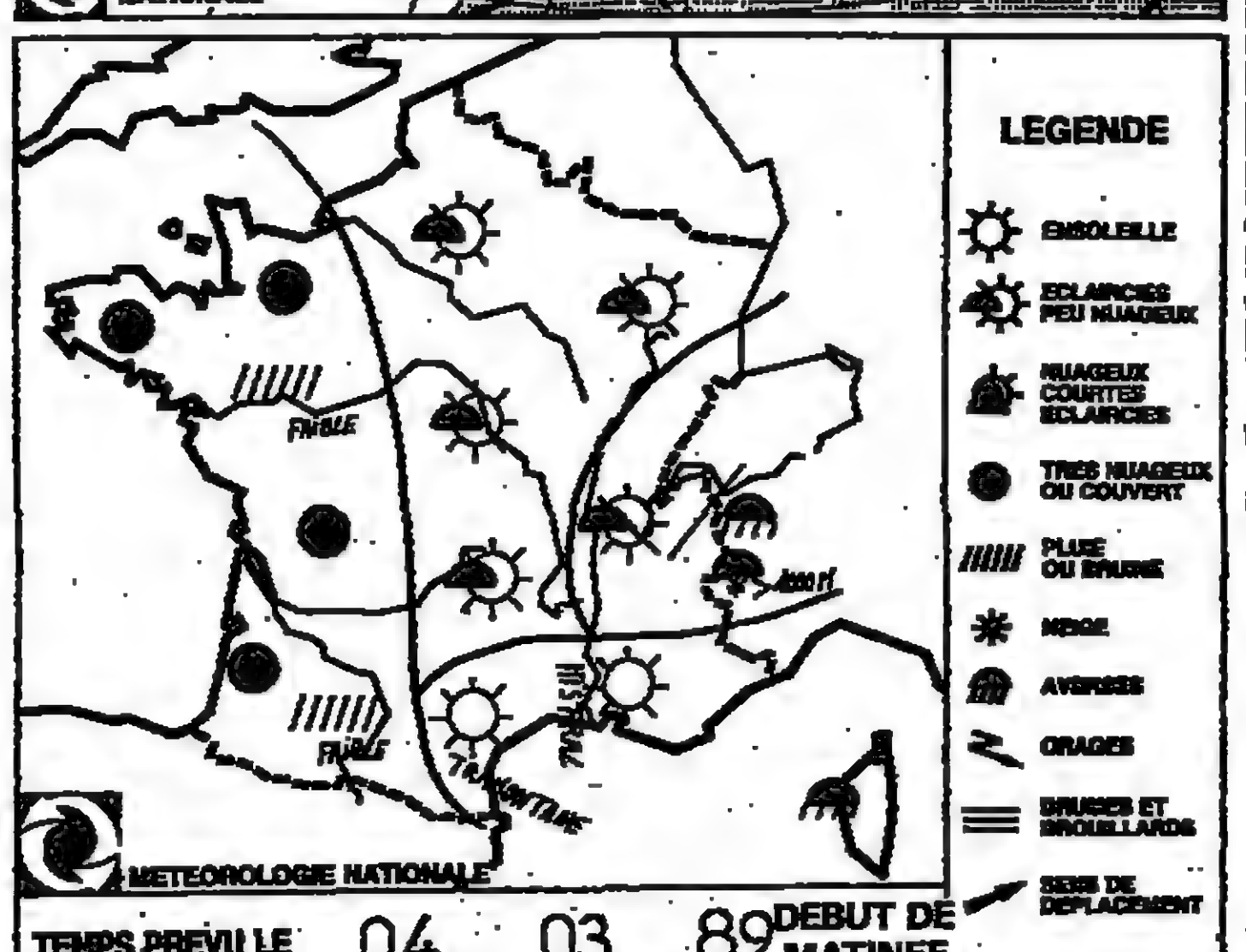
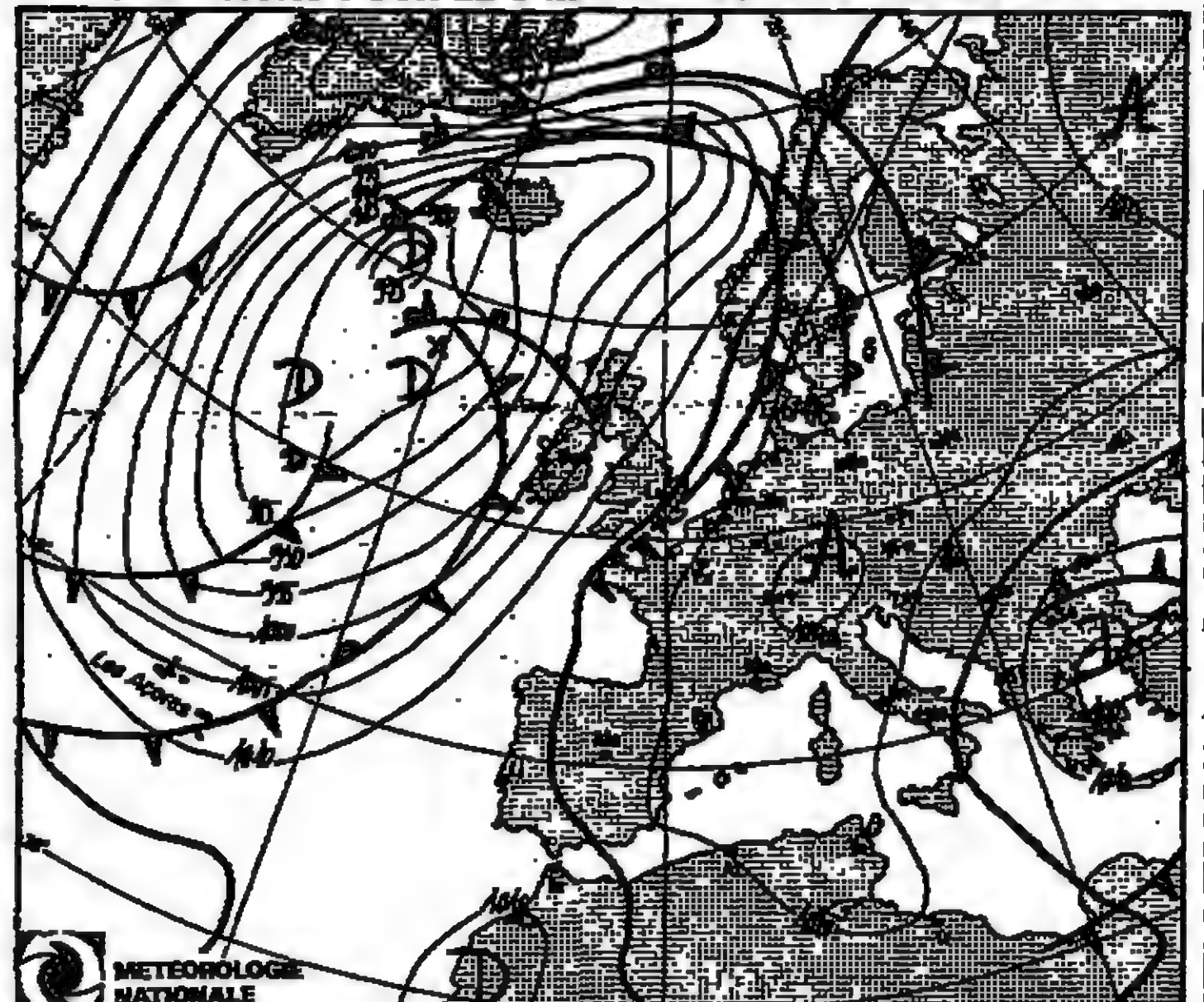
Dimanche : Eclaircies de plus en plus belles. Les régions côtières du Nord-Ouest n'ont guère de chance de voir le soleil. Il pourra même braver un peu ou pleuvoir faiblement. Par contre, sur toutes les autres régions, le soleil se montrera. Il sera de plus en plus généreux en allant vers le Sud-Est. Les températures maximales seront en baisse en général : de 2 à 3 degrés à l'Est, 3 à 5 degrés dans le Sud-Est et le Sud-Ouest, et 6 à 7 degrés ailleurs.

L'après-midi, par contre, il fera plus chaud que la veille.

SITUATION LE 3 MARS 1989 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 5 MARS 1989 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 3-3-1989

Valeurs extrêmes relevées entre le 2-3-1989 à 6 heures TU et le 3-3-1989 à 6 heures TU

FRANCE	TOURS	11	7	P	LOS ANGELES	12	22	D
AMACO	16	10	C	P	LUXEMBOURG	6	4	P
BARCELONE	21	10	C	P	MADRID	15	8	D
BORDEAUX	18	9	C	P	MALAGA	28	16	D
BRETAGNE	12	8	C	P	MILAN	15	5	P
CADIX	13	7	A	P	MONTREAL	-2	-14	D
CHERBOURG	11	6	A	P	MUSKOG	2	0	P
CHERBOURG-FR	12	6	P	P	NAGASAKI	30	15	D
CHERBOURG-MA	10	7	P	P	NEW-YORK	5	-1	C
CHERBOURG-PA	10	7	P	P	OSLO	5	1	C
CHERBOURG-SE	10	7	P	P	PALMADISMA	19	10	D
CHERBOURG-SO	10	7	P	P	PERIN	5	2	C
CHERBOURG-TO	10	7	P	P	RIDUSANDE	28	26	C
CHERBOURG-VA	10	7	P	P	ROME	15	9	N
CHERBOURG-VE	10	7	P	P	SINGAPOUR	32	24	C
CHERBOURG-VI	10	7	P	P	SYDNEY	27	20	A
CHERBOURG-VI	10	7	P	P	TOKYO	12	4	C
CHERBOURG-VI	10	7	P	P	TUNIS	22	8	D
CHERBOURG-VI	10	7	P	P	VARSOVIE	8	0	N
CHERBOURG-VI	10	7	P	P	VERDE	12	3	P
CHERBOURG-VI	10	7	P	P	VIENNE	12	3	P

PHILATÉLIE

A bas la « Liberté » !

Le timbre d'usage courant actuel, dessiné et gravé par Pierre Gandon d'après l'œuvre de Desnoes, est apparu sur notre courrier le 4 janvier 1982. Sept ans de service pour un timbre courant, c'est long. L'histoire récente de la philatélie française nous avait habitués à de moindres longévités. Aussi l'annonce par

le règlement du concours aux candidats, qui auront jusqu'au 31 mai pour rendre leur projet. Ainsi nous espérons voir la Liberté passer à la trappe aux alentours du mois d'août.

Le risque d'une telle procédure ? Que la Poste soit submergée de projets médiocres, inadaptés à l'utilisation postale (problèmes de format, mentions obligatoires, contraintes



La Liberté (1), timbre courant actuel dessiné et gravé par Pierre Gandon. En service pour quatre ans, et divers projets - nos amis - de 1975-1977 dus à Charles Bridoux (2), Jean Caron (3), Roger Excoffon (4).

M. Paul Quilès, ministre des P.T.E., du remplacement de cette effigie à l'issue d'un vaste concours fait-elle figure d'événement.

L'enjeu est d'importance pour les graphistes, dont les candidatures sont reçues dès à présent au ministère jusqu'au 31 mars. Ne désignent-ils pas certains timbres courants du passé par le nom de leurs créateurs ? Types Blanc, Mouchon, Merson, Marianne de Dulac, de Gandon ou de Muller... ainsi passés à la postérité.

Courant avril, la Poste adressera

techniques liées à la fabrication... Avec un précédent : le dernier concours public ouvert en 1982 s'était soldé par un demi-échec, le dessin gagnant étant resté dans les cartons !

* Ministère des postes, des télécommunications et de l'espace, direction générale de la Poste, bureau des émissions des timbres-poste, 20, avenue de Ségur, 75700 Paris.

Retrouvée réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes, 24, rue Chauchat, 75009 Paris. Tél. : (1) 42-47-99-06.

En filigrane

Le Monde des philatélistes de mars. Byrd, premier conquistador du pôle Nord par le voie des airs en 1928, se tourne en 1928 vers l'Antarctique... avec des conséquences postales spectaculaires décrites par Lucien Joffe dans le numéro de mars du Monde des philatélistes. Au sommaire également, la liste complète des timbres qui reproduisent une œuvre de Paul Gauguin, au moment où le Grand Palais lui consacre une exposition, jusqu'au 25 avril. Pour la première fois, le Monde des philatélistes est imprimé entièrement en offset sur un meilleur papier. Avec pour conséquence une reproduction plus fidèle des clichés et une lecture plus agréable. Le Monde des philatélistes, 56 pages, en vente en kiosque, 18 F.

Le Musée de la poste de Paris abat ses cartes. - A l'occasion de l'émission des timbres sur les personnalités de la Révolution, le Musée de la poste de Paris édite treize cartes postales reproduisant autant de timbres : Rouget de Lisle, Carnot, Chénier, Danton, David, Hoche, Robespierre et les six timbres émis cette année (2,20 F l'unité, 20 F la série).

Par ailleurs, les Documents philatéliques officiels du musée sont illustrés à l'aide de gravures anciennes. Certaines existent aussi en grand format, numérotées, tirées à 1 000 exemplaires, gravées par Albuisson, Costantini, Andréotti, Lavergne et Goffin. Elles sont imprimées en

taille-douce (150 F les six). Renseignements au 34, boulevard de Vaugirard, 75731 Paris cédex 15.

Pierre Forget dédicace. - L'auteur du récent carnet de timbres des personnalités célèbres, Pierre Forget, signera ses œuvres dans les locaux du Monde des philatélistes, le samedi 11 mars, de 14 heures à 17 h 30 (le Monde des philatélistes, 24, rue Chauchat, 75009 Paris). Le Palais ou Richelieu-Drouot.

Expositions. - Les clubs philatéliques de Lagny, de Torcy et d'Esbly organisent une exposition les samedi 4 et dimanche 5 mars, près de l'église, au centre Le Moustier, à Thorigny-sur-Marne (Seine-et-Marne).

Le club philatélique de Dourdan (Essonne) organise, dans le cadre de la cent vingt-troisième Foire de Vente, une exposition philatéliques et cartophilie les samedi 11 et dimanche 12 mars (renseignements, souvenirs : M^{me} Melepart, bdt. A, 104, le clos Fortin, 91410 Dourdan). Une exposition philatéliques soulignera, du 21 au 24 mars, le cinquantième anniversaire des locaux du 20, avenue de Ségur, à Paris (ministère des P.T.E.) dans la salle des congrès du ministère avec bureau de poste temporaire le mardi 21 mars (renseignements, souvenirs philatéliques : U.P.-P.T.T., Paris-ministère, place 148, 20, avenue de Ségur, 75700 Paris).

LE WEEK-END D'UN CHINEUR

Samedi 4 mars
Nouveau Drouot, 11 heures et 14 heures : art et locomotion ; 11 h 15 et 14 h 15 : bibliothèque Tristan Tzara ; 14 heures : fourrures.

I.L.E.-DE-FRANCE
Samedi 4 mars
Argenteuil, 15 heures : tableaux modernes ; Conflamiers, 14 heures : timbres ; Le Raincy, 14 h 30, tapis d'Orient ; Nogent-le-Rotrou, 14 h 30 : tapis d'Orient, Extrême-Orient ; Verrières-le-Buisson, 20 h 30 : tableaux modernes.

Dimanche 5 mars
Chartres, 10 h 30 : faïences ; 14 heures : objets d'art, mobilier, tableaux ; Châteauneuf, 14 h 30 : tableaux, tapis ; Rambouillet, 14 h 30 : tableaux et sculptures modernes ; Saint-Germain-en-Laye, 14 heures : tableaux modernes ; Sens, 14 h 30 : tableaux, mobilier, bijoux ; Verrières-le-Buisson, 14 h 15 : tableaux modernes.

PLUS LOIN
Samedi 4 mars
La Flèche, 14 heures : livres ; Lyon, avenue Sidoine-Apollinaire, 15 h 30 : objets publicitaires ; Marseille, (Castellane), 14 h 30 : marionnettes et masques.

Dimanche 5 mars
Bar-Le-Duc, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Beaune,

FOIRES ET SALONS

Châteauneuf, Le Bourget.

LOTTO

2	21	25	35	49	1
PROCHAIN TIRAGE, LE 11 MARS 1989	PROCHAIN TIRAGE, LE 11 MARS 1989	PROCHAIN TIRAGE, LE 11 MARS 1989	PROCHAIN TIRAGE, LE 11 MARS 1989	PROCHAIN TIRAGE, LE 11 MARS 1989	PROCHAIN TIRAGE, LE 11 MARS 1989

Le Carnet du Monde

Naissances

- Cornelia et Jean-Claude BOUVERESSE ont la joie d'annoncer la naissance de Dorian, le 26 février 1989, 36, rue Madeleine-Michelis, 92200 Neuilly.

Fiançailles

- M. Jean NACHBAUR et M^{me} Ariette Billard, le professeur Jean-Jacques KRESS, M^{me} Nicole KRESS-ROSEN, sont heureux d'annoncer la fiançailles de leurs enfants, Catherine et Jean-Paul.

Décès

- Conan, M^{me} Geneviève Augu et ses enfants font part du décès de Michel AUGU, colonel (R.R.), chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, le 26 février 1989, 36, rue Madeleine-Michelis, 92200 Neuilly.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de Conan (Loire-et-Cher), le samedi 4 mars, à 10 heures.

- M^{me} Gilberte Pierre Brossette, sa sœur, ses neveux et nièces, petits-neveux et petites-nièces, et tous ses amis, notamment les anciens de l'officier X B, ont le chagrin de faire part du décès de Renaud BRUEL, le dimanche 19 février 1989.

La cérémonie religieuse a eu lieu le vendredi 24 février en la basilique Sainte-Clothilde, suivie de l'inhumation au cimetière de Reolles (Seine-et-Marne), 123, rue de Gresselle, 75007 Paris.

- M^{me} Rose Melka-Drai, son épouse, M. et M^{me} Robert Loochamps, M. et M^{me} Jean Hermelin, M. et M^{me} Gérard Drai, M. et M^{me} Pierre Drai, M. et M^{me} Paul Drai, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de Simon DRAI, leur époux, père, grand-père et arrière-grand-père, survenu le 1^{er} mars 1989, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Les obsèques auront lieu le vendredi 3 mars 1989, à 15 h 45, au cimetière, 3, boulevard Pershing, à Versailles.

CARNET DU MONDE
Renseignements : 42-47-95-03.

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques 83 F
Abonnés et actionnaires 73 F
Communications diverses 88 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

Communications diverses

- Les legs destinés à OR HA Hayim (institution deux mille cinq cents élèves juives Israélites, Israël) sont exemptés de tous droits de succession. Pour renseignements s'adresser : association OR HA Hayim, 3, rue Richer, Paris-9^e, tél. le matin 42-46-48-37, demander M^{me} Daban M. Charbit. Documentation spéciale « Legs » sur demande.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

LE G35 VERSION 89

AIWA

NOUVEAU

G35MKIII

La nouvelle version d'un très grand succès AIWA.

Un rapport qualité-prix inégalé.

Lecteur de cassette stéréo Auto-Reverse pour écoute non stop.

Égaliseur graphique à 3 bandes de fréquence.

Sélecteur de bandes : Normal / Métal et Chrome. Mécanisme anti-rouille.

AIWA
le miracle japonais

AIWA FRANCE S.A., 117, rue d'Aguesseau - 92100 BOULOGNE - Tél. : (1) 46.04.81.90

Economie

Deux études sur la situation et les perspectives de l'économie

• INSEE : la France en position de faiblesse pour l'Europe de 1993

Dans une Europe déjà elle-même « sur la défensive », la France dispose d'une industrie « fragile ». Un document de l'INSEE, intitulé *Horizon 1993 : la France dans la perspective du grand marché européen*, publié le vendredi 3 mars, vient tirer la sonnette d'alarme (1). On a beau se réjouir du redressement des marges des entreprises et de l'annonce répétée de profits mirobolants, cela ne suffit pas, comme le prouve le creusement du déficit commercial industriel. Face au Japon, aux pays du Sud-Est asiatique, à des États-Unis revigorés et même face à nos partenaires de la CEE, la France perd de considérables parts du marché mondial.

La raison est qu'elle ne dispose d'aucun avantage, ni de prix (salaires bas ou franc faible), comme l'Allemagne, ni d'avantages hors-prix (bonne structure industrielle), comme le Japon ou l'Allemagne fédérale. En outre, premier handicap, les entreprises françaises ayant en moyenne commencé leur restructuration en 1985, plus tardivement que leurs concurrents, elles souffrent d'un endettement supérieur.

Le document de l'INSEE commence par reprendre l'essentiel des travaux récents du CEPPII (2) sur les échanges commerciaux mondiaux depuis vingt ans (*Le Monde*

daté 18-19 février), qui mettent en lumière de vastes modifications. Le Japon domine désormais les filières de l'électronique, de l'automobile et de la construction mécanique. Les filières textile, sidérurgie, bois-papier sont attaquées par les pays du Sud-Est asiatique, et il reste à l'Europe deux bastions : la mécanique et la chimie, où l'Allemagne fédérale règne.

Dans ce contexte difficile, la position de la France est mauvaise. « Ses exportations restent orientées vers les mêmes partenaires que dans les années 70, tandis que les produits vendus coïncident mal avec la demande internationale en pleine mutation », écrit l'INSEE, qui poursuit : « La France ne réussit pas à percer sur des zones dynamiques (États-Unis, Asie). Elle perd des parts de marché à l'intérieur de la CEE et sur des secteurs porteurs (automobile, informatique) ».

À l'exact inverse du Japon, la France s'est spécialisée schématiquement dans la vente de produits agro-alimentaires en Afrique, alors qu'il faut désormais vendre de l'électronique dans la zone Pacifique. Le regain de croissance de l'Europe depuis deux ans vient apporter des opportunités aux exportateurs français. S'il se confirme, sa spécialisation géographique serait alors meilleure, puisque le pays serait placé devant une plus forte demande.

fine, en distinguant une spécialisation sur des « créneaux porteurs » et une autre sur « des pôles ».

Le premier choix (fait par l'Italie avec le vin, le bois, les chaussures, etc.) assure une position sinon monopolistique sur certains produits, du moins une certaine supériorité qui met à l'abri des variations des taux de change. Le deuxième choix (fait par la RFA avec la mécanique et la chimie) permet de tenir une large gamme de produits d'une même branche, afin de rentabiliser les coûts d'innovation et de maîtriser totalement son avenir.

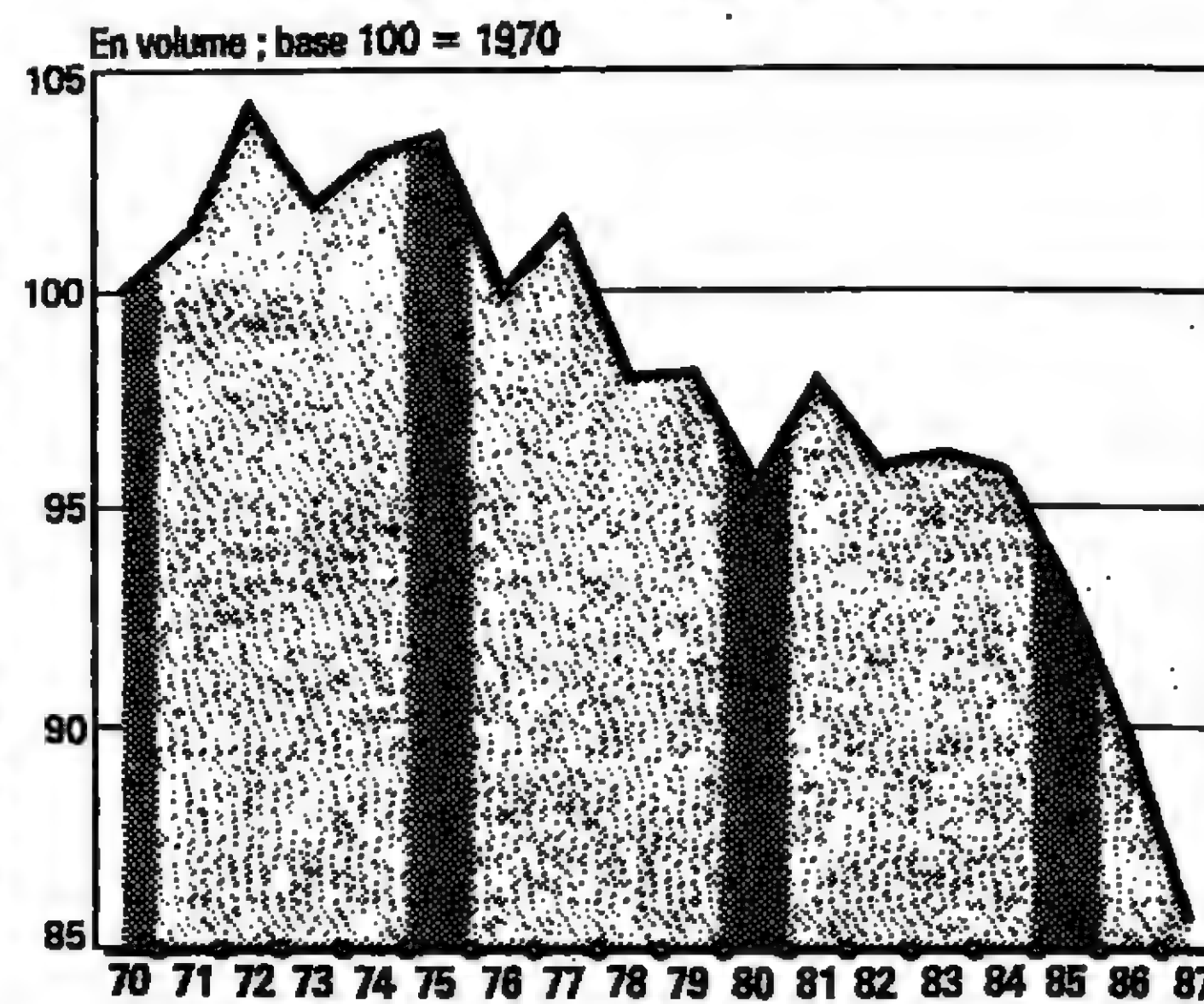
Or la France, comme d'ailleurs la Grande-Bretagne, n'a ni créneau ni pôle. Elle ne peut ni esquisser, à l'italienne, les choix des variations monétaires sur ses créneaux, ni faire la loi à l'Allemagne sur ses pôles. La France, qui fabrique de tout un peu, subit. En Europe tout particulièrement, où la RFA « laisse le champ libre à l'Italie sur ses créneaux (...) mais pèse de tout son poids sur le Royaume-Uni et la France ».

L'INSEE termine en s'arrêtant sur l'étude des entreprises. L'uniformisation en cours en Europe des conditions générales de production (coûts de main-d'œuvre, fiscalité...) fait disparaître les avantages comparatifs des différents pays et fait donc dépendre les échanges des qualités des seules firmes. Or l'INSEE a calculé que leur taille est meilleure — c'est-à-dire qu'elle correspond à un optimum de productivité — en RFA et en Grande-Bretagne qu'en France dans beaucoup de secteurs (agro-alimentaire, chimie, fonderie, mécanique, constructions mécaniques, papier-carton). La France n'est la mieux placée que dans l'industrie du caoutchouc et dans celle des matières plastiques.

ERIC LE BOUCHER.

(1) *Economie et Statistique*, n° 217-218, janvier-février 1989, INSEE.
(2) *Commerce international : la fin des avantages acquis*, Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) ; Gérard Lafay et Colette Herzog, Editions Economica.

LA CHUTE DES PARTS DE MARCHÉ À L'EXPORTATION DE LA FRANCE



Les parts de marché à l'exportation (produits manufacturés) sont mesurées par le rapport entre le volume d'exportation et la demande mondiale adressée à la France. La demande mondiale est la somme des importations des clients de la France pondérées par la part de chacun dans les exportations de la France.

Les chefs d'entreprise prévoient une modération de la hausse des prix

L'enquête réalisée par l'INSEE auprès des chefs d'entreprise, au mois de février, révèle qu'au cours des trois derniers mois, la production a augmenté à un rythme plus rapide qu'au cours des trois mois précédents. Cette affirmation concerne toutes les branches de l'industrie, à l'exception de celle des biens d'équipement professionnels, dans laquelle la croissance de la production a faibli et les carnets de commandes globaux et étrangers ne connaissent plus d'amélioration depuis quelque temps.

Dans l'ensemble de l'industrie, sauf dans la branche des biens à la consommation, les stocks sont jugés inférieurs à leur niveau normal. L'enquête de l'INSEE conclut : « Au cours des prochains mois, malgré la bonne orientation des perspectives générales, les industriels ont des perspectives d'activité moins favorables. Les hausses de prix devraient être plus modérées ».

Deux handicaps

Toutefois, il resterait, même en cas, deux autres handicaps très sérieux. D'abord, selon l'INSEE, une dégradation de la compétitivité-prix depuis 1985. Si, au regard de nos partenaires européens, les prix des produits français ont évolué dans la moyenne, grâce aux dévaluations, en revanche, la chute du dollar, depuis 1985, les a beaucoup renchériss vis-à-vis des produits des concurrents de la zone dollar. Autrement dit, nos prix sont bons par rapport aux Allemands ; ils deviennent élevés face aux Américains.

Le second handicap est encore plus grave. C'est la baisse de la « compétitivité hors-prix », des produits français. En clair, la France fabrique trop de biens dont la demande mondiale baisse et pas assez de ceux dont la demande croît. Cette mauvaise spécialisation « sectorielle » est désormais bien connue. Mais l'INSEE en fait une analyse

OCDE : sur la bonne voie, mais...

« L'économie française est engagée, depuis 1983, dans une stratégie d'ajustement cohérente (...) et, depuis 1987, des résultats très substantiels ont été obtenus », écrit l'OCDE dans le rapport annuel qu'elle consacre à la France.

Effort de maîtrise des finances publiques, relative stabilité du taux de change du franc, modération des salaires, assainissement financier des entreprises, rajustement de l'appareil productif : l'OCDE n'en finit pas de détailler la longue liste des actions positives qu'ont menées avec constance les différents gouvernements depuis six ans, n'oubliant pas « l'année exceptionnelle qu'a été l'année 1988 ». Une année qui a bien arrangé les choses.

Partie sur d'aussi bonnes bases, l'économie française « devrait continuer à enregistrer, au cours des deux années à venir, de nouveaux progrès sur la voie d'un redressement durable ». L'OCDE estime en effet que la croissance en France devrait rester soutenue : + 3 % cette année et encore + 2,5 % en 1990 (1). Soutenue et équilibrée parce que tirée par l'investissement et l'exportation, dans un contexte de poursuite de la désinflation, « la hausse des prix oscillant désormais autour de niveaux très bas ». A

l'heure où résonnent, ici et là, des critiques sur la situation de la France, la tranquille certitude des experts du château de la Muette est réconfortante.

Un redressement inachevé

Une condition tout de même : la modération des salaires, dont la croissance doit rester dans les limites de la productivité. L'OCDE, qui estime ce point « essentiel », ne précise pas si la croissance des salaires réels doit être inférieure aux gains de productivité, comme cela a été le cas en France pendant des années, ou si les uns et les autres peuvent désormais croître de conserve. Un peu plus de clarté aurait été intéressante car il y a sur ce point, on le sait, une hésitation manifeste de la part des pouvoirs publics à trancher : faut-il oui ou non continuer à favoriser un partage de la valeur ajoutée des entreprises, de plus en plus bénéfique au profit, et cela au détriment des salariés ?

Beaucoup commencent à douter, estimant que les entreprises ont maintenant suffisamment redressé la barre. Mais l'OCDE ne semble pas tout à fait de cet avis, qualifiant

d'« inachevé » le redressement de la situation financière des firmes. Ce que craignent les économistes de l'OCDE, c'est manifestement un dérapage salarial. « Des risques existent dans ce domaine », écrivent-ils. La situation actuelle est « moins propice à l'acceptation de nouvelles concessions » des salariés du secteur public, les revendications « témoignent de la difficulté de mettre en place une politique différenciée d'évolution des rémunérations ». Il importe donc que l'évolution des salaires dans la fonction publique ne mette pas en péril « la stratégie globale d'assainissement », ajoute l'OCDE, qui ne craint pas d'insister sur « la responsabilité » qui retombe aux pouvoirs publics mais aussi aux partenaires sociaux.

Au chapitre des mises en garde, l'OCDE évoque évidemment les déboires de la France avec son commerce extérieur de produits industriels, dont le solde, positif il y a encore quelques années, s'est brusquement dégradé au point de devenir largement déficitaire. Ce qui est étrange, c'est l'affirmation selon laquelle l'amélioration de la compétitivité-prix des produits français et le renforcement de l'offre auraient permis « de réduire les

pertes de parts de marché au cours de 1987 », et, pour la première fois depuis 1983, « de réaliser de légers gains en 1988 ».

S'il est vrai que jamais la France n'avait autant exporté chaque mois à l'étranger, la demande mondiale étant très forte depuis deux ans, il n'est pas certain du tout que nos concurrents n'aient pas, en moyenne, fait encore mieux que nous. De tels calculs sont très difficiles et sans cesse révisés. Mais ils sont tout à fait essentiels car de la réponse qu'ils apporteront dépendra en grande partie la qualité du jugement qu'on pourra porter sur les années à venir : pessimisme ou optimisme.

Or il semble bien que, contrairement à ce qu'écrit l'OCDE, les dernières analyses faites en France par les économistes montrent que nos appareils industriels ont perdu beaucoup de parts de marché en 1987 et qu'ils n'en ont pas regagné en 1988. Hélas !...

ALAIN VERNHOLLES.

(1) Le ministre de l'économie et des finances, M. Bérégovoy a officiellement révisé les perspectives de croissance pour 1989, les portant à 3 % (contre 2,6 % précédemment).

SOCIAL

Conflit chez Rufa

Violents incidents à Caen

CAEN
de notre correspondante

Un fonctionnaire de police et un cadre de l'entreprise de bâtiment et de travaux publics Rufa à Caen (trois cent cinquante salariés) ont été grièvement blessés, jeudi 2 mars, lors d'incidents entre les forces de l'ordre et des grévistes (nos dernières éditions du 3 mars).

Quarante-quatre ouvriers de l'usine de préfabrication de cette filiale du groupe Fougerolles ont en effet cessé le travail depuis le 14 novembre (*Le Monde* du 9 février).

Soutenus par la CGT et la CFDT, ils revendiquent notamment un troisième mois, un relèvement des salaires, la réintégration de cinq ouvriers licenciés et une amélioration des conditions de travail. Après l'échec des négociations avec la direction, il a été décidé, le 16 janvier, au cours d'un comité d'entreprise extraordinaire, d'arrêter l'exploitation de l'usine de préfabrication et de procéder à un licenciement collectif du personnel pour motif économique.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LUCHAIRE SA communique

Luchaire, filiale du groupe Epéda-Bertrand Faure, a cédé la majorité du capital de sa filiale Silius — fabricant des amortisseurs Allinquant — au groupe allemand Fichtel und Sachs, l'un des principaux producteurs mondiaux d'amortisseurs. Ce dernier apportera à Silius un appui financier et technique qui devrait lui permettre d'accéder à la dimension européenne.

Par ailleurs, un accord de distribution a été signé entre Silius et Eli-Distribution pour que cette filiale de Luchaire poursuive son activité de distribution d'amortisseurs de rechange sous la marque Allinquant.

Le 28 février, après une rencontre à Paris au ministère du travail, les salariés de l'atelier de préfabrication ont reçu cependant leur lettre de licenciement. Le conflit, qui s'était jusqu'à présent déroulé dans un climat relativement serein, a dégénéré en affrontements violents jeudi matin. Les quatre policiers affectés à la surveillance du siège de l'entreprise, avenue Henry-Chéron, ont été, selon les termes du directeur départemental des polices urbaines, « sauvagement agressés ».

Les syndicats, qui invoquent le refus de négocier de la direction, parlent, quant à eux, d'« éléments incontrôlés » dont certains ne sont pas même des grévistes de chez Rufa. Une délégation CGT et CFDT a été reçue par M. Joël Thoraval, préfet de région. Un médiateur a été désigné en la personne de M. Dominique Bonne, conseiller à la cour d'appel de Caen, à qui il appartient de proposer une solution à un conflit qui est l'un des plus durs qu'ait connus l'entreprise normande.

PASCALE MONNIER.

● Journée d'action de la CFDT le 7 mars à EDF. — La fédération du gaz-électricité CFDT a appelé, le 2 mars, à une journée d'action pour l'emploi le 7 mars, avec deux manifestations nationales et des arrêts de travail au plan local. La CGT a déjà appelé à une grève de quatre heures le même jour pour les mêmes motifs, la commission supérieure nationale du personnel devant se réunir également le 7 mars. Cette commission doit « débattre d'une réduction des flux de recrutement des écoles de métiers aussi bien que de la promotion ouvrière et de la promotion sociale », précise la CFDT. Selon le syndicat, les directions « prévoient aussi une dégradation des niveaux d'embauche et de classement des jeunes techniciens en les recrutant en excédent ».

Deux nouvelles mesures

- Aide à la première embauche
- Contrat de retour à l'emploi

Coup sur coup, deux des mesures contenues dans le plan gouvernemental pour l'emploi du 15 septembre viennent d'être officiellement lancées. Le 27 février, M. François Doublin, ministre délégué chargé du commerce et de l'artisanat, a annoncé la campagne sur l'« embauche du premier salarié ».

Le 1^{er} mars, le *Journal officiel* a publié les décrets d'application de la nouvelle formule des « contrats de retour à l'emploi » (CRE).

Les mesures en faveur de l'embauche d'un premier salarié s'appliquent rétroactivement depuis le 15 octobre 1988, et seront maintenues à titre expérimental jusqu'au 31 décembre 1989. Elles consistent, pour l'essentiel, en une exonération des charges sociales patronales pendant deux ans lors d'une embauche avec un contrat à durée indéterminée, à temps plein ou partiel. S'adressant aux entreprises individuelles qui n'ont actuellement aucun salarié, elles devraient permettre aux artisans et commerçants concernés de franchir un « seuil psychologique » et faciliteront leur premier recrutement.

Au total, on compte 500 000 entreprises sans salarié en France, et, sur la foi des indications fournies par M. Jean Paquet, président de l'Assemblée permanente des chambres de métier (APCM), M. François Doublin a estimé à « environ 100 000 », le nombre des « emplois qui pourraient être créés rapidement ».

Le contrat de retour à l'emploi, en partie inventé pour limiter l'aug-

mentation du chômage qui pourrait être provoquée par la montée en puissance du revenu minimum d'insertion (RMI), est conçu pour favoriser l'embauche temporaire de chômeurs de longue durée par les entreprises. Le ministère du travail espère 100 000 recrutements quand la mesure sera parvenue à son plein régime.

Le public visé est celui des bénéficiaires du RMI ou leurs conjoints, et des chômeurs indemnisés au titre de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), financée par l'Etat et versée après l'allocation de fin de droits. L'entreprise pourra recruter l'une de ces personnes soit pour un contrat à durée indéterminée, soit pour un contrat à durée déterminée qui ne pourra être inférieur à six mois, y compris pour un travail à temps partiel (vingt-deux heures par semaine au minimum). Dans ce cas, et pour cet emploi, elle sera exonérée des charges patronales de sécurité sociale pendant six mois. Elle percevra également une aide forfaitaire de 9 000 francs pour un contrat à temps plein, ou proportionnelle à cette somme en fonction du temps de travail. Cette aide lui sera versée pour moitié au moment de l'embauche et, pour le solde, à l'issue du sixième mois.

Si une rupture du contrat de travail devait intervenir avant le terme du CRE, sauf pour faute grave ou force majeure, l'employeur sera tenu de reverser l'intégralité des sommes forfaitaires perçues et de régulariser sa situation à l'égard de la Sécurité sociale.

Le pouvoir d'achat moyen des salariés a augmenté de 4,3 % entre 1982 et 1987

Le pouvoir d'achat moyen d'un salarié a crû de 4,3 % entre 1982 et 1987, selon une enquête de l'Institut Adia auprès d'un échantillon constant de 352 entreprises regroupant environ 40 % des effectifs concernés par l'obligation annuelle d'élaborer un bilan social (1 861 977 salariés en 1987) et publiée le vendredi 3 mars par *Gestion sociale*. Sur la période 1979-1987, la part des frais de personnel dans la valeur ajoutée a atteint son niveau le plus élevé en 1982 (63,79 %), puis a décliné jusqu'à 57,56 % en 1987.

Ainsi, l'enquête fait bien ressortir que « le partage de la valeur ajoutée s'est effectué de plus en plus au bénéfice principal des entreprises, favorisant dans un premier temps le désendettement, et depuis 1987 l'investissement ». Sur la période 1979-1987, le pouvoir d'achat moyen s'est accru malgré un léger ralentissement : le gain annuel moyen de pouvoir d'achat a été de 1,23 % entre 1979 et 1982 et de 0,87 % entre 1982 et 1987. Les évolutions sont variables suivant les catégories sociales entre 1982 et 1987 : + 3,60 % pour les ouvriers, + 1,66 % pour les employés, techniciens et agents de maîtrise (ETAM) et - 1,24 % pour les cadres.

La légère érosion du pouvoir d'achat des cadres est interprétée avec prudence par les auteurs de l'enquête, qui indiquent que « tout au long des dix années couvertes par les bilans sociaux d'entreprise, la population cadre est la seule à avoir notablement progressé, à partir d'un double mouvement de sortie de cadres anciens, à salaires relatifs élevés, et d'entrée de jeunes cadres à salaires relatifs moins élevés ». Les

cadres dirigeants ont retrouvé en 1987 leur pouvoir d'achat de 1979, avec deux périodes différentes : - 0,79 % annuellement jusqu'en 1984, et + 1,34 % annuellement depuis 1984.

Fermeture de l'éventail

L'enquête confirme également que la recomposition socioprofessionnelle de la population salariée (hausse de la part des cadres dans les effectifs, stabilisation des ETAM et baisse des ouvriers) s'est effectuée « au bénéfice des populations à salaire moyen élevé ». 6,11 % des entreprises distribuent un salaire moyen supérieur à 18 000 F en 1987, contre 3,91 % en 1982 ; 15,41 % distribuent un salaire moyen inférieur à 8 000 F en 1987, contre 20,50 % en 1982.

Globalement, cependant, la distribution des salaires moyens entre 1982 et 1987 révèle une stabilité relative. En 1987, 0,29 % des entreprises distribuaient un salaire mensuel moyen de moins de 6 000 F ; 15,12 % entre 6 000 et 8 000 F ; 26,16 % entre 8 000 et 10 000 F ; 25,58 % entre 10 000 et 12 000 F ; 18,31 % entre 12 000 et 14 000 F ; 8,43 % entre 14 000 et 16 000 F ; 4,07 % entre 16 000 et 18 000 F ; enfin, 2,04 % plus de 18 000 F. Enfin, le mouvement de fermeture de l'éventail des salaires s'est poursuivi « avec régularité » depuis le début de la décennie : le rapport salaire moyen cadre/salaire moyen ouvrier est passé de 3,09 en 1979 à 2,96 en 1982 et à 2,82 en 1987.

هكذا من الأصل

Le Crédit Lyonnais Lauréat du Prix de l'Innovation Financière 1989*

La Direction des Marchés de Capitaux du Crédit Lyonnais vient d'être distinguée par un jury prestigieux qui rassemblait, sous la présidence de Monsieur Georges Plescoff, des personnalités industrielles, financières et universitaires de renom.

Ce jury a ainsi récompensé la capacité d'innovation montrée par les équipes financières du Crédit Lyonnais pour la promotion des Bons du Trésor de l'État Français aux États-Unis.

Cette capacité d'innovation, le Crédit Lyonnais la met quotidiennement au service des entreprises et des investisseurs, sur les principaux marchés du monde.

 **CREDIT LYONNAIS**
LE POUVOIR DE DIRE OUI

*Les initiateurs de ce Prix sont : le Crédit National, le Centre National des Professions Financières, la Tribune de l'Expansion.
Le jury était composé de Messieurs Christian de Boissieu, Jean Boissonnat, Dominique Chatillon, Pierre Conso, Michel Crouhy, Jean Dromer, Peter Kahn, Jean-Luc Lagardère, Philippe Lagayette, Georges Py, Régis Rousselle.

Économie

La restructuration du textile français pourrait être achevée en 1991

A l'occasion de la réunion des préfets au ministère de l'Industrie le vendredi 3 mars, le gouvernement devait présenter quatre des huit décrets relatifs aux mesures prévues pour la restructuration du textile français (le Monde du 15 décembre 1988). Parmi les professionnels que fonctionnaires, ces décrets seront

notamment chargés de distribuer les 500 millions de francs débloqués en 1989 pour aider à redynamiser les entreprises de ce secteur. Huit régions sont principalement concernées : Nord-Pas-de-Calais, Lorraine, Champagne-Ardenne, Picardie, Rhône-Alpes, Midi-Pyrénées, Pays de la Loire, Alsace.

A peine ces premières mesures mises en place, les industriels du textile peaufinent déjà leurs revendications pour le second volet promis par M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie. Sur fond de licenciements et de restructurations inachevées.

En 1988, les 2 400 entreprises textiles, qui emploient 207 000 salariés, ont réalisé 112 milliards de francs de chiffre d'affaires. Les exportations ont augmenté de 5 % en volume (11 % en valeur) et le taux de couverture de la balance commerciale est passé de 66 % à 70 % entre 1987 et 1988.

Avec 4,8 milliards de francs, les investissements sont restés relativement importants. Ils ont notamment permis de dégager de nouvelles réserves de productivité dont les conséquences sur l'emploi sont plutôt négatives (7,6 % de baisse des effectifs). Ils ont aussi été consacrés à la croissance externe.

Face à cette évolution de leur profession et aux enjeux de 1993, les responsables de l'UIT (Union des industries textiles) demandent à être soutenus dans trois domaines : la recherche technologique par un crédit d'impôt recherche, un aménagement du chômage partiel qui permettrait de pallier les à-coups de production en évitant les licenciements, et face à la concurrence internationale, ils réaffirment leur attachement à l'accord multilatéral. « En ce qui concerne le marché unique de 1993, il faut que le gouvernement français reconnaisse le principe de l'harmonisation des prélèvements obligatoires à la charge des entreprises », a insisté M. Louis-Charles Bary, président de l'UIT.

M. Bary a, par ailleurs, annoncé la mise au point d'une stratégie commune entre les professionnels du textile et ceux de l'habillement. Une première qui se concrétisera à l'occasion du tour de France qui devrait débuter après les élections municipales.

« Il ne peut pas y avoir de textile fort sans, en aval, une industrie de la confection et de la bonneterie suffisamment dynamique pour le tirer », confirme M. Christian Dervoy, PDG du groupe Provost. Certains industriels estiment que deux ou trois ans seront encore nécessaires pour que le textile français achève sa restructuration.

F.Ch.

Sony sur les rangs pour la télévision haute définition américaine

L'appel d'offres lancé par la Defense Advanced Research Project Agency (DARPA), un organisme du Pentagone américain, pour la mise au point d'un système de télévision à haute définition (TVHD) propre aux Etats-Unis, suscite un très vif intérêt. Après la soumission faite par Zenith (le Monde du 3 mars), le dernier fabricant de postes de télévision outre-Atlantique, en association avec ATT, Sony et America Inc., filiale du groupe japonais, à son tour a posé sa candidature.

L'appel de la DARPA s'adresse, en effet, aussi bien aux entreprises américaines qu'étrangères. Et si l'initiateur de cette opération vise en premier lieu des applications militaires de la TVHD, en particulier des simulateurs pour l'entraînement, il entend fournir aussi l'occasion à l'industrie électronique américaine de rattraper son retard dans le développement de la télévision de l'an 2000.

Après avoir indiqué qu'un budget de 30 millions de dollars (189 millions de francs) était attaché à l'offre présentée, le porte-parole de Sony a estimé que la participation de la filiale américaine d'un groupe japonais à un programme alimenté par des fonds publics ne devrait pas soulever d'objections politiques aux Etats-Unis. « Sony of America est une entreprise américaine qui se met en position de contribuer à la revitalisation de l'industrie électronique américaine dans son ensemble », a-t-il affirmé.

Il a ajouté que des discussions étaient en cours avec le Pentagone sur la propriété et l'usage commercial futur des technologies qui seraient mises au point grâce à ce programme. La TVHD est à l'image ce que le laser est au son. Son lancement est prévu vers 1995. Elle permettra aux usagers de recevoir des images d'une très grande qualité (doublement de la définition) sur un écran large, type cinéma, d'un rapport 16/9 (4/3 actuellement).

Le renouvellement du parc de téléviseurs entre 1995 et 2005 est au bas mot évalué à 300 milliards de dollars (1 890 milliards de francs), ce qui explique l'intérêt des fabricants pour ce marché.

Avec un bénéfice en hausse de 35 %

Succès européen pour Bull en 1988

Vive l'Europe ! Ainsi pourraient être résumées les performances du groupe informatique Bull en 1988, qui intègrent pour la première fois la filiale américaine rachetée à Honeywell il y a deux ans et rebaptisée récemment Bull HN (le Monde du 3 février).

Le groupe, dans son ensemble, affiche un bénéfice net consolidé de 303 millions de francs, en hausse de près de 35 %, qu'il tire exclusivement de sa filiale Bull SA, son unique composante jusqu'à l'arrivée de la société américaine. Celle-ci, détenue pour 65 % par le groupe français depuis la fin de l'année dernière, ne réalise qu'un bénéfice minime (0,5 million de dollars, soit 3,2 millions de francs) pour un chiffre d'affaires en hausse modeste (7 % à 2 204 millions de dollars, soit 14 milliards de francs).

Pour sa première prestation, Bull HN a donc un peu déçu. Ce n'est guère étonnant, compte tenu des problèmes d'intégration traditionnellement posés par une prise de contrôle.

Le désappointement le plus grand vient, sans doute, de la chute des ventes de Bull HN aux Etats-Unis : elles sont tombées de 982 millions de dollars en 1987 à 916 millions de dollars l'an passé. En revanche, Bull HN a réussi hors des Etats-Unis : son chiffre d'affaires est monté de 20 % à 1,29 milliard de dollars (8,25 milliards de francs). Et, ce n'est pas là le moindre paradoxe de Bull : le rachat d'une société américaine lui a permis de se consolider... en Europe ! Bull HN, qui réalise 31 % de son chiffre d'affaires en Italie et 17 % en Grande-Bretagne, a en effet permis au constructeur de se renforcer sur ces deux marchés. Désormais, le groupe Bull dans sa totalité réalise les trois quarts de ses ventes sur le Vieux Continent (y compris l'Hexagone pour 39 %), contre 18 % en Amérique du Nord.

Bull SA, la composante traditionnelle du groupe, poursuit en revanche son petit bonhomme de chemin. Frappée l'an passé par un tassement

de ses ventes, elle a renoué en 1988 avec la croissance, affichant une hausse de 8 % de son chiffre d'affaires. Là aussi, les performances sur la terre natale sont moins bonnes qu'à l'étranger : progression de 15 % du chiffre d'affaires en Suisse et de 20 % en Espagne.

Les réductions d'effectifs (- 700 personnes) se sont poursuivies à peu près au même rythme que l'an passé dans l'Hexagone. En outre, le rythme des investissements s'est ralenti, dans l'attente de l'harmonisation des politiques avec la filiale américaine.

Bull a donc encore des défis à relever. M. Jacques Stern, qui doit quitter ses fonctions en juillet, ne l'a pas caché : « Bull était en 1982 au fond d'une vallée, protégé des vents par les grands arbres de l'administration française. Nous sommes à un col. Le chemin qui reste à faire est encore difficile. Il y a encore des ruisseaux », a-t-il expliqué devant son dauphin, M. Francis Lorenz, avec cette chaleur qui lui est toute personnelle.

F.V.

Une année 1988 décevante pour Shell

Le groupe pétrolier anglo-néerlandais Royal Dutch-Shell a annoncé, jeudi 2 mars, une hausse très modérée de son bénéfice net pour 1988 (+ 3,9 %) à 2,9 milliards de livres sterling (30,7 milliards de francs) et une baisse de son résultat d'exploitation de 2,9 %. Les ventes nettes ont également chuté de 7,9 % à 44 milliards de livres (466,4 milliards de francs) contre 47,8 milliards de livres en 1987.

Ces mauvais résultats sont dus, selon le groupe, à la baisse des bénéfices réalisés dans l'exploration et la production de pétrole et de gaz. La société a souffert de la diminution des cours du brut. Quant au gaz, c'est la douceur de l'hiver européen qui a causé la baisse des volumes livrés.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

la seigneurie

Membre du Groupe ELF AQUITAINE

vient d'acquérir
via sa filiale anglaise LS UK PLC

JOHNSTONE'S PAINTS PLC

à l'issue d'une Offre Publique d'Achat

**CL Alexanders Laing & Cruickshank
et le Crédit Lyonnais**

ont initié cette opération

et ont agi comme conseil financier de LA SEIGNEURIE

CL-ALEXANDERS LAING
& CRUICKSHANK
Mergers & Acquisitions
Piercy House
7, Copthall Avenue
London EC2R 7BE

CREDIT LYONNAIS
Direction Centrale
des Marchés de Capitaux
Affaires Industrielles
20 bis, rue Lafayette
75009 PARIS



GROUPE CREDIT LYONNAIS

(Publicité)

FORUM DES NOUVELLES OPPORTUNITES D'INVESTISSEMENT EN ALGERIE

PROGRAMME GENERAL

ESPACE D'ECHANGES ET DE COMMUNICATION

6-8 AVRIL 1989

Palais des congrès, niveau IV, sur une surface de 3 000 m², s'étendront un carrefour d'information et de mise en relation d'affaires entre chefs d'entreprises algériennes et étrangères (CPA, HDL, BBA, SONELGAZ, ENERIM, CHAN, ALB-ALGERIE, SNV, ENCC, TCA, SONATRE, ENERPT, ENICAR, ENFT, SITEL, NATFAL, ONAFEX, SONATRACH, SIDER, ENIR, ONAT, ONAR, ONAPSA, OFFICE AVIATION, TRACIMA, SOLEK, AVS, PEUGEOT, RENAULT, TELIC-ALCATEL, MATRA COMMUNICATION, ALSTHOM, TOTAL, KOTRA-HYUNDAI, LUCKY GOLDSTAR, KOREA HEAVY INDUSTRIES, SONG YONG, MIHANG, SANG YANG, PAMEC-WESTINGHOUSE, POSTER WHEELER, HONNEY WELL, KOWEIT-ALGERIAN INVESTMENT COMPANY...) avec la présence active des ministères algériens de l'Information, de l'Intérieur, de l'Agriculture, de l'Industrie, de l'Energie, du Travail, de l'Habitat... et la participation d'organismes nationaux et internationaux (Chambre Nationale du Commerce, Association Algérienne pour la Création d'Entreprise, CNRC, FAS, PNUD, HIT, BANQUE MONDIALE...).

ATELIERS TECHNIQUES

L'ensemble des stands du Forum sera organisé autour d'ateliers spécialisés qui fonctionneront tous les jours du 6 au 8 avril selon les tranches horaires suivantes, avec inscription à l'accueil :

MATIN : 10 h 30 - 12 h 30

APRES-MIDI : 15 h - 17 h

- 1 - La création d'entreprises en Algérie
- 2 - Bourse de partenariat
- 3 - Gestion hôtelière et management
- 4 - Technopoles et incubateurs

COLLOQUES

SALLE BLEUE : 9 h 30 - 18 h 00

A/ INVESTISSEURS ALGERIENS

♦ JOURNEE DU 6 AVRIL 1989

THEME : Etapes économiques et juridiques de la création d'entreprise en Algérie.
ANIMATEURS : Ministère du Commerce, CNRC, CNC, ACPE.
THEME : Créneaux d'activité et sous-traitance.
ANIMATEURS : Ministères (Industrie, Tourisme, Agriculture, PTT), PNUD...

♦ JOURNEE DU 7 AVRIL 1989

THEME : Wilayas et régions en quête d'investisseurs.
ANIMATEURS : Ministère de l'Intérieur, Wals.
THEME : Entreprise, financement bancaire et fiscalité.
ANIMATEURS : Ministère des Finances, Banques, Douanes.

B/ INVESTISSEURS ETRANGERS

♦ JOURNEE DU 8 AVRIL 1989

THEME : Climat d'investissements étrangers en Algérie.
ANIMATEURS : Ministères (Finances, Commerce...), Banque Mondiale, Fonds de participation...
THEME : Opportunités d'investissements en Algérie.
ANIMATEURS : Ministères (Industrie, Agriculture, PTT, Tourisme, Energie...).
THEME : Sociétés mixtes, aspects économiques et juridiques.
ANIMATEURS : Fonds de participation, ministères, organismes internationaux.

FORUM - ENERIM

FIGURE DE PARTICIPATION

Aux journées d'études du Forum des nouvelles opportunités d'investissements en Algérie.

A : Les jeudi 6 et vendredi 7 avril 1989 : 5.000 FF

(Choisir l'option)

B : Le samedi 8 avril 1989 : 3.000 FF

Joindre un chèque bancaire ou postal à l'ordre de : CDS, Paris

Nom : Prénoms :
Fonction : Organisme :
Adresse : Téléphone :

A retourner à Correspondant FORUM-ENERIM (C.D.S.) 19, rue de Sèvres, 75006 Paris - France

PALAIS DES CONGRES - PORTE MAILLOT - PARIS 5/8 AVRIL 1989

**Secrétariat Général
du Forum
Cabinet d'études IPC**
12, Rue Ali Boumendjel - Alger
Tél : (02) 63.87.39 et 41

anep/alger

50 من الأصل

Économie

TRANSPORTS

Boeing laisse aux compagnies le soin d'entretenir leurs vieux avions

Boeing, dont la réputation pèse de la succession de catastrophes aériennes dans lesquelles ses avions sont impliqués, réagit en tenant des réunions de presse dans le monde entier pour prouver qu'il n'est pas pour grand-chose dans ces accidents.

A Paris, c'est M. Dick Johnson, ingénieur responsable de la conception des structures des avions, qui a le 2 mars, expliqué la politique de Boeing pour prévenir les conséquences du vieillissement. Il a rappelé que, depuis trois ans, l'ingénieur américain participe à un programme de surveillance des appareils qui volent au-delà de leur vie théorique, soit vingt ans, vingt mille vols soixante mille heures de vol. En coopération avec les compagnies, il surveille les effets de la corrosion et l'évolution des microfissures sous l'effet des fortes variations de température et de pression. Les marges de sécurité sont importantes, car Boeing a fatigué artificiellement des exemplaires de ses 756 et 766, pour voir comment vieillit un avion dont la durée d'exploitation est deux fois plus longue que prévu.

Selon M. Johnson, les appareils modernes vieillissent bien et peuvent indéfiniment être exploités à condition d'être bien entretenus. Il a chiffré à 14 % le pourcentage des accidents imputables à des défauts de maintenance, et à 3 % celui des accidents provoqués par une défaillance de structure. A ce sujet, il a précisé que le 747 d'United Airlines, dont neuf passagers ont été projetés dans le vide, la semaine dernière, n'avait aucun problème de structure, mais que les recherches sur les causes de

l'accident se concentraient désormais sur le mécanisme de verrouillage de la porte de soute.

L'administration américaine de l'aviation civile (FAA) a reçu, le 28 février, un rapport recommandant de rendre obligatoires les réparations et les remplacements nécessaires au maintien de la sécurité sur les avions âgés. Mille trois cents Boeing seraient concernés et cette mise à jour coûterait, chaque année, de 1,5 à 2 millions de dollars par avion.

Pas question pour Boeing de supporter ces frais. « C'est aux compagnies de le faire », a déclaré M. Johnson, car elles les exploitent au-delà de leur vie théorique. D'ailleurs, aucune n'a dit qu'elle retirerait ces appareils du service parce que les réparations coûteraient trop cher. »

A. F.

● Un Français nommé PDG d'Air Afrique. — M. Yves Roland Billecart, directeur général de la Caisse centrale de coopération économique française, a été nommé, le 2 mars, président-directeur général de la compagnie multinationale Air Afrique. M. Roland Billecart, soixante-deux ans, qui est inspecteur des finances, est le premier PDG non africain de cette compagnie, créée en 1967, et qui appartient notamment aux Etats de Côte d'Ivoire, du Bénin, du Burkina-Faso, de la République centrafricaine, du Tchad, du Congo, de la Mauritanie, du Niger, du Sénégal et du Togo. Il aura la tâche périlleuse de redresser un transporteur aérien au bord du dépôt de bilan et qu'aucune compagnie étrangère n'a voulu prendre en charge.

ALTERNATIVES ECONOMIQUES

n° 65 mars

La longue marche du budget de l'Etat
17 F

REPÈRES

Emprunt

L'URSS veut lever 100 millions de francs suisses

Une banque soviétique, la banque des relations économiques extérieures, a confié à Euroco Zurich AG, une institution financière basée en Suisse et fondée l'an dernier, la direction d'un emprunt syndiqué de 100 millions de francs suisses. La Vneshekonbank avait, pour la première fois depuis la Révolution de 1917, lancé un emprunt d'un même montant en janvier 1988, accueilli par les milieux financiers comme une importante confirmation de la volonté d'ouverture de l'équipe Gorbatchev. En juillet, la même banque avait lancé un emprunt sur le marché des euro-obligations de 500 millions de deutschemarks. Cette fois-ci, elle passe pour la première fois par cette même Vneshekonbank et la Landesbank Rheinland-Pfalz, d'Allemagne fédérale.

Inflation

Accélération en Italie...

Les prix à la consommation ont augmenté de 0,8 % en février en Italie et de 6,3 % par rapport à février 1988, indique l'Institut national des statistiques italien (ISTAT). En janvier, la progression était déjà de 5,5 % en glissement. Ces premières estimations de l'ISTAT préoccupent d'autant plus les dirigeants italiens qu'elles sont supérieures à un autre indicateur, propre à l'Italie, celui de la hausse des prix dans les principales villes du pays. Ce dernier avait déjà suscité un certain émoi en février 1988, d'une hausse de 6,1 % en février.

... baisse de 0,2 % au Japon

L'indice des prix à la consommation a baissé, en janvier, de 0,1 % par rapport à décembre 1988. Sur janvier 1987, la hausse atteint toutefois 1,1 %, indique l'agence de gestion et de coordination. Cette agence gouvernementale précise que la progression de l'inflation, sur un an, est

essentiellement due à la flambée de 17 % des légumes et de 15,8 % des fruits frais.

Logement

Augmentation des mises en chantier

Le nombre des logements mis en chantier en 1988 aura atteint 327 100, en progression de 5,5 % sur 1987, où 310 100 logements avaient été commencés. Sur ce total on compte 5 200 « équivalents-logements », c'est-à-dire des foyers (pour jeunes, pour personnes âgées...), des résidences-touristes, etc. Sur les 321 900 logements proprement dits, on dénombre 182 900 maisons individuelles, contre 188 400 en 1987, soit une baisse de 2,9 %. A l'inverse, le nombre des logements en immeubles collectifs a progressé de 18,9 %, passant de 116 900 à 139 000.

La construction d'immeubles destinés à l'industrie, au commerce, à l'agriculture, et aux bureaux, a progressé de 21,8 % en surface, la construction de mètres carrés de bureaux ayant augmenté de 13,2 %, moins vite que les locaux industriels (+ 30,1 %) ou les locaux commerciaux (+ 35 %).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

I.D.I.A.

Institut de développement des industries agricoles et alimentaires

Le Conseil d'administration réuni le 22 février 1989 a approuvé les comptes de l'exercice 1988 qui font apparaître un bénéfice net après impôt de 67,8 MF.

La croissance du résultat net (+ 16 MF, soit + 31 % par rapport à 1987) maintient donc le rythme des bénéfices annuels : 11,9 MF en 1984, 23,4 MF en 1985, 37,7 MF en 1986, 51,8 MF en 1987, 67,8 MF en 1988.

Depuis son introduction au second marché, en avril 1987, le bénéfice a connu une progression de 80 % environ et aura été presque multiplié par 6 en 5 ans.

A côté de cette progression d'ordre quantitatif, doivent être soulignées aussi d'autres aspects, d'une part sur le marché du capital, d'autre part sur le plan de la qualité des résultats.

En ce qui concerne le marché des fonds propres, malgré sa spécialisation dans le seul secteur agro-alimentaire, ou à cause de l'expérience qu'elle lui confère, I.D.I.A. a confirmé sa position centrale pour les apports de capitaux aux P.M.E. du secteur.

L'année 1988 établit un record avec 50 autorisations d'engagements (15 opérations nouvelles et 15 opérations à des affiliés) pour un montant global de 124,4 MF, contre 30 opérations pour 69,6 MF en 1987.

Malgré cette forte augmentation des engagements, une forte rotation du capital (27 cessions représentant 45 millions de francs de plus-values) a encore permis un taux d'autofinancement élevé : 81 % des nouveaux engagements sont financés par le résultat net courant et les cessions.

Au total, I.D.I.A. se trouve maintenant présent dans 170 entreprises agro-alimentaires.

En ce qui concerne la qualité des résultats, il convient de noter :

— la progression des profits du portefeuille (19.492.000 francs de dividendes d'intérêts d'obligations convertibles au lieu de 17.253.000 francs en 1987) ;

— la croissance des honoraires de l'ingénierie financière (5.470.000 francs au lieu de 1.929.000 francs).

Les perspectives de l'exercice 1989 s'annoncent au moins aussi satisfaisantes que celles de l'exercice passé.

Il sera donc proposé à l'Assemblée générale la distribution d'un dividende représentant 5 francs par action, au lieu de 4 francs, soit une progression de 25 %.

Il est rappelé que ce dividende ne donne pas droit à un avoir fiscal, mais bénéficie d'une imposition forfaitaire à 15 % pour les personnes morales et à 16 % pour les personnes physiques, quel que soit le niveau de leur revenu (statut de capital risque).

C P R

COMPAGNIE PARISIENNE DE REESCOMPTE

59,61 rue La Fayette
75009 PARIS
Tél.: 40 23 24 25

COMPAGNIE PARISIENNE DE REESCOMPTE

RÉSULTATS 1988

La COMPAGNIE PARISIENNE DE REESCOMPTE a réalisé en 1988 un bénéfice net consolidé de 271 millions de francs, en hausse de 28 % par rapport à 1987.

Au cours de sa séance du 1^{er} mars 1989, le Conseil d'Administration a arrêté les comptes et a décidé de convoquer les actionnaires en Assemblée Générale Mixte pour le 19 avril prochain.

Au cas probable où le quorum ne serait pas réuni, les actionnaires seraient à nouveau convoqués pour le 26 avril 1989. Le Conseil proposera à l'Assemblée la mise en distribution, pour une action portant pleine jouissance, d'un dividende net de 20,52 F contre 18,30 F l'année précédente.

La CPR sur Minitel 3617 CPRINFO

Nos innovations en classe affaires changent la vie des hommes d'affaires.

“ SAS continue à être le plus innovateur des transporteurs européens. ”

(EXECUTIVE TRAVEL, AVRIL 1988)

“ En Europe, pour les voyages d'affaires, SAS est la compagnie aérienne par excellence. ”

(BUSINESS TRAVELLER, MAI 1988)

Nous trouvons souvent ce genre de commentaires dans la presse professionnelle internationale. Nous ne les publions pas sans rougir, mais en même temps — pour quoi le nier — nous en ressentons une grande fierté. Mettez-vous à notre place...

SAS
EUROCLASS

Marchés financiers

La Banque mondiale suspend ses prêts à l'Argentine

La Banque mondiale a suspendu le versement de ses crédits à l'Argentine, estimant que ce pays n'a pas rempli les conditions imposées en matière de réforme commerciale et bancaire, a annoncé, jeudi 2 mars à Washington, l'organisation multilatérale. Cette suspension touche la deuxième tranche, pour 150 millions de dollars (900 millions de francs), d'un prêt

d'ajustement structurel destiné à l'amélioration de la politique commerciale argentine et le premier versement, pour un montant de 200 millions, d'un crédit du même type destiné au secteur bancaire. En octobre dernier, la Banque mondiale avait annoncé l'attribution de 1,25 milliard de dollars de crédits à Buenos-Aires dont seuls 254 millions ont jusqu'à présent été versés.

Soulagement des marchés obligataires après le maintien des taux directeurs allemands

La décision des membres du conseil de la Bundesbank, réunis le 2 mars, de ne pas relever les taux directeurs de la RFA a souligné les marchés obligataires, sur lesquels les taux se sont légèrement détendus.

Dans les jours précédant la réunion, la publication de mauvais indices des prix concernant la RFA et plusieurs de ses partenaires économiques avait fait redouter un relèvement des taux d'intérêt allemands. Cependant, le vice-président de la Bundesbank, M. Helmut Schlesinger, a affirmé que la hausse des prix ne devait pas être dramatisée et que, par ailleurs, la « fermeté accrue du mark sur les marchés des devises ne permettait pas une modification des taux directeurs ».

La décision de la Bundesbank a été accueillie avec soulagement par plusieurs pays qui auraient été obligés de suivre l'Institut allemand dans le relèvement des taux. C'est le cas, en particulier, de la Grande-Bretagne, où, pour parer à une chute du cours de la livre, la Banque d'Angleterre aurait dû augmenter une nouvelle fois son taux de base (actuellement, 13 %).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS SLIGOS

CHROISSANCE DE 46 % DU CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ

Le conseil d'administration de SLIGOS, réuni le 2 mars 1989, a arrêté les comptes de l'exercice 1988.

Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 2 043,3 MF, soit une croissance de +46,2 % (dont +17,9 % à périmètre constant).

Le résultat net consolidé, avant impôts et participation, a été de 188,5 MF (+43,2 %).

La marge nette de l'ensemble s'est élevée à 4,85 % du chiffre d'affaires contre 5,1 % en 1987.

Le résultat net consolidé, part du Groupe, ressort à 98,5 MF contre 76,3 MF en 1987.

Il en découle un bénéfice net par action de 46 F.

Le Conseil proposera à l'Assemblée générale le versement d'un dividende net de 9,00 F, correspondant à un dividende global de 13,50 F, après fiscalité, au lieu de 10,50 F l'année précédente (après ajustement).

Les perspectives pour l'exercice en cours sont encourageantes et laissent prévoir le maintien de la marge autour de 5 %, appliquée à un chiffre d'affaires qui devrait être en progression d'environ 20 %, avant éventuelles opérations de croissance externe.

L'action de SLIGOS est cotée au Règlement Mensuel de la Bourse de Paris.

Liquidation de la Banque de participations et de placements : indemnisation partielle des déposants

Après la décision de la commission bancaire de retirer son agrément à la Banque de participations et de placements (BPP), banque française contrôlée par le groupe financier libanais Ibrahima Investment (le Monde du 2 mars), l'Association française de banques (AFB) a annoncé le 3 mars la mise en œuvre du mécanisme de solidarité. Celui-ci prévoit qu'en cas de faillite l'AFB fait appel à ses adhérents pour verser des sommes (calculées au prorata de leurs dépôts) qui permettent d'indemniser les déposants victimes de la faillite d'un établissement bancaire. En l'occurrence, l'AFB a annoncé que les déposants de la BPP pourront se faire rembourser partiellement, dans un plafond fixé à 400 000 francs par déposant, en se présentant au Crédit du Nord, avec une attestation des sommes remboursables délivrée par le liquidateur, M. Jean Durand, désigné par la commission bancaire.

Siparex élargit son actionnariat étranger

Siparex, société lyonnaise de capital-risque, a annoncé le 2 mars, à l'occasion d'une augmentation de capital (50 millions de francs portant le capital à 500 millions), l'arrivée de cinq nouveaux actionnaires étrangers : la Caisse de dépôt et de placement du Québec, principal investisseur canadien (pour 15 millions de francs) ; JAFCO, principale société de capital-risque japonaise et filiale du groupe Nomura (pour 10 millions de francs) ; enfin trois investisseurs britanniques, Gresham Trust de la compagnie d'assurances Eagle Star, Dillon Read International Asset Management et M & G Group, société indépendante cotée à Londres. Ces trois derniers viennent rejoindre quatre de leurs compatriotes déjà présents dans le tableau de Siparex. Avec 8,78 % du capital, les britanniques sont désormais les principaux actionnaires étrangers (qui détiennent à eux tous 30 % du capital) de Siparex, devant les koweïtiens (7 %), et les autres étrangers (2,5 %) et les autres français.

Le président de Siparex, M. Dominique Nouvellet, a par ailleurs annoncé les résultats de 1988. Le bénéfice « satisfaisant sans être excellent » est stable à 25 millions de francs. Siparex a pris seul ou en pool près de 200 millions de francs de participations nouvelles l'an dernier et dégagé pour 20 millions de plus-values à l'occasion de sept cessions.

C.B.



Société d'investissement à capital variable

Le conseil d'administration qui s'est réuni le 9 février 1989 a arrêté les comptes de l'exercice clos le 30 décembre 1988. Le revenu distribuable permet de proposer à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se sera réunie sur première convocation le 30 mars 1989, de fixer le dividende de l'exercice 1988 à 25,00 F par action assorti d'un crédit d'impôt de 0,99 F. Ce dividende sera détaché le 6 avril 1989 et mis en paiement le 7 avril 1989 contre remise du coupon n° 32.

siège social : 56, rue de Lille 75007 PARIS
bureaux : 5, avenue de l'Opéra 75001 PARIS - tél. : 49.27.63.00

NEW-YORK, 2 mars ↑

Redressement

Semblait-il, remis de ses émotions, la Bourse new-yorkaise s'est très sensiblement redressée jeudi. Timidement amorcé la veille en fin de séance, le mouvement de hausse s'est progressivement développé au fil des cotations, et, sans terminer au plus haut, l'indice des industrielles s'inscrivait quand même à 2 265,71, avec un gain de 22,67 points. Le bilan général a reflété ce résultat. Sur 1 948 valeurs traitées, 972 ont monté, 451 ont baissé et 525 n'ont pas varié.

La décision de la Bundesbank de maintenir ses taux directeurs sans changement a vigilement soulagé la communauté financière américaine. Wall Street a, d'autre part, profité du raffermissement du dollar et du marché obligataire. Cependant, même un certain optimisme est revenu, les craintes de tension monétaire ne se sont pas atténuées pour autant.

D'après les professionnels, il faut, à court terme, écarter toute idée de nouvelle hausse. Beaucoup sont affirmatifs : le marché est entré dans une phase de consolidation. Mais personne ne sait quand il en sortira. L'activité a diminué, portant sur 161,98 millions de titres échangés, contre 177,21 millions.

VALEURS	Cours du 1 ^{er} mars	Cours du 2 mars
Alcoa	61 1/8	61 1/2
AT&T	30 1/8	30 1/4
Boeing	62 1/8	63 1/2
Chemical Bank	31 3/8	32 1/8
Chrysler	34 3/8	34 3/4
Eastman Kodak	48 1/2	48 3/4
Exxon	43 3/8	44
Ford	61 1/2	62 7/8
General Electric	45	46
General Motors	33 3/8	34 7/8
IBM	118 7/8	120 1/2
ITT	62 5/8	62 5/8
Lucent	48 7/8	48 7/8
Philips	48 7/8	48 7/8
Schlumberger	34 7/8	35 5/8
Texas	51 7/8	52 3/8
Union Carbide	28 1/2	28 3/8
US Steel	30 7/8	31 1/2
Westinghouse	30 1/2	31 1/2
Xerox Corp.	60 3/8	60 1/2

LONDRES, 2 mars ↑

Poursuite de la hausse

Pour la troisième séance consécutive, les cours des valeurs ont terminé en nette hausse, l'indice Footsie gagnant 18,4 points (+0,91 %), revenant jeudi à 2 039,7. Le mouvement de hausse a été amorcé dès l'ouverture, sous l'impulsion de la Bourse d'Amsterdam, aux autres bourses, avec 483,9 millions de titres échangés. L'éloignement de l'échéance d'un nouveau relèvement des taux d'intérêt britanniques à la suite de la décision du conseil de la Bundesbank de ne pas relever les taux en Allemagne de l'Ouest a encouragé la tendance. A cela s'est ajouté le raffermissement de Wall Street, qui a également encouragé les investisseurs. Le marché a également été soutenu par le redressement de la livre à la suite des interventions de la Banque d'Angleterre. La majorité des secteurs a été appréciée, les électroniques (Aerotech), les aéronautiques (British Aerospace), les pharmaceutiques (Glaxo) et les assurances (General Accident). La banque Barclays a baissé, malgré l'annonce d'un record de ses bénéfices impôts nets de 1,39 milliard de livres (14 milliards de francs). Le groupe pétrolier Enterprise Oil a encore progressé, ainsi que la compagnie Lamin. La chaîne de magasins Sainsbury s'est légèrement dépréciée à la suite de l'augmentation à 7 % de la participation de l'arbitrage américain Asher Edelman.

FAITS ET RÉSULTATS

● Progression de 276 % des résultats de la Barclays. — La banque de dépôt britannique Barclays, la dernière des quatre grandes à publier ses résultats pour l'année 1988, a annoncé, jeudi 2 mars, que son bénéfice imposable avait augmenté de 276 %, à 1 391 millions de livres (14 milliards de francs), contre 369 millions en 1987, atteignant ainsi un niveau record. Barclays talonne Natwest, qui est restée la première banque de dépôts britannique, avec un bénéfice de 1,4 milliard de livres pour 1988.

● Plus de 1 milliard de francs de bénéfices en 1988 pour l'assureur italien Generali. — M. Enrico Randone, président du groupe d'assurances italien Generali, a annoncé, le 2 mars, une hausse de 20 % du chiffre d'affaires consolidé du groupe en 1988, à 11 000 milliards de francs (environ 500 milliards de francs), et un bénéfice net à 250 milliards de francs (près de 1,2 milliard de francs). M. Randone a assuré qu'il ne ferait pas appel à ses actionnaires pour financer l'opération Compagnie du Midi, tout en affirmant que la victoire ou la défaite de celle-ci de M. Bédar, patron du groupe AXA, aux côtés duquel les Generali se sont rangés (le Monde du 2 mars), était un objectif « décisif » pour son groupe. L'assureur italien, refusé de commenter l'hypothèse selon laquelle les Generali porteraient leur part à 33 % dans la Compagnie du Midi, ne souhaitait pas provoquer de remous à la Bourse de Paris.

● Agitation autour des actions Clause. — La plupart des sociétés

PARIS, 3 mars ↑

La reprise s'accroît

Commencée sous le signe de la baisse, la semaine s'est achevée rue Vivienne sous le signe de la hausse. L'ouverture matinale avait été prometteuse (+0,74 %). Les espoirs devaient se vérifier. A 13 heures, l'indice des industrielles enregistrait une avance de 1,19 %. Malgré le relâchement survenu, sa progression était encore de 1,11 % dans l'après-midi.

Tous les grands noms de la cote sont revenus sur le devant de la scène. Saint-Gobain, Société générale, CCE, Alcatel, Michelin, Peugeot, CSE, Pernod-Ricard, Bouygues, Hechtel, Compagnie bancaire, Alstom, BSN, Pernod, Saint-Louis, Rhône-Poulenc (certificat d'investissement) et les autres. Même Audiard d'Entreprises a monté malgré l'affaire des fausses factures. Hier, toutefois, la décision de la Bundesbank de surcroît renforcer au relèvement de ses taux directeurs a soulagé la communauté financière.

Le marché pècherait-il par excès d'optimisme après avoir un peu trop brossé du noir ? Les valeurs françaises ont fait une excellente impression sous les lampes.

Reste que bien des investisseurs ne sont pas satisfaits d'une certaine prudence. En témoigne le niveau toujours assez bas de l'activité (1,3 milliard de francs la veille). Des statistiques américaines doivent encore être publiées. Leur consultation peut être importante pour définir des stratégies.

Fermé du MATIF et des obligations.

Les séances se suivent mais ne se ressemblent pas nécessairement. Vendredi, la baisse a succédé à la reprise amorcée la veille. Le mouvement de repli n'a, toutefois, pas été immédiat. En fin de matinée, la Bourse parisienne a débuté en légère hausse. En début d'après-midi, la tendance s'est inversée, toutefois, et, à la clôture, l'indice Nikkei s'établissait à 32 000,10, en baisse de 73,63 points (-0,23 %). Selon les professionnels, les investisseurs d'outre-mer ont la déconvenue du gouverneur de la Banque du Japon d'éviter tout dérapage inflationniste. Ce dernier a, en effet, déclaré qu'il prendrait les mesures adéquates pour maintenir la stabilité des prix. La communauté financière en a déduit que ces risques de dérapage de la politique de crédit étaient pas courus.

Le calme a toutefois régné, comme en témoigne la relative faiblesse de l'activité, avec 1 milliard de titres échangés comme la veille.

VALEURS	Cours du 2 mars	Cours du 3 mars
Air	730	713
Brigance	1 380	1 380
Chen	1 380	1 380
F&G Bank	3 890	3 890
Hansa Motor	2 000	2 000
UAG	4 200	4 200
Midland	1 100	1 100
Boys Corp.	2 000	2 000
Tyrol Motors	2 850	2 850

PARIS :

Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amstel & Associés	485	485	Le géomètre de nuit	329	329
Asphal	290	290	Lois Investissement	282	282
BAC	328	328	Locatix	152	152
B. Dandely & Associés	530	540	Messing, Michel	189	189
BICM	524	524	Métallurgie Industrielle	622	622
BIP	482	784	Métro	126	126
Bolton	482	500	MILIM	710	710
Bolton Technologies	570	580	Molux	224	224
Châtelier	184	184	Monde-Océan	500	500
Cabestan	615	615	Olivier-Laplanche	347	347
Canal	384	384	On. Gest. Fin.	310	310
C.A.I. de P. (C.C.I.)	380	380	Parisi	409	420
C.A.T.C.	122 50	122 50	P.F.A. S.A.	400	400
CDME	1287	1300	Peugeot (C.I.B. Ind.)	109	109
C. Epix. Elect.	340	340	Prévisions Assurances	400	400
CEGID	814	840	Publicis, Riposte	572	572
CEREP	1730	1880	Rhône	651	651
CEP-Communication	1193	1210	St-Gobain Industrie	318 40	318 40
CEI Information	1193	1210	St-Gobain Industrie	318 40	318 40
Chemets d'Origny	570	570	St-Henri Méditerranée	221 10	221 10
CHLM	505	505	SCEPM	383	383
Concept	331	340	Sigla	380 50	380
Confiance	789	789	Silicones Int. (Syl)	100 00	100 00
Cordia	350 50	350 50	S.I.P.	440 00	440 00
Dalme	1280	1280	S.E.P.A.	430	430
Dauville	1063	1064	S.M.T. (Syl)	338	338
Deville	580	580	St-Gobain	710	700
Editions Industrielles	101	21 50	Syst	225 10	225 10
Eclair	21 50	21 50	T.I.	380	370
Finco	245 50	245 50	Val	194	194
Gencor	379	379	Union Financ. de Fr.	440	431
Gr. Fonderie (B.F.F.)	245	245	Val et Co.	212	212
Guilmet	586	586			
LEC	220	220			
DM	257	257			
LEF	90 20	90 80			
N2	258	258			
Int. Metal Service	710	710			
La Commande Elect.	291	291			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables le 2 mars 1989

Nombre de contrats : 9 725.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Mars dernier	juin dernier	Mars dernier	juin dernier
Accor	680	18	32	24,50	-
CGE	360	26	41	5,20	-
EN-Aquitaine	400	25	-	3,90	10,95
Lafarge-Coppée	1 400	98	-	12	36
Michelin	182	15	25	2	7
Midi	1 500	114	-	31	-
Paribas	440	17	33	9	-
Pengot	1 400	234	270	4,50	17
Saint-Gobain	560	28,90	46	12,50	25
Société générale	498	18	-	25	-
Thomson-CSF	240	5	14	20	23

MATIF

Notionnel 10 % — Cotation en pourcentage du 2 mars 1989
Nombre de contrats : 97 020.

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 89	juin 89	Sept. 89
Dernier	103,94	103,24	103,58
Précédent	104	103,30	103,70

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	juin 89	Sept. 89	juin 89	Sept. 89

104 0,78 1,53 1,39 1,67

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,2680 F ↓

Le dollar, qui s'était raffermi quelque peu en début de séance, à 6,2750 F (contre 6,2690 F jeudi) se redressait à 6,2660 F. La Banque d'Angleterre est intervenue à plusieurs reprises pour soutenir la livre sterling, à nouveau attaquée.

FRANCFORT 2 mars 3 mars

Dollar (en DM) .. 1,967 1,906

TOKYO 2 mars 3 mars

Dollar (en yen) .. 128 128

MARCHÉ MONÉTAIRE (offres privées)

Paris (3 mois) 85/84 94/94

New-York (2 mars) 97/98

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100: 30-12-88)

Valeurs françaises .. 182,5 183,2

Valeurs étrangères .. 186,4 185,9

(Stet, base 100: 31-12-81)

Indice global CAC .. 428,3 425,6

(Stet, base 1000: 31-12-87)

Indice CAC 40 .. 1 574,67 1 583,01

(OMF, base 100: 31-12-81)

Indice OMF 50 .. 445,96 447,49

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

Industrielles 2 243,84 2 245,71

LONDRES (Indice Financial Times)

Industrielles 1 664,1 1 679,7

Mines d'or 171,9 170,3

Fonds d'Etat 87,82 87,98

TOKYO

Nikkei Dow Jones 32 073,73 32 088,10

Indice général 2 402,48 2 405,98

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ base	+ base	+ base	+ base	+ base	+ base
SE-U	6,2850	- 56 - 43	- 110 - 85	- 380 - 210		
\$ can.	5,2618	5,2704 - 137 - 111	- 263 - 225	- 755 - 656		
Yen (100) ..	4,9085	4,9409 + 166 + 193	+ 345 + 396	+ 1183 + 1223		
DM	3,4810	3,4847 + 61 + 78	+ 127 + 152	+ 488 + 464		
Mark	3,6127	3,6166 + 47 + 58	+ 96 + 113	+ 318 + 368		
FR (100) ..	162,190	162,403 + 182 + 201	+ 219 + 249	+ 740 + 1 191		

Marchés financiers

BOURSE DU 3 MARS

VALEURS						Réglement mensuel										VALEURS					
Compt.	VALEURS	Cours péc.	Prémier cours	Dernier cours	% + -	Compt.	VALEURS	Cours péc.	Prémier cours	Dernier cours	% + -	Compt.	VALEURS	Cours péc.	Prémier cours	Dernier cours	% + -				
5750	C.A.E. 356 s.	3750	3772	3570	+ 0.27	Compt.	VALEURS	Cours péc. <td>Prémier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>% + -</td> <td>Compt.</td> <td>VALEURS</td> <td>Cours péc.<td>Prémier cours</td><td>Dernier cours</td><td>% + -</td></td>	Prémier cours	Dernier cours	% + -	Compt.	VALEURS	Cours péc. <td>Prémier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>% + -</td>	Prémier cours	Dernier cours	% + -				
1000	B.A.P. 75 s.	1050	1050	1050	0.00	1420	Lafont s.	1385	1370	1428	+ 4.62	700	Soleigner	680	680	680	0.00				
1000	C.C.F. 75 s.	1105	1105	1105	0.00	1430	Lafont s.	3570	3495	3475	+ 0.12	775	Sauzet s.	784	787	787	+ 0.38				
1128	C.A.L. Lyon 75 s.	1121	1122	1122	+ 0.09	1440	Lafont s.	2415	2405	2420	+ 0.21	700	S.A.T. s.	700	712	712	+ 1.71				
1700	Mamont 75 s.	1630	1660	1666	+ 0.18	1450	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1700	Wolman-Pont 75 s.	1762	1776	1778	+ 0.07	1460	Lafont s.	700	710	710	0.00	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1470	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1480	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1490	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1500	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1510	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1520	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1530	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1540	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1550	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1560	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1570	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1580	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1590	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1600	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1610	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1620	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1630	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1640	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1650	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1660	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1670	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1680	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1690	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1700	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1710	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1720	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1730	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1740	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1750	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1760	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1770	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1780	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1790	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1800	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1810	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1820	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1830	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1840	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1850	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1860	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1870	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1880	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1890	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1900	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1910	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1920	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1930	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1940	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1950	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1960	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1970	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1980	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	1990	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	2000	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	2010	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	2020	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	2030	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	2040	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	2050	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	2060	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	2070	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	2080	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	2090	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	2100	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	2110	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	2120	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	2130	Lafont s.	1260	1260	1264	+ 0.03	285	Schmidt s.	276	276	270	- 1.82				
1900	Reynaud 75 s.	1510	1301	1301	- 0.08	2140	Lafont s.	1260	1260</												

Comptant (selection)[illegible]

SICAV (reflection)

VALEURS	Emission Frans incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frans incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frans incl.	Rachet net
A.A.	922 08	528 84	France Régions	1127 10	1254 27	Parivar	616 76	588 90
Alcatel	230 20	221 80	Fruct-Accessions	26 10	28 26	Parivision/Pactocom	282 57	281 26
Alcatel Finance	608 89	469 59	Fruct-Epargne	26 51	27 81	Parva Investiss.	703 97	672 05
Alcatel Alcatelcom	608 89	367 36	Fructcap	33	32 51	Placecom A	1045 57	1045 57
Alcatel Alcatelcom	910 17	563 90	Fructcap	11346 32	11496 32	Placecom B	757 95	7367 95
Alcatel Alcatelcom (ex-GR)	1688 28	1048 28	Fructcap	28 18	28 66	Placecom C	5748 62	6748 62
G.E. SUD	510 21	574 04	Fructcap	643 02	622 46	Placecom D	115 13	5256 14
G.E. SUD	108 22	107 48	Fructcap	27 19	26 53	Placecom E	1053 77	1053 77
G.E. Financ.	119 17	107 48	Fructcap	4403 98	4383	Praxidia (Industrie)	1524 07	1104 03
G.E. Interfide	441 50	431 12	Fructcap	576 94	570 38	Praxidia/Exempli	115 13	110 42
G.E. Invest.	119 17	117 04	Fruct-Praxidia	11941 30	11172 77	Praxidia/Exempli	2203 51	2203 51
G.E. OBLG.	1102 08	1098 60	Fructcap	1142 03	1101 94	Quartz	120 86	117 72
G.E. Siculid	10357 92	10357 92	Gencliss	6025 57	6007 58	Cantec-Quartz Rénov.	1 00	1 00
globo	638 24	623 85	Gencliss Association	188 05	153 20	Rennec	153 57	161 16
globo	219 24	210 51	H.L.M. Moulins	10256 51	10259 81	Rennec Yvelines	5406 18	5352 65
globo	182 72	181 50	Interpar	1143 19	1108 88	Rennec Yvel.	1189 01	1151 73
globo	582 31	559 58	Interpar	10140 11	9846 25	Saint-Herod-Blois-saint	847 82	807 39
globo-Miller	635 65	673 03	Interpar	1237 41	1193 28	Saint-Herod Global	268 24	254 22
globo-Miller	389 51	371 81	Interpar	409 81	327 19	Saint-Herod-Montigny P.	194 30	190 36
globo-Miller	536 59	520 26	Interpar	139 16	121 63	Saint-Herod Pacific	877 17	861 12
globo-Miller	1108 96	1108 96	Interpar	244 47	240 85	Saint-Herod P.M.E.	318 10	454 61
globo-Miller	328 78	316 04	Interpar	231 86	221 35	Saint-Herod P.M.E.	1207 48	1203 94
globo-Miller	1434 46	1382 68	Interpar	257 57	245 85	Saint-Herod P.M.E.	494 27	475 28
globo-Miller	1416 29	1387 54	Interpar	282 74	268 92	Saint-Herod P.M.E.	250 10	250 10
globo-Miller	165 08	162 18	Interpar	304 44	318 32	Saint-Herod P.M.E.	520 70	520 70
globo-Miller	124 15	116 76	Interpar	246 96	234 81	Siculid	135 93	586 87
globo-Miller	124 15	116 47	Interpar	405 95	385 51	Siculid	105 10	105 10
globo-Miller	113 49	115 45	Interpar	142 03	135 58	Siculid	555 10	555 10
globo-Miller	2657 87	2450 49	Interpar	388 72	388 28	Siculid	107 75	839 58
globo-Miller	1746 95	1746 95	Interpar	371 34	354 50	Siculid	710 70	700 25
globo-Miller	29 35	28 28	Interpar	6020 18	5721 18	Siculid	1460 36	1460 36
globo-Miller	523 60	525 76	Interpar	110 08	108 08	Siculid	672 18	653 18
globo-Miller	523 60	525 76	Interpar	2241 87	2235 38	Siculid	358 76	374 87
globo-Miller	389 56	385 36	Interpar	767 80	760	Siculid	810 17	773 06
globo-Miller	517 89	502 81	Interpar	217 60	208 63	Siculid	891 89	886 48
globo-Miller	765 21	730 51	Interpar	489 94	475 57	Siculid	438 15	434 48
globo-Miller	765 21	730 51	Interpar	697 38	677 07	Siculid	239 94	239 94
globo-Miller	105 99	104 08	Interpar	177 61	169 46	Siculid	427 11	415 69
globo-Miller	265 93	249 28	Interpar	458 69	415 63	Siculid	1210 85	1175 40
globo-Miller	149 10	137 57	Interpar	5708 02	5708 02	Siculid	363 33	

Cote des change

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS	
	profs.	3/3	Achat	Vente
Etats-Unis (\$)	6 288	5 288	6 070	6 470
ECU	7 068	7 085		
Allemagne (DM 100)	340	340,25	330	360
Autriche (Sch 100)	10 345	10 228	10 650	10 550
France (F 100 F)	301,50	301,470	291,800	311,500
Grèce (Dr 100)	87 570	87 310	84 250	81 220
Italie (L 100 L)	26 350	26 350	26 350	26 350
Monnaie (100 L)	10 785	10 804	10 580	11 220
Belgique (100 francs)	4 046	4 047	3 800	4 060
Indes (1 000 Rs.)	4 815	4 814	4 650	4 950
Israël (100 L.)	388,40	387,63	385,50	388,50
Canada (100 \$)	60 238	60 238	59 225	102,250
Portugal (100 reis)	40 380	40 370	40 800	50
Espagne (100 pes.)	5 447	5 460	5 150	5 700
Paraguay (100 G.)	4 117	4 118	3 960	4 350
Chili (100 esc.)	5 245	5 245	5 080	5 470
Argentine (100 pesos)	4 883	4 887	4 750	4 970

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS par 100	COURS 3/3
Or fin (à la livre)	77500	78200
Or fin (au lingot)	77750	78500
Or 22 carats	77000	77800
Plaque imprégnée (10 gr)	389	.....
Plaque moulée (20 gr)	479	479
Plaque trempée (20 gr)	453	453
Sous-verre	574	572
Plaques de 10 dollars	1420	1420
Plaques de 5 dollars	870	.....
Plaques de 50 pesos	2310	2315
Plaques de 10 florins	468	487
Or Londres	.....	.....
Or Zurich	.....	.....
Or Hongkong	.....	.....
Argent Londres	.....	.....

Hors-cote

Alcan Hydro-Energie	324	.....
Alcan	1050	.....
Calcomp	170	178
Canadair (CNA)	678	.....
Cashco	236	236
Cashco	88 80	88 80
C.D. Forestal	340	.....
C.D. Forestal	180	180
Sachet	58	80 50
CGD	610	.....
Harbor Marine Zan	210	.....
Harbor	170	.....
Harbor	452	240
Marineprotection (Banc)	23 50	24 50
Microm	880	560
Parcels	378	.....
Parcels	418	.....
Parcels N.V.	182	182
Parcels	361	361
Parcels	15 20	.....
Parcels	505	428
Parcels	445	428
Parcels	380	.....
Parcels	144	.....

c : coupon détaché — o : offre

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
2-3 L'affaire des Versets sataniques.	7 L'enjeu européen dans la campagne municipale.	11 L'affaire des fausses factures du Sud-Est.	19-20 Théâtre : Une folie électrique, d'après Diderot ; La Forêt, d'Alexandre Ostrowski ; Alice, d'après Lewis Carroll.	26 Deux études sur la situation et les perspectives de l'économie française.	Abonnements 2	• Calculez vos impôts... IMPOTS
4 Pologne : le pouvoir veut accélérer la conclusion d'un accord avec l'opposition.	8 M. Le Pen : « Mon public a le droit de siffler les journalistes ».	13 La grève des enseignants.	21 Cinéma : Une autre femme, de Woody Allen.	28 La restructuration du textile français pourrait être achevée en 1991.	Annances classées 24	• Si : choisissez votre station SEJOUR
5 Venezuela : après les émeutes.	10 Marseille : déjà trente-six exclus au sein du PS.	14 La visite de M. Rocard à Canjuers.	22 Communication : le contrôle déontologique de la publicité télévisée.	29 Boeing laisse aux compagnies le soin d'entretenir leurs vieux avions.	Philatélie 25	• Les hauteurs de neige... GORUS
6 La réunion de la CSCE et le débat sur les armes nucléaires tactiques.	« Journal d'un amateur », par Philippe Boucher.	SPORTS : révélation accablante de l'entraîneur de Ben Johnson.		30-31 Marchés financiers.	Campus 13	3615 tapez LIM
					Carnet 25	• Consultez votre portefeuille BOURSE
					Loto 25	• Le mini-journal de la rédaction JOUR
					Météorologie 25	3615 tapez LEMONDE
					Mots croisés 18	
					Radio-télévision 23	

L'affaire Pechiney

M. Max Théret devait être inculpé vendredi à son domicile

M^{me} Edith Boizette, juge d'instruction chargée du dossier de l'affaire Pechiney, devait se rendre, vendredi 3 mars, dans le résident secondaire de M. Max Théret, où celui-ci est allé depuis le 3 février, jour de

sa sortie de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière. Ce contretemps ayant jusqu'ici empêché l'inculpation de M. Théret, M^{me} Boizette a décidé de venir à lui notifier à domicile.

Judi 2 mars, le magistrat instructeur avait entendu cinq témoins, hauts fonctionnaires membres des cabinets du président de la République, du premier ministre et du ministre de l'Industrie, et ayant à ce titre suivi le dossier Pechiney.

Perquisitions tous azimuts de la brigade financière de la police judiciaire parisienne dès l'ouverture de l'information judiciaire ; cinq inculpations, le 16 février, pour délit d'initié ou recel de ce délit accompagnées de cautions très lourdes équivalant au double des plus-values réalisées pour prix du maintien en liberté : longues auditions de M^{me} Jean Gaudin, PDG de Pechiney, Alain Boubill, ancien directeur du cabinet du ministre de l'Économie, Samir Traboulsi, conseiller des propriétaires américains de la société American National Can, Antoine Riboud, ami de M. Gaudin

et administrateur de Pechiney ; voyage en Suisse les 22 et 23 février en compagnie du procureur de la République de Paris afin d'obtenir le concours de la justice genevoise ; audition enfin de M^{me} Didier Oury, conseiller technique à l'Elysée, chargé des affaires industrielles, Jean-François Vincensini et Alain Prestat, conseillers techniques au cabinet de M. Michel Rocard, Jean-Pierre Joyet et Benoît Mares, respectivement directeur du cabinet et chargé de mission au ministère de l'Industrie.

Depuis qu'elle a été désignée pour instruire l'affaire Pechiney,

M^{me} Boizette ne chôme pas. Manquait cependant l'acte de procédure essentiel : l'inculpation de M. Théret, désigné par le rapport de la Commission des opérations de Bourse (COB) comme le principal « initié » français lors des achats d'actions Triangle dans la semaine précédant le rachat de sa filiale ANC par Pechiney. Victime d'un accident cardiaque en octobre 1988, puis d'une subite perte de conscience fin janvier, M. Théret doit, selon ses médecins, se rétablir. C'est pourquoi, certificats médicaux à l'appui, il n'a pu se rendre aux convocations du juge d'instruction. Impatiente, M^{me} Boizette a finalement décidé de venir l'inculper à domicile, dans sa maison de campagne en région parisienne. Des perquisitions ont auparavant été effectuées dans les locaux de la Compagnie parisienne de placement (COP), la société de M. Théret et de M. Robert Reipplinger, qui a acheté 32 300 actions Triangle, ainsi

qu'au domicile parisien de l'ancien dirigeant de la FNAC.

Défendu par M^{me} Jean-François Prat, M. Théret entend rester ferme sur la ligne de défense qu'il a adoptée depuis le début de l'affaire : il maintient ne pas avoir été « initié », assure pouvoir produire plusieurs témoignages attestant de son intérêt pour le secteur de l'emballage, mais en même temps, prend l'essentiel des risques pécuniaires à son compte en affirmant toujours être à l'origine des achats d'actions Triangle effectués par M. Roger-Patrice Pelat, à qui il aurait conseillé ce placement.

Télu, M. Théret semble également déterminé à contester le bien-fondé des cautions imposées par le juge d'instruction qui, dans son cas, devrait atteindre 8 835 913 F. Il estime, en effet, ne pas s'être enrichi personnellement lors de cette transaction, les gains ayant été versés dans une fondation pour le placement et ayant donc bénéficié aux sociétés qui y ont adhéré.

E. P.

Sur le vif

Oh ! les beaux vols !

Comment vous les trouvez, vous, ces employés planqués derrière leurs comptoirs et leurs guichets dans les aéroports et dans les gares ? Nuls, non ? Désagréables, désinvoltes, méprisants. Oui, ben, ils en ont autant pour notre service, figurez-vous. Ils sont complètement déboussolés, les voyageurs, nuls, casse-pieds, ignorants. Témoin ce sottisier recueilli auprès de ses collègues par une lectrice qui bosse pour une compagnie aérienne. Elle veut pas que je vous dise laquelle, de peur de se faire taper sur les doigts par ses supérieurs.

— Le tarif jeune, en avion, ça comprend le prix de la couchette ou non ?

— Je peux avoir la réduction du commerçant qui travaille ?

— Si je paye en espèces, est-ce que j'aurai le droit à une ristourne ?

— Question siège, je veux un hublot-couloir.

— Moi, une place près du carreau d'où que c'est qu'on voit la mer.

— Je voudrais un vol bleu décès, j'ai perdu mon frère et j'ai pas encore soixante ans.

— À quelle heure il arrive à Paris, le vol Air-sans-frontières ?

— Quel est l'aéroport le plus proche de Roissy ?

— Je voudrais une place par Orly.

— Réservez-moi un vol à la compagnie LATA pour Ajaccio.

— Je veux aller à New-York, dans la ville de Bastia.

— Mon petit chien voyage avec moi, alors je vous donne son prénom.

— Marquez le nom de la personne à réserver : Arlette Ratanasamay. Je vous l'épelle : A.R.L.E.T.T.E. Ratanasamay, comme ça se prononce.

— Est-ce qu'il y a un vol pour Bordeaux le 24 ? — Le 24 de quel mois ? — Décembre.

— Non, aucun. — Alors, est-ce qu'il y a un vol bleu ?

— Je voudrais, pour le vendredi 24 mars, un vol pour n'importe quelle date.

— C'est quoi, un billet ouvert ? Un billet open.

— On comprend peut-être pas le français, mais on parle anglais, c'est déjà ça !

CLAUDE SARRAUTE.

Les oublis du président

M. Max Théret est un soldat : militant dans l'armée, il ne laissera jamais paraître une quelconque amertume devant les oublis surprenants de certains socialistes. Mais ses amis parlent pour lui. Et n'hésitent pas à confier leur surprise, sinon leur déception, à l'écoute des propos présidentiels, le 12 février, à « 7 sur 7 ». Après avoir longuement parlé de son ami de captivité et de résistance, M. Pelat, dont il devait notamment mentionner « les qualités tout à fait remarquables », M. François Mitterrand parla en ces termes de M. Théret : « Max Théret n'est pas du cercle de mes amis. C'est comme ça. Même pas de mes relations. Je ne sais pas où il habite, quelle est sa famille, je n'ai jamais pris de repas dans sa vie avec lui, j'ai rencontré deux ou trois fois avec d'autres... »

En réalité, s'il est vrai que M. Théret n'est pas du premier cercle présidentiel, M. Mitterrand le connaît depuis les années 60, après l'avoir rencontré à un dîner chez des amis. Depuis, ils ont bien dû se croiser une dizaine de fois. Surtout, le président de la République sur se montrer reconnaissant envers ce socialiste qui ne rendait jamais à l'effort financier pour la cause en lui remettant lui-même le ruban de commandeur dans l'Ordre national du mérite, à l'Elysée, le 3 juin 1986. Dans le discours qu'il prononça à cette occasion, M. Mitterrand montra avec humour une bonne connaissance de l'itinéraire de M. Théret en rappelant son passé trotskiste : « Il a été pour la révolution permanente, ce qui ne signifie pas qu'il soit pour la révolution en permanence. »

EDWY PLENEL.

M. Fauroux entendu par la commission des finances de l'Assemblée nationale

Le ministre de l'Industrie et de l'aménagement du territoire, M. Roger Fauroux, a été entendu, jeudi 2 mars, par la commission des finances de l'Assemblée nationale. Le député de l'Union du centre (UDC), M. Edmond Alphandéry (Maine-et-Loire), avait souhaité cette audition, notamment pour obtenir du ministre des explications au sujet de ses déclarations à l'« Express » (du 13 janvier) concernant les « affaires » Pechiney et Société générale. M. Fauroux avait alors déclaré que l'« affaire » Société générale lui apparaissait comme « d'une tout autre gravité » que l'affaire Pechiney (1). Devant les commissaires des finances (seuls ceux du groupe communiste étaient absents), M. Fauroux a confirmé son propos, en précisant que son démenti

fait à l'époque ne portait que sur « les précautions et les mesures » qui avaient disparu de son entretien : « Un mot sur quatre a été retenu », a-t-il expliqué, estimant que la disparition de ces « nuances » avait « altéré » son analyse.

A la question de M. Alphandéry : « Disposez-vous d'informations particulières ? », le ministre de l'Industrie a répondu que s'il en avait eu, il les aurait données à la COB, mais que ce n'était pas le cas.

(1) M. Fauroux avait ajouté : « Les plus-values réalisées ont été beaucoup plus importantes et (...) un acteur public. La Caisse des dépôts et consignations, a joué un rôle-clé dans cette opération sur laquelle la COB aurait dû enquêter. »

Trafic quasiment normal à la RATP

A la RATP, les syndicats CGT, SAT (autonomes) et CFTD ont appelé, le 2 mars, à la suspension du mouvement de débrayages sur la ligne A du RER jusqu'à l'ouverture des négociations prévues à partir du 14 avril. Lors d'une entrevue avec les syndicats, la direction de la RATP a apporté des apaisements aux conducteurs en décidant de reporter à fin mai l'entrée en

vigueur des nouveaux horaires liés à la mise en place du système SACEM (permettant de faire circuler les trains toutes les deux minutes aux heures de pointe).

Dans le métro, la situation était redevenue « quasiment normale » le vendredi 3 mars, selon la direction sur la ligne 7 (La Courneuve-Ivry-Villejuif).

Bagarres entre grévistes et non-grévistes de la COMATEC

Des bagarres ont eu lieu entre grévistes et non-grévistes de la COMATEC, entreprise de nettoyage du métro, vendredi 3 mars, en fin de matinée. L'une, à la Gare-de-Lyon, où des grévistes s'en sont pris à des non-grévistes, a fait trois

blessés légers, dont un souffrant d'une plaie à la tête. Quatre personnes ont été interpellées.

Une autre bagarre s'est produite à peu près au même moment au métro Nation.

Saint-Gobain achète le numéro deux italien du verre d'emballage

Le groupe verrier Saint-Gobain prend le contrôle du deuxième producteur italien de verre d'emballage, la société Vetri, en achetant la société Valos détenue à 100 % par des familles italiennes. Avec un chiffre d'affaires de 1 milliard de francs environ et un bénéfice de 90 millions de francs, Valos est le principal actif Vetri, dont 25 % sont cotés à la Bourse de Milan. Cette acquisition donne au français une part de marché de 20 % dans la péninsule, et quatre usines situées dans le nord du pays. Elle lui permet de reprendre pied dans un pays où il n'était plus depuis qu'il avait vendu, il y a quelques années, sa participation minoritaire dans le numéro un italien du verre d'emballage, la société Maderna.

Saint-Gobain poursuit ainsi la politique d'acquisition menée depuis deux ans en Europe pour consolider ses positions ou acquérir des implantations dans des spécialités (vitrage, cancellations, isolation...).

C. B.

Le suédois Modo veut aider Arjomari à reprendre Aussedat-Rey. — Le papeter suédois Modo a fait savoir le 2 mars qu'il serait prêt à épauler le groupe français Arjomari pour reprendre Aussedat-Rey, actuellement convoité par l'américain International Paper. Concrètement, Modo mettrait à la disposition d'Arjomari « une certaine capacité financière ».

BONN

de notre correspondant

Les secrétaires-espionnes qui défrayaient régulièrement la chronique ouest-allemande ces dernières années sont, apparemment, dépassées par la technologie moderne. La nouvelle affaire d'espionnage au profit du KGB qui vient d'éclater en République fédérale est la première qui fasse appel au piratage informatique sophistiqué sur une grande échelle.

Les enquêteurs de l'Office fédéral de la Constitution ont arrêté deux personnes à Hanovre et une autre à

Berlin-Ouest, soupçonnées d'avoir fourni des informations aux services secrets soviétiques. Après plusieurs mois d'enquête, le contre-espionnage ouest-allemand avait acquis la conviction qu'une équipe de « pirates » informatiques basée à Hanovre était parvenue à percer les défenses de plusieurs banques de données réparties sur toute la plaine : celles du centre de recherche nucléaire de Los Alamos aux Etats-Unis, de la NASA, du Pentagone, du Centre européen de recherche nucléaire à Genève, de Thomson en France.

Ces « pirates » de Hanovre ne s'étaient pas contentés, comme ceux du Chaos Computer Club de Hambourg l'année dernière, de procéder à ces intrusions dans les banques de données ultra-sensibles pour le plaisir ou la gloire. Selon la chaîne de télévision ouest-allemande ARD, qui était sur la trace de ces espions d'un nouveau

genre depuis plusieurs mois, il s'agit de deux très jeunes gens (dix-neuf et vingt ans) passionnés d'informatique, mais aussi consommateurs de drogue. Ils auraient été recrutés en 1985 par des agents du KGB résidant à Berlin-Ouest, qui les ont poussés à travailler pour les services secrets soviétiques d'abord en leur procurant des stupéfiants et de l'argent, puis en usant de la menace. Des nuits entières de travail sur leur ordinateur personnel et une simple ligne téléphonique leur ont permis de décrypter les codes d'accès aux ordinateurs sensibles. Ces clés d'accès étaient ensuite transmises à un attaché commercial soviétique résidant à Berlin-Est, dans la Leipziger Strasse. L'URSS et la RDA pouvaient ainsi

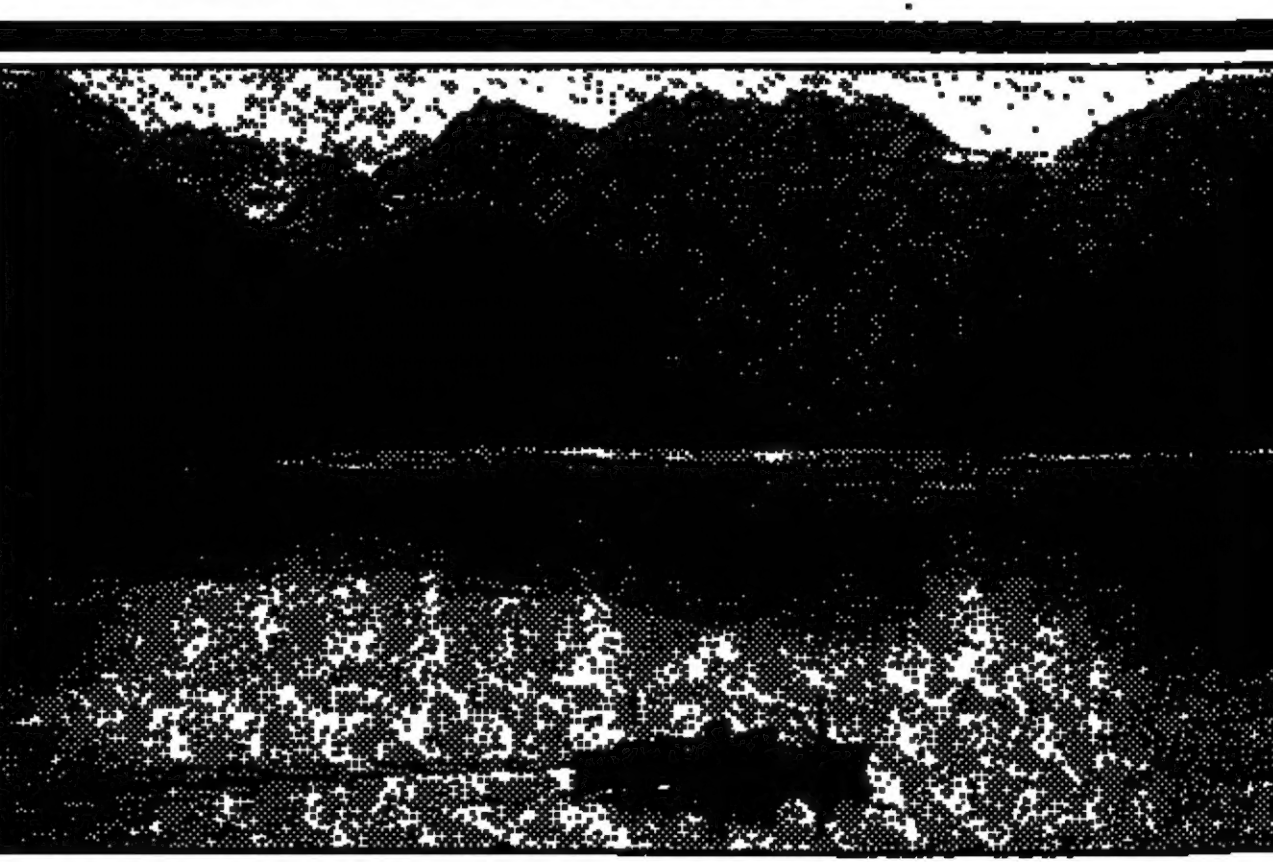
« pirater » des informations leur permettant de détourner les réglementations du COCOM qui interdisent l'exportation à l'Est de technologies susceptibles d'être utilisées dans le domaine militaire.

Contrairement à ce qui se passe dans le cas de la découverte d'un espion « classique », l'arrestation ne tarit pas la source d'informations. La protection des banques de données informatiques, selon des experts ouest-allemands, toujours un temps de retard sur le développement des réseaux interconnectés : elle est à la merci de « pirates » toujours plus ingénieux.

LUC ROSENZWEIG.

Préservez votre dos fragile avec **TRECAFLEX** sommier de conception entièrement nouvelle, avec système de ressorts pré-comprimés à lattes flexibles. Incluable tête et pied.

CAPELOU
37 AV. DE LA REPUBLIQUE 75011 PARIS TEL. 43 37 16 35 • METRO PARNETIER



En Norvège, la nature fascine, sereinement...

Un pays harmonieux où les êtres et les choses sont en accord avec la nature.

Les mille facettes de la mer et de la montagne : fjords, côtes escarpées, vallées verdoyantes avec cascades, forêts sauvages, glaciers...

En avion, en train, en bateau ou en voiture, vous vivrez la vraie nature tout en appréciant les loisirs et l'accueil des Norvégiens.

Pour recevoir une documentation complète sur la Norvège, les moyens d'accès, les différentes formules de voyages et de séjours, renvoyez ce coupon accompagné de 5 timbres à 2,20 F à **Mailings Express-Norvège**, BP 221, 75605 PARIS CEDEX 18.

M. _____ NORVÈGE

Si vous avez un Minitel, composez le 36.16 Code d'accès OTINOR ou VOYAGEUR.

du 3 au 12 mars 1989

FOIRE NATIONALE A LA BROCANTE ILE DE CHATOU

près de Paris. Accès direct R.E.R. Chatou.

organisée par le Syndicat National du Commerce de l'Antiquité et de l'Occasion.

Tél. 47.70.88.78

A C D E F G H

MODE :

QUELS ACHATS POUR UN BILLET DE 500 F ?

C'est un défi : « au prix d'un simple accessoire, une nouvelle garde-robe de printemps ! Mais c'est possible, avec les tissus Rodin. En choisissant dans les promotions et les bonnes affaires, vous repartirez avec des métrages et des métrages de beaux tissus, imprimés pimpants, toiles d'été, lainages, polyester, soie, etc. A moins que vous ne préfériez pour cette somme, finalement très raisonnable, un seul et très beau tissu. Car vous avez tout le choix des prix, depuis 30 F, le mètre.

RODIN
36 CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

هكذا من الأصل